

## Retrouvailles égypto-syriennes

La reprise, mercredi 27 décembre, des relations diplomatiques égypto-syriennes marque incontestablement la fin de l'ostracisme qui frappait l'Égypte. Même si la Libye n'a pas encore complètement franchi le pas, Le Caire retrouve, dix ans après les accords de Camp David et son traité de paix avec Israël, toute sa place dans le monde arabe.

Pour être attendue depuis le dernier sommet de Casablanca, en mai dernier, cette reprise des relations au plus haut niveau - que va couronner un sommet entre les présidents Assad et Mubarak - n'en constitue pas moins un pas important sur la voie de l'entente interarabe, compte tenu de l'importance des deux pays.

Si le souffle de la liberté qui balait l'Europe de l'est n'a pas atteint le monde arabe soumis, pour l'essentiel, à des régimes dictatoriaux, il a toutefois obligé ses dirigeants à réévaluer leur politique étrangère à l'aune de la détente Est-Ouest et de la perestroïka en URSS. L'heure est au réalisme, et le président Assad, certes peu séduit par les nouvelles orientations de Moscou, l'a compris. En acceptant que le drapeau syrien soit hissé dans une capitale arabe où flotte également le drapeau d'Israël, Hafez el Assad fait une concession symbolique. Mais n'attend-il pas, en retour, de pouvoir intervenir plus directement et avec une chance d'être entendu dans le processus de paix qui n'en finit pas de s'engager, de pouvoir mener plus librement vis-à-vis de l'OLP, dont il condamne toujours les initiatives, et d'avoir les mains plus libres encore au Liban?

Cette reprise avec l'Égypte ne s'est d'ailleurs opérée qu'après le succès diplomatique syrien obtenu grâce à l'accord de Taëf, soutenu par la communauté arabe et internationale, notamment par Le Caire, qui s'est éloigné des positions de Bagdad sur le Liban. Si les retrouvailles égypto-syriennes sont jugées avec méfiance en Irak, allié de l'Égypte au sein du Conseil de coopération arabe, on peut penser que Damas, qui a récemment fait des offres de rapprochement avec son puissant ennemi irakien, attend du Caire quelques efforts de médiation pour empêcher, au moins, toute détérioration de la situation, notamment s'il devait y avoir une intervention armée au Liban.

L'Égypte et la Syrie ont, sans doute, aussi voulu insister sur le fait qu'une certaine unité était aujourd'hui la seule possibilité pour le monde arabe de se faire entendre d'un Occident beaucoup plus préoccupé par les événements à l'Est et quelque peu lassé des éternelles querelles intestines arabes. Reste à savoir si ce premier pas annonce d'autres reconciliations, tout aussi importantes pour l'avenir, par exemple, entre la Syrie et l'OLP, Damas et Bagdad. Rien, toutefois, ne les laisse prévoir actuellement.

Lire nos informations page 26

M 0147 - 1229 0 - 4,50 F



3790147004500 12290

## Les nouveaux dirigeants confrontés à de multiples tâches

# Premières mesures d'urgence en Roumanie

Création de tribunaux d'exception pour juger les « terroristes » et abrogation de lois édictées par l'ancien régime

Lors de sa première réunion plénière, mercredi 27 décembre, le Conseil du front de salut national (CFSN), présidé par M. Ion Iliescu, a adopté une série de mesures d'urgence prévoyant la création de tribunaux d'exception pour juger les « terroristes », l'abrogation de lois du régime Ceausescu, et certaines dispositions pour accélérer les produits alimentaires.

Plusieurs des nouveaux dirigeants ont réaffirmé que des élections libres auraient lieu en avril 1990. Certains



se sont efforcés de se démarquer ostensiblement du communisme pour tenter de calmer les mouvements de contestation qui reprochent au CFSN de compter en son sein trop de personnalités ayant eu partie liée avec le PC dans le passé.

Le calme est revenu à Bucarest, où les derniers rebelles de la Securitate ont déposé les armes dans la nuit de mercredi à jeudi. Quelques affrontements se produisaient encore à Cluj et à Sibiu.

## Des incertitudes inquiétantes

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Le nouveau gouvernement roumain est enfin sorti de la clandestinité. Une avant-garde, en la personne de M. Corneliu Bogdan, tout neuf secrétaire d'État aux affaires étrangères, a été chargée, mercredi 27 décembre, de faire sa jonction avec la presse étrangère, qui, depuis des jours, tournait dans Bucarest à la recherche d'un interlocuteur officiel.

- D'un « Conducator » à l'autre, un demi-siècle de violence page 4
- La logistique de la solidarité internationale
- L'aide humanitaire ne peut servir d'alibi, un point de vue de M. Jean-François Deniau
- « Dignité », un témoignage de M. Bernard Kouchner page 5
- Les « félicitations » chinoises
- Le sort de la minorité hongroise de Transylvanie page 6

La liaison s'est faite au ministère des affaires étrangères, non loin de la télévision. Et c'est la preuve que tout va mieux.

Contrairement à M. Petre Roman, le premier ministre, qui affectionne les pulls décontractés et les chemises sans cravate, M. Corneliu Bogdan n'a pas l'apparence du révolutionnaire qui vient de quitter les baricades.

GEORGES MARION  
Lire la suite page 3

## Ainsi va la révolution à Sibiu...

SIBIU

de notre envoyé spécial

« Citoyens ! Des terroristes se sont réfugiés dans la chapelle de votre cimetière. S'ils ne se sont pas rendus jeudi au crépuscule, nous allons devoir utiliser contre eux l'artillerie. Etes-vous d'accord ? » Debout sur la tourelle de son char d'assaut, l'officier n'a pas le temps de poser son porte-voix. Comme un seul homme, les trois cents ou quatre cents personnes qui sont là, ave-

nue de l'Armée-Rouge, donnent leur bénédiction à la destruction éventuelle de leur chapelle. L'officier remercie la foule et dirige son char vers un autre quartier pour sonder les esprits sur le thème du sacrifice des lieux du culte sur l'autel de la révolution.

Gardes patriotiques en armes aux carrefours et dans les hôtels, chars d'assaut sur les avenues et soldats fourmillant un peu partout, ainsi va la révolution à Sibiu, la ville d'Emile Cioran et aussi, mais c'est moins glorieux pour elle, celle dont Nicu Ceausescu, le fils de l'autre, était premier secrétaire, c'est-à-dire potentat local.

Après six jours de combats sporadiques et furieux dans les quartiers du centre-ville, on se battait encore dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 décembre à Paltinis, à 30 kilomètres de la ville, où l'armée était aux prises avec quelques irréductibles de la Securitate et de la milice qui tentaient de prendre possession du récepteur de la télévision nationale.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 4

## Drogue : une lutte sur deux fronts

M<sup>me</sup> Geneviève Domenach-Chich, nouvelle présidente de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie, souhaite « s'inscrire dans la durée ». Elle veut rétablir l'image quelque peu déformée de la mission, qui a changé huit fois de président depuis sa création, en 1981. M<sup>me</sup> Domenach-Chich définit dans un entretien au Monde les orientations de sa politique en matière de lutte contre la drogue. Elle affirme ainsi que la dépenalisation ne résoudra pas

le problème de la toxicomanie. La mission s'intéresse plus particulièrement à la prévention. D'autre part, la répression du trafic s'organise. Ainsi, à Paris, sur la ligne n° 9 du métro, qui est devenue, entre les stations République et Mairie-de-Montreuil, un haut lieu du trafic.

Lire page 15 le reportage d'ANNE CHEMIN et l'entretien avec M<sup>me</sup> DOMENACH-CHICH

## Décidément, 1989 a été une bonne année.

A plus d'un titre.

## Les bénéfices du désarmement

La diminution des dépenses militaires provoquée par l'ouverture à l'Est va modifier directement le développement interne des économies de l'Ouest

Il ne se passe plus un jour sans que ne soit annoncé un projet d'investissement ou une société commune Est-Ouest. Les firmes américaines, allemandes, japonaises et quelques françaises - se précipitent - pour reprendre le mot de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, afin de profiter des nouveaux marchés qui éclorent. Même s'il faut se garder des illusions et croire que le développement économique ira aussi vite qu'est allée la libéralisation politique, l'impact sur l'Occident devrait être important. La perestroïka va provoquer une croissance « extensive » du capitalisme au-delà du rideau de fer, tout comme la colonisation l'avait fait au dix-neuvième siècle.

Mais la conséquence peut-être la plus importante devrait naître du désarmement. La diminution

des dépenses militaires va modifier directement les économies de l'Ouest et favoriser leur développement interne. Les pays occidentaux ont, à l'évidence, des charges de dépense proportionnellement moins lourdes que l'Union soviétique et ses alliés : l'URSS y consacre plus de 16 % de son PNB (autant qu'on puisse savoir) et les Etats-Unis seulement 6,5 %. C'est notamment ce poids excessif qui a d'ailleurs poussé M. Gorbatchev vers le désarmement. Mais il reste que l'économie américaine depuis la deuxième guerre mondiale et les économies européennes depuis la première ont été marquées en profondeur par la préparation des conflits et leur dissipation. Les crédits de la défense représentent 19 % des dépenses de l'Etat en France et 25 % aux

Etats-Unis. Le désarmement devrait donc avoir un impact à moyen terme sur les grands équilibres budgétaires et financiers, et à plus long terme sur la productivité elle-même des économies à partir d'un regain des investissements et des innovations civiles.

Dans l'immédiat, on assiste aux premières réflexions sur la baisse des budgets de la défense. Prudente, la France révisera éventuellement ses programmes seulement après 1991, a décidé M. Mitterrand (le Monde du 28 novembre). Mais déjà différents ministères civils guignent les milliards à couper chez M. Chevènement, et les pressions vont se multiplier dès la préparation du budget 1991.

ÉRIC LE BOUCHER  
Lire la suite page 23

## Tension sur le marché des changes

## Baisse du dollar Hausse du mark

Sur un marché des changes peu actif mais nerveux, le dollar continuait, jeudi 28 décembre, à baisser vis-à-vis de toutes les grandes devises. Le mouvement est particulièrement sensible à l'égard du deutschemark. Un dollar valait moins de 1,88 DM jeudi matin à Francfort, son plus bas niveau depuis dix-huit mois. L'économie ouest-allemande attire les investisseurs internationaux : la Bourse de Francfort en profite largement.

La baisse du dollar et la force du deutschemark entraînent de nombreuses perturbations. Plusieurs pays européens ont augmenté mercredi leur taux d'intérêt afin de soutenir la parité de leur monnaie vis-à-vis de la devise allemande. L'inquiétude est grande sur les marchés obligataires. A Paris, le dollar est tombé en dessous de 5,74 F, le mark s'échangeant à 3,4180 F.

Lire page 22 l'article de FRANÇOIS RENARD

## Les Français et le Bicentenaire

Un sondage CSA page 16

## Mise au point d'Hermès

L'avion spatial européen sera équipé de sièges éjectables page 15

## Difficile retour au droit à Panama

Démilitariser l'administration page 8

## Tournage en Ethiopie

Sabine Precenz sur les traces de Rimbaud pour son premier long métrage page 17

## LIVRES ♦ IDÉES

● Robert Lalonde, « L'Indien » du Saint-Laurent ● Ambition et défaite d'Ezra Pound ● Les souvenirs de Claude Aveline, anarchiste modeste ● Une défense du monde moderne, par François Guéry ● Manuel de Diego et les vieux démons de l'Occident ● Deshiel Hammett, l'introuvable. pages 27 à 33 - section B

Le sommaire complet se trouve page 26



## DÉBATS

Europe

## Une conversion mentale

par Jean-Marie Domenach

C'EST EN spectateurs que nous assistons sans y participer aux énormes changements qui se déroulent au centre et à l'est de l'Europe. D'où cette tristesse qui nuance notre joie. Certes, nous pouvons essayer d'aider des économies défailtantes et nous devons faire notre possible pour muscler une Communauté qui ne mérite pas encore son nom. Mais l'histoire exige davantage et nous avons, nous aussi, à procéder à un changement, sans doute le plus difficile : celui de notre esprit, de notre « mental », plus résistant que notre sensibilité. Nous sommes appelés à une conversion logique, celle-là même qu'inspire la conversion épistémologique qui s'est produite ces dernières quarante années.

Si nous n'y parvenons pas, nous continuerons d'analyser le monde de 1990 avec les outils intellectuels de 1914 et de 1939, qui sont encore ceux de notre approche politique. Comme si nous observions les galaxies avec des jumelles d'atelier. Or l'Europe est travaillée par deux tendances contradictoires. L'une la pousse vers des horizons qui ne sont plus bornés ; l'autre, qui se fortifie en

réactions à la première, amène chacune de ses composantes nationales, ethniques et religieuses, à se replier sur son fondement, et elle risque d'entraîner l'ensemble à se replier sur lui-même.

Naturellement, le Français continue de raisonner en terrien, arpenteur de champs, alors que les frontières s'effacent, mais pour repasser à d'autres niveaux : économique, sociale, morale, culturelle, spirituelle. Alors que nous vivons la fin du monde paysan, notre raison, notre vocabulaire, notre imagination en gardent l'empreinte ancestrale.

Ni résignation  
ni nihilisme

Le premier point, le plus évident, est que l'humanité ne peut plus être pensée comme un sous-système dépendant, sinon de la puissance, du moins de la culture européenne. L'écroulement du marxisme-léninisme signifie la fin de la dernière tentative européenne pour penser globalement l'histoire de l'humanité et lui proposer — lui imposer — les moyens de sa libération.

D'où le reflux mondial de la révolution, douloureux pour les peuples des autres continents, mais redoutable aussi pour des Européens qui « lassés de tout, même de l'espérance » se cantonnent et s'assoupissent dans leur bien-être.

La façon égoïste et purement défensive avec laquelle on tente maintenant de résoudre le problème de l'immigration en est un pénible exemple (1). L'esprit européen, qui a survécu à ses délices et à ses crimes, ne survit pas à une plongée définitive dans la résignation populaire et le nihilisme intellectuel.

Le pari est à ce point. Les Européens ont trouvé le remède à leurs guerres intestines : dans une sphère où, la guerre devenant impossible, le lien civique se défend et le volonte se démobilise. Nous sommes en train de perdre l'ennemi qui fut le meilleur état de la construction européenne. Peut-il exister une poignée sans ennemi ? La rapidité avec laquelle s'écroulent les anciennes démocraties populaires prouve deux choses. La première est que la puissance garde un rôle décisif : c'est parce que la peur de l'intervention soviétique a disparu que les

peuples d'Europe centrale se libèrent.

Mais la seconde est que les idées l'emportent lorsque la domination faiblit. Or ce sont nos idées qui triomphent, alors même que nous n'y croyons plus beaucoup. Les peuples qui vont rentrer à la maison de famille risquent de la trouver un peu vide, pleine, certes, de télévisions et de provisions, mais vide de foi et d'amour.

« Personne  
n'aime personne »

Si l'ennemi externe a (pour combien de temps ?) disparu, les ennemis internes se multiplient. Les grands sujets collectifs (Etats nationaux, classes sociales, etc.), en se dissolvant, laissent la place à des agressivités mineures qui se déchangent autour d'identités plus ou moins faibles. Bien plus, il faut admettre que cette vérité du destin grecque, que révélait la tragédie, prend une valeur générale : chacun devient à son tour son propre ennemi.

Un nombre croissant de gens, ne faisant plus corps avec la cité, ni même avec leurs propres croyances, vivent une situation

incertaine et déchirée, comme on s'en aperçoit de plus en plus aux élections, dans la mesure où ils ne s'abstiennent pas.

Il sera de plus en plus difficile en Europe de rejeter le mal à l'extérieur : la violence s'introduit, comme l'avait discerné René Girard, et la disparition de l'ennemi unique — héréditaire ou émissaire, réel ou fantasmé — fait éclore de multiples ennemis intérieurs, et même intimes. Les progrès du divorce en sont un symptôme éclatant. Le héros d'un film que j'avais vu à Prague en 1967 s'écriait : « Ici personne n'aime personne ! ». Ce qui n'est plus vrai à Prague l'est à Paris.

D'où le malentendu qui s'annonce et le devoir qui nous incombe : faire en sorte que chacun aime un peu chacun — commandement évangélique qui commence par ce que Rousseau appelait le bon amour de soi. Ce n'est donc plus l'humanité qui doit orienter la politique, mais l'amitié, — concrètement la sollicitude à l'égard des vivants (de la nature aussi), et non point la tiède bienveillance.

Ce monde diasporique en voie de libanisation, cette société

occidentale en voie de désagrégation ne peuvent être traités par une logique classique, filée dialectique. L'Europe est invitée à être « le moteur de la multipolarité dans les relations internationales » (2), ce qui exige le passage d'une logique identitaire à une vision systémique et paradoxale.

L'esprit européen devra comprendre que l'autre, vers lequel il tend depuis toujours, réside d'abord au-dedans de l'Europe, et en chacun de nous. Ce n'est pas un vœu abstrait, c'est un impératif indissolublement intellectuel et moral, car toute décision — et d'abord la décision politique — requiert le courage préalable d'envisager le réel dans sa complexité fluctuante. La menace du bloc laisse la place à celle du chaos, lieu de création, mais aussi de dissolution.

(1) Cf. Guy Auzanache : « Il n'y a plus de place », *Le Monde* du 15 décembre.  
(2) Carlos Fuentes : « L'autre visage de l'Europe », *Le Monde-Libér.* du 16 décembre.

## La « vieille maison »

par Robert Verdier

QUEL brusque retournement, quelle revanche de la social-démocratie et dans les conditions les plus surprenantes ! Pour une fois, on est en droit de dire : l'histoire a jugé. Elle a mis fin à l'interminable débat ouvert, depuis la création de la Troisième Internationale, en mars 1919, entre le bolchevisme et le socialisme démocratique. C'est celui-ci qui est proclamé vainqueur. Et par qui ?

Par les héritiers de Lénine eux-mêmes, qui justifient une prédiction faite par Léon Blum, voici bien longtemps, en 1941, alors que le nazisme pouvait paraître triomphant et le mouvement socialiste européen anéanti : « La fondation d'une social-démocratie, au sens plein du terme, espoir d'hier, devient le programme nécessaire de demain » (à l'échelle humaine).

A Budapest, le Parti communiste, qui fut celui de Rakosi, stalinien

parmi les stalinien, décide de se débarrasser de toutes les références léninistes et de s'appeler désormais Parti socialiste.

Le Parti communiste italien, achevant une mutation amorcée depuis longtemps, envisage son adhésion à l'Internationale socialiste, héritière de celle qu'on appelait la Deuxième, si souvent brocardée, mais qui, finalement, est la seule survivante.

« Quand les Bolcheviks  
sont au pouvoir... »

A Moscou même, M. Fédor Bourlatski, qu'on nous présente comme un proche de Gorbatchev, déclare : « Les partis communistes européens doivent revenir à leurs racines social-démocratiques » (*Le Monde* du 11 octobre). En RDA et en Tchécoslovaquie, les partis communistes se dissolvent.

Comment ne pas évoquer les sarcasmes de Lénine qui s'attaquaient à multiplier les variations injurieuses sur l'expression social-démocratie : « Social-traites, social-flics, social-fascistes » ?

Aujourd'hui, ce n'est plus seulement Staline qui est désigné, même en Europe de l'Est, comme l'unique responsable de toutes les déviations du pouvoir communiste. Gorbatchev paraît décidé à aller plus loin que n'en ait allé Khrouchtchev en 1956. Il met en cause tout ce qui caractérisait le léninisme : élimination de toute opposition, rôle dirigeant pour le Parti communiste, lui-même asservi par les mécanismes de centralisation démocratique, conviction que le recours à la dictature politique serait un raccourci pour parvenir à la société socialiste et permettrait de provoquer, selon l'expression employée par Léon Blum à Tours, la

« maturation forcée » des structures économiques.

Lénine disait en 1921 : « Quand les bolcheviks sont au pouvoir, la place des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires... est en prison. » Voici qu'aujourd'hui, dans ce grand ébranlement qui secoue l'un après l'autre les pays de l'Est européen, on réhabilite le multipartisme, la liberté d'expression, la démocratie représentative, tout ce qui était désigné avec mépris par l'expression « libertés formelles ».

Dans la plupart des démocraties de l'Europe occidentale, les partis léninistes étaient devenus depuis longtemps très faibles. La France et l'Italie faisaient exception. Le Parti communiste italien, dont Berlinguer avait su préparer la mutation, a mieux résisté à l'érosion que le Parti communiste français. Les dirigeants de celui-ci font mine de se réjouir de ce qui se passe à l'Est et prétendent même avoir été à l'avant-garde de ce changement.

Mais il est évident qu'ils ne pourront faire oublier leur approbation aveugle de tous les procès stalinien, leur obstination à présenter le rapport de Khrouchtchev comme un faux de la presse capitaliste, leur longue hésitation avant d'accepter la notion d'alternance démocratique lors des premières négociations sur le programme commun au début des années 70.

La régression  
du PCF

Les socialistes français, qui vont tenir leur congrès dans trois mois, pourront prendre acte avec satisfaction des événements qui, en quelques semaines, ont tout bouleversé à l'est de l'Europe. Leur prépondérance sur la gauche, conquise dès 1981 et qui rend la situation française comparable à celle des autres pays de l'Europe occidentale, ne peut qu'être confortée par ces changements, surtout si le PCF s'entête dans son isolement négatif.

Mais cette régression du PCF ne s'est pas accompagnée d'un transfert de ses forces vers le socialisme démocratique. La majorité des députés du communisme a éprouvé une telle amertume qu'elle s'est refusée jusqu'ici à tout nouvel engagement.

C'est une réalité à laquelle le prochain congrès socialiste devrait être particulièrement attentif. Il ne suffit pas d'avoir préservé, comme disait Léon Blum à Tours, la « vieille maison » ; il faut aussi la rendre accueillante à toutes les énergies militantes, perdues par le communisme, mais jusqu'ici démoobilisées pour le socialisme démocratique.

Robert Verdier est président de la Société des amis de Léon Blum.

France

Un impromptu  
maurassien

par Didier Motchane

ERIC GHEBALI et Guy Konopnicki (1) ont raison de stigmatiser une gauche qui reprendrait à son compte la notion raciste de « seuil de tolérance ». Encore qu'ils oublient au passage de rendre à Dieu ce qui lui revient dans cette affaire. Pour un socialiste, pour un républicain, la seule mesure de l'intolérable qui vaille ne peut concerner que la misère et l'exploitation des pauvres, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent.

Eric Gheballi et Guy Konopnicki ont raison de penser qu'avec son âme la gauche perd les élections, comme elle commence déjà à le faire, si elle se place sur le terrain de l'adversaire, si elle cède à ce qu'il y a de pire dans la déraison de notre temps.

Seuil  
de la sottise

Il faut appeler les choses par leur nom : l'immigration clandestine n'est que la conséquence de la scission du monde entre les pays nantis et les autres ; la conséquence, en particulier, du goût marqué des grands patrons capitalistes et des petits patrons libéraux pour soustraire dans leurs chantiers et dans leurs ateliers une main-d'œuvre sans protection, recrutée par tous les moyens.

Quant aux problèmes de l'immigration, ce sont ceux de la nation française et c'est celui de la République.

Eric Gheballi et Guy Konopnicki ont tort d'ignorer la modernité de la République. Rappelons à ceux, nombreux dans la gauche même, qui en ont perdu le sens, puisqu'ils le réduisent au mal respect de la légalité démocratique, que la République, c'est-à-dire la communauté civique, est pour le présent et pour l'avenir fondatrice de la nation française : l'identité nationale est une œuvre commune en constant devenir.

M. Jean-Pierre Chevènement vient de le rappeler, le 16 décembre dernier : « L'expression de l'identité nationale n'a rien à voir avec le nationalisme. La nation n'est pas une fin en soi. C'est une médiation vers l'universel (...). tel est le sens de la formule de Jaurès sur l'internationalisme et la patrie. Le patriotisme français n'est pas un particularisme. Ce qui compte dans notre héritage national ce sont les valeurs universelles, accueillies de la République ».

MM. Eric Gheballi et Guy Konopnicki passent par conséquent le seuil tolérable de la sottise et de la mauvaise foi et donnent un misérable exemple des querelles de boutiques qu'ils prétendent dénoncer lorsqu'ils écrivent qu'il faut « chercher la note de gauche » dans le grand concert des nationalismes ou M. Chirac joue déjà à la petite fête ce que M. Le Pen sonne dans les cuivres.

Les impromptus maurassiens joués par certains partisans de M. Jean-Pierre Chevènement sont des plus dissolvants.

Dois-je leur rappeler ce qu'écrivait l'un d'entre eux au mois de juin 1985 : « La mauvaise conscience de gauche, comme la bonne conscience de droite (...), réduit l'histoire à son musée et la France à ses morts. La France n'est pas une plante mais un jardin où chaque plante enfonce ses racines qu'elle partagera avec les autres le soleil de leur floraison ; ceux qui, à gauche comme à droite, oublient que l'identité nationale relève, par essence, comme toute œuvre d'amour, de l'inachèvement, confondent leur patrie et le monde avec une collection d'animaux empaillés ».

(1) Lire *Le Monde* du 19 décembre, « La gauche sur le seuil ».

Didier Motchane est membre du comité directeur du Parti socialiste.

Grasset.  
Un livre remarqué.

SERGE DOUBROVSKY

Le Livre  
brisé

roman

PRIX  
MEDICIS

GRASSET

## Le Monde

Edité par le SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sautou

Administrateur général : Bernard Wolow

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81



# LA RÉVOLUTION ROUMAINE

## Les nouveaux dirigeants s'efforcent de se démarquer du Parti communiste roumain

« La Roumanie sera libre, pas communiste mais démocratique ! », déclarait mercredi 27 décembre à Bucarest le vice-président du Conseil du Front de salut national (CFSN) M. Dumitru Mazilu. De son côté, M. Ion Iliescu, le président du CFSN, reconnaissait publiquement que « la grande particularité de la révolution roumaine, par rapport aux autres pays de l'Est, c'est que ce processus se déroule en dehors du parti communiste ». Le conseil, qui a tenu mercredi sa première réunion plénière, a voulu ainsi marquer ses distances à l'égard du PC et s'efforcer de convaincre que le nouveau pouvoir ne peut être assimilé à un pouvoir communiste réformateur.

Un fort courant de méfiance est en effet perceptible depuis quelques jours dans l'opinion roumaine à l'égard du CFSN auquel on reproche de comporter trop de communistes ou d'anciens communistes. Cette méfiance, accrue par le fait que les figures de proue de la dissidence (M<sup>me</sup> Doïna Cornea, le poète Mircea Dinescu, la poétesse Anna Blandina, le pasteur Lazlo Tokas) se trouvent désormais quelque peu en retrait, se nourrit également du fait que les dirigeants du CFSN semblent manifester quelques réticences à l'égard des nouveaux partis. M. Iliescu a ainsi estimé à plusieurs reprises que la priorité n'était pas à un multipartisme désordonné, mais au consensus, au rétablissement de l'ordre et à la reconstruction.

Dans une interview télévisée mercredi, M<sup>me</sup> Doïna Cornea, tout en appelant au calme et à

la reprise du travail, a mis en garde contre les tentatives de nombreux dirigeants de l'ancien régime d'infiltrer les comités régionaux du CFSN. Le politologue Silviu Brucan, également membre du CFSN, a fait de même, en dénonçant « des éléments opportunistes qui ont déjà pris des postes dans les organismes locaux ». Le Parti national paysan (PNT) a pour sa part publié un communiqué dans lequel il réclame la légitimité du CFSN : cet organe « ne peut pas prétendre représenter le peuple roumain. (...) Le gouvernement, sous la direction de M. Petre Roman, mis en place par ce conseil ne peut être qu'un gouvernement de transition et ne peut pas prendre de décision politique importante », lit-on dans le texte. Le gouvernement « doit seulement veiller à la stabilité dans le pays et résoudre les problèmes immédiats ».

La méfiance est grande également dans les milieux étudiants de Bucarest où, selon certaines sources, des appels à la manifestation circulaient mercredi soir.

### Inquiétude à Moscou

Le total décrié du Parti communiste roumain qui réajail sur certains des nouveaux dirigeants n'a pas échappé à Moscou. Il en aura peut-être été question dans l'entretien téléphonique que M. Ion Iliescu a eu mercredi avec M. Gorbatchev. Selon

la télévision soviétique, M. Iliescu a exprimé « sa profonde reconnaissance à l'URSS » pour le soutien accordé « au peuple roumain » et les deux hommes ont « échangé des informations » sur la situation dans les deux pays. Alors que plusieurs organes de la presse soviétique s'inquiétaient mercredi de l'apparition de slogans anti-communistes en Roumanie, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Vadim Perfiliev, a déclaré : « Je crois et j'espère que ces slogans ne condamneront pas le socialisme en général, mais une sorte de dogmatisme, certains aspects du socialisme et non la pensée marxiste-léniniste tout entière ».

### Une mission de la CEE

M. Iliescu a également indiqué à M. Gorbatchev que la situation se normalisait, qu'environ 90 % des entreprises industrielles fonctionnaient et que des organes de représentation du CFSN étaient en cours de constitution dans les régions.

Selon des diplomates occidentaux en poste à Bucarest, les derniers membres de la Securitate qui résistaient encore dans la capitale ont commencé à déposer les armes dans la nuit de mercredi à jeudi. Les nouvelles autorités avaient lancé un ultimatum aux derniers partisans de Ceausescu pour qu'ils rendent les armes avant ce jeudi, 17 heures. Bucarest était calme dès mercredi soir,

mais des combats sporadiques se poursuivaient encore en province, à Sibiu et à Cluj.

Les nouvelles autorités roumaines ont fait savoir, mercredi, à la Suisse qu'elles allaient lui adresser une demande formelle d'entraide judiciaire, afin de bloquer les avoirs, dans ce pays, de l'ancien dictateur. En outre, la mission roumaine auprès de l'ONU, ralliée au nouveau pouvoir qui l'a confirmée dans ses fonctions, a demandé mercredi, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'une résolution appelant à une aide humanitaire d'urgence. Le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, a indiqué qu'il mettait beaucoup d'espoirs dans la restauration de la démocratie dans ce pays et s'est déclaré « vivement préoccupé » par les besoins de la population en aide humanitaire.

Par ailleurs, la CEE va envoyer dès la fin de la semaine une mission d'évaluation en Roumanie, afin de régler son aide future sur les besoins de ce pays. La France, qui exerce jusqu'à la fin de l'année la présidence de la CEE, avait suggéré mardi soir l'envoi d'une telle mission par la voix de M. Lionel Jospin. La mission de trois jours, qui devrait partir de Paris jeudi soir, sera composée d'un diplomate ou d'un haut fonctionnaire français, ainsi que d'un haut fonctionnaire de la Commission européenne, et elle sera pilotée sur place par l'ambassadeur de France à Bucarest. — (APF, AP, Reuter.)

## Des incertitudes inquiétantes

Suite de la première page

Diplomate de carrière, ancien ambassadeur à Washington et ex-directeur des Amériques au ministère des affaires étrangères, M. Bogdan a, comme beaucoup, été écarté par Nicolae Ceausescu en 1982, poussé en quelque sorte à la dissidence.

Comme M. Iliescu, président du conseil du Front de salut national, ou M. Sergiu Celac, qui vient d'être nommé ministre des affaires étrangères, M. Corneliu Bogdan appartient à cette génération de cadres communistes qui ont adhéré au parti dans les années 50 pour être mis sur la touche deux à trois décennies plus tard.

Pérestroïkistes avant l'heure, ils sont la seule couche sociologique dans laquelle les nouveaux dirigeants peuvent puiser quelques ministres compétents ayant l'expérience du pouvoir et des administrations. Et c'est ce qu'ils font.

A pouvoir nouveau, langage neuf, M. Bogdan s'y est essayé, manifestant sa volonté d'éviter la langue de bois et y parvenant souvent. Il ne sait malheureusement pas tout, ignore notamment les circonstances du procès intenté aux époux Ceausescu, mais estime que dans des situations révolutionnaires, il convient d'appliquer des solutions de même nature. Il reste aussi d'une grande imprécision à propos de ces fameux « terroristes étrangers » dont les Roumains s'obsti-

nent à croire qu'ils étaient le fer de lance de la contre-révolution.

Plus curieusement, il dit aussi ne pas savoir avec précision quels membres de l'ancien gouvernement ont été arrêtés et ne dispose pas d'autre chiffre que celui des soixante mille tués lors des derniers événements. Le chiffre est vraisemblablement très exagéré, mais il demeure dans toutes les bouches, y compris dans celles qui devraient manifester le plus de prudence.

### La suppression du plan de « systématisation »

Au moment même où M. Bogdan avait crûment son ignorance, se tenait quelques pièces plus loin la première réunion plénière du Conseil du front de salut national, composé de trente-neuf membres. Le Conseil affirme qu'il laisse le soin de gouverner au gouvernement. Mais c'est lui qui, pour le moment, nomme les ministres, légifère et décrète. Il vient ainsi d'abolir une bonne partie de la production législative du régime antérieur. Dans le maelström, les défunts Ceausescu y ont perdu tous leurs titres et décorations, et les Roumains y ont reconquis leur droit à l'avortement. De même a été supprimé le plan de « systématisation », qui prévoyait de rayer de la carte des centaines de villages dont les habitants devaient être regroupés de force dans des HLM de campagne.

Le même Conseil vient d'édicter une loi destinée à lutter contre le « terrorisme ». Seront immédiatement traduits devant des tribunaux d'exception les « terroristes » trouvés les armes à la main. Le principe de la loi ne semble pas discuté, mais sa formulation a donné l'occasion d'un dérapage d'écritures qui inquiète quelque peu. Peut-être en effet relever du « terrorisme » les propagateurs de fausses nouvelles et leurs complices. Autant dire que si la loi devait être comprise dans sa formulation la plus stricte, tout débat démocratique, c'est-à-dire contradictoire, serait rapidement impossible. Interrogé à ce sujet, M. Bogdan a assuré que des élections libres se tiendraient bien en avril prochain, comme déjà annoncé, et qu'une nouvelle loi électorale, dont il n'a pas indiqué les principes, serait nécessaire.

Ce sont précisément ces incertitudes qui inquiètent. Faut-il les mettre au compte de l'improvisation des premiers jours ou bien, comme le craignent beaucoup de Roumains, rendus soupçonneux par quarante-cinq ans de stalinisme, expriment-elles cette tendance qu'auraient les nouveaux dirigeants à servir de vieilles soupes dans de nouveaux pots ? La méfiance du pouvoir à l'égard du multipartisme — même si de nouvelles organisations naissent tous les jours, écologistes compris — ne contribue pas à calmer les esprits. « Le Conseil du front de salut national est l'expression d'un remarquable

consensus », a, après d'autres, répété M. Bogdan devant la presse. Ce qui sous-entend que la multiplication des partis risque de briser ce consensus.

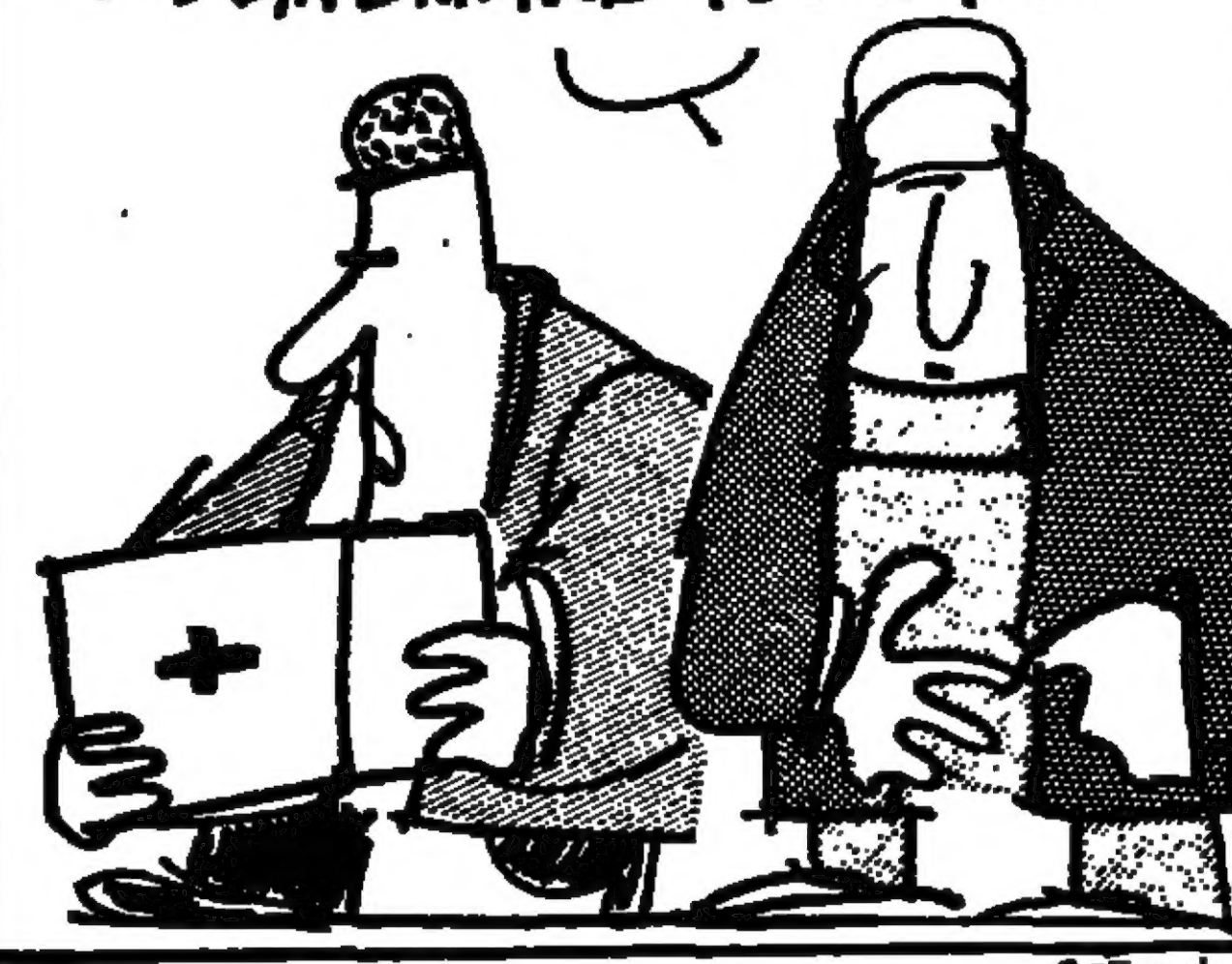
Ce dernier risque fort d'être mis à mal par les problèmes innombrables qui se posent au pays. Comme il fallait s'y attendre, de fortes pressions s'exercent en faveur d'une épuración de l'appareil d'Etat, dont une partie du haut personnel est demeuré en place (le Monde du 27 décembre) ; écartés entre les besoins d'hommes et les pressions de la base, le gouvernement semble avoir choisi une thérapie douce. Il paraît vraisemblable que tous les anciens ministres encore en fonction dans les branches techniques seront, peu à peu, remplacés par d'autres, moins compromis. « Nous avons à construire le gouvernement pas à pas, a affirmé le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Il faut agir avec précaution, on verra cas par cas. Le premier critère retenu sera la compétence et rien d'autre. J'ai moi-

même servi Ceausescu jusqu'en 1982. »

Encore faut-il que ce discours « raisonnable » soit accepté par les Roumains. Dans les entreprises ou les ministères, des conseils locaux du Front de salut national se sont installés. La télévision, qui, depuis le début, était le lieu vers où convergeaient toutes les explosions du pays n'a elle-même créé le sien qu'avec retard dans la nuit de lundi à mardi ; submergés de travail, envahis par les équipes étrangères et les visiteurs, les personnels de la télévision, qui ne tenaient que par l'enthousiasme, auraient sans doute préféré attendre encore quelques jours. Mais le fait que le directeur général se soit opposé à la diffusion de l'intégralité du film tourné lors du procès des époux Ceausescu a mis le feu aux poudres. Depuis, quelque peu dégrisé, les employés de la télé commencent à se dire qu'il va leur falloir, eux aussi, faire leur révolution.

GEORGES MARION

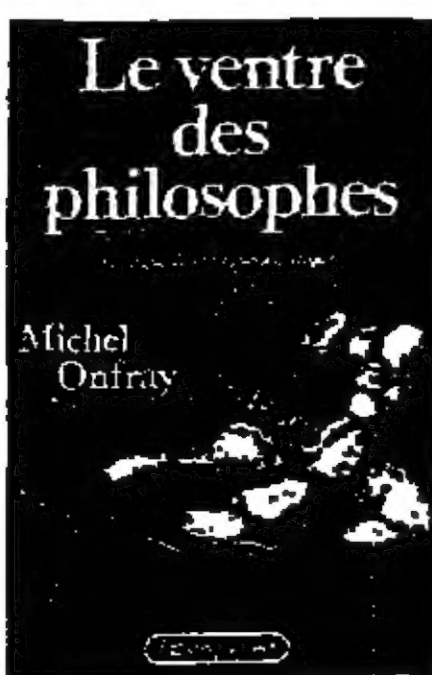
NOUS AVONS UN BESOIN URGENT DE MEDICAMENTS, DE NOURRITURE ET D'EXPERIENCE POLITIQUE.



PESIN

Grasset.

Des livres remarquables.



Jurg ALTWEGG, Querelles de Français - Patrick BARBIER, Histoire des Castrats - Georges BERNIER, Antonin Carême - Michel CUREL, La génération inoxydable - Roger-Pol DROIT, Présence de Schopenhauer - Claude DULONG, La dernière pagode - Georges FLEURY, Khéops - Bob HOBMAN, Sarimanock - Etienne JAUDÉL, Le juste et le fort - Henri LABORIT, La vie antérieure - Frédérique LEBELLEY, Tête à tête - Alain MANEVY, Les journalistes de la liberté - Nana MOUSKOURI, Chanter ma vie - Jacques-François ROLLAND, L'homme qui défia Léline - Guy SCARPETTA, L'Arifice - Daniel SIBONY, Entre dire et faire - Jean-Michel THENARD/Gilles BRESSON, Les 21 jours qui ébranlèrent la droite - Gabriel VERALDI, Pauwels ou le malentendu - Thierry WOLTON, Les écuries de la V.

### BIOGRAPHIES DOCUMENTS ESSAIS

Des romans aux essais, des biographies aux livres pour enfants, des Cahiers Rouges aux documents en passant par les Beaux Livres ; chez Grasset il y a mille façons de conserver un bon souvenir de l'année 1989.

GRASSET

## Un Impromptu maurassien

par

Impromptu, c'est un genre de poésie qui se crée sur le vif, au moment même où l'on parle. C'est une forme d'art qui a existé depuis l'antiquité, mais qui a connu un véritable essor au XIX<sup>e</sup> siècle, notamment en France. Les impromptus étaient alors considérés comme une forme de poésie légère, mais aussi comme un moyen de s'exprimer librement, sans contrainte de forme ou de sujet. C'est ce qui a fait de l'impromptu un genre si populaire et si apprécié.

## La couverture télévisée des événements

Polémique entre la Cinq et les chaînes publiques

La société des journalistes de la Cinq, dans un communiqué, reproche au président des chaînes de service public A2 et FR3 d'avoir refusé aux chaînes privées françaises les moyens techniques de retransmission de reportage que ces chaînes avaient mis en place en Roumanie pour leurs propres besoins.

Télédiffusion de France a en effet installé, dans l'ambassade de France à Bucarest, une station satellite pour le compte d'A2 et FR3. Selon les journalistes de la Cinq, l'interdiction d'accéder aux moyens techniques est « une véritable censure d'une information à caractère dramatique et universel » qui « n'est pas à l'honneur de celui qui a pris une telle décision ».

Après du PDG d'A2 et FR3, M. Philippe Guillaume, on explique que, si la station satellite pouvait en effet être mise à disposition de toutes les chaînes, il n'était pas question que celles-ci aient recours aux moyens propres (techniciens, vidéo légère, etc.) des chaînes, ce qu'elles réclamaient. Plus largement, on remarque qu'il est un peu fort que des adeptes forcés de la loi du marché viennent maintenant se plaindre de la concurrence.



## LA RÉVOLUTION ROUMAINE

D'un « conducator » à l'autre

## Un demi-siècle d'histoire marqué par la violence

Contrairement à ses voisins, dont l'évolution se poursuit de manière pacifique, la Roumanie ouvre dans le sang un nouveau chapitre de son histoire, comme si elle n'avait pas à exorciser les convulsions qui ont présidé à l'instauration du système communiste dans le sillage de la deuxième guerre mondiale.

En 1938 déjà, les rivalités entre les partis et les désordres qui avaient précédé le conflit avaient servi de prétexte au roi Carol II pour imposer sa dictature. Le mouvement totalitaire et antisémite de la Garde de fer, fondée en 1931 par Corneliu Codreanu, est alors dissoute et son chef exécuté. Mais ses partisans ne désarment pas. Le désastre que constitue, en 1940, la perte de ses territoires périphériques (Bessarabie, Bucovine, nord de la Transylvanie, sud de la Dobroudja) entraîne l'abdication du roi en faveur de son fils, Michel IV, et l'instauration de la dictature du général Ion Antonescu. Le titre de *führer* étant à la mode, Antonescu se fait appeler (d'ailleurs) « conducator ». Il proclame « l'Etat légionnaire » et place la Roumanie dans la guerre aux côtés du Reich.

Alors que le pays est occupé par la Wehrmacht, les Gardes de fer refont surface, assassinant des hommes politiques et font la chasse aux juifs, allant jusqu'à pendre certaines de leurs victimes aux crochets des abattoirs de Bucarest. Si l'armée d'Antonescu intervient d'abord pour limiter ces excès, lui-même prendra une part active, quelques mois plus tard, au massacre de douze mille juifs lors du pogrom de Iasi, en Moldavie. Sentant le vent tourner, le dictateur roumain cherchera en vain à négocier un arrangement avec les Occidentaux pour freiner l'avance soviétique.

L'accélération des événements débouche sur « l'insurrection populaire » du 23 août 1944, menée par le Front national démocratique. Le dictateur Antonescu est arrêté, un gouvernement de coalition voit le jour et s'empresse de déclarer la guerre au Reich. Par un armistice signé le 12 septembre à Moscou, Bucarest cède la Bessarabie et la Bucovine septentrionale à l'URSS, mais se fera restituer la Transylvanie du Nord par la Hongrie. En

fait, son sort ayant déjà été scellé quelques mois plus tôt entre Staline et les alliés, la Roumanie se retrouvait, bon gré mal gré, dans la zone d'influence soviétique.

300 000  
adhérents

Porté par l'offensive de l'armée rouge, le Parti communiste ne tardera pas à étendre son emprise sur le Front national démocratique, constitué en juin 1944 avec les partis national paysan, libéral et social-démocrate. Fondé en 1921 et interdit dès 1924, le PC compte alors à peine un millier d'adhérents au sortir d'une longue période d'illégalité et de traque. Mais ses militants sont aguerris et, surtout, ils bénéficient du concours actif du nouvel occupant.

Parmi les apparatchiks du parti, un certain général Walter Roman, ancien des Brigades internationales d'Espagne. Répatrié d'Union soviétique, il est rentré dans son pays à la tête d'une unité de l'armée rouge, formée de volontaires roumains. D'abord commissaire politique du chef de l'état-major au ministère de la défense à Bucarest, le général Roman devient ministre des postes et télécommunications, puis chef des éditions du parti jusqu'à sa mort il y a une dizaine d'années. Son fils, Petre Roman, vient d'être nommé premier ministre par intérim.

L'euphorie de la victoire aidant, le PC s'agrandit tellement rapidement qu'il comptera près de 800 000 membres en 1945 et plus du double quelques années plus tard. Par ailleurs, d'anciens légionnaires fascistes et autres opportunistes de tout poil avaient rejoint ses rangs. A tel point qu'une vérification des cartes sera entreprise en 1950 pour écarter les éléments les plus compromis avec le régime précédent.

Sans léser sur les moyens pour accélérer sa mainmise sur la politique du pays, le PC s'emploie, d'emblée, à consolider une position hégémonique et ne recule pas devant les méthodes expéditives. En mars 1945, il impose un cabinet dirigé par Petru Groza, président du Front des agriculteurs. Contrô-

lant les ministères-clés, il entreprend une réforme agraire et entame l'épuration de l'administration. Après les élections de novembre 1946, remportées par le bloc du Parti démocratique et que l'opposition disait truquées, Groza forme un nouveau gouvernement à majorité communiste. L'année suivante, la condamnation à la prison à vie de plusieurs de ses dirigeants parachève la liquidation de l'opposition. Le 30 décembre 1947, la proclamation de la République populaire roumaine entraîne l'abdication forcée et l'exil du roi.

Purges  
en chaîne

Après la fusion avec les socialistes de gauche, les communistes s'adjoint une victoire sans appel aux élections du 28 mars 1948. S'étant arrogé un pouvoir sans partage, ils adoptent une nouvelle Constitution, accélèrent la socialisation du pays sur le modèle soviétique et éliminent les têtes de leurs rangs. Ainsi, Lucratiu Patrascanu, ancien dirigeant dans la clandestinité, qui pouvait porter ombrage au nouveau secrétaire général Gheorghe Dej, est froidement assassiné par un responsable du ministère de l'Intérieur. En 1952, Ana Pauker, ministre des affaires étrangères et membre du bureau politique est évincée avec d'autres « déviationnistes de droite ».

Ces purges revêtent également un caractère antisémite, les juifs étant relégués à des postes subalternes, puis mis sur la touche sous Ceausescu. Des quatre cent mille juifs roumains rescapés de la guerre, la plupart ont quitté le pays et il n'en restait aujourd'hui plus qu'une vingtaine de milliers. D'ailleurs, une partie des 400 millions de dollars en or que le dictateur déchu aurait déposés dans des banques suisses proviendrait d'« opérations spéciales », telle la vente de permis d'émigration pour les juifs et les Allemands de Roumanie.

Entré au comité central à la faveur de l'épuration de 1952, Ceausescu accédera, trois ans plus tard, au bureau politique et se placera comme dauphin de Gheorghe Dej, à l'occasion d'une nouvelle purge, en 1957. Comme son prédécesseur, il cumulera à son tour les fonctions de secrétaire

général du parti et de chef de l'Etat. De fait, le Parti communiste roumain ne s'est jamais départi des procédés stalinien. Au contraire, il les aura poussés jusqu'à leur extrême perfection sous Ceausescu. Moins encore que Gheorghe Dej, le Conducator ne tolère la moindre contestation. Ses collaborateurs lui doivent une allégeance totale, sous peine d'être écartés, selon le principe dit de « rotation des cadres ».

Un vieux militant — de près de quatre-vingt-dix ans — M. Constantin Parvulescu, ancien secrétaire dans la clandestinité, en aura fait l'expérience lors de l'avant-dernier congrès du parti. Parce qu'il avait osé critiquer Ceausescu et réclamer des réformes, il a été délogé de sa maison et s'est retiré dans son village natal. Le culte de la personnalité et l'adulation du chef prennent peu à peu des proportions sans égales.

La manie des grands travaux, qui avait déjà commencé sous Gheorghe Dej, avec par exemple le fameux canal Danube-mer Noire, qui coûta la vie à des milliers de bagnards, se poursuit de plus belle pour aboutir aux travaux pharaoniques du centre de Bucarest.

Si Ceausescu s'est ainsi maintenu pendant près d'un quart de siècle, il n'était pas entièrement seul. Le parti était accaparé par une famille avide de pouvoir et servie par une clique de profiteurs davantage préoccupés de prébendes et de passe-droits que du bien-être de leurs concitoyens.

Disgracié comme nulle part ailleurs, le Parti communiste s'est effondré comme un château de cartes. Après cette marche forcée vers des lendemains qui déchantent, tout reste à faire pour sortir le pays de l'ornière : des structures à mettre en place d'urgence à l'apprentissage de la démocratie, en passant par l'organisation de partis dignes de ce nom et le rétablissement des libertés essentielles. Rude tâche pour un Front de salut national composite, dont le jeune premier ministre n'est autre qu'un fils de famille grandi dans les alibis du pouvoir et sorti de l'ombre comme d'une boîte de Pandore.

JEAN-CLAUDE BUHRER

## Ainsi va la révolution à Sibiu

Suite de la première page

Physique de play-boy et chevelure grise, le colonel Dragomir, qui commande la garnison locale, n'avait, mercredi soir, aucune inquiétude sur l'issue des combats : « On les aura. »

Déjà, une bonne douzaine de « terroristes » gisent à l'état de cadavres, dehors, à même la cour de la mairie municipale. Deux d'entre eux, sur comme tous les autres, ont les mains attachées sur le ventre et des blessures par balles à la tête. Ils ont entre vingt-cinq et quarante ans. 50 mètres plus loin, toujours à même le sol, mais à l'intérieur du macabre édifice, sont encore étendus une vingtaine de dépouilles mortelles, dont cinq femmes et un petit garçon d'environ dix ans. Eux aussi sont nus.

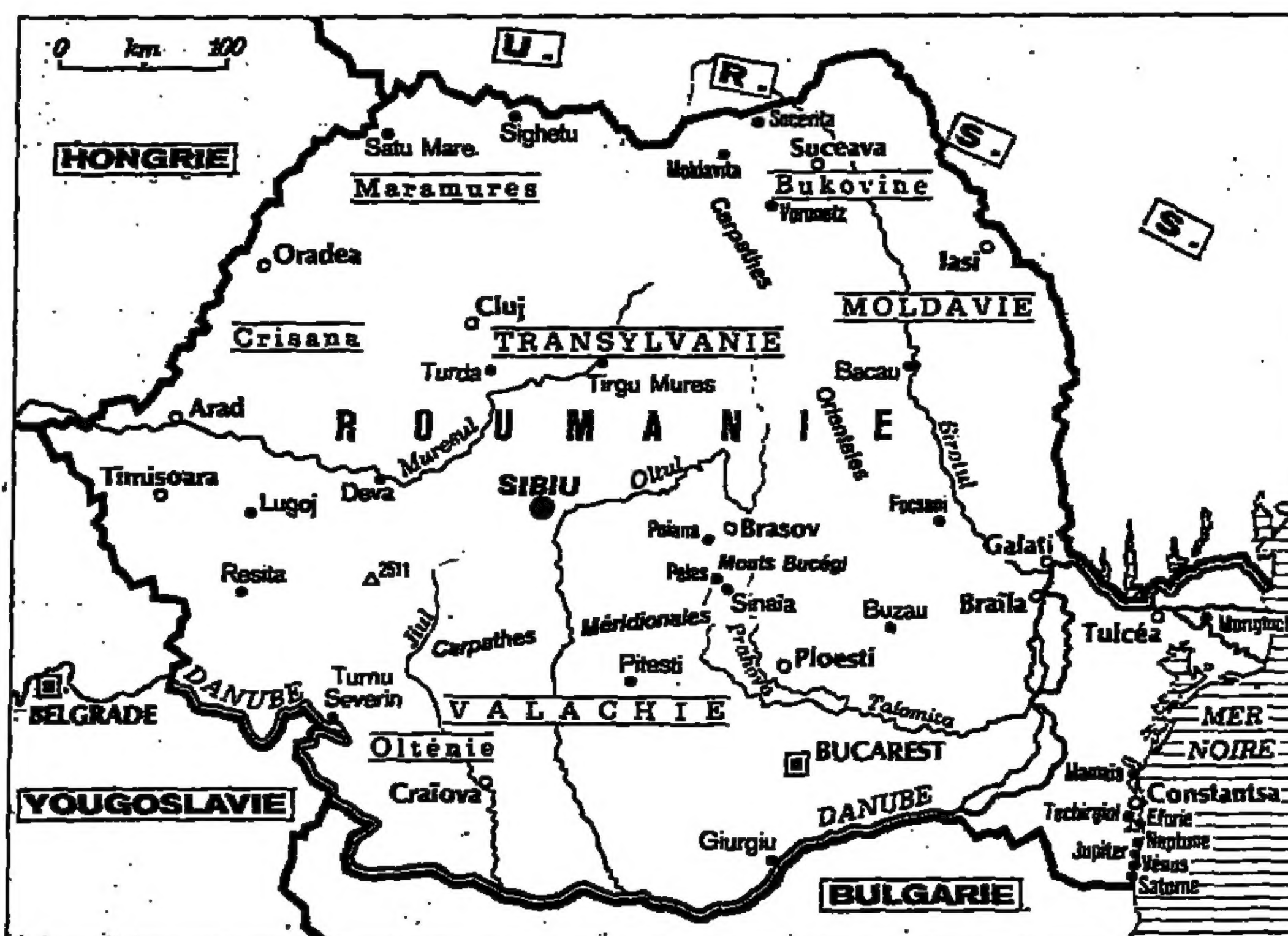
Au total, selon M. Corneliu Bucur, ethnologue de son état,

ancien membre du Parti communiste et actuellement vice-président du conseil départemental provisoire du Front de salut national, « il y a eu soixante et onze victimes dans les combats et trois cent cinquante et un blessés, dont cent soixante sont encore à l'hôpital ». « Bien entendu, ajoute-t-il, il n'est pas exclu qu'il y ait d'autres cadavres, pour l'instant oubliés dans certains bâtiments ». L'armée, qui, depuis le début des événements, rechigne un peu à donner des chiffres, « a perdu six soldats », finit par lâcher le colonel Dragomir. Il refusait de fournir le nombre total des morts ou des prisonniers chez l'adversaire. « Secret militaire ». Il y aurait eu, cependant, 1 200 arrestations.

Dans le bureau personnel et très

Ceausescu, au siège local du parti déconstruit converti en « préfecture provisoire », une cinquantaine de militants révolutionnaires, mêlés à huit ou dix soldats en armes, vont et viennent en criant des ordres et des informations. Dans un coin de la grande pièce, la télévision de Bucarest poursuit en direct son happening permanent. Les quatre téléphones de Nicolae n'arrêtent pas de sonner, et c'est la personne la plus proche qui décroche. « Nous faisons ce que nous pouvons », explique dans le brouhaha et la confusion générale M. Mircea Tomus, écrivain, critique littéraire, ancien membre du PC lui aussi, et présentement président du conseil provisoire. « Au total, cela ne marche pas si mal. »

Ville industrielle et de garnison à la fois, Sibiu, outre ses deux cent cinquante mille habitants, abrite cinq écoles militaires, un bataillon de la Securitate et quelques escouades de miliciens. « Ces deux derniers se sont alliés contre l'armée et le peuple », raconte M. Tomus. Aujourd'hui, le siège de la milice, avenue de l'Armée-Rouge, ainsi que celui de la Securitate voisine (trois bâtiments de qua-



## Vivre en Tsar est un art.



tre étages chacun sur 60 mètres de long environ) ne sont plus que des ruines aux façades noircies et trouées par les obus. Ici, l'armée n'a pas fait de détail et la polyclinique où se trouvaient retranchés certains de ceux qu'on n'appelle plus aujourd'hui que « les terroristes », présente elle aussi une façade criblée comme une passoire.

A 2 kilomètres de là, place de la République, même spectacle. A l'arrière des bâtiments dévastés, jonchés de verre brisé et de quelques couvertures ensanglantées, l'odeur de poudre, cinq jours après la bataille, n'a pas disparu. Ici à Sibiu, les choses sérieuses ont commencé vendredi dernier quelques heures avant la chute du dictateur. Des milliers de citoyens manifestaient la veille, place de la République, contre les excès commis à Timisoara.

« La milice et la Securitate sont arrivées sur les lieux, raconte un témoin. C'est de bain, haute tension générale. Comme la foule devenait menaçante, les gardes-chiourmes du régime ont commis l'erreur d'appeler l'armée à leur rescousse. Les soldats se sont d'abord interposés pour les protéger, et puis certains membres de la Securitate ont commencé à tirer par-dessus les épaules de la troupe. C'est alors que la situation s'est retournée. »

Après Bucarest et Timisoara, reprend M. Tomus, « c'est ici que

les combats ont été les plus durs ». La villa en ruine de l'ancien chef de la milice locale, les vingt étages de l'Hôtel Continental — le plus grand de la ville — noircis par les coups de feu, les toits défoncés du théâtre et de plusieurs autres bâtiments publics en portent témoignage.

« Le deuxième jour, raconte encore le président du comité, ils ont empoisonné deux des quatre bassins qui alimentaient la ville en eau potable. Nous avons dû soigner des centaines de gens pris de vomissements et souffrant de paralysie des extrémités. Dimanche, on a trouvé dans les poches d'un commando de la Securitate les plans de destruction des usines locales de boulangerie et de laiterie. »

Nicolas Ceausescu, le fils play-boy du dictateur, arrêté le 23 décembre à Bucarest, disposait, semble-t-il, d'une garde personnelle parfaitement organisée. On raconte en ville qu'il était deux à trois cents, « des orphelins roumains recrutés très jeunes et entraînés à l'extérieur ». Bref, des gens totalement dévoués à l'ex-famille régnante et extrêmement dangereux. Dans la villa de l'ex-prince héritier, à Sibiu, on a trouvé des dizaines d'œuvres d'art valant des fortunes, un énorme stock d'alcool et une bonne centaine de costumes achetés chez les meilleurs tailleurs du monde. « Rendez-vous compte, dit un jeune soldat, il changeait de vêtements deux fois par jour ! » La

réflexion est à la mesure du dénuement dans lequel le peuple était maintenu.

Sibiu, cependant, paraît mieux nourrie que bien d'autres cités de Transylvanie. L'écrivain-préfet confirme : « Nous avons reçu énormément d'aide étrangère, en médicaments surtout. Pour l'instant nous ne manquons de rien. » Créé le 22 décembre sur instruction du pouvoir central, le Conseil provisoire, qui comprend trente et un membres dont deux officiers de l'armée, a créé une quinzaine de commissions qui couvrent tous les champs de l'activité civile (agriculture, industrie, etc.).

Le « président » Tomus, qui, à cinquante-six ans, affirme n'avoir aucune intention de se lancer dans la politique active, passe son temps à répondre aux questions de la population. Tel groupe de parents dont les enfants ont été bloqués depuis une semaine à 50 kilomètres de la ville dans un camp de vacances demandent une garde armée pour aller rechercher leur progéniture. Tel restaurateur, au téléphone, demande au président si la vente d'alcool est de nouveau autorisée. Grand amateur de cognac devant l'éternel, M. Tomus réfléchit une seconde et, après une grimace, répond non. « On boira plus tard quand tous les problèmes seront réglés. »

PATRICE CLAUDE



# LA RÉVOLUTION ROUMAINE

L'organisation de l'aide humanitaire

## Place à la logistique

S'exprimant au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, mercredi 27 décembre, peu après son retour de Bucarest, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Kouchner, a estimé que « la première phase d'urgence [était] terminée » et qu'il fallait « s'adapter aux véritables besoins des Roumains ». A savoir, moins de dons « en nature » et plus de « matériel pour enfants, d'ordinateurs et d'imprimantes à laser ». Refusant d'entrer dans la polémique sur le nombre des morts (« Pas de comptabilité de croque-morts. Aidons nos amis »),

Un vaste élan de solidarité de la part des Français : des organisations bien rodées : l'aide humanitaire d'urgence en faveur de la Roumanie a bien fonctionné. Il faut maintenant éviter la pagaille et rester efficace pour les secours à plus long terme.

Les premiers médecins qui rentrent de Roumanie sont porteurs de bonnes nouvelles : le nombre des victimes serait beaucoup moins élevé qu'annoncé. Alors que les premières estimations donnaient près de cinq mille morts dans la seule ville de Bucarest, une équipe de Médecins sans frontières (MSF) parle de cinq cents tués dans la capitale roumaine — un chiffre qui rejoint les déclarations faites par M. Bernard Kouchner. Ces évaluations se fondent sur la visite de l'hôpital municipal, de l'hôpital des urgences et de la morgue de Bucarest, et aussi sur des discussions entre médecins roumains et français.

Bien qu'aucun bilan irréfutable n'ait pu encore être donné pour l'ensemble du pays, il semble également établi que les blessés ne sont pas aussi nombreux qu'on l'avait d'abord pensé. MSF, pour sa part, parle d'environ deux mille blessés dans la capitale.

M. Kouchner a cependant reconnu un certain « gonflement » des chiffres, notamment en ce qui concerne les 4 380 victimes de Timisoara. Citant le ministère de la santé roumain, il a déclaré que 776 morts avaient été recensés dans tous les hôpitaux du pays et que 1 600 personnes avaient été hospitalisées. (Pour sa part, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'estimé, mercredi à Genève, qu'il était temps de mettre l'accent « sur la protection des prisonniers et des civils et sur l'appel à la clémence »).

Pour les organisations non gouvernementales (ONG) sur place, la phase d'urgence se termine avec succès. La priorité est à présent donnée à l'organisation de l'aide à moyen et long termes. « Place aux logisticiens », disent aujourd'hui les médecins, dont l'occupation essentielle consiste maintenant à évaluer les besoins des hôpitaux et de la population. L'objectif premier est d'assurer la distribution des tonnes de médicaments envoyées par les pays d'Europe, par la France en particulier. Avec un impératif : éviter le « syndrome arménien ». Autrement dit, empêcher que l'élan de générosité ne soit contrarié — faute de suivi et de moyens pour acheminer les dons à destination — par un manque d'efficacité.

Qu'elle vienne des communes, des particuliers ou d'organismes privés, l'aide en nature a afflué de toutes parts. Les colis de vivres et les cartons de médicaments s'empilent de jour en jour. Partout en France, des volontaires se font connaître pour conduire des camions, pleins à craquer, jusqu'en Roumanie. Face à tant de bonnes volontés, on risque la saturation et le gaspillage. Car, à l'autre bout de la chaîne, il y a des embouteillages aux frontières, les aéroports ne peu-

vent plus stocker les arrivages, l'essence manque. Pour éviter une paralysie qui nuirait plus au pays qu'elle ne l'aiderait, le gouvernement et les ONG tentent de canaliser le mouvement. Les convois par avion sont stoppés pour éviter l'engorgement ; les convois routiers sont retardés et les dépôts de camions sont échelonnés dans le temps. Pour MSF, les camionneurs volontaires devront être disponibles une dizaine de jours pour « assumer leur générosité jusqu'au bout », et ne pas laisser à la charge de la population le déchargement et la distribution.

association avec les PTT, qui assureront gratuitement le transport, propose l'envoi de colis-type, destinés à une famille et contenant 5 à 7 kilos de biens utiles, immédiatement consommables. Exemple : café en grains, lait concentré, fruits secs, savons de Marseille. Un moyen de supprimer les pertes de temps liées au tri et à l'emballage des marchandises récoltées.

Mais, surtout, les organisations chargées de l'aide humanitaire lancent un appel pressant : arrêtez les dons en nature, qui deviennent inutilement passés les premiers jours de crise. L'effort financier, au contraire, permettra une aide plus souple et une adaptation constante aux besoins des Roumains. Besoins alimentaires, dans un pays ruiné : besoin de livres, dans une Roumanie privée de culture ; et aussi besoins médicaux, tant en matériel qu'en « savoir-faire ». Car, si, comme l'a constaté un médecin de retour de Bucarest, ses collègues roumains sont « extrêmement compétents », tout un système hospitalier est néanmoins à bâtir. L'aide financière empièçait aujourd'hui pourrait servir à modifier les conditions de travail et à rééquiper un matériel rudimentaire et vétuste.

M. R.

### Eviter Les stockages

Mercredi 27 décembre, Médecins du monde a diffusé l'envoi d'une centaine de camions, prêts à partir de Strasbourg. Seuls une quinzaine de transporteurs privés ont décidé de prendre la route malgré tout.

Sur place, des structures de coordination de l'aide se mettent progressivement en place. L'important est d'éviter les stockages, alors que les langars disponibles man-

Un témoignage de M. Bernard Kouchner

### Dignité

Pour sauver, au plus près des sentiments que j'ai découverts dans les rues de Bucarest, le sursaut du peuple roumain si longtemps négligé, l'héroïsme de sa jeunesse et de ses étudiants se débarrassant, solitaires, et comme par surprise, d'un dictateur spécialiste des meurtres massifs et des tortures individuelles, ne parlons plus de tragédie ; mais de délivrance et de libération. Et de joie. Et n'oublions jamais que Ceausescu et sa femme ne furent pas seuls à opprimer si longtemps une majorité de la population.

L'histoire s'accélère, comme si la vieille taupe voulait rattraper le rythme des images de télévision. Même si le « procès de Ceausescu » nous choque, nous, ici, et beaucoup d'entre eux, là-bas, ne nous hâtons pas trop de juger, de trancher, de condamner. Arrêtons-nous pour apprécier le courage de ces combattants Roumains, qui nous ont permis de se débarrasser — en six jours — d'un des régimes les plus féroces du globe. Six jours seulement que, grâce à l'acharnement des journalistes — et au sacrifice de certains d'entre eux — le monde aura vécus, de loin, minute par minute. Laissons maintenant souffler la révolution. Aidons nos nouveaux amis à reprendre haleine et à se débarrasser du passé, de ce vide, de cette pesanteur de trente ans sans pratique politique. Tout est à inventer. Et ils s'y emploient.

La réussite d'une révolution ne se juge pas au nombre de ses morts, qui rend mal compte des bouleversements positifs et des exaltations collectives. Alors tant mieux, si, comme au cours de toutes les secousses de la terre ou de l'histoire, il convient de corriger les chiffres à la baisse. Pas de comptabilité masochiste pour décider de l'importance des combats.

Le 21 décembre, les funérailles commencent dans

Bucarest. L'élan de solidarité française fut prompt et efficace. Les secouristes étaient présents dès le lendemain soir. L'aide humanitaire massive, celle du gouvernement comme celle des ONG, arriva dès le surlendemain. Nous constatons que les Roumains avaient fait face, seuls. Nous les aidons en quelques points. Déjà la noria des avions, des camions et des trains de secours s'annonçait. La première urgence était dépassée. Savez-vous que, en ce moment, tout étranger, dans les rues de Bucarest, est soupçonné d'être Français ? Savez-vous qu'ils parlent presque tous français ? Savez-vous comment on dit merci en roumain ? Merci, tout simplement. L'aide humanitaire, décidément, est entrée en politique.

Commençons la deuxième phase de l'urgence. Restons longtemps à leurs côtés, s'ils y consentent. Cessons les dons en nature. Il ne faut pas que la gestion de l'aide devienne une charge supplémentaire pour les Roumains. Envoyons de l'argent aux associations afin d'adapter l'offre à la demande. Les Roumains veulent organiser la démocratie et le pluralisme. Ils veulent se prendre en charge seuls. Après les avoir si longtemps abandonnés, respectons cette volonté. Aidons-les à ouvrir des espaces de dignité, d'invention, de culture. Ils ont soif de liberté, ils sont en quête d'identité. S'ils le souhaitent, des ordinateurs, des imprimantes, des machines à écrire doivent maintenant parvenir plus que des couvertures. Et des radios libres (1). Et surtout restons à leur écoute. Restons amis.

BERNARD KOUCHNER, Secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'action humanitaire (1) SOS-Roumanie, 221 W Paris.

### La chasse aux « terroristes »

BUCAREST

de notre envoyée spéciale

« Terroristes » : les Roumains n'ont pas trouvé d'autre terme que ce vilain héritage de l'ère Ceausescu pour désigner ceux qui s'opposent les armes à la main au changement de régime. Par extension, le mot s'applique dans la rue à toute personne que l'on croit menaçante, à toute figure vaguement moyen-orientale et même à des policiers français, comme viennent d'en faire l'expérience cinq d'entre eux envoyés à Bucarest pour renforcer la protection de l'ambassade de France.

A l'entrée de Bucarest, un contrôle a révisé la présence dans les bagages des policiers parisiens d'un éui à revolver. Avertis, les policiers n'avaient pas emporté leurs armes. Les contrôleurs — habituellement des jeunes, mais n'importe quel habitant peut se joindre aux brigades — n'ont pas voulu tenir compte des passeports et de l'ordre de mission des Français. La tension est montée, le contenu des bagages a été étalé dans la rue, y compris la valise diplomatique que transportait l'un des agents, et les policiers se sont retrouvés derrière les barreaux. Ils ont été fortement impressionnés par le kalachnikov pointé sur eux et les impacts de balles sur les murs de la cellule, bien qu'ils n'y aient passé que deux heures. Ils ont été libérés après l'arrivée d'un gradé et d'une interprète.

Mercredi encore, un autre « terroriste » a été agressé par la foule près de la place de l'Université. L'homme était en train de monter dans un camion turc avec un attaché-case, ce qui l'a rendu suspect. Il a été sauvé par l'arrivée des policiers.

La nervosité n'épargne personne, pas même l'ambassade de France, prise entre plusieurs tirs pendant tout le week-end. Le chiffrage a ainsi été blessé au bras par une balle tirée par le policier roumain chargé de la protection du bâtiment et qui, dans la nuit, ne l'a pas reconnu.

C. L.

Point de vue

## La solidarité ne peut servir d'alibi

par Jean-François Deniau

La première erreur à ne pas commettre dans l'appréciation des événements qui secouent les régimes communistes d'Europe centrale et orientale est de confondre les fautes d'un homme et celles d'un système. Il est trop facile d'attribuer tous les crimes du communisme au seul personnage de Staline, en le déclarant fou. Il est trop facile d'attribuer tous les maux de la Roumanie à la mégalomanie ou au caractère abusif de Ceausescu. Il ne faut pas oublier que ces dictateurs sont l'émulation d'un système qui a permis leur prise de pouvoir et, surtout, leur maintien au pouvoir. Dans les commentaires que l'on fait des événements, il faut arrêter de privilégier la chasse à la personnalité fautive pour s'attacher, enfin, au système fauteur lui-même qui est le système communiste.

L'autre leçon qu'il ne faut pas perdre de vue est que les gouvernements occidentaux ont été sans réflexe et sans morale. C'est le peuple dans la rue et la télévision qui ont apporté la morale nécessaire et, par leur information directe, ont révélé les opinions publiques. On dit que la politique étrangère n'intéresse pas les Français. On dit qu'elle n'a pas d'importance en politique tout court parce qu'elle ne déplace pas de voix ; ce n'est pas vrai. C'est la capacité de réfléchir à nos propres systèmes politiques et à ceux des autres, et à savoir que la liberté des autres n'est pas dissociable de la nôtre, qui fait la différence entre ce que l'on appelle un politicien et un homme d'Etat. Le débat politique reprend de l'intérêt, précisément parce que nous avons sous les yeux, grâce au peuple dans la rue et aux moyens d'information, un témoignage direct d'une population qui exprime sa conviction et son espoir.

Le combat n'est pas fini. A Prague, à Berlin, à Budapest, maintenant à Bucarest, l'opinion publique a dit qu'elle ne voulait plus de régimes inefficaces, corrompus et dictatoriaux. Elle a dit aussi qu'elle ne voulait plus de régime communiste. Toute la tâche de la direction soviétique a été d'assurer une transition qui permette de sauver la présence communiste au pouvoir et l'essentiel de l'appareil de

ce pouvoir. Par un extraordinaire paradoxe de l'histoire, on est ramené à la période de 1945-1947, où les pouvoirs communistes se sont établis en Europe centrale et orientale, jumeaux au début sans mais systématiquement dans le cadre de gouvernements de coalition. C'est cette technique du gouvernement de coalition qui, depuis plusieurs années, est mise en place de nouveau systématiquement pour franchir la période de contestation actuelle. La lettre d'Urban à Stanislas Karle — le patron du Parti communiste polonais — de 1981 recommande ce type d'arrangement pour éviter les affrontements directs. Nous voyons aujourd'hui en Roumanie, comme en Bulgarie et en Allemagne de l'Est, la tentative par la direction soviétique de mettre en place ces gouvernements de coalition, qui pourraient à la fois maintenir un appareil communiste et attirer l'aide bienveillante occidentale. C'est à la population de dire si elle se satisfait de ce type de solution bâtarde.

### Des élections réellement libres

Il n'y a pas d'autre moyen que des élections réellement libres. La tâche des pays occidentaux est d'intervenir pour assurer la liberté d'opinion et celle des élections. N'oublions pas le testament de Sakharov, qu'il m'avait d'ailleurs annoncé personnellement à Moscou la dernière fois que j'avais vu : le mal et le royaume du mal, c'est l'article 6 des Constitutions de type soviétique, c'est-à-dire le monopole du rôle dirigeant du Parti communiste.

L'année zéro est aussi celle de l'Europe de l'Ouest. Le Marché commun est certainement une bonne chose et il faut continuer la construction européenne. Elle manquait jusqu'à présent d'une âme. Les événements d'Europe centrale et orientale peuvent lui en donner une, sous la forme d'une mission. Porter l'expérience de la liberté qu'est la nôtre à l'ensemble des pays européens, c'est cela qu'ils attendent de nous, et pas seulement des crédits. Et nous n'avons pas le droit de faillir dans notre mission. L'aide humanitaire

est certainement indispensable. Le travail des organisations non gouvernementales est admirable. Mais l'aide humanitaire ne remplace pas l'action politique et ne doit pas être l'alibi à l'absence de responsabilité politique. Les gouvernements ont montré leur passivité ou leur lâcheté, le dernier exemple étant la désignation de la Roumanie de Ceausescu au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce sont les opinions publiques qui, grâce à la presse et à la télévision, sont en train de prendre le relais de la morale des réflexes.

M. Jean-François Deniau est député UDF du Cher, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, ancien ministre.

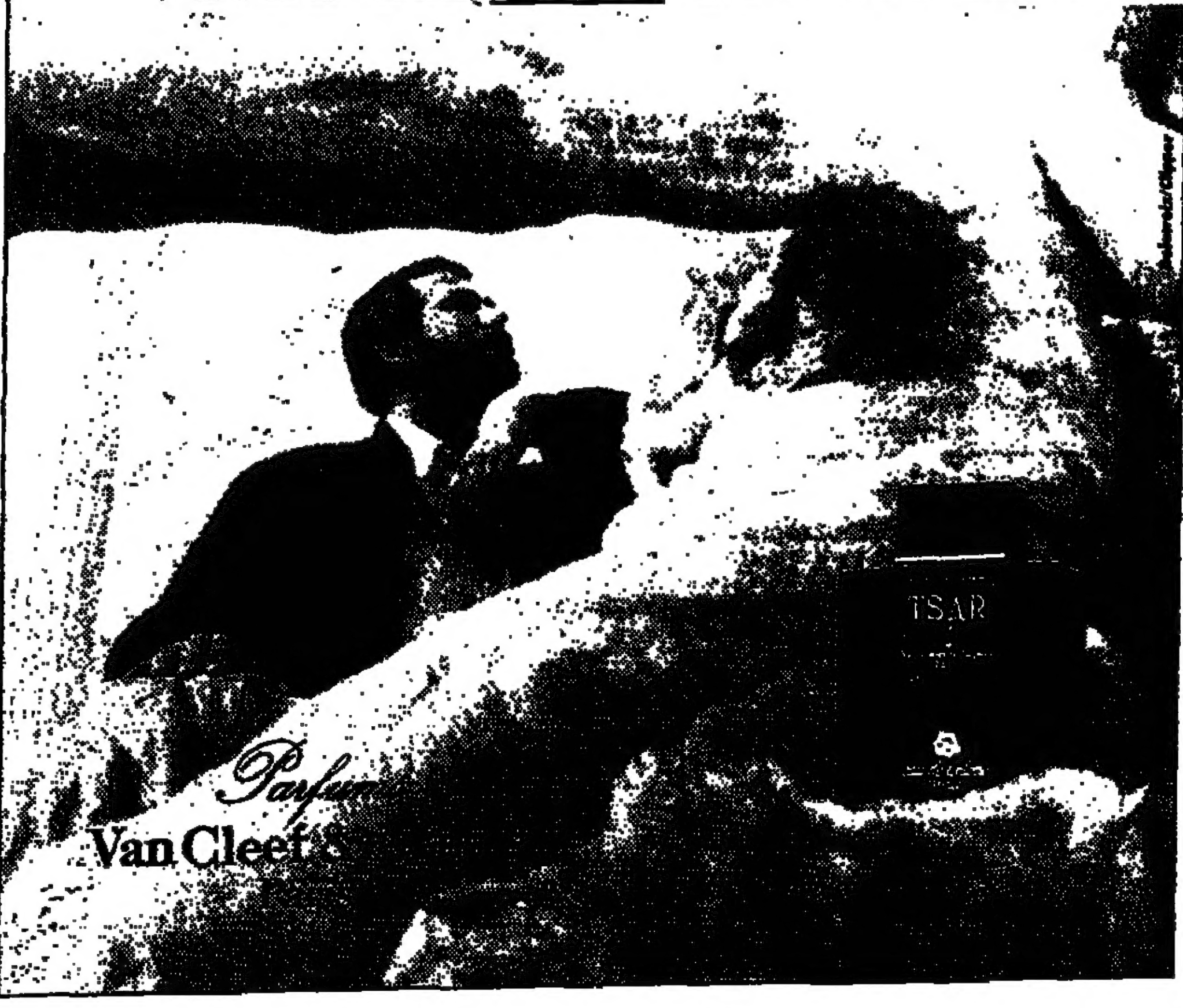
■ Hommage à Jean-Louis Calderon. — La mémoire de Jean-Louis Calderon, le journaliste de la Cinq tué à Bucarest le week-end dernier, a été associée à la messe de requiem célébrée mercredi 27 décembre, à Notre-Dame de Paris, en hommage aux victimes des événements de Roumanie. Les obèques du journaliste devaient se dérouler jeudi 28 décembre, à 14 heures, en l'église Notre-Dame-de-Compassion, place du Maréchal-König, dans le dix-septième arrondissement de Paris. Une plaque à la mémoire de Jean-Louis Calderon sera apposée lundi

1<sup>er</sup> janvier 1990, à 10 heures, dans l'église roumaine de Paris.

■ L'Opéra de Paris se mobilise pour la Roumanie. — L'ensemble du personnel de l'Opéra de Paris assurera bénévolement, le 31 décembre, à 14 heures, une représentation supplémentaire de *La Belle au bois dormant*. Le spectacle sera exceptionnellement assuré par trois distributions différentes dans les trois actes : Claude de Vulpien, Elisabeth Platel et Florence Clerc ; Laurent Hilaire et Charles Jude.

► Palais Garnier. Tél. : 47-42-53-71.

## Vivre en Tsar est un art.





## LA RÉVOLUTION ROUMAINE

## Deux messages de félicitations chinois

PEKIN

de notre correspondant

Il était déjà surprenant de voir la Chine adresser des messages de félicitations aux nouveaux dirigeants roumains, portés au pouvoir parce que, en termes marxistes orthodoxes, la direction chinoise ne peut considérer les événements que comme une « contre-révolution » du même type que celle qui fut réprimée ici il y a six mois. La volonté de M. Deng Xiaoping a dicté ce geste. Mais l'ironie involontaire du protocole a en outre conduit les deux représen-

tants les plus en vue de la ligne dure à signer ces télégrammes de félicitations : le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, et le premier ministre, M. Li Peng.

Leurs messages s'adressaient, jeudi 28 décembre, en première page du *Quotidien du peuple*. Les deux textes sont pratiquement identiques : ils font référence, sans plus d'explication, à « l'élection » de leurs destinataires, MM. Ion Iliescu et Petre Roman, à leurs nouvelles fonctions, et souhaitent la poursuite de l'amitié sino-roumaine en termes sinon chaleureux, du moins conformes à l'usage. Le geste est d'autant plus révélateur de l'extrême confusion

dans laquelle est plongé le régime chinois que, il y a quatre mois, les autorités n'avaient pas rendu public un télégramme de félicitations adressé, à son corps défendant et pour respecter les mêmes usages, par M. Li Peng à M. Tadeusz Masowski, premier chef non communiste à prendre la direction du gouvernement dans un pays du pacte de Varsovie. Après les silences gênés de la presse officielle sur la fin du régime Ceausescu, l'affaire devient de plus en plus obscure pour les (rares) Chinois disposés à ne tenir leurs informations que des sources gouvernementales...

F. D.

Le sort de la minorité magyare

## Le ministre hongrois des affaires étrangères attendu à Bucarest

Le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn, souhaite se rendre à Bucarest au cours du week-end prochain afin de rencontrer le nouveau gouvernement. Intervenant mercredi 27 décembre à la télévision hongroise, le chef de la diplomatie a précisé que cette rencontre aura pour but de « promouvoir et renforcer les relations » entre les deux pays.

Ces relations ne peuvent s'améliorer que si les Hongrois de souche, qui ont été brutalement réprimés sous l'ancien président Ceausescu, se voient garantir des droits, a précisé le ministre dans un communiqué. Les entretiens entre M. Horn et les nouveaux dirigeants roumains auront tout lieu de porter sur le sort de la minorité hongroise, source de contentieux entre les deux pays.

## Des ennemis irréductibles

Environ deux millions de Hongrois de souche vivent en Transylvanie, la région de l'ouest de la Roumanie (hongroise jusqu'en 1919) d'où sont partis les derniers événements : Timisoara, la « ville martyre » où a eu lieu la manifestation qui a mis le feu aux poudres est située dans cette région.

Victimes de discriminations, de la misère, et d'une politique d'assimilation forcée, les Hongrois de Transylvanie ont fui en masse la Roumanie au cours des dernières années, en franchissant une frontière pourtant bien gardée. La Hongrie compte vingt et un mille réfugiés roumains et elle est deve-

nue le premier pays d'Europe socialiste à créer des camps de réfugiés.

En mars dernier, la Hongrie a pris une décision sans précédent au sein du bloc de l'Est en s'associant aux pays occidentaux pour demander une enquête des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Roumanie. En octobre, elle a été le premier pays du pacte de Varsovie à adhérer à la convention de 1951 de l'ONU sur les réfugiés et au protocole de 1967 sur le statut des réfugiés.

Ces prises de position ne pouvaient qu'envenimer des relations déjà fort tendues : capitales irréductiblement ennemies, Budapest et Bucarest en étaient venues à éviter tout contact. En septembre 1988, une rencontre entre Nicolae Ceausescu et le numéro un hongrois d'alors, M. Karoly Grosz, sur la question de la minorité magyare, s'était soldée par un échec. La précédente rencontre au sommet remontait à 1977...

La nouvelle donne roumaine permet désormais à Budapest de relancer le débat sur la minorité hongroise. « La révolution des peuples de Roumanie constitue une possibilité historique pour que les minorités expriment leurs droits à tous les niveaux de la société roumaine », stipule le communiqué du ministre hongrois des affaires étrangères, en précisant que « le développement des relations hungaro-roumaines est indissociable de la mise en œuvre des droits des minorités ». De toute évidence, en posant dès maintenant ce problème sur la table, Budapest fait savoir que les relations bilatérales ne seront normalisées que lorsque les Roumains de souche hongroise seront reconnus en tant que communauté.

## EN BREF

■ **IRAN** : le ministre des affaires étrangères contesté après la visite de Nicolae Ceausescu. — La querelle survenue en Iran après la visite de Nicolae Ceausescu, peu avant sa chute, a amené mercredi 27 décembre le premier personnage de la République islamique, le « guide » Ali Khamenei, à intervenir en force dans le débat pour y mettre un terme en soutenant le ministre des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati. Cette intervention a pour but de faire échec à une nouvelle tentative de certains membres du Parlement de mettre en péril la cohésion gouvernementale et elle rappelle à l'ordre la presse iranienne qui, mercredi, ne cachait pas dans ses éditoriaux son souhait d'une vaste réforme au ministère des affaires étrangères. La plupart des journaux ont affirmé que « la révocation de l'ambassadeur d'Iran à Bucarest et la reconnaissance du nouveau régime roumain ne devraient en aucun cas servir de couverture à une erreur, afin qu'elle soit vite oubliée ». — (AFP.)

■ **Des Moldaves prêts à combattre pour la révolution roumaine.** — Quelques cinq mille Moldaves soviétiques se sont dits prêts à aller combattre pour défendre la révolution de leurs voisins roumains, a indiqué, mercredi 27 décembre, l'agence yougoslave Tanjug. Front national moldave, un mouvement nationaliste de cette République soviétique créée en 1940 à partir de territoires cédés à l'Union soviétique par la Roumanie, a établi des listes de volontaires en dépit de la décision officielle de Moscou de ne pas intervenir dans ce pays. — (Reuters.)

■ **Une émission d'Antenne 2 diffusée en Roumanie.** — L'émission d'Antenne 2 « Place publique » du mercredi 27 décembre a été diffusée en Roumanie. Cette édition spéciale du magazine de Claude Sérillon a été retransmise en direct par la télévision de Bucarest. Elle était consacrée à une large rétrospective des événements de Roumanie.

■ **PRÉCISION** : M. Mircea Dinescu, le poète qui a annoncé le vendredi 22 décembre à la radio roumaine la chute de la dictature (le *Monde* daté 24-25 décembre), a bien appartenu à la rédaction de l'hebdomadaire *Romania Literara*, mais le directeur et rédacteur en chef de l'organe de l'Association des écrivains de Roumanie fut M. Georges Ivascu de 1973 à sa mort, en juin 1988. Pendant quinze ans, M. Ivascu eut le mérite de fournir souvent du travail aux intellectuels indépendants, tel M. Dinescu.

■ **BULGARIE** : le syndicat indépendant renonce à la grève générale après un accord PC-oppositional. — Le nouveau syndicat bulgare Podkrepa a retiré mercredi 27 décembre son appel à la grève générale de jeudi à la suite d'un accord sur une table ronde entre le Parti communiste et l'Union des forces démocratiques, qui regroupe les principaux mouvements indépendants.

Un porte-parole du conseil fédératif de ce syndicat, qui est la plus grande organisation indépendante en Bulgarie, a annoncé à la radio que Podkrepa demande la dissolution du comité central du Parti communiste, du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Podkrepa souhaite la formation d'un gouvernement de coalition avec un premier ministre indépendant. Ces demandes n'ont pas été appuyées par l'Union des forces démocratiques, qui préfère que des élections libres aient lieu en automne prochain.

## EUROPE

RDA

## La « table ronde » dénonce l'augmentation des tendances « néo-fascistes »

La « table ronde » regroupant en RDA les partis politiques gouvernementaux et d'opposition a lancé, mercredi 27 décembre, lors de sa quatrième réunion à Berlin-Est, une mise en garde contre l'augmentation « inquiétante » de tendances « néo-fascistes » dans le pays. L'agence est-allemande ADN a indiqué que, selon la « table ronde », ce regain est illustré par le nombre croissant d'instructions policières ouvertes contre des auteurs d'actes de violence à caractère néo-fasciste : cent

quarante-quatre de janvier à novembre.

Le nouvel organe de délibération a décidé, par ailleurs, d'associer à ses prochaines réunions un représentant du conseil des ministres et un autre du ministère de l'Économie. Les seize organisations représentées sont également convenues d'inviter à chaque fois le ministre chargé d'un dossier dont la « table ronde » se saisira.

Les relations avec le gouvernement du communiste rénovateur

Hans Modrow ont été au centre de discussions longues et orageuses : pour plusieurs représentants de l'opposition, le gouvernement n'a pas répondu aux attentes de transparence en se refusant à révéler entièrement la situation économique, sociale et écologique dans laquelle se trouve la RDA. Certains ont jugé encore que le gouvernement se servait de la « table ronde » comme alibi, sans en tenir compte finalement pour sa politique. — (AFP.)

## Berlin au jour le jour !

BERLIN-OUEST

de notre envoyé spécial

Les Allemands de l'Ouest ont très largement fait usage des nouvelles facilités d'accès à Berlin-Est et à la RDA : plusieurs centaines de milliers d'entre eux ont profité des congés de Noël pour se rendre à Berlin-Est, ou dans les lieux touristiques comme le Wandburg, près d'Eisenach, en Thuringe.

A Berlin-Est, la journée du 28 décembre, particulièrement douce et ensoleillée pour la saison, avait incité près de trois cent mille Berlinois de l'Ouest à se rendre dans les rues de la partie orientale de la ville. Les « pics-verts du mur » poursuivent sans relâche leurs activités : munis d'un marteau et d'un pic de mason, ils tentent de détacher des morceaux les plus gros possibles de l'édifice, dans les parcs où celui-ci est couvert de peintures et de graffitis multicolores. Le commerce de ces reliques a déjà commencé : Américains et Japonais sont particulièrement friands de ces morceaux de béton.

Les fêtes et leur euphorie seront terminées après les feux d'artifice qui illuminent traditionnellement Berlin à l'occasion de l'entrée dans la nouvelle année. La gestion de la vie quotidienne d'une ville où la circulation est maintenant libre va mobiliser les énergies des responsables, à l'Est comme à l'Ouest. Les premiers signes d'irritation se font déjà sentir : la fumée nauséabonde des moteurs deux temps venus de l'Est suscite les réflexions désagréables des piétons du centre-ville à l'Ouest.

Sur le Kurfürstendamm, la grande avenue de Berlin-Ouest, la police procède à l'enlèvement d'une voiture est-allemande mal garée. Cela provoque une vive discussion : « Comment vont-ils payer l'amende ? un marks-est ? » s'enquiert l'un d'entre eux auprès des policiers qui surveillent l'opération. Un homme âgé et bien mis s'exclame : « Mais non ! c'est avec l'argent de nos impôts que l'on va payer cela ! Comme toujours. »

Le travail au noir commence à se développer : de plus en plus de Berlinois de l'Est viennent faire des heures supplé-

mentaires à l'Ouest pour acquiescer les devises nécessaires à la satisfaction des nouveaux besoins créés par la contemplation des vitrines de Noël. Un accord a été passé entre les autorités judiciaires des deux parties de la ville : les Allemands de l'Est pris à voler dans les magasins seront jugés à Berlin-Est. La mesure est dissuasive : la sévérité des tribunaux orientaux est bien connue, même si le délit « d'atteinte à la propriété capitaliste » n'est pas encore inscrit dans le code pénal de la RDA.

Une corporation est particulièrement touchée par l'ouverture du mur : celle des péripatéticiennes, qui se plaignent auprès de leur autorité de tutelle de leurs concours venues de l'Est, qui cassent les prix. On se frotte les mains, en revanche, chez les agents immobiliers : ils sont submergés de demandes d'achat ou de location de bureaux. Les prix montent à toute allure, ce qui est loin de faire l'affaire des artisans et des entreprises alternatives qui avaient fait de ces quartiers délaissés près du mur leur lieu de prédilection, en raison des bas prix qui étaient jusque-là pratiqués.

LUC ROSENZWEIG

## BIBLIOGRAPHIE

Les essais de Vaclav Havel

## Faisons une bonne éthique et vous ferez une bonne politique

En novembre, son nom fit le tour du monde. Lorsqu'ils l'ont vu au côté d'Alexandre Dubcek, les téléscripteurs ont résumé que le dramaturge Vaclav Havel était le héros de son œuvre maîtresse, ce Forum démocratique qui a ébranlé la Tchécoslovaquie normalisée. Il a la cinquantaine. Ses pièces sont jouées dans le monde entier mais elles ne l'étaient pas dans son pays. Il est de ceux qui fondèrent la Charte 77 dont il fut à deux reprises le porte-parole, ce qui lui valut de passer cinq ans en prison.

Tel est l'homme, bon de l'âme, bien que sa seule ambition soit de révéler ce à quoi le commun aspirait dans la nuit brejnevienne. Plusieurs fois, nos lecteurs ont pu avoir connaissance de ses textes, notamment le discours qu'il écrivit lorsqu'il fut fait docteur honoris causa de l'université de Toulouse (le *Monde* du 15 mai 1984) ou d'un article qu'il envoya à notre rédaction (le *Monde* du 2 décembre 1988) avant le voyage de Mitterrand à Prague.

Ces deux textes et six autres essais politiques sont réunis dans un livre (1). En lisant ces documents vous comprendrez mieux pourquoi il fut dit ici même que Havel était « un faiseur de rois » plutôt qu'un aspirant à la royauté. Son propos ne fut même pas d'instaurer une nouvelle époque ou de poser les fondements d'un nouveau système de gouvernement, mais de donner du souffle à la politique. Ses réflexions vont bien au-delà de la Tchécoslovaquie et du bloc de l'Est.

## La lettre à Gustav Husak

Pour commencer, il lui fallait établir le diagnostic de cette Tchécoslovaquie plongée dans l'hébété par les tanks du pacte de Varsovie. Ce fut l'objet de la lettre ouverte que l'auteur adressa, en 1975, à Gustav Husak, alors secrétaire général du PC. Apparemment tout est normal, écrit-il, mais cette normalité est fondée sur la peur

généralisée, l'apathie, le complet désintérêt pour la vie publique. Dans le plus élaboré de ses essais politiques, *Le Pouvoir des sans-pouvoir*, Havel va longuement développer cette remarque avec l'apologue du marchand de légumes. Le gérant du magasin affiche à la devanture, entre des pommes de terre et des oignons : « Proletaires de tous pays, unissez-vous. » Il se moque éperdument de ce mot d'ordre et se garde bien de lire les slogans similaires placardés dans les boutiques voisines, mais en étalant ce papier qu'il a reçu il fait un signe aux agents du pouvoir : « Voyez je suis normal, normalisé. Donc laissez-moi ma place moins mauvaise que d'autres et foutez-moi la paix. »

Le pouvoir n'est pas dupe et, pour subsister, il lui faut pratiquer lui aussi cette liturgie d'une idéologie qui fonde sa légitimité, sa cohésion interne. Pourtant, l'idéologie cesse de servir le pouvoir, c'est le pouvoir qui la sert. « On encourage systématiquement ce qu'il y a de pire en nous : l'égoïsme, l'indifférence, la lâcheté, la peur, la résignation, le désir de se tirer d'affaire pour son propre compte, sans regard pour les conséquences générales. Vous avez choisi le chemin des apparences trompeuses au prix d'une dégénérescence intérieure, le chemin de la dégradation de l'énergie vitale du corps social au prix d'une asphyxie de la vie. »

Faire une autre politique ? Certes, mais la crise est autrement profonde. La Charte 77, écrit Havel, est d'abord « une œuvre de redressement éthique ». Il faut alors lutter avec des moyens qui paraissent dérisoires face aux marteaux, aux pistolets. Lutter contre le mensonge avec la conviction que ce combat finira par éveiller la société ; que « le virus de la vérité graduellement propagé à travers le tissu de la vie dans le mensonge finira par l'attaquer » et que la réforme politique sera la conséquence, non la cause du réveil de la société.

Opposant ? Mais pour entrer dans cette catégorie il faut déjà être de la compagnie de ceux auxquels on s'oppose et que l'on aspire à remplacer. Dissident ? Il se réclame à cette appellation d'usage courant bien qu'il en conteste la justesse. Par essence les dissidents constituent une caste dans une société monolithique. Or notre seule différence, c'est que nous proclamons à haute voix les opinions de la majorité dans un combat qui « passe avant tout par la défense des droits civiques et des droits de l'homme ».

## En passant par PURSS

Après avoir lu ces pages brûlantes par endroits inspirées, on consultera un travail beaucoup plus universitaire mais fort utile : l'étude que M<sup>me</sup> Nadine Marie, chargée de recherches au CNRS, consacre aux droits de l'homme en URSS (2). L'enquête porte naturellement sur le droit constitutionnel et le droit pénal, la législation et la jurisprudence illustrée par le rappel de quelques affaires célèbres. Au début de son existence, la Russie soviétique prétendait que le droit allait dériver avec l'Etat. Dans la réalité stalinienne : la lutte des classes exacerbée exigeait au contraire un renforcement de l'Etat et de la législation répressive. Après une soixantaine d'années de divagations souvent meurtrières dans un pays qui, en la matière, n'avait guère de traditions encrénées, il faut réinventer l'Etat de droit.

BERNARD FÉRON

(1) Vax Vaclav Havel, *Essais politiques*, réunis par Roger Ércel et Jan Vladislav. Préface de Jan Vladislav. Calmann-Lévy, 1989, 255 pages, 120 F.

(2) Nadine Marie, *Le Droit retrouvé ? Essai sur les droits de l'homme en URSS*. Presses universitaires de France. Col. « Politique d'aujourd'hui ». 1989, 206 pages, 120 F.

## Témoignage sur l'exécution de Nicolae Ceausescu

## « Les soldats ont tiré avec acharnement... »

« On ne pouvait pas filmer ! Les soldats avaient perdu leur contrôle et ne pouvaient s'abstenir de tirer... » Selon un des magistrats qui affirme avoir participé au procès du couple Ceausescu, le 25 décembre dernier, le dictateur est mort « criblé de rafales » face à des soldats « qui ont tiré avec acharnement et avec haine ».

Ce témoignage, qui s'exprime pour la télévision française FR 3, n'a pas voulu dire son nom et a affirmé « n'être qu'un simple citoyen et non un militaire ». Refusant également de révéler le lieu de l'exécution, il a simplement ajouté : « Maintenant, je suis devenu une cible... »

D'autre part, un autre témoin, interviewé par RMC et

se présentant comme le magistrat qui a présidé les débats — tout en préservant son anonymat — a expliqué que « c'était en raison de sa « mégalomanie » que Ceausescu n'avait pas fait appel et que la sentence de mort avait été immédiatement exécutée. Enfin, en ce qui concerne le sort d'Elena Ceausescu dont, jusqu'à mercredi, aucune photo n'avait été montrée, accablant ainsi auprès de certains la thèse qu'elle était toujours en vie, la télévision roumaine a montré des images de son corps supplicié, expliquant le retard apporté à le faire par le fait que, « étant tombée à terre jambes écartées durant son exécution, ces photos avaient un caractère obscène ».

## VOS VŒUX PAR TELEPHONE

NOUVEAU

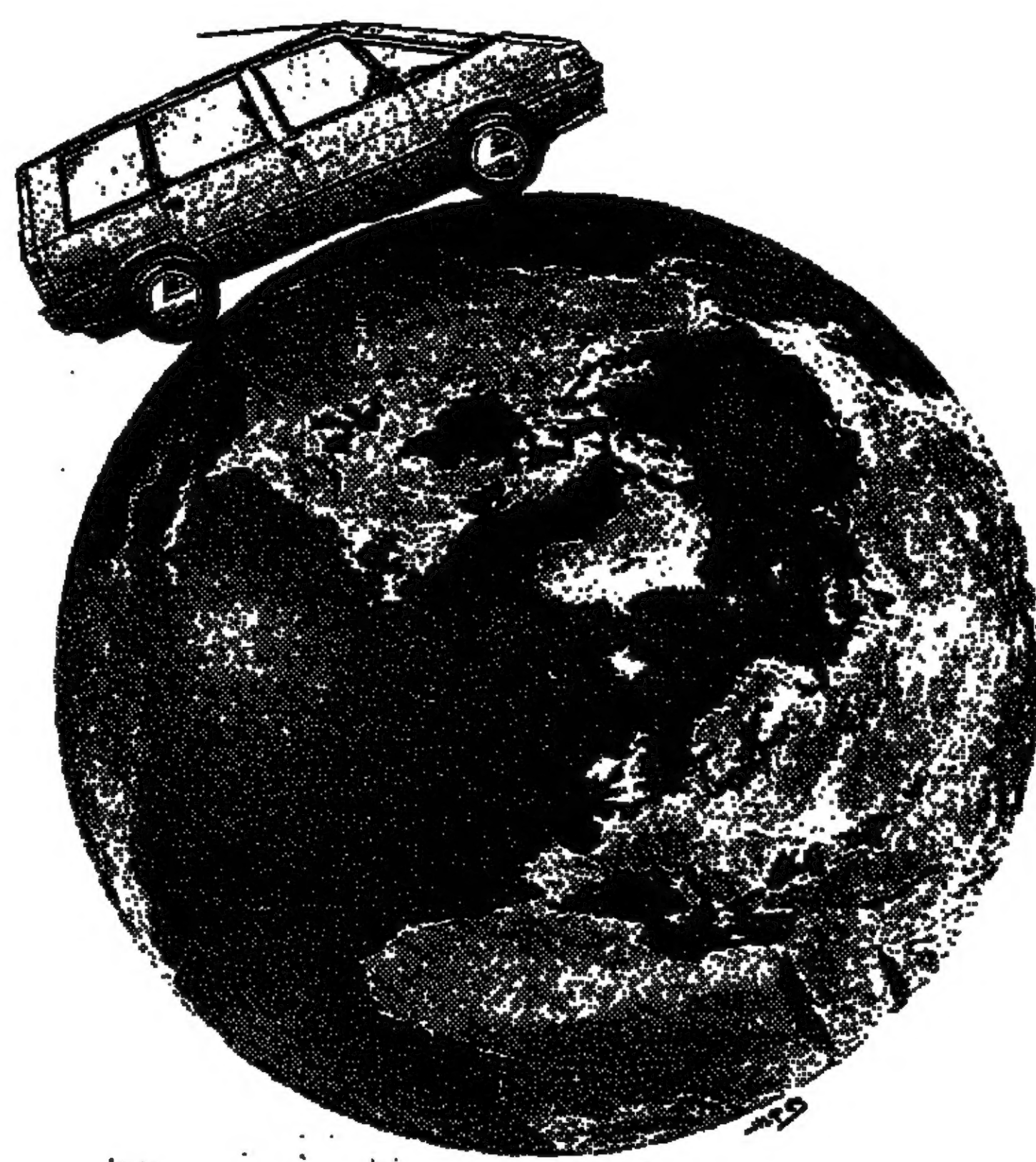
Vos vœux sont envoyés automatiquement par synthèse vocale à votre destinataire au jour et à l'heure que vous souhaitez

Le Monde sur MINITEL 3617 tapez ALLOLM





***On n'a jamais été aussi bien  
sur terre  
que dans l'Espace!***



**1980** *Éric Tabarly bat en 10 jours 5 heures 14 minutes et 20 secondes le record de la traversée de l'Atlantique.*  
**1981** *Le Dernier Métro de François Truffaut remporte un énorme succès à la soirée des Césars.*  
**1982** *Le premier robot français avec reconnaissance des formes en site industriel est utilisé à l'usine Renault de Cléon.*  
**1983** *Le compact disc est lancé sur le marché européen.*  
**1984** *Renault invente un nouveau concept automobile: la Renault Espace.*  
**1985** *Le sculpteur Christo emballa le Pont-Neuf avec 40 000 m<sup>2</sup> de toile.*  
**1986** *L'Argentine gagne la Coupe du Monde de football.*  
**1987** *Madonna fait un concert triomphal au parc de Sceaux.*  
**1988** *Dotée d'une transmission intégrale, l'Espace devient l'Espace Quadra.*  
**1989** *Renault se voit décerner le prix de la Décennie pour la Renault Espace.*  
*Hors des normes, hors des formes, telle est la Renault Espace, automobile spatiale, inventeur de sa propre mode qu'elle traverse et qu'elle dépasse...*  
*Renault Espace. On n'a jamais été aussi bien sur terre que dans l'Espace.*

# Renault Espace: Prix de la Décennie de l'Automobile Magazine.

**Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC votre financement.**

**RENAULT** artemide **elf**



**RENAULT**  
DES VOITURES  
A VIVRE



## AMÉRIQUES

PANAMA : difficile retour à l'état de droit

## Démilitariser l'administration est l'une des priorités du nouveau gouvernement

En dépit de l'impasse apparente, l'affaire Noriega pourrait être réglée « dans trois ou quatre jours », a estimé, mercredi 27 décembre, le porte-parole du Vatican, M. Joaquín Navarro. Il a laissé entendre, par ailleurs, que le cardinal français Roger Etchegaray, qui se trouve actuellement en Amérique centrale, pourrait être chargé par le pape d'une mission de médiation au Panama. Le canal interocéanique a été pleinement ouvert à la circulation mercredi et, pour la première fois, les Américains ont donné un bilan des victimes civiles de l'intervention qui s'élèverait à deux cent trente morts (contre trois cent vingt chez les militaires, dont vingt-trois Américains). Les troupes américaines ont également procédé à de nouvelles arrestations, parmi lesquelles celle de la maîtresse du général Noriega ainsi que celle de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Leonardo Kam, ce qui porte à quatre mille huit cent dix le nombre des participants de M. Noriega qui ont été arrêtés et faits prisonniers. — (AFP, Reuters.)

## Les comptes bancaires du général Noriega en France ont été gelés

A la requête des autorités américaines, le Parquet de Paris a ouvert, vendredi 22 décembre 1989, une information pour « blanchiment du produit du trafic de stupéfiants et participation à des opérations financières internationales portant sur le produit du trafic de stupéfiants ». Cette information vise le général Noriega qui détient, en France, 20 à 25 millions de francs déposés sur, au moins, cinq comptes à la BNP et au CIC Paris. Ces comptes ont été gelés et des vérifications sont en cours dans d'autres banques en attendant que la justice française puisse établir, en collaboration avec ces mêmes autorités américaines, que l'argent déposé en France provient bien du trafic de stupéfiants.

Les États-Unis, on le sait, recherchent le général Noriega pour trafic de stupéfiants depuis février 1988. La semaine dernière, ils ont demandé aux autorités judiciaires de plusieurs pays européens de geler les comptes du général et

PANAMA  
de notre envoyé spécial

Panama revit. Avec une frénésie attisée par cinq jours de réclusion forcée, les habitants se sont précipités dans les rues de la capitale, à pied, en bus ou en voiture, provoquant de gigantesques embouteillages dans tout le centre. Le long des avenues qui présentent encore les cicatrices des affrontements, on se heurte parfois à des barages des forces américaines, et des engins militaires sont pris dans le flot de la circulation. Autour des bâtiments officiels où se réunissent les nouvelles autorités panaméennes, les mesures de sécurité sont encore très strictes, et les soldats nerveux. Mais à quelques mètres de là, les commerçants de la Via Espana font l'inventaire des dégâts et commencent des réparations de fortune.

Dans certaines parties de la ville, le marché noir connaît ses plus belles heures. Des simples pneus au matériel électronique le plus perfectionné, tout se vend à bas prix. Les tenues de sport toute neuves arborées par les vendeurs et les vieux postes de télévision qui encombrant les poubelles prouvent, si besoin en était, que le pillage d'hier fait la joie et la « fortune » de quelques-uns aujourd'hui. L'heure est au bilan. Le président de la chambre de commerce, M. Alfredo Maduro, chiffre le montant des dégâts à plus de 750 millions de dollars. « Les quelques industries textiles et agroalimentaires du pays, ainsi que les entreprises de la zone franche de Colon ont peu souffert », affirme-t-il.

mais les commerçants ont le plus souvent perdu tous leurs stocks et doivent réparer leurs magasins. Les assurances ne devraient pas couvrir des pertes qu'elles estiment dues à « l'état de guerre ». Pour M. Maduro, qui doit se rendre très prochainement à Washington afin d'obtenir des compensations financières, « quatre mois seront nécessaires pour remettre les choses en ordre, et beaucoup d'employés seront pendant ce temps en chômage technique ».

Les banques ouvrent dès aujourd'hui leurs portes, avec des horaires réduits. Elles ne fonctionneront à plein régime qu'après les fêtes de fin d'année, mais « préparent déjà les modalités d'octroi de prêts spéciaux et d'une partie de l'aide américaine et étrangère », selon le dirigeant d'un établissement. Il espère aussi que la nouvelle situation va permettre de « réactiver les grands projets dont le financement était jusqu'ici bloqué par les sanctions américaines ».

Le nouveau président, M. Guillermo Endara, et les deux vice-présidents, MM. Ricardo Arias Calderon et Guillermo Ford, en mettant la dernière main à la composition du futur cabinet, ont annoncé leurs priorités. Tout d'abord la reconstruction du quartier perché de Chorrillo, presque entièrement détruit lors de l'attaque américaine. Les nouvelles forces armées, aujourd'hui dénommées « forces publiques », ne devraient plus avoir de bâtiment de commandement à cet endroit, la place libérée devant permettre d'accroître le nombre de logements bon marché. Le rétablissement de la sécurité et la perspective du départ d'une partie des forces américaines ont, d'autre part, conduit les autorités à créer des patrouilles mixtes américano-panaméennes.

## La nomination, lieu d'excursion

M. Calderon affirme que l'une des principales tâches gouvernementales est la démission de l'administration du pays et il estime que le retour d'« officiers torturés ou exilés par l'ancien régime sera le meilleur gage d'une normalisation des nouvelles forces publiques », qui sont divisées en deux sections, l'une chargée de la police judiciaire et l'autre affectée à la circulation. Le gouvernement envisage également la création d'un groupe de sécurité spécialement chargé de la zone du canal, prévoyant ainsi le retour, en l'an 2000, de la souveraineté panaméenne sur la voie interocéanique. Le vice-président a rappelé à cet égard que les clauses du traité Torrijos-Carter devront être appliquées.

L'instauration progressive de l'état de droit ne se fait cependant

pas sans heurts. L'installation des autorités, à commencer par celle du nouveau chef de l'Etat, se fera, au cours des jours qui viennent, dans des bâtiments largement endommagés par les violents affrontements et les pillages. Sur un plan plus politique, pour la première fois depuis longtemps, le cabinet ne comporte qu'un seul ministre de couleur — une femme, M<sup>me</sup> Ada Gordon, au ministère de l'éducation — dans un pays où seulement 15 % de la population est blanche.

Reste aussi le délicat problème du général Noriega. Dans sa conférence de presse de mercredi, le président Endara a souligné que le « socle apostolique » demande à ce criminel de droit commun de quitter son ambassade, tout en précisant qu'il « ne saurait que faire » d'un tel cadeau. Officiellement,

Panama ne participe pas aux négociations engagées entre le Vatican et les États-Unis sur le sort réservé à l'ancien commandant en chef des forces armées. Autour de la nonciature, l'état de siège continue. Dans la nuit de mardi à mercredi, les militaires américains ont brisé des projecteurs sur la résidence — un moment privé d'électricité — alors que des hélicoptères tournaient dans les environs.

Le commandement sud maintient, lui, sa pression et ne se contente pas de ces démonstrations de force. Dans l'un des communiqués de presse remis quotidiennement aux journalistes, les responsables militaires américains demandent des « précisions » sur les activités du général au moment de l'invasion américaine. L'on apprend ainsi que le général, « invité à baver », a passé son temps à s'inquiéter de sa

propre sécurité. « sans jamais commander ses troupes » ou encore que sa première réaction « fut d'appeler sa maîtresse et non sa femme ». Un tel acharnement s'explique bien sûr par le « ratage » du but officiel de l'expédition américaine : appréhender le général. Les négociations qui se sont engagées plongent les nouvelles autorités panaméennes dans un embarras compréhensible, expliquant leur prudence oratoire. Difficile pour eux de porter le coup de grâce à l'opération américaine en ayant l'air de permettre, aussi peu que ce soit, que Manuel Antonio Noriega échappe une fois de plus à Washington. D'autant que la reconstruction nécessaire et urgente du pays passe bien évidemment par un financement des États-Unis.

DENIS HAUTIN-GURAUT

## Une troika hétéroclite

PANAMA

de notre envoyé spécial

Il y a trois, même si la présidence n'appartient qu'à un seul, Guillermo Endara, le premier d'entre eux, arbore l'écharpe présidentielle. Mais le délicat dosage politique qui a prévalu lors du dépôt des candidatures aux élections du 7 mai dernier (1) les condamne — pour l'heure — à la cohabitation. Une troika, donc, a pris le pouvoir à Panama. Le surnom du chef de l'Etat, « Pan Dulce » (bonne pâte ou bricole) ne résume pas seulement son imposante stature, mais aussi sa douceur et son tempérament accommodant. D'instinctifs détracteurs pouvaient se gausser de ce « porte-avions au moteur de mobylette », il a su être l'homme qui permettait de rassembler l'opposition sur sa personne, même s'il est le premier à reconnaître son manque de charisme.

Après de nombreuses années d'exil, en Argentine et aux États-Unis, c'est en évitant que M. Endara est rentré à Panama, à l'âge de vingt-six ans. Une vie simple — aujourd'hui encore un appartement qui n'a rien de très cossu — et une constante fidélité à l'un des hommes politiques les plus populaires du pays, Arnaldo Arias, en font, à la mort de ce dernier, un personnage presque irremplaçable. Même si l'on ne peut parler à son propos de « carrière politique », M. Endara a fait ses armes au sein du Parti panaméeniste aux côtés du « grand homme » dont il était l'un des proches. A pré-



M. Guillermo Endara

sent appelé aux plus hautes fonctions, il ne se départit toujours pas de ses hésitations et de son sourire.

Bien différent est le premier vice-président. D'allures austères, que renforce un visage anguleux et une mince silhouette, M. Ricardo Arias Calderon apparaît comme atypique. Cet intellectuel, qui a fait une grande partie de ses études de philosophie à Paris, jusqu'à son doctorat en 1982, manie le verbe avec une rare élégance. Ses idées nettes et son précoce engagement au côté du Parti démocrate-chrétien, qu'il préside depuis près de dix ans, font de ce professeur un leader écouté et respecté, même si sa rigueur déroute parfois dans un pays où la souplesse est de règle. Il fut déjà deux fois candidat à la seconde vice-

présidence : en 1968 — avant le coup d'Etat militaire qui lui vaudra son expulsion de l'université pendant dix ans — et en 1984 ; mais il accéda pour la première fois au pouvoir.

Troisième homme de ce triumvirat peu ordinaire, M. Guillermo Ford est aussi le dernier dans l'ordre protocolaire. « Billy » est sans nul doute celui qui sait le plus parler en public et séduire son auditoire. On dit de lui : « C'est un pionnier de l'Algérie française qui aurait parlé arabe sans accent ». Mais que ne lui prête-t-on ? Issu d'une grande famille du pays, cet homme d'affaires a consacré sa vie au commerce. Son curriculum vitae est édifiant. Il dirige quelques grosses entreprises, principalement dans les assurances, et a cumulé, au cours de sa carrière de chef d'entreprise, pratiquement toutes les présidences d'organismes interprofessionnels du secteur privé, qu'il s'agisse de banques, de chambres de commerce, ou d'associations patronales. La conduite des affaires de l'Etat panaméen, en ce temps mouvementé de reconstruction, revient donc à cet hétéroclite trio. Ils ont en commun d'avoir plus de cinquante ans et surtout d'appartenir tous à l'oligarchie du pays. D. H.-G.

(1) Le scrutin avait été aussitôt annulé par le régime Noriega dès qu'il était apparu que l'opposition devait l'emporter. Pour l'élection présidentielle, la Constitution prévoit un « ticket » regroupant, outre le candidat à la présidence, deux candidats à la vice-présidence.

## AFRIQUE

CAMEROUN : du côté de Garoua

## Les pagnes de la crise

GAROUA

(Nord-Cameroun)  
de notre envoyé spécial

Les chauffeurs de taxi et autres commerçants annoncent la couleur : « prix de crise », c'est-à-dire prix très vers le haut pour compenser un peu les déboires économiques du moment. Le nord du Cameroun n'est pas mieux loti que le reste du pays. Les mauvaises nouvelles s'y succèdent, la dernière en date étant l'annonce, par le gouvernement, d'une baisse d'environ 60 % du prix du coton offert aux planteurs.

Ces dernières années, le nord du Cameroun a joué de malheur. En 1983, la peste bovine y avait fait des ravages tout comme la sécheresse. En 1986, l'incendie du marché central de Garoua s'était soldé par la disparition de monceaux de... billets de banque, conservés dans des canines, et par la réduction de l'activité commerciale. Et c'est maintenant la chute des cours

du coton, la culture dominante de la région, qui met les paysans en difficulté.

Spectacle de crise, aujourd'hui, dans le nord du Cameroun. Le bâtiment ne va plus : à Maroua, l'aéroport, les services du gouvernement et la résidence du chef de l'Etat sont en panne ; dans la réserve de Weza un hôtel, à Garoua des lotissements, etc. « Nous sommes en train de recenser tous les chantiers abandonnés et d'examiner les raisons pour lesquelles ils l'ont été », indique M. Fon Fon Yakum Ntaw, gouverneur de la province du Nord.

Les maisons de commerce de Douala ont fermé nombre de leurs agences dans la région ou les font tourner au ralenti. Mais, grâce à la proximité du puissant Nigeria avide de francs CFA et aux complications entre populations frontalières de même ethnique, la fraude bat son plein. Les petits métiers se développent, notamment les mototaxis qui prennent une part active, sur des pistes non carrossables, à ces trafics illicites de carburant, de pagnes et d'articles de lingerie.

Les autochtones ont réduit leur train de vie. On constate ainsi le retour en force du pagne, moins cher que le prêt-à-porter européen. Les frilles connaissent aussi un beau succès malgré l'interdiction d'en importer, qui complique la vie des tailleurs et des couturiers, celle surtout de la Cotonière industrielle du Cameroun (CICAM), qui emploie un millier de personnes dans son usine de Garoua et dont le chiffre d'affaires est en chute libre. « A l'époque de Ahidjo, le père de l'indépendance, on vivait un peu comme à l'occidentale », croit se souvenir un habitant de Maroua.

## Coupeurs de routes

Ceux qui ont de l'argent — et il y en a dans la région — ont plus tendance à le thésauriser qu'à le faire fructifier. « Ce sont les hommes d'affaires les moins scolarisés du pays », dit-on ici pour expliquer leur comportement. Les autorités locales se plaignent d'une recrudescence de la criminalité à cause de la montée du chômage et ont dû

prendre des mesures de précaution pour protéger les autochtones, les jours de marché, des « coupeurs de routes » et autres détracteurs.

« C'est la faute aux Tchadiens », assurent, avec une certaine arrogance, des responsables camerounais qui ne portent pas dans leur cœur leurs voisins du Nord, à peine sortis d'une longue guerre. Mais, du côté de N'Djamena, on prend l'accusation avec philosophie : « Quand quelque chose va mal quelque part, c'est toujours la faute de l'étranger ».

A cause de la crise, les rivalités traditionnelles entre Camerounais ont tendance à refaire surface. « Les « nordistes » sont tribalistes, grogne un « sudiste », installé à Maroua. Ici, ils détiennent tous les commerces, sauf celui de l'alcool. » Et de reprocher, dans un même élan, aux autorités « sudistes » de Yaoundé d'accorder des passe-droits aux « nordistes » pour gagner leurs faveurs. Propos de crise...

JACQUES DE BARRIN

ALGÉRIE : la montée de l'intolérance

## Les islamistes font la guerre à tous les « maux sociaux »

La vente et la consommation d'alcool sont désormais interdites à Khemchela, dans l'Est algérien, à la suite d'une récente décision préfectorale qui répond à une action de l'association Al-Islah wa Al-Ris'ya. Cette association avait fait signer par 4 000 khemchélis, une pétition dénonçant la consommation et la vente d'alcool dans la province. La représentation régionale du Front islamique du salut (FIS) s'est félicitée de cette « décision positive » des autorités préfectorales pour « faire face à tous les maux sociaux et à leur tête le phénomène de l'alcool qui s'est répandu ces dernières années, particulièrement au niveau du chef-lieu de la wilaya ».

L'interdiction de l'alcool qui, en Algérie, est du ressort des autorités préfectorales, figure parmi les principales revendications des intégristes. Dans plusieurs régions conservatrices comme Constantine, Médéa ou Tiemcen, l'alcool est interdit, contrairement à d'autres villes plus occidentalisées comme Alger, Annaba ou Oran, où sa commercialisation est encore libre, malgré de régulières dénonciations dans les mosquées.

D'autre part, « El Ays », une pièce de théâtre programmée par l'Association culturelle communale de M'sila dans l'Est algérien, El Hodna, a été annulée à la suite de

menaces de représailles. Ces menaces proférées de manière anonyme au téléphone étaient dirigées contre un des acteurs, Azeddine Madjoubi, à qui il est reproché d'être « kabyle, communiste et membre du RCD » (Rassemblement pour la culture et la démocratie). Deuxième du genre, cette nouvelle affaire qui marque la poussée d'intolérance en Algérie, intervient moins de deux semaines après l'annulation de deux concerts de la chanteuse franco-portugaise, Linda De Suza, programmés dans une salle de la capitale (le Monde du 16 décembre). La déprogrammation de ces concerts, à la suite de pressions intégristes, avait suscité une vive réaction en Algérie. — (AFP.)

10 Sommet maghrébin à Tunis les 9 et 10 janvier. — Le prochain sommet des chefs d'Etat des cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA) se tiendra à Tunis les 9 et 10 janvier, a annoncé, mardi 26 décembre, M. Abdelhamid Elcheikh, ministre tunisien des affaires étrangères. L'UMA, proclamée à Marrakech le 17 février 1989, vise à faciliter l'intégration des économies de Maroc, d'Algérie, de la Libye, de la Tunisie et de la Mauritanie. — (Reuters.)

LE JAPON



1989 année charnière



# LE JAPON ET LE DILEMME DE LA PUISSANCE



**1989  
année  
charnière**

QUAND s'ouvrira l'année 1990, le Japon devrait laisser derrière lui la période de l'après-guerre pour s'engager dans une ère nouvelle. 1989 aura en effet été une année charnière pour l'empire du Soleil-Levant. Tout d'abord avec la relève dynastique qui a suivi le décès, début janvier, de Hirohito — empereur de guerre avant de devenir, tel Janus, symbole de la paix revenue — et l'intronisation de son fils Akihito.

Mais la nouvelle ère dynastique Heisei s'est ouverte sous de mauvais auspices politiques : car l'économie, au Japon, continue de pousser de l'avant avec cette détermination qui suscite l'admiration, mais aussi de plus en plus la crainte. Le deuil national n'empêche pas en effet le pays d'être secoué par le scandale politico-financier le plus grave de l'après-guerre, l'affaire Recruit-Cosmos. Après avoir éclaboussé un ancien premier ministre, M. Nakasone, il a provoqué en quelques semaines la chute de ses deux successeurs, MM. Takeshita et Uno, déconsidéré le Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir, qui a subi un échec électoral cuisant en juillet.

L'ARRIVÉE à la tête du gouvernement d'un homme apparemment fatigé, qui ne faisait pas de vagues mais qui impressionnait par son sérieux, M. Kaifu, a contribué à ramener le calme dans un pays traumatisé non seulement par les scandales mais par l'image qu'il donnait de lui à l'étranger. Image profondément humiliante d'un pouvoir qui ne savait plus où il allait, marchant de flaque en flaque sans programme, dessiné ni morale, qui contrastait avec le grand projet économique des zaibatsu.

Si l'opposition, trop divisée, elle aussi compromise dans des affaires, ne représente toujours pas une alternative crédible, en dépit de la popularité de M. Doi, l'énergique chef du Parti socialiste japonais, les élections générales qui doivent se dérouler avant la fin de l'hiver pourraient déboucher sur une situation nouvelle : une coalition entre le PLD, dominant mais plus majoritaire, et de petites formations du centre droit ou de droite.

PRÈS avoir quitté l'ère de Hirohito (ou Showa) — encombrante par son passé, — le Japon entrerait dans une nouvelle période de redéfinition des rapports politiques, trop longtemps dominés par les puissants barons du PLD. Signe peut-être d'une maturité politique, si longtemps attendue de cette grande puissance économique qui entend également tenir sa place dans le monde culturel. Et qui pourrait lui permettre — on peut du moins l'espérer — de tenir un peu mieux compte des sensibilités et des intérêts viraux de ses partenaires commerciaux, enfin considérés comme des égaux et non plus comme des sources de profit.

PATRICE DE BEER

## L'orphelin de la détente

En position de force sur l'échiquier économique mondial, le Japon a du mal à assumer ses responsabilités politiques. Il lui faudra faire preuve d'imagination

TOKYO a surpassé la City et New-York comme centre financier mondial, les plus grandes banques et maisons de titres sont japonaises, les avoirs nippons à l'étranger sont les plus importants, le yen est la devise la plus forte et l'aide japonaise au tiers-monde a surpassé celle des États-Unis : le Japon, présent aux quatre coins du monde sous la forme de produits, d'investissements ou de touristes, manifeste tous les signes de la puissance. Mais il ne semble pas, pour l'instant, avoir la volonté de l'exercer sur la scène internationale.

Le Japon se trouve pourtant au cœur du mouvement de l'économie mondiale et sa position de force en fait le grand arbitre d'une sorte de *pax nipponica* de la finance internationale. Conjoint à cette puissance financière, son dynamisme industriel lui assure le contrôle des grandes mutations technologiques des décennies à venir. Il ne peut plus justifier, comme par le passé, son attention ni son profil bas par une fragilité supposée.

Au lendemain du sommet de Malte entre MM. Bush et Gorbatchev, qui a scellé la remise en cause des équilibres hérités de la guerre froide, le Japon, déjà couronné par ses partisans, en particulier les États-Unis, à assumer davantage de responsabilités internationales, semble contraint de se dégauger de son immobilisme frileux. D'abord parce qu'il apparaît comme une grande puissance ébranlée, ébranlée par des bouleversements qui s'opèrent dans les relations Est-Ouest. Ensuite, et plus fondamentalement, parce que ce Japon économiquement puissant et riche est un enfant de la guerre froide qui s'achève : si, à la fin des années 80, l'occupant américain décide d'encourager une reconstruction économique rapide de l'archipel, c'est qu'il entendait en faire la base de sa politique de *containment* du communisme dans le Pacifique.

C'était, en Chine, l'époque des premiers revers du Kuomintang et de l'expansion de la guérilla de Mao Zedong, des mouvements d'indépendance en Indochine, bientôt de la guerre de Corée. Allié fidèle des Américains, le Japon profita largement dans son redressement économique des conflits régionaux (d'abord de la guerre de Corée, qui amorça la reprise, puis de celle du Vietnam) tandis que sous l'ombre protectrice des États-Unis, qui le dispensait d'assumer des responsabilités internationales, il se livrait à un mercantilisme qui est à l'origine de sa réussite.

### L'effondrement de Yalta

Aujourd'hui superpuissance économique, il paraît suivre l'évolution de la situation internationale plus qu'il n'y participe. Conséquence d'une dépendance de plus en plus inconfortable à l'égard des États-Unis — les relations nippo-américaines sont un rare cas de pays puissant resté aussi longtemps dans la mouvance d'un autre — qui a longtemps hypothéqué toute velléité de politique indépendante ? Le Japon semble pris de court, alors que le tuteur américain procède avec l'URSS à une redistribution des cartes.

La perplexité des Japonais devant cette évolution transparaît dans les scénarios alarmistes de certains commentateurs, qui envisagent l'hypothèse d'une remise en cause de l'alliance nippo-américaine, allant jusqu'à évoquer le spectre, pour le XXI<sup>e</sup> siècle, d'un affrontement entre le monde américain, dont l'URSS serait alors partie, et le monde asiatique. Sans aller jusqu'à ces extrêmes, la plupart des observateurs notent que le Japon risque de se retrouver isolé par les bouleversements qui s'opèrent sur la scène mondiale. L'ancienne dépendance des États-Unis et la non-appartenance du Japon à une communauté régionale (telles que la CEE ou l'ASEAN, Association des nations du Sud-Est asiatique) tendent à faire de l'archipel, après avoir profité de la guerre froide, un orphelin de la détente.

L'effondrement de l'ordre de Yalta, qui légitimait le système de Tokyo et la nouvelle donne des rapports Est-Ouest, contraint le Japon



Sans complexe face aux Américains sur le plan économique, les Japonais peinent à s'affranchir de leur influence en ce qui concerne leur diplomatie.

à repenser son rôle. Il y sera d'autant plus contraint qu'il est puissant et désormais perçu par le reste du monde non plus comme un simple enfant prodige en matière de réussite économique mais — à tort ou à raison — comme une « menace ». Son dynamisme, parfois maladroit mais d'une incontestable efficacité, que l'on l'analyse en termes « exotiques » de jeu de go ou tout bonnement en termes plus réalistes de stratégie d'expansion économique, fait craindre que le vainqueur d'hier ne devienne le vainqueur de demain. En d'autres termes, le Japon aurait toujours pour objectif une conquête du monde, cette fois économique, nouvelle figure de l'impérialisme d'hier.

La poursuite d'une redéfinition des relations Est-Ouest, lors du prochain sommet Bush-Gorbatchev en juin 1990, et l'intégration européenne de 1992, ne feront qu'accroître les pressions sur le Japon, plus que jamais la cible des mécontentements à partir du moment où la menace soviétique tendra à s'estomper davantage. Une diminution de la tension en Europe pourrait, d'autre part, se traduire par une poursuite de la réduction des armements dans cette partie du monde, incitant les États-Unis à réexaminer la nécessité du déploiement de leurs forces en Asie (43 000 hommes en Corée du Sud et 50 000 hommes au Japon). Tokyo, déjà pressé par Washington d'assumer une plus

grande part de l'entretien des bases américaines sur l'archipel, doit s'attendre à devoir non seulement répondre à ces exigences mais peut-être aussi à redéfinir sa politique de défense à long terme.

En décembre 1991, il y aura cinquante ans que le Japon a lancé son attaque surprise sur Pearl Harbor, déclenchant la guerre du Pacifique. En position d'infériorité par rapport à l'Occident en termes de puissance économique et technologique, il était alors animé par l'idéologie mégalomane d'un « monde sous un seul toit » (*hakkō ichiu*) et de la « sphère de prospérité de la grande Asie » (*dai-ito kyōseiken*). La situation s'est inversée : superpuissance économique, le Japon n'a apparemment pas de projet national et ne véhicule aucun « message », sinon le pragmatisme de la réussite. Quelle place entend-il occuper dans l'ordre mondial ? Au pays du consensus, il ne se dégage aucune vision dominante de l'avenir.

Le débat sur le rôle international du Japon est pauvre même s'il n'est pas exempt de prises de position polémiques comme celle de M. Ishihara, figure de la droite du Parti libéral-démocrate (PLD), qui affirme que le Japon doit avoir « dire non » aux Américains. Symptomatique du tour passionnel qu'ont pris les relations nippo-américaines, et réaction à la croisée de défense des « valeurs occidentales » supposément menacées par les Nippons qui se déve-

loppe de l'autre côté du Pacifique, les propos de M. Ishihara ne sont guère significatifs pour autant d'une substantielle évolution dans les conceptions des relations du Japon avec le reste du monde.

S'il existe bien au Japon un nationalisme rampant qui se traduit par un regain de confiance en soi, non exempt parfois d'arrogance, il est plus élaboré dans sa formulation que ne le laisse penser le diatribe anti-américain de M. Ishihara.

### Les « chocs » des années 70

La prise de conscience de la nouvelle puissance nationale est assurément plus sensible ou du moins plus ouvertement affirmée chez les jeunes hauts fonctionnaires qu'elle ne l'était parmi leurs prédécesseurs qui avaient fait du profil bas une règle de conduite. La nouvelle génération manifeste une certaine impatience à faire entendre la voix, longtemps étouffée, de son pays sur la scène internationale. Une volonté qui peut se traduire par une certaine arrogance, réaction peut-être de la condescendance avec laquelle les Occidentaux ont longtemps traité le Japon. Le temps des complexes est en tout cas révolu.

L'évolution de la situation internationale ne permet plus au Japon d'être uniquement réactif. Rassuré

et quelque peu assoupi pendant les dernières décennies dans la certitude que les États-Unis garantiront sa sécurité, il se contentait de prudence et d'adaptation aux changements. Sa « diplomatie » était plutôt menée par ses hommes d'affaires que par le ministère des affaires étrangères.

Puis les années 70 furent celles dites des « chocs » : choc Nixon (reprise des relations entre les États-Unis et la Chine), qui se traduisit par un retournement de la position japonaise à l'égard de Pékin. Choc pétrolier ensuite : le Japon découvrait que de nouveaux pôles de puissance étaient apparus. Ses dirigeants prirent conscience qu'ils ne pouvaient se désintéresser du monde extérieur, et s'en remettre entièrement à Washington sans compromettre leur succès économique. Ils s'aperçurent en effet qu'ils avaient pour ainsi dire ignoré le monde arabe, d'où provenait la presque totalité de leur énergie.

Jusqu'à la fin de la guerre du Vietnam (1975), le Japon a tenu la place qui lui était assignée sur le strapontin des États-Unis dans la grande confrontation Est-Ouest, limitant sa diplomatie à la gestion des équilibres économiques. Faisant preuve d'une mentalité de victime — premier peuple atomisé du monde, — il justifiait cette position de repli par sa « fragilité » (défense limitée, absence de matières premières).

PHILIPPE PONS  
Lire la suite page 13

## ACHETER UN BILLET JALPAK, C'EST RÉALISER SA 1<sup>ère</sup> AFFAIRE JAPONAISE.

Partir pour le Japon sur vol régulier et à prix charter, ce serait dommage de rater une affaire pareille !

JALPAK, Tour Opérateur filiale de la Japan Air Lines, vous propose des vols Aller/Retour sur le Japon 7 jours sur 7 à partir de 10.710 F, soit moins de 50% du plein tarif en classe économique. Pour mieux répondre aux impératifs de votre emploi du temps, 9 à 10 vols par semaine sont prévus, dont 4 Paris-Tokyo non-stop en moins de 12 heures.

A ces conditions préférentielles s'ajoutent la qualité d'un service à la japonaise, avec une ponctualité, une compétence et un sérieux qui ont permis d'asseoir la notoriété de JALPAK dans le monde.

Alors si vous êtes décidés à faire des affaires, contactez votre agence de voyages la plus proche. Ou appelez-nous directement.

54, rue Saint-Denis - 75001 PARIS - Tél. : 40.26.11.00

LE TOUR OPÉRATEUR JAPONAIS N° 1 EN FRANCE

Si vous êtes un inconditionnel des 1<sup>ères</sup> classes ou classes affaires, demandez notre JALPAK PRESTIGE.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.





## LE JAPON ET LE DILEMME DE LA PUISSANCE

## L'Europe comme un jardin

Pour les Japonais, 1989 aura sans doute été l'année de l'Europe. A tout le moins pour les investisseurs, aile marchante d'un redéploiement de l'épargne et de l'industrie hors des frontières. Ne viennent-ils pas de racheter le tiers du Forum des Halles, à Paris ?



Le Forum des Halles, nouveau fleuron de l'immobilier nippon à Paris.

GASTON BERGERT

**PLANTU  
DES FOURMIS  
DANS LES JAMBES**

**L'ALBUM 89**  
164 PAGES - 350 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

Une collection  
LA DÉCOUVERTE - LE MONDE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

**1939 - 1940  
L'ANNÉE TERRIBLE**

Reconstituée dans un seul journal illustré de nombreuses photos inédites, les 35 épisodes du feuilleton de l'été parus dans « Le Monde » racontent les moments-clés de cette année terrible.

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de Narvik, de la « drôle de guerre » à la destruction de la flotte à Mers-el-Kébir, de la rencontre Pétain-Hitler à Montoire aux lois antijuives de Vichy, Jean-Pierre Azéma retrace les mécanismes de l'effondrement militaire, politique et moral d'un pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

**Le Monde**

NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 pages - 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

**1939-1940 : L'ANNÉE TERRIBLE**

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_

NUMÉRO D'EXEMPLAIRES : \_\_\_\_\_ X 27 F, frais de port inclus = \_\_\_\_\_ F.

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 03.

**A**U cours des six premiers mois de l'année fiscale (avril-septembre 1989), les investissements directs japonais sur le Vieux Continent ont progressé de 90 % par rapport à la même période de l'an dernier, avec un total de 7,69 milliards de dollars, a annoncé le 1<sup>er</sup> décembre le ministre japonais des finances. La part dévolue à l'Europe dans un effort global, dont le dynamisme ne fléchit pas (30,8 milliards de dollars en six mois, soit une progression de 35 %), a fait un bond en avant spectaculaire, passant de 17,7 % à 24,9 % du total.

Ce regain d'intérêt pour l'Europe se fait pour l'essentiel au détriment des Etats-Unis, qui, tout en conservant nettement le premier rang, ne reçoivent plus que 42,6 % des investissements directs japonais, contre la moitié un an plus tôt. Pour certains industriels nippons (automobile principalement), la soif de présence en Amérique est au moins, pour le moment, éteinte. Ils commencent à réaliser que toute immigration, fût-elle financière, finit par atteindre un seuil de tolérance. On n'en est pas encore là en Europe. Il ne leur aura pas fallu longtemps pour comprendre que l'« europessimisme » était passé de mode.

« Les Européens manifestent beaucoup d'intelligence en faisant de l'exercice 1992 un instrument très efficace pour sauver le soi-disant « europessimisme » de leurs concitoyens », remarque un ancien haut responsable du MITI (Ministère du commerce international et de l'industrie). Une mobilisation des énergies qui rappelle aux Japonais le plan Ikeda de doublement de leurs actifs dans les années 60.

Afin d'être fin prêts pour le marché unique, les industriels japonais ont accepté peu ou prou les conditions de Bruxelles pour que leur entrée dans la Communauté ne ressemble pas à celle d'un éléphant dans un magasin de porcelaine. Tokyo a bien déposé plainte auprès du GATT contre la législation anti-dumping de la commission. Mais les entreprises concernées - par exemple les fabricants d'imprimantes - ont choisi de s'y conformer le plus vite possible, en respectant la règle du contenu local destinée à prévenir l'implantation d'« usines tournevis ».

Autre exemple : alors que l'usine Nissan de Sunderland avait été massivement subventionnée par les

autorités nationales et locales britanniques, Toyota a refusé ces aides, et le risque d'un contentieux avec la commission, lorsqu'il a choisi de s'installer à Derby. « Les Etats-Unis sont un vaste champ largement ouvert », résume un industriel japonais. « L'Europe ressemble à un jardin, où l'on doit prendre garde de ne pas faire trop de bruit et faire attention aux autres ».

## Un déséquilibre considérable

Jusqu'à aujourd'hui, les Japonais ont suivi à la lettre ces consignes de discrétion. Ils se sont tenus à l'écart, par inclination autant que par calcul, des OPA inamicales. Toutes leurs prises de contrôle - à une exception près aux Etats-Unis - ont été négociées à l'amiable et le plus souvent à l'initiative des vendeurs. « Nous investissons là où nous sommes les bienvenus », souligne un dirigeant de l'Industrial Bank of Japan. Là où nous ne le sommes pas, nous n'investissons pas ».

En ouvrant largement ses portes, la Grande-Bretagne de Mme Thatcher a rattrapé puis dépassé l'Allemagne et la France pour les investissements japonais de production, tout en conservant une position d'accueil prééminente dans le domaine financier. Les deux tiers de la centaine d'entreprises nipponnes installées au Royaume-Uni y sont arrivées au cours des cinq dernières années. Leurs investissements cumulés représentent plus de 17 milliards de dollars. Une étude prospective de Nomura Research, la tête de pont londonienne du Nomura Research Institute, estime que la Grande-Bretagne pourrait émerger en 1995 de son déficit commercial chronique grâce aux exportations vers les autres pays du Marché unique européen des usines japonaises « transplantées ».

La ruse des investisseurs nippons vers l'Europe a cependant pour conséquence immédiate d'aggraver considérablement le déséquilibre des investissements entre le Japon et la CEE. Au début de 1989, le ratio des investissements directs japonais dans la CEE par rapport à ceux des Européens dans l'archipel était de 15 à 1. L'écart n'a fait que se creuser depuis.

« A court terme, l'investissement direct est bienvenu parce qu'il crée des emplois. Mais, à plus long terme, il provoquera une réaction s'il n'y a pas de réciprocité », commente le patron d'un grand groupe industriel européen qui cherche vainement depuis des années à pénétrer un marché japonais encore hermétiquement fermé dans son domaine d'activités.

Or les barrières à l'investissement étranger au Japon sont encore plus formidables que celles qui s'opposaient, et s'opposent encore dans certains cas, à la pénétration des produits : quasi-impossibilité de prendre le contrôle d'une société de dimension respectable, lourdeur et opacité du système de distribution, coût foncier exorbitant dans les principales zones urbaines.

« Le marché japonais, reprend notre industriel nippon, ressemble à un hôtel moderne, bien équipé et ouvert. Mais, généralement, toutes les chambres sont occupées, bouillottes même, et il faut attendre un mois pour en obtenir une. » Si l'on n'y prend garde, le déséquilibre des investissements pourrait empoisonner les relations nippo-européennes pendant les années 90, comme le déséquilibre commercial au cours de la décennie précédente.

## A la conquête du « Japon profond »

Les deux facteurs sont d'ailleurs étroitement liés. L'investissement direct japonais en Europe a d'abord été « défensif », avec pour objectif de protéger des parts de marché face au protectionnisme réel ou supposé des pays de la CEE. Il commence seulement maintenant à changer de « qualité », avec l'annonce timide d'un transfert des fonctions nobles (fabrications à haute valeur ajoutée, recherche et développement, gestion) vers les filiales européennes. Réciproquement, le pari de l'investissement direct au Japon ne devient jouable pour les Européens que si le marché semble raisonnablement ouvert.

C'est le cas, depuis peu, pour l'automobile, les vins et spiritueux, deux secteurs dans lesquels le désarmement protectionniste de l'archipel est complet ou presque, et où l'industrie européenne, quand elle a pris en main sa propre distri-

bution, remporte des résultats spectaculaires. Depuis le printemps dernier, la RFA enregistre un excédent dans ses échanges automobiles avec le Japon, devenu l'un des premiers marchés pour le cognac ou le whisky.

A travers le JETRO et la Japan Development Bank, les autorités japonaises ont commencé la mise en place de dispositifs d'aide à l'investissement direct étranger. La Commission de Bruxelles a lancé une étude sur les conditions et les opportunités d'investissement, non seulement à Tokyo ou Osaka, mais également dans le « Japon profond », là où le coût de l'implantation est moins onéreux et le potentiel commercial relativement vierge.

La bonne santé économique de l'Europe, l'ajustement structurel de l'économie japonaise, marquée notamment par la vigueur de la demande intérieure et la progression rapide des importations de produits manufacturés, ont considérablement amélioré le climat récent entre le Japon et la Communauté. « Les relations entre la CEE et le Japon sont en général toujours perçues comme marquées par la controverse. Cette perception est à mon avis dépassée », indiquait récemment à Tokyo le vice-président de la commission, M. Frans Andriessen. Des deux côtés, les hommes à la barre devront néanmoins éviter certains écueils pour que cette affirmation se vérifie durablement.

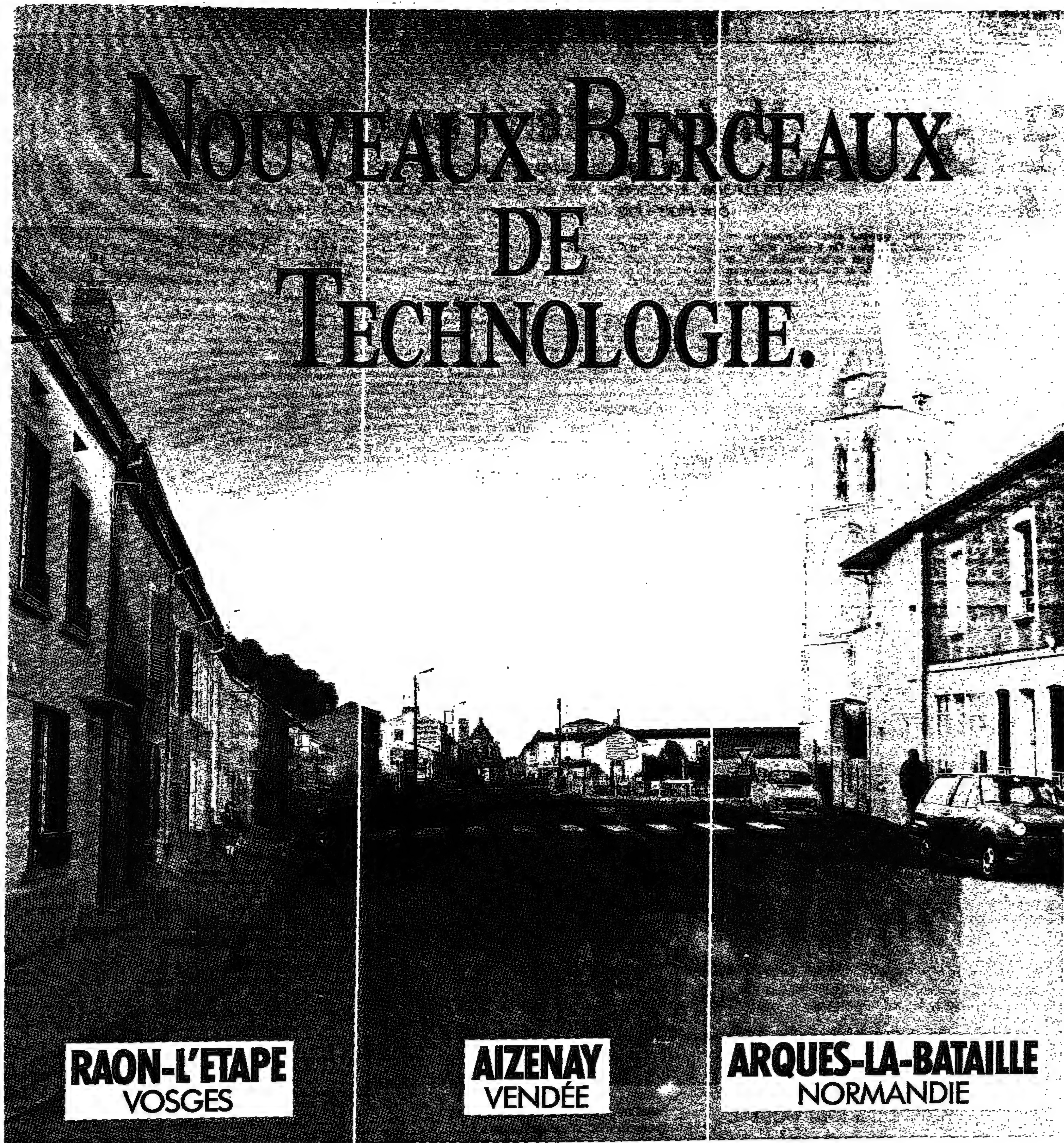
Enfin, le déficit commercial de la CEE avec l'archipel est cette année en légère récession ; mais son montant reste considérable (20 milliards d'euros en rythme annuel). La faiblesse du yen à l'égard des principales monnaies européennes (dévaluation de près de 15 % depuis le début de l'année) et le ralentissement de la conjoncture aux Etats-Unis vont placer les exportateurs japonais, et le MITI qui les surveille du coin de l'œil, devant des choix délicats dans l'appréciation de ce que le marché européen peut raisonnablement absorber.

Le vaste marchandage dont la commission vient de donner le signal sur le dossier hypersensible de l'automobile permettra de juger de la bonne volonté et de l'habileté des jardiniers nippons.

BERNARD HAMP



# NOUVEAUX BERCEAUX DE TECHNOLOGIE.



**RAON-L'ETAPE**  
VOSGES

**AIZENAY**  
VENDÉE

**ARQUES-LA-BATAILLE**  
NORMANDIE

C'est dans ces trois villages français que Toshiba a installé ses usines.

Dans chacune d'elles, à Raon-L'Etape (lampes halogènes destinées aux photocopieurs),

à Aizenay (four à micro-ondes) et à Arques-la-Bataille (photocopieurs), nous avons été accueillis par de formidables partenaires.

Ensemble nous travaillons, chaque jour, en parfaite harmonie et produisons des produits fiables de haute qualité.

De la bureautique aux produits domestiques, des équipements médicaux aux semi-conducteurs,

nous développons une technologie de pointe à travers une production variée de produits électriques et électroniques.

Grâce à cela nous pourrions évoluer en commun et développer toujours plus la technologie chère à Toshiba.

L'Empreinte de Demain  
**TOSHIBA**





## LE JAPON ET LE DILEMME DE LA PUISSANCE

## Un fort intérêt pour l'Occident

Les Japonais, dit-on, nous prennent notre patrimoine culturel. En Europe, ils achètent Van Gogh, Renoir, Picasso et les châteaux du Bordelais ; aux États-Unis, ils s'approprient Hollywood et le Rockefeller Center.

LES investissements nippons dérangent d'autant plus qu'ils touchent à l'identité des Occidentaux. On peut même dire qu'ils font violence. L'achat de la Columbia Pictures par Sony a été qualifié de « coup porté à l'âme de l'usine à rêves de l'Amérique ». Les commentateurs du marché de l'art parlent régulièrement de « l'invasion des Japonais » dans ce domaine. Pourquoi un tel sentiment d'agression ? Sans doute l'intérêt des Japonais pour notre patrimoine nous semble-t-il purement mercantile. Cette interprétation n'est pas toujours injustifiée. Les toiles impressionnistes ou de l'école de Paris, acquises à prix d'or, représentent souvent un investissement financier. Elles servent aussi au prestige des grandes entreprises qui en décoreront avec ostentation leurs salons de réception. M. Inaba, directeur général de Nippon Autopolis, qui vient d'acheter pour 48,9 millions de dollars les Noces de Pierrette de Picasso, expliquait : « Nous devons absolument avoir une vraie chose, un vrai chef-d'œuvre »

comme celui-là pour notre musée. » On apprend aussi, sans un certain malaise, que le musée en question sera construit spécialement pour accueillir ce tableau, et qu'il sera situé dans un centre de villégiature dédié aux courses automobiles...

Cette anecdote n'est que partiellement révélatrice de l'attitude du public japonais face à l'art occidental. Celui-ci peut aussi percevoir la grossièreté de la démarche de certains collectionneurs. La presse s'en fait l'écho de temps à autre. Le caricaturiste du quotidien *Asahi* tournait en dérision, le 4 décembre, ses compatriotes prêts à acheter à prix fait toute œuvre européenne, que ce soit un Picasso ou un pan de mur de Berlin pourvu qu'il y ait dessus de jolis graffiti.

Depuis le début du siècle, il y a eu au Japon — et il y a encore — des amateurs avertis d'art européen. Le plus célèbre est sans doute M. Kojiro Matsukata, homme d'affaires issu de l'élite de l'époque Meiji, qui voyagea entre 1916 et 1922 en Europe, d'où il rapporta plusieurs centaines

d'œuvres d'art, certaines très importantes. Des difficultés financières l'obligèrent à se séparer d'un bon nombre. Ce qui reste de sa collection constitue aujourd'hui le fonds du Musée national d'art occidental de Tokyo.

Faits par des entrepreneurs australiens, les investissements culturels ne suscitent pas les mêmes réactions. Il y a deux ans, le riche homme d'affaires Alan Bond achetait les *Iris* de Van Gogh au prix record de 53,9 millions de dollars.

## Une nouvelle assurance culturelle

L'affaire a fait couler beaucoup d'encre, mais on ne s'inquiétait guère d'une éventuelle minime des Australiens sur le patrimoine européen. Un vaste débat a été engagé depuis sur l'évolution du marché de l'art. Ses développements vertigineux remontent à plusieurs années : ils sont dus, entre autres, à l'arrivée de quelques collectionneurs américains proposant des sommes folles pour des œuvres,

jusqu'à-là accessibles, du moins pour nos musées. En ce sens, les nouveaux riches japonais prennent en route un train dont la machine est déjà détraquée.

L'éparpillement de notre patrimoine est un problème suffisamment complexe pour ne pas l'encombrer de considérations tendancieuses sur l'impact des seuls Japonais. L'inquiétude des Occidentaux face à ces derniers pose un problème distinct. La remarque du marchand de tableaux new-yorkais David Tunick est significative : « Quand un objet vraiment bien part au Japon, on a l'impression qu'il disparaît dans un gouffre. » Les Occidentaux connaissent si mal les Japonais qu'ils éprouvent à leur égard — lorsqu'ils interviennent sur le marché de l'art — un malaise qui ne serait guère différent s'ils étaient des Martiens.

Cette mauvaise connaissance est imputable aux deux parties. Côté occidental, et surtout européen, l'intérêt pour la culture japonaise est encore assez faible. Selon l'UNESCO, en 1987, neuf livres traduits du japonais ont été publiés



Exposition Issey Miyake au Musée des arts décoratifs de Paris en 1988.

en France contre deux cent quarante et un au Japon traduits du français. Quant aux Japonais, leur présence se limite, aux yeux du public, à l'étiquette *made in Japan* dont la sonorité est devenue tout aussi familière que la réalité humaine qu'elle recouvre est restée étrangère.

Cette situation semble évoluer. Les milieux d'affaires occidentaux se sont aperçus qu'ils ne pouvaient aborder l'économie japonaise sans en comprendre le contexte. Cette prise de conscience a déjà entraîné, par exemple, la multiplication des cours de japonais dans les écoles de commerce. Par ailleurs, les Japonais sont décidés à se faire connaître. D'abord pour une raison pratique : il faut améliorer la communication entre l'archipel et le reste du monde, faute de voir s'aggraver les tensions existantes.

Au printemps dernier, le premier ministre de l'époque, M. Takeshita, a proposé un vaste programme d'échanges culturels qui devrait « contribuer à la construction d'un environnement international stable et pacifique », et il a annoncé le triplement sur cinq ans du budget de la Fondation du Japon, un organisme similaire au British Council mais dont les moyens sont six fois inférieurs à ce dernier. Des Maisons du Japon voient le jour à l'étranger : l'une a été achevée en avril 1988 à Berlin, une autre devrait ouvrir ses portes en 1993 à Paris. Le Keidanren (patronat) a fait connaître ses recommandations et s'est proposé de suppléer aux éventuelles carences du gouvernement.

## Mieux se faire comprendre

La volonté des Japonais de mieux se faire comprendre des Occidentaux est aussi due à des facteurs psychologiques. Tant que ces derniers faisaient figure de modèle, il était difficile pour les premiers de prétendre à une contribution originale. Si l'Occident a servi d'exemple au Japon durant plus de cent ans, on assiste aujourd'hui à une modification de cette relation. La suprématie de nos méthodes économiques est remise en cause à Tokyo, où les interrogations se portent désormais sur la supériorité de notre civilisation en général.

Un signe caractéristique de cette évolution est le regain d'intérêt pour la culture d'Edo, période qui a précédé l'ouverture à l'Occident sous le règne de l'empereur Meiji. Outre le simple plaisir esthétique et intellectuel, s'exprime aussi le désir de reconsidérer l'Histoire ; la

modernité du pays ne serait pas uniquement due à l'influence occidentale mais trouverait ses origines dans la culture bourgeoise d'Edo. La thèse n'est pas nouvelle, mais elle prend aujourd'hui une dimension particulière. Personne, sauf une minorité d'extrême droite, ne songe à nier l'apport des Occidentaux. Mais celui-ci tend à être relativisé.

Cette nouvelle autonomie s'observe très bien à Tokyo. Le préfet, M. Suzuki, n'hésite pas à parler de « renaissance ». A la faveur de l'enrichissement général s'y est épanouie une culture urbaine originale qui apparaît tant dans les modes vestimentaires (que l'on connaît à travers Yohji Yamamoto), les habitudes culinaires, que les tendances architecturales. Elle confère à Tokyo une identité particulière et prestigieuse qui lui permet de se démarquer des autres grandes capitales.

Lors de son lancement le mois dernier, le mensuel culturel *03* (indicateur téléphonique de Tokyo) annonçait qu'il n'était pas un magazine américain ou européen mais une publication typiquement tokoyote. Si le ton est parfois revendicateur, le message est clair : le Japon contemporain a sa place dans la culture internationale. Il a ses ambassadeurs : Issey Miyake, auquel le Musée de la mode à Paris a rendu hommage ; Arata Isozaki, dont les inimitables réalisations comprennent le Musée d'art contemporain de Los Angeles et le futur stade olympique de Barcelone.

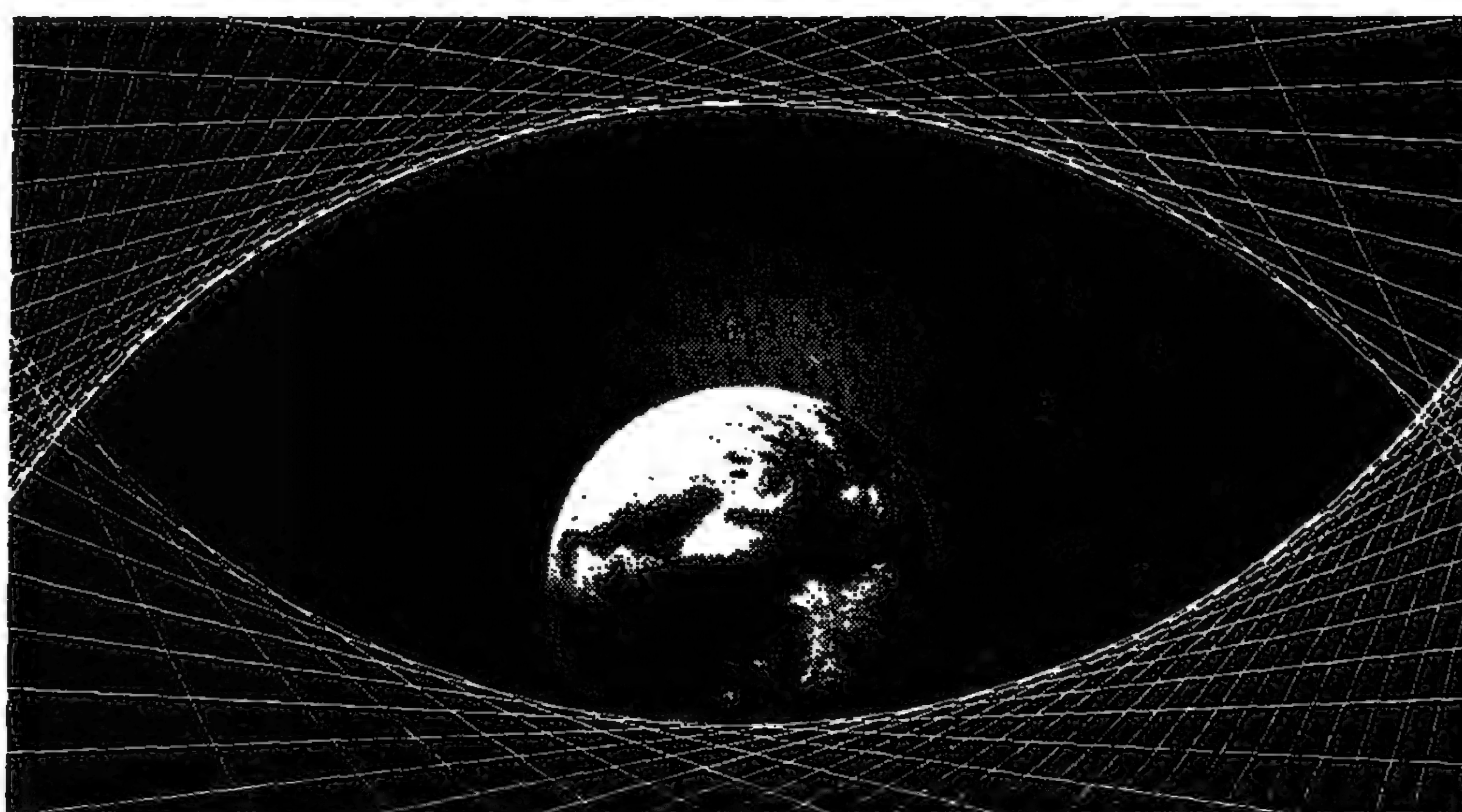
Ce rayonnement tient aussi à la présence accrue au Japon de créateurs étrangers. Les architectes sont particulièrement nombreux : Norman Foster, Michael Graves, Christian de Portzamparc... Les données financières expliquent en partie cet enthousiasme, mais la liberté d'invention qu'offre l'hétérogénéité de l'urbanisme japonais entre aussi en ligne de compte.

Il y a bien sûr une interaction entre la richesse, l'assurance et les prétentions des Japonais. Leur soudaine fortune a donné lieu parfois à des accès de suffisance. Ils sont inhérents à toute réussite économique : aucun des pays anciennement ou encore puissants ne pourrait prétendre y échapper.

L'élément positif et nouveau est la volonté manifeste du Japon de mieux communiquer. Les Japonais se sont efforcés jusqu'à maintenant de comprendre et d'assimiler les éléments de la civilisation occidentale. Ils essaient à présent de montrer ce qu'ils ont à offrir. Les Occidentaux feront-ils preuve d'un intérêt réciproque ?

KAROLINE POSTEL-VINAY

## Les services d'une banque aux entreprises ne doivent pas se limiter à la bonne exécution des opérations



## Aller plus loin pour vous apporter plus

Banque principale des plus importantes sociétés industrielles du Japon et groupe financier international de premier plan, IBJ est capable d'offrir un éventail plus large de services et d'opportunités grâce à la haute technicité de ses produits financiers développés sur les marchés internationaux.

Au delà de l'internationalisation et de la quête d'innovation, nous, à IBJ, voyons plus loin.

Nous nous donnons le temps et les moyens de connaître nos clients et de les accompagner tout au long de leur développement à long terme en suivant l'expansion de leurs activités. Ce sont ces relations étroites avec sa clientèle qui permettent à notre Banque de créer des produits originaux plus personnalisés. Telle est l'approche IBJ des services à l'échelle internationale.

Dans un marché international complexe, c'est la manière la plus efficace que nous connaissons pour répondre à vos besoins financiers.

Voilà la philosophie IBJ.

**IBJ**  
INDUSTRIAL BANK OF JAPAN

Siège social : 158 rue de France, 75001 Paris, France. Tél. (1) 42-51-31-35. Telex 211644.  
Stages sociaux : 3-3, Marunouchi 1-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japon. Tél. (3) 214-1111. Telex J22225.  
Représentations : New York, Los Angeles, Chicago, San Francisco, Houston, Atlanta, Washington, Toronto, Vancouver, Mexico, Panama, Rio de Janeiro, São Paulo, Grand Cayman, Londres, Paris, Madrid, Francfort, Düsseldorf, Luxembourg, Zurich, Milan, Rome, Bahama, Singapour, Hong Kong, Jakarta, Kuala Lumpur, Bangkok, Pékin, Shanghai, Guangzhou, Dalian, Séoul, Sydney, Melbourne, Perth.

## L'orphelin de la détente

LE JAPON ET LE DILEMME DE LA PUISSANCE

LA COMMUNIQUE NOUS L'AVO





ent

# LE JAPON ET LE DILEMME DE LA PUISSANCE

## L'orphelin de la détente

Suite de la page 9

Ce discours de la fragilité, déjà ébranlé par la résistance de l'économie nipponne aux crises pétrolières, n'est plus de mise aujourd'hui pour un pays qui a encaissé allègrement depuis 1985 une revalorisation de 50 % de sa monnaie par rapport au dollar et connaît une expansion continue pour la troisième année consécutive. Le Japon de 1990 a atteint les limites de la politique d'accommodement qui lui a si bien réussi. Quant aux engagements verbaux sur le thème aussi vague que celui de l'« internationalisation », ils paraissent dépassés. Il lui faut aller plus loin. Le Japon sait qu'il ne peut réussir qu'aux dépens des autres, et le dilemme de la puissance se profile devant lui.

La conjoncture politique internationale et la situation géopolitique régionale ne favorisent guère une redéfinition de son rôle international. Les bouleversements qui interviennent sur la scène mondiale coïncident avec une période de vide politique, due à la faiblesse du gouvernement conservateur, qui a perdu la majorité au Sénat en juillet et risque une nouvelle déconvenue lors des élections générales du début de l'année prochaine ; ce qui ne facilite pas les initiatives.

En outre, le Japon se trouve dans une région du monde où persiste l'ordre de la guerre froide. C'est le cas de la péninsule coréenne, où, de part et d'autre du 38<sup>e</sup> parallèle, se font face les armées de Pyongyang et de Séoul, et derrière elles celles des grandes puissances : des troupes américaines sont stationnées au Sud tandis qu'au Nord des traités avec la Chine et l'URSS garantissent leur intervention en cas de conflit.

Pour tenir compte de la détente dans les rapports Est-Ouest en Europe dans sa politique étrangère, Tokyo dispose d'une faible marge

de manœuvre : le problème des quatre îles du nord de l'archipel des Kouriles occupées par l'URSS et réclamées par le Japon hypothèque toute amélioration des relations avec Moscou.

Lorsque les dirigeants japonais avancent que la détente est essentiellement circonscrite à l'Europe pour justifier leur attentisme, ils n'ont pas tout à fait tort : si, dans cette dernière partie du monde, l'ordre de Yalta semble voler en éclats, il n'en va pas de même en Asie du Nord-Est. C'est en effet à Yalta que Roosevelt, Churchill et Staline désignèrent l'annexion des Kouriles du Sud par l'Union soviétique. Un règlement de ce contentieux territorial n'est donc pas uniquement une question bilatérale entre Tokyo et Moscou : il dépend en réalité d'une détente globale dans la région.

Les relations avec l'URSS seront vraisemblablement l'un des premiers domaines où pourrait être sensible une évolution de la position japonaise. Pour l'instant, les Japonais espèrent qu'en multipliant les initiatives économiques à la périphérie de l'URSS — en Europe de l'Est mais aussi en Mongolie et dernièrement au Laos — ils inciteront le Kremlin à infléchir sa position.

Dans les semaines qui viennent, Tokyo va s'employer à éviter de donner l'impression que sa fermeté sur la question territoriale est synonyme d'entêtement. D'autant plus que les Japonais sentent qu'ils ne pourront plus compter sur l'appui de Washington pour défendre leur position face à l'URSS.

Ils se trouvent confrontés dans leurs relations avec l'URSS à deux exigences contradictoires : d'une part, le souci de ne pas être distancés économiquement par les pays occidentaux ; de l'autre, celui de justifier aux yeux de l'opinion publique l'augmentation des

dépenses militaires dans un climat de détente internationale, la menace soviétique étant la principale justification de l'effort militaire japonais. Selon les critères retenus, les forces japonaises arrivent au sixième ou au troisième rang mondial : les dépenses militaires en 1989 se sont élevées à 31,4 milliards de dollars et croissent régulièrement.

Le souci de stabilité régionale

L'ordre de la guerre froide n'aurait pas que des inconvénients. Comme le remarquait récemment le quotidien *Nihon Keizai*, « elle faisait régner une curieuse sérénité » alors que l'après-Malte s'annonçait comme une période d'incertitudes, d'autant plus que Moscou et Washington n'ont pas défini le nouvel ordre international à substituer à celui de Yalta. Pour Tokyo, c'est un peu un saut dans l'inconnu, souligne-t-on au ministère des affaires étrangères. En outre, à partir du moment où l'antisovétisme n'est plus la donnée fondamentale de la politique de Washington, l'importance du Japon comme pôle de cette politique en Asie se trouve largement diminuée. Il lui faut donc trouver d'autres terrains d'entente et de coopération avec les Etats-Unis.

Les relations nippo-américaines demeurent, certes, la pierre angulaire de la politique extérieure de Tokyo. Mais le Japon apparaît en quête d'une place dans le jeu international, précisément à un moment où ses relations avec son allié et tuteur sont entrées dans une phase des plus délicates : de tensions, d'incompréhension, de récriminations et de ressentiments réciproques qui ne semblent pas prêts à se résorber facilement. En même temps, Tokyo est conscient que les Etats-Unis, s'ils souhaitent une participation plus grande du Japon à sa propre sécurité, n'entendent pas pour autant qu'il acquière son indépendance stratégique, à leurs yeux plus porteuse de risques que de stabilité. Un partage du fardeau des responsabilités avec les Etats-Unis

implique cependant, dans l'esprit des dirigeants japonais, celui de certaines prérogatives.

L'impossibilité de redresser rapidement les déséquilibres des échanges ou de remédier aux « obstacles structurels » qui envahissent les relations entre les deux pays incite les Japonais à centrer leur action extérieure sur des questions qui présentent un intérêt particulier pour Washington (aide aux pays de l'Est, environnement, dette des pays en voie de développement).

Le Japon est conscient qu'une grande politique, avec ce qu'elle comporte d'interventions, lui est non seulement interdite par sa Constitution et les limites de son effort militaire, mais aussi qu'elle ne pourrait lui être que fatale. Il ne peut pas pour autant rester insulaire et non concerné. Il doit donc trouver d'autres terrains où exercer sa responsabilité de sa puissance.

Le premier est la coopération et la stabilisation régionale. La richesse ne fait pas que des amis — le Japon ne peut que le constater. Mais l'argent et la politique sont aussi souvent étroitement liés. En matière d'aide au développement, le Japon a remplacé les Etats-Unis comme puissance économique dominante. Les perspectives de structuration régionale — une idée vieille de vingt ans — tendent en outre à se préciser.

Bien qu'elle n'ait pas été aussi concluante qu'on l'espérait, la conférence ministérielle de Canberra, en novembre dernier, constitue un premier pas vers une intégration régionale. Lui donner une dimension politique est apparemment l'un des objectifs à terme du Japon. Il est clair que si cette coopération prend un caractère institutionnel, le dynamisme économique des pays du Pacifique ferait de cette organisation l'un des pôles économiques mondiaux. La suprématie du Japon lui en assurerait un leadership de fait.

La stabilisation régionale est le souci primordial de Tokyo. C'est pourquoi, tout en condamnant la régression, le Japon a adopté une attitude moins dure que ses partenaires occidentaux à l'égard de la

Chine. Sans doute les Japonais ne voulaient-ils pas compromettre leurs « mises » (des prêts importants) et ne se sentaient-ils guère en position de donner des leçons aux Chinois en matière de respect des droits de l'homme, étant donné leur passé.

Selon la thèse officielle, le Japon n'a fait que rester fidèle à une politique reposant sur l'idée que c'est dans l'intérêt du reste du monde d'aider la Chine à s'ouvrir et que l'isolement ne pouvait qu'avoir des conséquences fâcheuses. La récente visite à Pékin du conseiller pour la sécurité du président Bush, M. Scowcroft, a été interprétée à Tokyo comme le signal du dégel dans les relations américano-chinoises encourageant les Japonais à normaliser leurs relations avec la Chine.

De nouvelles expressions de la puissance

Un accroissement régulier de l'aide au développement et des dépenses militaires conjugué à une participation timide à des opérations de maintien de la paix sous l'égide des Nations unies représente une évolution sensible de la politique extérieure nipponne de ces dernières années. Prémisses d'un souci d'assumer davantage de responsabilités ? Ils sont encore loin des initiatives témoignant de la volonté de Tokyo de jouer un rôle accru, et à la mesure de sa puissance économique, sur la scène mondiale.

Le Japon est en quête d'un mandat qu'il arrive mal à définir. Ce pays, qui a grandi dans l'ombre américaine depuis la fin de la dernière guerre, ne semble pas certain de sa place sur l'échiquier mondial. Peut-être parce que le Japon, riche et puissant de cette fin de siècle, n'en conserve pas moins une blessure secrète : son identité. L'Histoire a conduit l'insulaire société à se penser étrangère au reste de l'Asie, dont elle fait pourtant partie, tant géographiquement que culturellement. Aujourd'hui, aucune relation privilégiée — ni avec la Chine ni avec l'Occident —



ne semble lui garantir une communauté de destin. Les considérations économiques restent l'ossature de sa politique étrangère. La difficulté de trouver des critères à sa politique d'aide au développement en témoigne. Progressivement se fait jour cependant chez ses dirigeants le souci de recouvrer un statut de pays pleinement indépendant et une volonté de reconnaissance internationale. Chez ses partenaires, la méconnaissance et le sentiment de menace ont succédé à l'indifférence.

Le Japon, il est vrai, n'a établi avec ses partenaires que des rapports quantifiables sans que, jusqu'à présent, intervention d'autres données (prêtant le flanc aux critiques d'« amoralisme » qui lui sont fréquemment adressées). Son pacifisme constitutionnel et son mondialisme économique en ont fait un centre d'efficacité dont le reste du monde, et lui-même, apprécie mal les fins. Il tend à dominer par sa force économique sans qu'une politique consciente et formulée ne marque les objectifs de cette montée en puissance.

Percevoir le reste du monde moins en termes économiques que politiques, c'est-à-dire d'interdépendance plus que de concurrence, est le lent cheminement sur lequel semble s'engager le Japon. Et sans doute serait-ce faire preuve de cette singularité qu'il revendique que de trouver de nouvelles expressions de la puissance, démarquées du souci de la conquête. Le Japon est convié à faire preuve d'imagination.

PHILIPPE PONS

### LA COMMUNICATION DE DEMAIN NOUS L'AVONS DECOUVERTE SOUS L'EAU

Nos regards se portent naturellement vers les étoiles, lorsqu'il s'agit d'innover en matière de communication. Aussi, nos scientifiques ont-ils orienté leurs recherches vers l'espace, où nous sommes passés maîtres dans le domaine des communications par satellite. Puis, vers un milieu inhabituel : celui des profondeurs de l'océan. Ils y ont découvert Aplysia, un mollusque marin dont l'étude du système nerveux a permis la mise au point de la première neuroproteine optique.

La neuroproteine Mitsubishi a ouvert la voie dans la conception des neuro-ordinateurs, ces machines « pensantes » qui accomplissent des fonctions jusqu'alors propres à l'homme, telles que la reconnaissance des formes, des caractères imprimés ou encore de la voix humaine. Il ne fait aucun doute qu'ils deviendront indispensables aux systèmes de communication ultrarapides et précis des années à venir. Pour perfectionner des produits de communication des plus sophistiqués, tels que téléphones mobiles, télécopieurs, systèmes de téléconférence, satellites de communication et stations terrestres, Mitsubishi Electric constitue une nouvelle génération de visionnaires : des scientifiques, qui voient schématiser des étoiles au fond des mers.

**MITSUBISHI ELECTRIC**  
Mitsubishi Electric France S.A.  
52, Avenue de Colmar, 92503  
Rueil-Malmaison Cedex, France  
Phone: (1) 47 08 78 00 Telex: MELCAMF 202327F  
Fax: (1) 47 08 04 05



1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.



# SOCIÉTÉ

## La lutte contre la drogue

### Un entretien avec la présidente de la mission interministérielle

« La dépenalisation ne résout pas le problème de la toxicomanie »  
nous déclare M<sup>me</sup> Geneviève Domenach-Chich

« Pensez-vous, au poste que vous occupez, pouvoir restaurer la crédibilité de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie (MILT), quelque peu entamée par cette succession de présidents ?

« Malgré la place croissante accordée par les pouvoirs publics à la lutte contre la toxicomanie, il existe effectivement un fort déficit de crédibilité de la MILT. Ses changements successifs de direction sont aussi le fruit des hasards de la vie politique. Lorsque M<sup>me</sup> Trautmann a accepté, en novembre 1988, la présidence de la MILT, son élection, en mars 1989, à la mairie de Strasbourg, était loin d'être acquise. Le cumul de ses deux mandats s'est rapidement avéré trop lourd. Je souhaite, quant à moi, m'inscrire dans la durée et, tout en continuant les actions entreprises par M<sup>me</sup> Trautmann, donner à la MILT sa véritable fonction, qui est d'être un lieu de convergences entre les ministères.

« Comment vous situez-vous par rapport à M<sup>me</sup> Georgina Dufloix, qui préside la délégation générale à la lutte contre la drogue ?

« La mise en place de cette délégation, avec à sa tête une personnalité telle que M<sup>me</sup> Georgina Dufloix, m'apparaît comme un engagement de l'État, qui, à plusieurs reprises, a affirmé, depuis l'été dernier, sa volonté de faire du problème de la toxicomanie une de ses priorités. Chargée de la coordination à l'échelon international de la stratégie anti-drogue, M<sup>me</sup> Dufloix a naturellement la MILT sous son autorité.

« Que pensez-vous de la législation française actuelle en matière de toxicomanie ?

« La loi de 1970, qui définit le cadre de la lutte anti-drogue, réprime à la fois l'usage et le trafic. Si elle a permis le développement d'une politique de soins et de prévention, cette loi a des côtés ambigus car elle entretient une

confusion inévitable entre les usages et les trafiquants.

« Faut-il pour autant modifier la législation ?

« Je ne le pense pas. Il vaut mieux, à mon avis, résoudre les éléments d'ambiguïté. Il existe ainsi, au ministère de la Justice, tout un travail de recherche et d'adaptation aux situations actuelles, notamment aux suites données aux poursuites contre les toxicomanes.

« Vous vous êtes prononcée récemment contre la dépenalisation de la drogue. Pourquoi ?

« En matière de lutte contre la toxicomanie, il n'y a pas de solution miracle, ni de prêt-à-porter, ni de prêt-à-fonctionner. Les expériences menées en Espagne et même aux Pays-Bas n'ont pas donné les résultats espérés. La dépenalisation, même limitée, ne résout pas le problème de la toxicomanie ; elle n'évite pas la délinquance ni la marginalisation. Que dire, en outre, d'un État qui deviendrait lui-

même marchand de mort en faisant de la drogue un commerce respectable, comme le soulignait fermement Pierre Joxe lors de l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur à l'Assemblée nationale ? Je crois aussi que la dépenalisation ne supprimerait pas le désir de transgression de l'interdit vers d'autres drogues dures, bien au contraire.

#### Généralistes et éducateurs

« Avec un budget de 250 millions de francs, la MILT jouit, depuis 1987, de crédits raisonnables. Quelles sont aujourd'hui vos priorités en matière de lutte contre la toxicomanie ?

« La fonction de la MILT est d'être un animateur et un coordinateur. Dans le domaine essentiel de la prévention, je souhaite m'appuyer sur des professionnels de l'éducation et de l'action sociale et mettre en contact dans chaque

quartier, en collaboration avec la délégation interministérielle à la ville, des éducateurs spécialisés et des lieux de ressources distincts de l'école et orientés vers la réinsertion et la prévention de la délinquance. Ce n'est pas un hasard, en effet, si la toxicomanie survient dans des situations de désinsertion et de non-ressources.

« Les critères de répartition des crédits seront décidés rapidement, et je ferai en sorte que les professionnels mandatés puissent, contrairement au passé, être payés à l'avance et travailler en toute sécurité. Je désire également instaurer une problématique différenciée de l'action sociale actuelle, qui a tendance à traiter séparément les problèmes de santé, d'insertion sociale, et qui découpe l'individu en « tranches de saucisson ».

« Dans l'ensemble, je ne suis pas favorable à un abord uniquement psychiatrique de la toxicomanie. J'espère plutôt favoriser l'approche par les médecins généralistes, les

éducateurs et les spécialistes de l'insertion sociale.

« Quelles seront, en pratique, vos mesures essentielles ?

« Je voudrais définir, sur le terrain, des quartiers, des blocs d'immeubles fragiles et sensibles, où existent, en même temps, des pharmaciens abordables qui serviraient de relais entre les toxicomanes et les acteurs sociaux. Faire collaborer un pharmacien, un élu municipal, un policier, un éducateur et un juge n'est pas facile, mais décuple la rentabilité du travail réalisé et du savoir-faire de chacun. Je ne suis favorable ni à des campagnes de publicité ni à des grands numéros médiatiques, mais plutôt à un patient travail de labour, quartier par quartier.

« Vous consacrez-vous uniquement à la MILT ?

« Oui, j'abandonnerai probablement mes fonctions de secrétaire nationale du Parti socialiste. J'entends présider la MILT à temps plein.

Propos recueillis par BEATRICE BANTMAN

## La ruée des dealers vers l'est

Le nouveau service de protection du métro parisien concentre ses efforts sur la ligne n° 9 devenue un haut lieu du trafic

Il y a encore un an, la ligne 9 était une ligne tranquille. « La campagne », dit aujourd'hui un policier. De la place de la République à la mairie de Montreuil, il n'y avait guère de trafic, si ce n'est de « gros délits ». De rares busouillards et des stations souvent peu fréquentées.

Les revendeurs de drogue s'y sont pourtant installés au début de l'année. Chassés de la ligne 4, entre Marcadet-Poissonniers et Châtelet, puis de l'immense salle souterraine de la nouvelle station des Halles, ils s'étaient d'abord repliés vers des stations toutes proches : Réaumur-Sébastopol et Arts-et-Métiers. Après quelques mois d'observation, les dealers du métro ont fini par revenir à « leur » quartier, autour de Strasbourg-Saint-Denis. La ligne 4, qui s'y arrête en traversant Paris du nord au sud, était maintenant étroitement surveillée. Ils se sont installés le long de la ligne 9 qui relie Strasbourg-Saint-Denis à Montreuil.

« Ils ont changé leur boutique de place, mais ils sont restés dans la même rue, commente un policier du Service de protection de la sécurité du métro (SPSM). Strasbourg-Saint-Denis c'est leur territoire. Ils ont essaimé vers

l'est, sur la ligne 9, parce qu'il leur était impossible d'aller vers l'ouest : la ligne part vers des quartiers chics, du côté de l'Opéra, puis du 16<sup>e</sup> arrondissement, et, dans des endroits paillis, les dealers se font tout de suite repérer. De toute façon, leur clientèle se trouve plutôt dans l'est. » La ligne 9 possède en outre, dit-on à la SPSM, de « bons supports de survie » : le 11<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> arrondissements, tout proches, abritent de nombreux revendeurs de drogue.

Malgré le renforcement des brigades de police, les petits dealers du métro n'ont, semble-t-il, pas songé un instant à quitter les couloirs de la RATP. Pour leur trafic, le métro est idéal : les déplacements sont rapides, les couloirs nombreux, et la foule passe sans vraiment s'attarder. « Ils trouvent facilement des caches pour leur marchandise dans les couloirs ou sur les rails, souligne Michel Boncher, le patron de la brigade des stupéfiants, la BSP. Et quand ils attendent sur les bancs, ils se font moins repérer que dehors. Les correspondances et les couloirs ont aussi un avantage : ils peuvent fuir rapidement. »

Le SPSM tente malgré tout de mettre fin à ce trafic. Depuis la

retraite, les 410 policiers de ce service créé en 1976 harcellent « les dealers de la 9 ». Patrouilles en civil, opérations « spéciales », effectifs en tenue : le SPSM cherche à faire « éclater » la ligne 9, comme avait « éclaté », jadis, le regroupement des Halles. « Le but est de créer un climat d'insécurité pour les dealers, explique le commissaire Deloche, qui est à la tête du SPSM. Toutes ces patrouilles en civil et en tenue les inquiètent. Cela les gêne et les force à se déplacer, ce qui désorganise le trafic. »

#### Un système bien rodé

Le système mis en place par les dealers est pourtant bien rodé : des guetteurs au bout du quai et dans certaines rames pour prévenir les revendeurs de l'arrivée de « des patrouilles, des caches le long des rails et dans les couloirs, et de nombreux relais qui « diluent » la transaction : le rabatteur contacte le client, prend l'argent, part chercher un ou plusieurs intermédiaires, qui contactent alors le vendeur, le seul à connaître les caches.

Dès la fin de l'après-midi, ils s'installent sur les bancs des stations Oberkampf, Saint-Ambroise ou Charonne et attendent ensemble sur les quais. La plupart n'ont pas de drogue sur eux : les « doses » sont entre les rails ou dans des poubelles. Là où, pour la police, elles n'appartiennent à personne. Les clients viennent les voir et passent commande. Quelques secondes suffisent alors pour se mettre d'accord.

Cette gêne considérablement le RATP. Les conducteurs sont obligés d'arrêter les rames lorsque les revendeurs descendent sur les quais chercher leurs doses en enjambant le rail central, qui conduit 750 volts en courant continu, et certains disent avoir été menacés. « Sans compter le problème des freins de secours que les revendeurs bloquent pour faciliter les transactions. » Il faut les chasser, affirme Daniel Baton, le secrétaire général du Syndicat autonome-traction. Il faut plus d'opérations de police pour que le trafic cesse tout à fait.

Mais la tâche n'est pas simple. Les flagrants délits sont difficiles à constater et il s'agit de petits dealers qui se promènent rarement

avec beaucoup de drogue. Les policiers cherchent surtout à les faire fuir en débarquant à tout moment sur les quais. Aujourd'hui, le SPSM a suffisamment « travaillé » sur cette ligne pour connaître tout le monde, ou presque. Les policiers identifient les revendeurs en un coup d'œil, et les dealers ont fini par repérer les policiers en civil de la SPSM.

#### Mélanges douteux

Les toxicomanes, eux, errent sur les quais, parfois en manque. « Avant, j'allais à Belleville, explique un d'eux en articulant avec peine. Je viens ici depuis l'été. C'est plus facile. Si on n'en trouve pas à une station, il suffit de monter dans un train et d'aller un peu plus loin. » Il vient d'être interpellé par une patrouille avec un citron et une cuillère en poche. « Où est la shooteuse ? » lui demande un policier. La seringue est roulée dans un mouchoir en papier au fond de la poche de sa chemise. Il n'a pas de drogue sur lui. « Je vendis pour acheter, bafouille-t-il. J'ai pas encore de

dose. » Contrôle d'identité, sermon. Il vient tout des soirs de Combe-la-Ville, dans le Val-de-Marne, pour s'approvisionner sur la ligne 9. La dose vaut 250, voire 300 francs. Il fait « de petits trafics » pour trouver de l'argent : cambriolages, reventes d'autoradios. « Il me faut une dose pour dormir, le soir, explique-t-il. J'ai fait une cure dans un hôpital psychiatrique il y a un an, et ça n'a servi à rien. Ici, je prends ce que je trouve. »

Cocaine, héroïne, et mélanges douteux : les policiers de la SPSM ont découvert sur la ligne 9 des doses de craie, de bicarbonate de soude, et même de bougie corse. Bien pire : à plusieurs reprises, depuis la rentrée, ils ont trouvé des doses de crack. Du « caillou » de fabrication artisanale fait à partir de cocaïne. « On ne peut pas encore parler d'un flux de trafic, note Michel Boncher, le patron de la BSP, mais on a fait une dizaine de prises dans le métro. Il s'agit de crack fabriqué en France dans des conditions artisanales, mais il faut s'en occuper tout de suite. Le crack est une drogue terrible qui vous détruit très rapidement. »

ANNE CHEMIN

## SCIENCES

La mise au point du dispositif de sauvegarde à bord d'Hermès

### L'avion spatial européen sera équipé de sièges éjectables

Les futurs membres d'équipage de l'avion spatial européen Hermès savent désormais à quoi s'en tenir : en cas de défaillance grave du lanceur ou de leur appareil, ils quitteront le bord... en siège éjectable. Telle est la décision que viennent de prendre conjointement l'Agence spatiale européenne (ESA) et le Centre national d'études spatiales (CNES), à l'issue d'un programme d'études très serré mené pendant près de deux ans.

Destiné à faire la navette entre les stations spatiales habitées et les plates-formes automatiques, le futur planeur spatial européen, de la taille d'un avion de chasse et pesant une vingtaine de tonnes, devra — si tout se passe bien — effectuer son premier vol en 1998, lancé par une fusée européenne Ariane-5.

Pour l'heure, le projet n'en est qu'au stade du développement, dont les premiers travaux ont été officiellement lancés en novembre 1987. Le dessin définitif d'Hermès devant, pour respecter les délais, être prêt

d'ici au mois de mars 1990, il devenait urgent de choisir le dispositif de sauvegarde qui, en cas de catastrophe, permettrait à l'équipage de s'éjecter rapidement de l'avion spatial.

#### Trois hommes

Lancé à la suite de l'explosion de la navette américaine Challenger en janvier 1986, l'une des options consistait, plutôt que de se limiter aux sièges, à éjecter purement et simplement l'ensemble de la cabine. Malgré les réticences des astronautes européens participant au groupe d'études techniques sur la sécurité d'Hermès qui, dès le début de 1988, envisageaient que cette solution ne constitue « un faux problème qui pénalise Hermès, l'alourdît et n'assure pas la sécurité totale de l'équipage », deux versions de cabine éjectable furent ainsi étudiées dans le détail.

Sans parvenir toutefois à convaincre les deux comités consultatifs d'experts du CNES et de l'ESA qui, deux années durant, ont planché sur le projet. Eût donc la cabine éjectable, et retour aux bons vieux sièges,

connus depuis longtemps des constructeurs d'avions de combat.

Outre que cette formule alourdirait l'avion spatial d'environ 3 tonnes, « la définition d'une cabine, avec les systèmes d'éjection, de stabilisation et de parachutes, s'est révélée beaucoup plus délicate qu'il n'avait été prévu, et constitue un programme complexe de développement et de qualification, accompagné d'un risque opérationnel considérable, précise l'Agence spatiale européenne. En revanche, des sièges éjectables ont été expérimentés depuis longtemps par l'industrie. Compte tenu des sièges conçus pour la navette spatiale européenne, les sièges éjectables pourraient être réalisés moyennant un nombre suffisant d'essais en grandeur réelle. »

Le modèle finalement retenu, qui limiterait l'équipage d'Hermès à trois hommes, « éliminera des sièges conçus pour la navette spatiale européenne. En cas de problème au décollage ou lors du retour sur terre, des trappes s'ouvriraient automatiquement au-dessus des sièges du pilote, du copilote et du troisième homme d'équipage installé derrière eux, permettant aux astronautes d'être éjectés jusqu'à 30 kilomètres au lancement et

jusqu'à moins de 100 mètres d'altitude à l'atterrissage.

Stés relativement faciles à comparer au sol à ceux des avions de combat, les futurs sièges de l'avion spatial européen, cependant, devront tenir compte des scaphandres de vol dont seront équipés les astronautes — scaphandres dont les caractéristiques restent encore à préciser.

A cet effet, un « comité exécutif » vient d'être créé par les représentants des principales sociétés — Dornier (RFA), Dassault (France), Laben (Italie) et Casa (Espagne) — chargées du développement des combinaisons spatiales. Composées de directeurs et de chefs de programme des quatre sociétés, ce comité assurera également la liaison avec les responsables du projet à l'ESA.

Co. V.

## RELIGIONS

Le boycottage d'une manifestation contre l'avortement par le clergé du diocèse de Cologne

### Saints fœtus

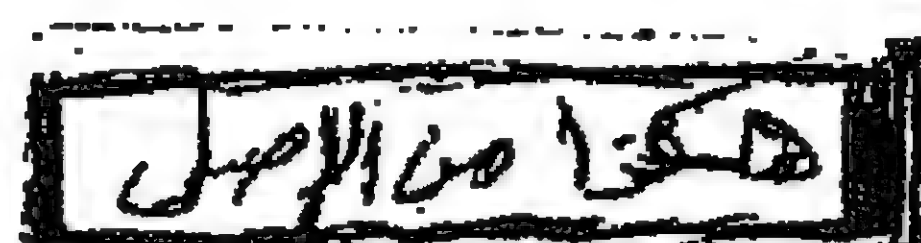
Les curés du diocèse de Cologne (RFA) font de nouveaux efforts. Bon nombre d'entre eux ont décidé de boycotter l'appel des évêques catholiques ouest-allemands à manifester leur réprobation de l'avortement, jeudi 28 décembre, jour de la fête des Saints Innocents.

La Conférence épiscopale d'Allemagne fédérale a, en effet, jugé opportun d'associer le souvenir des enfants juifs massacrés sur ordre du roi Hérode peu après la naissance du Christ et celui des fœtus supprimés à l'occasion d'avortements. Dans toutes les paroisses, un carillon d'un

quart d'heure devait sonner en double deuil et rappeler les parents à leurs responsabilités vis-à-vis des enfants.

L'association catholique Netzwerk, de Cologne, à laquelle appartiennent de nombreux prêtres et religieuses, a nettement pris ses distances avec cette initiative des évêques prise selon elle sans véritable concertation. D'autres associations ont également reproché à la Conférence épiscopale de faire peu de cas des femmes concernées et de manquer singulièrement d'égards vis-à-vis des familles juives.

Pour votre  
**DEMENAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT DE  
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 demeco





## SPORTS

Voile : la Course autour du monde en solitaire

## Repas de fêtes

Titouan Lamazou et Philippe Poupon ont franchi en tête, mercredi 27 décembre, le quarante-cinquième parallèle de l'hémisphère Sud et se rapprochant du continent antarctique qu'ils vont devoir contourner en le laissant à tribord. Coincidence ? Ces deux navigateurs sont aussi ceux qui ont apporté le plus de soin à leur alimentation pour mieux vivre ces quatre mois de solitude.

Foie gras, langouste aux petits légumes, fromage et gâteau pour le réveillon de Noël. Caviar, homard à l'américaine et poires au sirop pour le jour de l'an. Le tout préparé par Joël Robuchon, récemment consacré « cuisinier du siècle » avec Paul Bocuse et le Suisse Freddy Girardet, par le guide Gault et Millau 1990. Ces repas de fête sont ceux que Philippe Poupon (Fleury Michon) déguste au solitaire, entre le cap de Bonne-Espérance et les quarantièmes rugissants de l'océan Indien.

Le seul énoncé de ces menus de fêtes doit faire saliver le Britannique Robin Knox-Johnston, premier navigateur à avoir bouclé un tour du monde en solitaire sans escale en remportant en 1968 le Golden Globe challenge (le Monde du 25 novembre). Pour son voyage de trois cent trente jours de mer, il avait embarqué pour son alimentation cent cinquante kilos de pommes de terre, le même poids d'oignons, mille cinq cents boîtes de conserves, deux caisses de whisky et de cognac et quelques tonnes d'eau douce.

Vingt et un ans plus tard, Philippe Poupon pourra s'offrir le luxe de ne pas manger plus de deux fois le même plat cuisiné puisque Joël Robuchon lui a spécialement préparé soixante-neuf recettes différentes. « C'est Olivier de Kersau-

son qui l'a sensibilisé à ce problème, explique le chef cuisinier. Son moral avait été atteint par la répétition des plats lors de sa tentative réussie pour battre le record du Tour du monde en solitaire. Philou s'est adressé à moi un mois et demi avant le départ, car je suis aussi conseiller de la chaîne restauration de Fleury-Michon. »

Avec Simone Préjeant, une nutritionniste, ils ont conçu des rations alimentaires datées pour chacun des jours de course en fonction des goûts du navigateur et de ses besoins caloriques (limitation des matières grasses et des sauces). Les plats chauds ont été conditionnés sous forme de produits semi-frais dans des barquettes. Les rations quotidiennes, à consommer en six fois, comprennent un plat chaud dans les zones équatoriales et deux dans les zones froides ou tempérées.

En ouvrant ces rations, Philippe Poupon a souvent la surprise d'y trouver une lettre ou un message d'un proche. « J'ai pris cette initiative à la suite des discussions avec Olivier de Kersauzon, raconte Joël Robuchon. Je sentais que Philou s'isolait de savoir comment il allait réagir moralement à cette solitude de quatre mois. Il nous a fait savoir depuis qu'il a été très sensible à ces attentions. »

Les treize navigateurs n'ont pas attaché la même importance à leur alimentation. « Je préférais rester cinq mois sous perfusion plutôt que de perdre du temps à préparer mes aliments desséchés et préparés sous vide », dit Lotek Peyron (Lada Poch). Le plus sensible à ce problème est encore Titouan Lamazou (Ecuveuil d'Aquitaine), qui avait contacté à ce sujet l'Institut régional de médecine du sport de l'université de Bordeaux-II dès la fin de 1988.

La finiste Loriet - Saint-Barthélemy - Loriet, organisée en avril et mai 1989, a servi de banc d'essai pour le navigateur béarnais

et pour les docteurs Françoise Perceille et Hélène Ottaz. « En nous référant à certaines publications, nous lui avons préparé des rations de 3 500 à 4 000 calories, explique cette dernière. A l'arrivée, ses réserves de graisses avaient augmenté de deux kilos. Cette fois, nous avons prévu 2 500 calories pour les régions chaudes, 3 000 dans les zones tempérées et 3 500 pour les climats froids. C'est plus que les besoins d'un sédentaire (2 000 calories dans les pays chauds) mais très en retrait par rapport à la plupart des sportifs. »

## Stimuler l'appétit

L'expérience de la Transat a aussi incité les médecins bordelais à limiter les produits lyophilisés, qui apportent moins de calories, et surtout à offrir à Titouan Lamazou plusieurs choix quotidiens pour se nourrir. Le skipper d'Ecuveuil d'Aquitaine dispose de paquets identifiés par des couleurs correspondant à différents climats. Pour chaque couleur, il a plusieurs options en fonction du temps dont il dispose pour son alimentation. « Faire un peu de cuisine est important pour maintenir le désir alimentaire, estime le docteur Ottaz. Surtout pour Titouan qui est un gastronome. »

Si les manœuvres et la navigation occupent tout son temps, le navigateur béarnais peut se contenter de rations liquides qui couvrent les besoins journaliers. Ce sont des produits de diète validés dans les hôpitaux pour la réhydratation des comateux, explique le docteur Ottaz. Il y a cinq ou six parfums agréables au goût. Une expérience navale avait été faite sur le Paris-Dakar avec un concurrent de soixante-quatre ans qui a terminé en parfaite santé avec cette seule alimentation. Mais si Titouan ne prend que ça pendant quatre mois, il aurait sans doute des problèmes de transit intestinal (besoin de fibres) et risquerait de

perdre ses dents s'il n'avait rien à mastiquer. Ce serait aussi son régime pendant six jours si, par malheur, il devait embarquer sur son canot de survie.

Pour « stimuler son appétit », Titouan Lamazou a droit à un quart d' litre de vin par jour. Il coupe avec de l'eau et du jus de citron pour atténuer le goût de Javel donné par le désalinisateur. Mais il a aussi embarqué quelques bonnes bouteilles pour les dimanches. Ces jours-là, le navigateur béarnais s'offre quelques extras avec des produits de luxe du Sud-Ouest conditionnés pour lui par une petite conservatrice artisanale.

Ces repas de fêtes, ou les bouteilles de champagne débouchées à l'occasion du passage de l'Equateur ou d'anniversaires, sont autant de moments privilégiés qui font oublier la dureté de la course et marquent la progression des concurrents dans l'espace ou dans le temps. Aucun des treize navigateurs n'a toutefois poussé le raffinement jusqu'à l'emploi de l'aventurier britannique Francis Chichester, qui avait emporté une nappe blanche et un smoking pour célébrer dignement les dimanches pour son Tour du monde en solitaire, avec une escale à Sydney, réussit en 1967.

GÉRARD ALBOUY

## Les positions

Jeu 28 décembre  
1. Titouan Lamazou (Ecuveuil d'Aquitaine) à 16 424 milles de l'arrivée ; 2. Philippe Poupon (Fleury-Michon) à 11 milles ; 3. Lotek Peyron (Lada Poch) à 230 ; 4. Alain Gauthier (Générali Concorde) à 405 ; 5. Pierre Folletant (TBS Charente-Maritime) à 524 ; 6. Jean-Luc Van den Heede (3615 Mer) à 669 ; 7. Philippe Jeantot (Crédit Agricole) à 915 ; 8. Bertie Reed (Grimaker) à 1 165 ; 9. Jean-Yves Terlain (UAP 1992) à 1 182 ; 10. Patrice Canévet (Newell One) à 1 237 ; 11. Mike Plant (Dunacell) à 1 275 ; 12. Guy Bernardin (O'Key) à 1 387 ; 13. Jean-François Coste (Cacharel) à 2 586.

## JUSTICE

## Escroquerie aux chinchillas

Deux mandats d'arrêt internationaux ont été lancés par un juge de Mulhouse (Haut-Rhin) à l'encontre d'un couple poursuivi pour publicité mensongère et escroquerie sur des ventes de chinchillas. Un Italien, Adriano Maestrelli, et sa compagne vendaient un mâle et cinq femelles 30 000 F et promettaient de racheter 1 000 F chacun des trente à quarante-cinq petits engendrés par le couple. En fait, la fécondité des chinchillas s'est révélée très inférieure (une dizaine de rejets par portée). Plus de deux cents acheteurs auraient ainsi été trompés.

Les ventes en France, qui auraient rapporté 10 millions à 15 millions de francs à Adriano Maestrelli et à sa compagne, ne représenteraient qu'un aspect d'une affaire plus vaste touchant plusieurs pays d'Europe et du Moyen-Orient. Le couple, qui a pris la fuite avec d'importantes sommes d'argent, a laissé plus de 1,5 million de francs de dette et quatre cent dix-huit chinchillas.

## Appel

## dans une affaire d'enfant mongolien

Les assurances UAP et le centre de transfusion sanguine (CTS) de Montpellier ont fait appel d'un récent jugement les condamnant à verser une rente à vie à Gaëlle Perxé, une enfant mongolienne, et des réparations à ses parents, a annoncé mercredi 27 décembre M<sup>re</sup> Pierre Alberola, l'un des avocats de la défense.

Dans son jugement rendu le 15 décembre (le Monde daté 17-18 décembre), le tribunal de Montpellier les avait condamnés à verser 90 000 francs de réparations aux parents de Gaëlle, née mongolienne, bien que l'annonce de sa naissance au CTS n'ait rien révélé d'anormal. Le tribunal avait aussi décidé que l'enfant, aujourd'hui âgée de cinq ans, devrait recevoir une rente à vie d'un montant indexé de 7 500 francs par mois.

## FAITS DIVERS

## Le principal témoin de la tuerie de Castelvieu s'est présenté au consulat de France à Madrid

Une semaine après le massacre des quatre habitants d'une ferme de Castelvieu en Gironda (le Monde du 22 décembre), le fils de la famille, Ludovic Auduit, s'est présenté spontanément, le mercredi 27 décembre, au consulat de France à Madrid. Recherché comme témoin par les enquêteurs français, il aurait affirmé : « Je me trouvais à Castelvieu au moment des faits. J'ai assisté au meurtre de mes parents. J'ai des révélations à faire. »

Le juge d'instruction bordelais chargé de l'affaire, M<sup>re</sup> Brigitte Lafont, a alors délivré une commission d'arrêt internationale. Trois officiers de gendarmerie sont arrivés jeudi à Madrid afin

d'entendre Ludovic Auduit, retenu en garde à vue par les autorités espagnoles.

Le jeune homme serait arrivé en Espagne depuis plusieurs jours, après avoir regagné Paris en train et pris un avion à Orly pour Madrid. Surveillant à prison à la Santé (Paris), il était au congé au moment du crime et ne s'était pas présenté à son travail à l'issue de ses vacances, vendredi dernier.

Marc Auduit, soixante et un ans, sa femme Nicole, cinquante ans, leur fille Marjorie, vingt-six ans et leur fils Jérôme, deux ans et demi, avaient été découverts, le mercredi 20 décembre, le crâne défoncé avec un objet contondant.

## Huit morts et cent-vingt-deux blessés dans un séisme en Australie

Un séisme a causé de nombreux dégâts dans la ville de Newcastle, dans l'est de l'Australie, mercredi 27 décembre, à 23 h GMT. Jeudi matin, le bilan officiel était de huit morts et cent-vingt-deux blessés mais, indiquait la police, « il y a encore entre quinze et cinquante personnes portées disparues », et les secouristes continuaient de fouiller les décombres.

L'épicentre du séisme - d'une magnitude de 5,5 sur l'échelle de Richter - se trouvait à 5 kilomètres à l'ouest de Newcastle, selon le centre sismologique australien. Des dizaines de bâtiments se sont

écroulés, et de hauts immeubles présentant des fissures menaçaient encore de s'effondrer dans ce port industriel qui compte cent quarante mille habitants.

Les malades de l'hôpital Royal de Newcastle, endommagé, ont dû être évacués. La secousse a été ressentie jusqu'à la capitale australienne, Canberra, située à 150 kilomètres à l'intérieur des terres. Les tremblements de terre sont relativement fréquents dans les régions habitées du centre de l'Australie, mais rares sur les côtes. - (AFP, Reuters.)

## MÉDECINE

Pékin exige des Chinois d'entre-mers des tests négatifs du sida. - Pékin va exiger à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1990 des Chinois d'entre-mers en provenance de Hongkong, Macao et Taiwan, de produire un test négatif du sida avant de pénétrer sur le territoire de la République populaire. Cette formalité, jusqu'à présent requise pour les étrangers qui veulent résider plus d'un an en Chine, le sera aussi pour tous les Chinois ayant passé plus de trois mois à l'étranger.

La Chine a officiellement recensé sur son territoire trente-deux personnes atteintes d'un sida déclaré. - (AFP.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 28 décembre 1989 :

## DES DÉCRETS

• N° 89-929 du 20 décembre 1989 portant publication de l'accord concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer du Nord par les hydrocarbures et autres substances dangereuses (ensemble une annexe), signé à Bonn le 13 septembre 1989.

• N° 89-932 du 20 décembre 1989 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'URSS sur les échanges de jeunes, signé à Paris le 5 juillet 1989.

## HISTOIRE

Un sondage CSA-Mission du Bicentenaire

## Pour 87 % des Français, les idées révolutionnaires ont eu des effets positifs sur notre société

1989 s'achève et avec ce millésime la célébration du bicentenaire de la Révolution française. Douze mois de rencontres, de colloques, de fêtes grandes et petites à Paris et en province commémorant à l'envi la prise de la Bastille, la Déclaration des droits de l'homme ou la bataille de Valmy. Que reste-t-il de cette profusion de cérémonies dans la tête de Français aujourd'hui ? C'est à cette question que répond un sondage effectué par CSA à la demande de la Mission du Bicentenaire. Un sondage utile après tous les débats et toutes les polémiques auxquels a donné lieu cet anniversaire.

Étranges Français partagés entre les plaisirs de la commémoration de cette année sans pareille et... les soucis des deniers de l'État. A 65 %, ils jugent que les cérémonies de 1989 ont été un succès, à 74 % ils sont fiers d'être citoyens d'un pays qui a fait la Révolution, à 67 % ils pensent que celle-ci est un motif de prestige à l'étranger, et pourtant ils estiment (à 60 %) que le jeu ne valait pas la chandelle, c'est-à-dire que les moyens financiers engagés ne se justifiaient pas.

Ce qui frappe surtout dans ce sondage, c'est que les Français ont appris ou réappris les événements marquants de cette période dont ils retiennent une image floue. Des trois grandes révolutions, c'est la française qui, à leurs yeux, a eu les effets les plus positifs : en six mois, les personnes interrogées qui portent ce jugement passent ainsi de 52 % à 71 %. En revanche la révolution soviétique de 1917 ne cesse de baisser dans l'opinion : il est vrai que les bouleversements dans les

pays de l'Est n'ont pu qu'accentuer le mouvement. Quant à la révolution américaine, elle est à l'évidence peu connue de nos concitoyens.

Mais ce qui est sans doute le fait le plus marquant de ce sondage, c'est l'actualité de 1789. 87 % des personnes interrogées estiment que les idées de la Révolution jouent un rôle bénéfique sur notre société aujourd'hui ; et surtout que deux cents ans plus tard ses idées demeurent une référence pour la planète et en premier lieu pour l'Europe de l'Est. Là encore, les « révolutions » qui ont touché tour à tour la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Roumanie apparaissent comme un écho à la fois proche et lointain de la grande Révolution. A deux siècles de distance, les événements se répondent : le renversement des pouvoirs en place à la prise de la Bastille, la fin des monarchies à l'abolition des privilèges, l'affirmation de la liberté et de l'égalité à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen...

Reste à savoir, de toutes les célébrations qui ont jalonné cette année, celle qui reste dans toutes les mémoires. La parade de Jean-Paul Gaudé sur les Champs-Élysées au soir du 14 juillet remporte la palme (41 %). Join devant le défilé militaire (24 %), les feux d'artifice, les bals... et le sommet des chefs d'État (10 %) ou de gouvernement à la Grande Arche de la Défense. En repensant aujourd'hui à cette parade, 4 % des Français y voient de « la propagande politicienne » mais, pour la majorité, elle est le symbole de « l'idéal révolutionnaire, de la fête, de l'universalité, du rassemblement de tous les pays, du mélange des peuples, des races et des cultures ». Les Français deviendraient-ils lyriques ?

C. S.

• Des trois grandes révolutions (la Révolution américaine, la Révolution française et la Révolution soviétique), quelle est celle qui, au bout du compte, a eu les effets les plus positifs ?

	%	Rappel juin 87 (1)
- Américaine	10	16
- Française	71	52
- Soviétique	5	7
- Ne se prononcent pas	14	25

(1) Sondage Sofres.

• Deux cents ans après, dans quelles régions du monde diriez-vous que les idées de la Révolution française sont encore une référence importante pour les populations ?

	% (1)
- Europe de l'Est	30
- Chine	14
- Amérique latine	17
- Afrique	15
- Far East (soudan)	18
- Asie du Sud-Est (soudan)	9
- Ne se prononcent pas	24

(1) Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

Ce sondage a été réalisé du 17 au 24 novembre 1989 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 004 personnes âgées de dix-huit ans et plus. Méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socio-professionnelle du chef de ménage).

• Quelle Révolution, au bout du compte, a eu les effets les plus négatifs ?

	%	Rappel juin 87 (1)
- Américaine	8	7
- Française	4	4
- Soviétique	59	46
- Ne se prononcent pas	29	43

(1) Sondage Sofres.

• Tout compte fait, est-ce une bonne chose ou une mauvaise chose que la Révolution française ait eu lieu ?

	%	Rappel juin 87 (1)
- Une bonne chose	85	77
- Une mauvaise chose	8	8
- Ne se prononcent pas	7	15

(1) Sondage Sofres.

• Tout bien considéré, diriez-vous que les idées de la Révolution de 1789 ont eu des effets très positifs, plutôt positifs, plutôt négatifs ou très négatifs sur notre société d'aujourd'hui ?

	%
- Très positifs	21
- Plutôt positifs	66
- Plutôt négatifs	7
- Très négatifs	2
- Ne se prononcent pas	4



HISTOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

J. PICOCHÉ, C. MARCHOLEAU-NIZJA

NATHAN



## CINÉMA

## Sur les traces de Rimbaud au désert

Sabine Prenczina tourne en Ethiopie son premier long métrage : « Farendj »

MASSAWA (Ethiopie)

de notre envoyé spécial

Plantée face à la mer Rouge, tandis que les barques des pêcheurs vont se perdre, pour l'instant, dans le brouillard, Sabine Prenczina, vers un horizon brumeux, les caméras ont attiré la foule. On ne voit pas tous les jours tourner un film à Massawa, port situé en territoire érythréen, construit en pleine splendeur ottomane et à moitié détruit. Ici, il faut cinq heures d'attente pour téléphoner à Addis-Abeba, et la route, depuis longtemps coupée, n'est plus qu'un souvenir. Rassement donc : des courriers, mais aussi des militaires. L'occasion est trop belle pour célébrer l'unité du peuple éthiopien. Des canons frottent le plateau, chargés de soldats : banderoles, coups de klaxon, chants à tue-tête, ils fêtent une victoire dans un match de football. Personne, dans l'assistance ne se retourne.

Trois heures après, un avion charter doit rapatrier l'équipe de « Farendj » à Addis. Impossible : la pluie qui tombe depuis trois jours a détruit la piste en terre de l'aéroport. A Massawa, 150 kilomètres plus haut dans la montagne, le vol régulier a été annulé. Sans doute réquisitionné. La journée du lendemain est perdue, et ce n'est pas la première, en deux mois de tournage. Il faut des processus pour tenir ici un calendrier. C'est une idée pour une jeune maison de production française (River films) que de choisir ce pays en guerre, à bout de souffle, où l'on célèbre Marx, Lénine et Mengistu à grand renfort d'affiches et de terre.

Les contretemps, les interdictions, les luttes de pouvoir étaient prévisibles : elles n'ont pas manqué. Depuis la saisie du matériel en douane jusqu'aux nombreux arrêts lorsque l'équipe était suspectée d'ironiser sur la « révolution ». Dangereux, quand le budget n'est que de 12 millions de francs. Sans compter l'impossibilité de visionner les rushes sur place, les inconvénients du voyage, les journées raccourcies par le couvre-feu, les nuits dans les hôtels sans eau, ou tout simplement les maladies qui gêtent l'étranger.

Le projet s'est pourtant réalisé. Même si la communication passait mal entre les différents services de la bureaucratie, même s'il fallait parfois attendre pendant des jours l'autorisation de se déplacer d'une ville à l'autre, le gouvernement éthiopien en avait décidé ainsi. Il avait pris ses précautions. Le scénario avait été éprouvé, épuré. Des représentants de la sécurité, du ministère de la culture, avaient été dépêchés sur place pour surveiller l'exacte mise en images. On vit se glisser un étrange personnage, se disant médecin, mais jouant le chauffeur et le courrier, et ne perdant rien des conversations.

## Redorer le régime par une fiction

Mais l'impulsion venait d'en haut. D'un proche, d'un de Mengistu, rencontré à Paris et séduit par cette idée, qui après deux ans et demi est allée entre les mains de l'éthiopien film corporation. Un organisme d'Etat qui contrôle l'ensemble de la production et de la distribution cinématographique du pays, et n'avait jusqu'ici à son actif qu'un long métrage et une trentaine de documentaires, pour la plupart de propagande. Un contrat de coproduction a été signé, par lequel l'Ethiopie s'engageait à fournir sur place des techniciens, des billets d'avion et quelques comédiens. En échange, quelques jeunes cinéastes éthiopiens seront invités à se perfectionner chez nous.

Objectif innové : présenter une image positive du pays, redorer par une fiction un régime qui s'effrite. Mieux qu'un dépliant ou qu'une vidéo maladroite.

Restait à s'entendre avec la production française. Les républicains avaient été doublés au Kenya, au cas où les rapports viendraient à s'envenimer, mais tout le monde était d'accord : il fallait tout faire pour tourner « Farendj » sur place, en Ethiopie. D'abord parce que la réalisatrice, Sabine Prenczina, bien que d'origine allemande, a vécu jusqu'à seize ans au pays du roi des



Tim Roth dans les décors naturels de Massawa.

rois. Elle avait de vieux comptes à régler avec ses souvenirs. Surtout, parce qu'elle souhaitait montrer, en filigrane, un peu du présent de cette terre qu'elle aime.

A Addis comme à Dire-Dawa, des images ont été glanées, en douce : portraits géants des grands libérateurs peints en couleurs natives, censés guider l'avancée des peuples. Balayages furtifs sur les hôtels en ruine, près de Massawa, le matin bonheurs. Quelques personnages vont même jusqu'à injurier la sacro-sainte révolution. Et puis, il y a le reste, les gestes de la vie quotidienne, la spiritualité copte et les rites musulmans.

Pas question de multiplier les clichés de famine et de misère : « C'est tout ce que l'on connaît de l'Ethiopie : des enfants au ventre ballonné qui meurent de faim sur une terre craquelée. On oublie que ce peuple a connu une des plus vieilles civilisations du monde. Dans les montagnes il y a de la verdure, presque de l'opulence. Qu'Harar surprend par sa gent et ses couleurs. Un des personnages-clés du film appartient à Médecins du monde. Je n'écarte pas totalement l'aspect humanitaire, puisque, de toute façon, il fait partie de la réalité. Mais j'essaie, ensuite, de parler d'autre chose. » De Rimbaud par exemple.

La référence vient naturellement lorsque l'on évoque Harar, ville sainte de l'islam où le poète est venu brûler les dernières années de sa vie, tantôt négociant, tantôt trafiquant d'armes pour le compte de l'empereur Ménélik, qui devait pendre la ville sept ans après son arrivée. L'équipe du film est restée près d'un mois sur place, dans ces ruelles de terre où des nuées d'enfants vous pourrissent en criant « Cuba Farendj » (étranger cubain). « J'avais très peur quand je pensais que quarante personnes, qui ne connaissent pas forcément l'Afrique, allaient débarquer dans cette ville hors du temps. Peur de briser le charme. Mais l'intégration a été étonnante. »

L'immersion totale, donc, pour l'équipe, à l'image de ce que vit le personnage central du film. Car Rimbaud n'est ici qu'un élément mythologique. Rien à voir avec le Voltaire de feu, cette quête cinématographique dont Alain Borer raconte l'aventure dans son livre « Rimbaud en Abyssinie ». Le scénario évite la reconstitution, esquisse le débat sur un Rimbaud esclavagiste ou pas, raciste, maniaque, ou toujours assouffé d'absolu.

La part de mystère qui entoure les années de désert sert au contraire le rêve. Un jeune écrivain (Tim Roth, juste sorti d'une série sur la vie de Van Gogh), vient à Addis rejoindre son amie qui milite dans une association humanitaire. L'homme profite des quelques jours perdus pour marcher sur les traces de ce « vieux Rimbaud », se disant « négociant ». Lorsqu'il pousse la porte de la maison où la légende veut que le poète ait vécu, une vieille femme l'aborde. Elle lui parle d'une tradition selon laquelle les grands chagrins se transmettent

de mère en fille. Rimbaud avait pris femme dans le Harar. La fincée abandonnée est morte de douleur. Identification, vengeance, et destruction mentale des personnages.

L'essentiel du film a été tourné dans la supposée maison de Rimbaud. Les murs de bois, les colonnes qui dominent le marché musulman ont sans doute été construits dix ans après sa mort par un marchand indien, mais peu importe. Il fallait la plus belle demeure.

Telle quelle, avec ses rampes à moitié écroulées, ses fresques

peintes au plâtre, sa cour intérieure où grouille un mélange d'enfants, de chèvres, de mendiants, la bâtisse est déjà une invitation au voyage. Quelques échappées de temps à autre, à travers des vitraux de couleur, vers les toits de Harar, et l'appel à la prière des quelque quatre-vingts mosquées que compte la ville. Mais il a fallu aller plus loin, reconstituer une ambiance, le mobilier et les pièces, bureaux, magasins et chambres, dans ce qui n'est plus qu'un espace vide.

JEAN-LOUIS ANDRÉ

## MODE

## Féerie des apparences

Une exposition et un livre sur Jeanne Paquin pionnière de la haute couture et du « Roman de la robe »

La création de mode commençant enfin à être reconnue comme partie intégrante de la vie artistique, des livres font à présent, parallèlement, mémoire de l'air du temps, de l'an passé ou de jadis. La mode a ses musées et la haute couture, qui reste aujourd'hui comme une image fugitive, indispensable au rêve, en est arrivée à représenter une sorte de patrimoine. Certaines robes, bien qu'évidemment datées et parce qu'elles le sont, symbolisent leur époque et la transcendent, autant qu'une architecture, un meuble, un tableau. Le couturier prend alors la même place que l'architecte ou le peintre.

La différence tient à la fragilité de la matière. Les tissus se désagrègent, les couleurs se fanent. Les robes comme on le fait pour une peinture sont pratiquement impossibles. Les modèles sont exposés dans le musée d'été, mais ils ne sont pas destinés à durer. Les robes de Jeanne Paquin, en revanche, sont faites pour durer. Elles les ont laissées au rebut comme de simples bords de tissu, ou les ont peut-être données à leurs femmes de chambre qui les ont retournées. Tant de chefs-d'œuvre perdus ! En notre fin de siècle où pourtant toute trace du passé, fut-il récent, est précieuse à encrever et spéculer, rassembler suffisamment de vêtements pour une exposition n'est pas une mince affaire.

L'exposition Paquin au Musée du tissu de Lyon réunit environ quatre-vingt pièces, y compris les créations et accessoires. Mais surtout des robes. La fameuse robe tango, audacieusement évasée pour permettre les glissades, les velours, les soies brodées de perles délicates, les juxtapositions de tissus évanescents et rudes, les boléros à l'espagnole, les tentes ocre, le noir, le célèbre rouge Paquin qui garde encore son éclatante profondeur, la fourrure en perles, le col boulé, et ces lignes fluides, épurées qui ont fait la gloire de la maison Paquin. Une gloire qui a duré plus d'un demi-siècle, de 1889 à 1956. Mais

il est vrai que ce nom mythique a fini par désigner le BCBG démodé.

Jeanne Paquin a été la première femme créatrice en même temps que directrice d'une maison de haute couture. Sa vie se trouve tout entière dans le livre Paquin que lui a consacré Dominique Sirop (il a également organisé l'exposition de Lyon). Un livre superbe et superbement illustré. Jeanne Paquin était un personnage hautement médiatique, qui savait se mettre personnellement en valeur, poser dans ses robes, jouer les chanteuses espagnoles et aussi faire voir ses créations là où elles devaient être vues. Courses, théâtre, réceptions, Chantilly, Deauville, balles, théâtre en cet âge d'or du Boulevard, actrices et grandes dames. Une vie mondaine qui semble si lointaine.

En même temps, pour contrer les copions, Jeanne Paquin la pionnière mettait en place un réseau américain, et en quelque sorte inventait le marketing. Elle est un personnage digne d'un grand film romanesque, d'une comédie musicale, d'une super série de prestige.

Dominique Sirop sait faire partager sa fascination. Cette femme de mode a été aussi importante qu'un Pégasus, et pas seulement parce qu'elle a habillé les scènes d'avant-garde, ses créations participent aux courants artistiques de son temps.

## La robe est un roman

Jeanne Paquin était une artiste, c'est-à-dire irremplaçable. D'où la décadence de sa maison après qu'elle s'en soit retirée. Ses successeurs n'ont pas su y développer leur talent propre, n'ont pas pu y rester assez longtemps pour trouver leurs marques. C'est ainsi toujours : les créateurs imposent leur identité à une entreprise qui doit leur survivre et qui ne trouve pas forcément une personnalité assez forte pour insérer les habitudes, et pour s'imposer à son tour. Jeanne Paquin avait su franchir le cap de la première guerre mondiale. Sa maison n'a pas résisté à la seconde.

## MUSIQUES

## Offenbach, dictateur du rire

Robert Fortune lance à Nancy un nouvel « Orphée aux enfers ». Succès assuré

Quand l'actualité vous obéisse, entre chez vous à flots pendant des heures, elle devrait, semble-t-il, faire exploser le train-train familial. Et pourtant, la grande majorité continue de se soumettre à son emploi du temps et, en cette fin d'année, à réveiller ou à aller applaudir Jacques Offenbach.

L'amusant du Second Empire, qui est lui-même passé à travers guerres et révolutions, tient toujours la France sous son emprise ; ce dictateur du rire exerce le pouvoir, ces jours-ci, dans au moins six villes importantes - Lyon, Avignon, Nantes, Montpellier, Marseille et tout spécialement Nancy qui présente un nouvel « Orphée aux enfers », en coproduction avec Montpellier et Saint-Etienne.

Robert Fortune (ancien assistant de Bourcier, de Plançon et de Ronconi entre autres) a beaucoup fréquenté Offenbach, notamment dans le fief de celui-ci, Carpentras. Son spectacle dure juste trois heures (entractes compris), alors qu'il reprend à peu près tous les airs et ensembles des deux versions de 1858 et 1874. Mais il a fort bien compris les dialogues, ce qui donne à l'ensemble un tout autre rythme qu'à la récente « superproduction » du palais Garnier. On retrouve vraiment la verve endiablée d'Offenbach. C'est vivant, plein d'idées, drôle et bien fait.

Les décors de Christophe Val-laux, simples et malicieux, culminent dans un enfer assez sophistiqué, comme il se doit, tandis que Rosalie Varda a dessiné des costumes d'une fantaisie délicate, parfois débridée, comme la métamorphose en mouche de Jupiter, l'irrésistible Jean Brun, aux effets gros comme lui et cependant charmants.

JACQUES LONCHAMPT

► Dernières représentations les 28, 29, 30 et 31 décembre, à 20 h 30.

□ Un Rousseau dérobé en URSS. Un tableau du Douanier Rousseau, *Avant l'orage*, a été dérobé mercredi 27 décembre, à la Pinacothèque de Penza, en Union soviétique. Le vol n'a pas été qualifié de seconde. Une chasse à l'homme a été déclenchée dans tout le pays. — (UPI.)

L'ambiance, c'est tout ce qui marque la différence d'époque. On peut difficilement ne pas en être frappé en voyant chez à côté les photos du livre sur Paquin, et celles du *Roman de la robe*, qui montrent moins la robe dans sa ligne que dans son mouvement et, plus que son style, définissent son ambiance, c'est-à-dire ce qu'elle raconte de la fille qui s'en habille. Le mannequin n'est plus un porte-vêtement, sa personnalité compte autant que la forme de ce vêtement dont elle est chargée de faire comprendre le « message ». Un message qui se lit sur l'ensemble du défilé. Comme une chanson dont chaque robe serait une phrase musicale.

Michel Boné, également critique dramatique, privilégie la théâtralisation de la mode, expression flamboyante et précise des temps présents. Il en parle avec passion sans négliger les effets économiques et sociaux. Mais on se rend compte à quel point tout a basculé depuis que le marché s'organise à l'échelle planétaire. Aucun pays seul - pas même les Etats-Unis - ne permet de rentabiliser une grille, qui, fil-à-fil la plus fameuse, peut vivre seulement grâce aux licences, cosmétiques et parfums. Les coutures d'antan se trouvent maintenant en Corée. En même temps, les couturiers de partout veulent défilé à Paris pour valoriser leur production, les écoles de stylistes se multiplient, et les concours, les bureaux de style, les gens qui travaillent pour la mode et autour. Michel Boné a écrit le roman resplendissant de son plaisir, de sa fascination pour la féerie des apparences.

COLETTE GODARD

► Exposition Paquin, Musée historique des tissus, à Lyon, jusqu'en mars 1989.

► Paquin, de Dominique Sirop. Editions Adam Biro, dans la collection *Tacture/Style*, 178 p., 690 F.

► Le *Roman de la robe*, de Michel Boné. Editions Messidor, dans la collection dirigée par Colette Eken, 170 p., 340 F.



## CULTURE

## ARTS

## « Les muses de messidor », à Lyon

Au Musée des beaux-arts les artistes lyonnais dans la tourmente révolutionnaire et les débuts d'une Ecole lyonnaise liée à l'industrie de la soie.

La période qu'illustre l'exposition « Les muses de messidor » est celle, convulsive, de la Révolution à l'Empire. Le décret de la Convention, en 1793, privant Lyon de son identité — « Lyon n'est plus » — meurtrit durablement les esprits et ruina l'économie de la cité rebelle. Aussi, quand Bonaparte, le 29 juin 1800, vint poser la première pierre des façades de la place Bellecour — qui, par punition, avaient été détruites — fut-il célébré comme un dieu tutélaire par les artistes qu'inspiraient les muses de messidor. L'empereur allait, d'ailleurs, amplifier, en faveur de Lyon, les faveurs du premier consul.

Deux œuvres dominent l'exposition lyonnaise organisée par Marie-Claude Chaudonnet : celles du peintre Philippe Auguste Hennequin et du sculpteur Joseph Chinard. Le premier, qui fit un court séjour dans l'atelier de David, est le type même de l'artiste engagé dont les choix politiques déterminent les sujets et un style

original d'écriture dégagée du néo-classicisme pour mieux exprimer le pathétique ou l'étrangeté visionnaire. Un dessin aussi farouche que celui de la *Révolution lyonnaise terrassée par le génie de la liberté* ou le grand tableau — au parti restauré — des *Ramiers d'Orléans* révèle chez ce peintre jacobin un goût de l'étrange et des figures dramatiques. Plus paisible, Chinard, jeté un peu malgré lui dans la cause révolutionnaire, traverse les remous successifs sans cesser d'être l'artiste choyé comme le portraitiste des notables. Quoi qu'il fasse, travaux de célébration officielle, projets de monuments à l'antique dans l'esprit du temps, médaillons frappés d'un profil, bustes, il est touché par une grâce souriante qui allie les canons de la beauté classique. Qu'il s'agisse de terre cuite ou de marbre, du buste de Bonaparte ou celui de Mme Récamier dévoilant pudiquement une pointe de sein, on constate que sa sculpture a un épiderme qui prend bien la lumière. Un charme qu'on retrouve, avec moins d'éclat, dans l'œuvre de son disciple Clémence Sophie de Sermeiz.

L'exposition montre aussi les débuts de ce qu'on a appelé, peut-

être avec les excès des premières revendications d'autonomie culturelle, l'Ecole lyonnaise. Elle remonte à Berjon, « fleuriste » pour la soierie, joli dessinateur à la sanguine de merveilleuses drapées dans leurs voiles et peintre de « vies silencieuses » plus intimistes et plus naïvement tendres que celles des maîtres hollandais du genre avec lesquels il prétendait rivaliser. Elle commence en tout cas d'une manière plus lisible, avec des peintres comme Grobon, Révoil et Richard qui, avec Granet, leur ami aixois, s'enchaînent à parcourir la campagne lyonnaise, à explorer les ruines des monuments antiques et les premiers témoignages de la foi chrétienne.

Ces promenades sentimentales et studieuses aboutiront, pour Grobon, à des paysages dont la justesse atmosphérique transcende la minute et, pour Fleury Richard et Pierre Révoil — qui enseignèrent à l'Ecole des beaux-arts fondée sous l'Empire — à ces scènes de genre caractéristiques du style troubadour que l'impératrice Joséphine appréciait fort. Il y a chez ces artistes, romanesques plutôt que préromantiques, une réaction intéressante contre les grandes machines antiquisantes de l'Ecole

de David. Ils introduisent dans l'expression artistique une sensibilité un peu larmoyante en puisant dans l'histoire médiévale des sujets édifians et étonnants.

L'atelier de Fleury Richard, le père du genre troubadour, ayant été acheté récemment à la famille du peintre, on peut voir au musée le mobilier à peinture dont il se servait et, surtout, ses carnets de croquis où l'on s'arrête, au détour d'une page, sur un délicat portrait de la reine Hortense.

A évoquer la descendance de ces rêveurs fers d'exactitude archéologique, descendance qui fit dériver leur spiritualité éphémère vers la bonhomie saint-sulpicienne et la science de la fleur vers des compositions ornementales cireuses, on comprend les condamnations de Baudelaire à l'endroit de cette Ecole lyonnaise. Il écrivait, en 1845, que « Lyon est le bagne de la peinture — l'endroit du monde connu où l'on travaille le plus les infimes petits ».

JEAN-JACQUES LERRANT  
« Les muses de messidor », Musée des beaux-arts, place des Terreaux. Jusqu'au 11 février. Fermé le lundi et le mardi.

## “AUTOUR DE MINUIT”, UNE COLLECTION QUI N'A PAS FINI DE FAIRE JAZZER.



**GITANES**  
Jazz

Autour de Minuit, les plus belles ballades et les meilleurs blues d'Elia Fitzgerald, Miles Davis et bien d'autres, remasterisés numériquement, d'après les bandes originales des grands catalogues Verve et Mercury. Autour de Minuit, près d'une heure de musique en disque compact et en cassette. Une collection à prix moyen, avec jusqu'à 10 titres.

## COMMUNICATION

Après le retrait de M. Max Théret

## M. Parretti et le groupe Rivaud restent les seuls actionnaires de Pathé

L'assemblée générale et le conseil d'administration de Pathé-Cinéma devaient se réunir, jeudi 28 décembre, pour la première fois depuis la fin des démêlés politico-judiciaires opposant au gouvernement son fondateur contesté, M. Giancarlo Parretti. A l'ordre du jour, l'élection de nouveaux administrateurs après la rétrocession par MTI de 52 % du capital de Pathé au groupe Rivaud.

Apparemment, tout rentre dans l'ordre. Après des mois d'incertitude, la célèbre compagnie cinématographique française retrouve avec le groupe Rivaud, son actionnaire majoritaire traditionnel (le Monde date 19-20 novembre). Et la société Max Théret Investissements (MTI), qui en avait pris le contrôle quasi total en décembre 1988 — au grand dam des professionnels et des pouvoirs publics — ne conserve que 46 % des parts, le reste étant disséminé dans le grand public. Au conseil d'administration de Pathé-Cinéma, le groupe Rivaud et MTI auront le même nombre de représentants — quatre chacun, — départagés seulement par M. Pierre Vercel qui devait être reconduit à la présidence de la société.

« J'ai obtenu de M.M. Edouard de Ribes (NDLR : PDG de la banque Rivaud) et Parretti, l'engagement que Pathé-Cinéma poursuivra son développement en France. Nous allons moderniser une dizaine de salles — aux Champs-Élysées et à Lyon notamment, — en construisant de nouvelles, poursuivre notre politique de production audiovisuelle et nous lancer, enfin, dans des coproductions cinématographiques », déclare M. Vercel.

L'avenir, pourtant, ne paraît pas aussi simple, et la tentative du Trésor d'empêcher la mainmise d'un Giancarlo Parretti sur la réputation sulfureuse sur les trésoirs de Pathé-Cinéma semble avoir assez largement échoué. « Nous n'avons pas du tout l'intention de renoncer », explique ainsi son bras droit M. Salvatore Picciotto. Déjà, « l'habillage » français de MTI vient de disparaître avec le retrait de son capital de l'un de ses co-

fondateurs, M. Max Théret, suivi immédiatement d'une augmentation de capital de 450 millions de francs entièrement souscrite par la holding luxembourgeoise de M. Parretti, Confinance.

« Cette augmentation de capital nous a permis de rembourser toutes nos dettes », poursuit M. Picciotto. Autrement dit, d'avoir les mains libres, puisque MTI, détenue dorénavant à 99 % par Confinance et bientôt rebaptisée Pathé-France Holding, est depuis peu présidée par l'éditeur transalpin Cesare De Michelis, frère de l'actuel ministre socialiste italien des affaires étrangères, Gianni De Michelis. Un appui politique non négligeable.

« J'ai toujours souhaité conduire un tour de table majoritairement français », explique M. Théret pour justifier son retrait. Et j'y serais sans doute parvenu si la tentative malheureuse du ministère des finances n'avait fait échouer mes démarches. » Après avoir contacté M. André Rousselet, PDG de Canal Plus, Havas, Publicis et l'agence conseil RSCG, c'est aujourd'hui avec M. Gérard Brémond, PDG du groupe immobilier Pierre et Vacances, que le fondateur de la FNAC continue pourtant à suivre le dossier Pathé-Cinéma (le Monde du 18 novembre). « Tant que le groupe Rivaud conserve les 52 % du capital qu'il vient de récupérer, rien n'est définitivement joué. Un premier entretien avec M. de Ribes, qui a refusé de lui rendre ses parts pour l'instant, ne l'a nullement découragé.

L'attitude à long terme du groupe Rivaud constitue, en effet, la deuxième incertitude pesant sur l'avenir de Pathé-Cinéma. Plus ou moins contraint de racheter pour 487 millions de francs les actions qu'il avait préféré vendre un an auparavant, souhaite-t-il vraiment persévérer dans l'industrie du cinéma ? Ou bien conserve-t-il très provisoirement son actif, le temps que les rumeurs autour de l'affaire Parretti soient apaisées ? Nombre de professionnels penchent aujourd'hui en faveur de la deuxième hypothèse et supputent déjà le nom du nouvel acheteur potentiel.

PIERRE-ANGEL GAY

## Les nouvelles chaînes privées espagnoles

## Antena 3 a commencé à émettre

MADRID

de notre correspondant

Antena 3 est le premier canal de télévision privée espagnole, qui émet légalement à partir de ses studios installés dans la banlieue de Madrid. Née le jour de Noël, la chaîne diffuse pour le moment des émissions de promotion. Sa programmation régulière commencera le 25 janvier prochain. Deux autres sociétés privées de télévision, Canal Plus Espana et Telecinco, émettront à partir du mois de mars.

Antena 3 a été baptisée par trois cents personnalités, apparues sur le petit écran : ministres, artistes, sportifs, journalistes ont félicité le nouveau média. Chaîne généraliste, Antena 3 annonce des films, des feuilletons, des programmes associant le public et des informations. Le directeur de la chaîne, M. Manuel Martín Ferrand, est un journaliste catalan réputé en Espagne pour avoir contribué au succès de la radio Antena 3 sur la modulation de fréquence.

Pour constituer son capital, Antena 3 s'est associée au quotidien de Barcelone *l'Avanguardia*, au journal *ABC* et à des quotidiens régionaux. 25 % du capital ont été apportés par des banques étrangères, notamment par le groupe Rothschild en France. Antena 3 a obtenu pour dix ans la concession de l'un des trois canaux réservés au secteur privé.

La loi du 3 mai 1988 sur la télévision privée en Espagne stipule que 40 % des films devront être européens et que la moitié sera diffusée en langue espagnole. Un nouveau film devra attendre deux ans pour avoir accès au petit écran à partir de sa sortie en salle. La loi impose un quota de création de programmes de 15 %. 55 % de ces programmes devront s'adresser aux personnes dans la langue originale. Ce quota devra être atteint au bout de la troisième année. La publicité ne pourra pas occuper plus de dix minutes d'antenne par heure et ne dépassera pas 10 % du temps de programme.

(Interim)

## EN BREF

■ Emissions locales sur le câble dans les Yvelines. — Depuis le 18 décembre, les 6 000 abonnés au réseau câblé de quarante communes (autour de Saint-Germain-en-Laye) des Yvelines ont chaque jour à 19 heures un quart d'heure de programmes locaux, rediffusés le même soir et le lendemain midi. Ce décrochage local s'intègre dans la programmation de la chaîne parisienne Paris-Première, gérée comme le réseau de Saint-Germain par la société Lyonnaise Communication. Le budget annuel de l'expérience, lancée pour six mois, est de 2,5 millions de francs environ, partagé entre Lyonnaise Communication (1 million) et les cotisations des communes de la zone, en fon-

tion de leur nombre d'habitants et de leurs prises raccordables.

■ M. Bérégozoy cède Radio 58 FM au réseau Skyrock. — M. Pierre Bérégozoy, maire de Nevers, avait en 1985 créé dans sa ville, avec quelques militants socialistes, Radio 58 FM. Devenu ministre de l'économie, des finances et du budget, il constate quatre ans plus tard que la station municipale « n'est pas viable financièrement ». Radio 58 FM, qui avait accumulé un passif de 300 000 F, sera désormais affiliée au réseau Skyrock. « C'était la meilleure décision pour l'emploi », a précisé M. Bérégozoy, qui a tenu à annoncer lui-même la décision sur les ondes de la station neversoise.

## POSITIONS

CENTRE POMPIDOU

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN

JURY DE LA BIEN



AGENDA

EXPOSITIONS

JEUDI 28 DÉCEMBRE

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

**EMILE ALLAUD.** Galerie des dessins d'architecture. Col. Jusqu'au 15 janvier 1990.

**L'ATELIER ALESSI.** Alberto Alessi et Alessandro Mendini : dix ans de design 1980 - 1990. Galerie des livres du Col. Jusqu'au 22 janvier 1990.

**COLLECTION DU CABINET DE LA PHOTOGRAPHIE.** M. M. M. Grande salle-primier sous-sol. Jusqu'au 14 janvier 1990.

**DESSINS-MOI UN POËLE.** Atelier des enfants. Entrée : 18 F. Jusqu'au 31 mars 1990.

**DONATIONS DANIEL CORDIER.** Le regard d'un amateur. Salle d'art graphique. 4e étage. Jusqu'au 5 mars 1990.

**L'ETRANGE UNIVERS DE CARLO MOLINO.** Galerie du Col. Jusqu'au 29 janvier 1990.

**HABITER EN EUROPE.** Eugène S. Forum. Jusqu'au 12 février 1990.

**L'INVENTION D'UN ART.** 150 anniversaire de la photographie. Musée national d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 1 janvier 1990.

**ED PASCHKE.** Galerie contemporaine ras-de-chaussée. Jusqu'au 11 février 1990.

**GUSTAVE ROUD.** Galerie de la B.P.I. Jusqu'au 5 février 1990.

**EDWARD RUSCHA.** Galerie contemporaine ras-de-chaussée. Jusqu'au 11 février 1990.

**BRAM VAN VELDE.** Musée d'art moderne, grande galerie. Jusqu'au 7 janvier 1990.

**VILLES NOUVELLES, NOUVEAUX PROJETS D'ARCHITECTURE.** Centre d'information Col. Jusqu'au 14 janvier 1990.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer, ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

**LOUIS-FRANÇOIS PHILIPPE BOTTÉ (1830-1908).** UN FONDS D'ARCHITECTURE. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 4 février 1990.

**L'INVENTION D'UN REGARD (1838-1918).** CENT CINQUANTE-NAIRE DE LA Photographie. XIXe siècle. Entrée : 20 F (billet joint à l'entrée du musée). 32 F. Jusqu'au 31 décembre 1989.

**LIVRES D'ENFANTS, LIVRES D'IMAGES.** Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 janvier 1990.

**UN CRÉATEUR D'AVANT-GARDE A VIENNE : KOLOMAN MOSER (1858-1918).** Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 11 février 1990.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.J. et mar. de 12 h à 22 h (fermeture des caisses à 21 h 30). Le 28 décembre et le 1 janvier fermeture à 19 h.

ACQUISITIONS RÉCENTES DU MUSÉE

Hall Napoléon. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 janvier 1990.

**ARABESQUES ET JARDINS DE PARADIS.** Collections françaises d'art islamique. Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets coupés avec le billet d'entrée du musée). Jusqu'au 15 janvier 1990.

**LE BEAU IDÉAL.** Pavillon de Flora. Entrée : 25 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 31 décembre 1989.

**DAVID (1748 - 1825).** Galerie et salle Mollien. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

**LÉONARD DE VINCI - LES ÉTUDES DE DRAPERIE.** Hall Napoléon. Entrée : 25 F (possibilité de billets coupés avec le billet d'entrée du musée). Jusqu'au 28 février 1990.

Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-23-51-27). T.J. et mar. de 10 h 30 à 17 h 40, jeu. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées gr. les jeu. à 15 h et les dim. 14 janv., 4 fév. à 11 h.

**ART CONCEPTUEL. UNE PERSPECTIVE.** Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 février 1990.

PARIS EN VISITES

**VENDEDI 29 DÉCEMBRE**

« De la crypte à la Pyramide du Louvre », 10 h 30 et 14 h 15. Louvre des antiquaires, place du Palais-Royal (Art et histoire).

« Exposition David, 13 h 10, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli, (C. Merle).

« L'impressionnisme au Musée d'Orsay », 13 h 30, 1 rue de la Harpe, sous le rhinocéros (Arts et sciences).

« Exposition David », 14 heures, Louvre, entrée des galeries, passage Richelieu (M. Cazas).

« Pyramide, crypte et aménagement du Grand Louvre », 14 h 30 et 17 heures, métro Louvre (M.-C. Lasserre).

« Héros et jardins du Marais, place des Voies, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réamonnard du passé).

« Pyramide du Grand Louvre et crypte de Philippe Auguste », 14 h 45, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli, (M. Banares).

KUPKA OU L'INVENTION D'UNE ABSTRACTION

Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 février 1990.

**SOPHIE TAEUBER.** Rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. G.-Eisenhower.

ARCHÉOLOGIE DE LA FRANCE

**TRENTA ANS DE COUVERTES.** Galerie nationale (42-59-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 22 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. sam. : 21 F. Jusqu'au 31 décembre.

**LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE.** Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galerie nationale (42-59-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril 1990.

**EROS GREC. AMOUR DES DIEUX ET DES HOMMES.** Galerie nationale (42-59-54-10). T.J. et mar. de 10 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 janvier 1990.

CENTRES CULTURELS

**ACQUISITIONS 1989 DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN.** Centre national des Arts plastiques, 11, rue Bernier (45-63-80-85). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

**AIR D'OPERA.** Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-57-27-00). T.J. et lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 janvier 1990.

**LES ARCHITECTES DE LA LIBERTÉ.** Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-80-34-57). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier 1990.

**CENTENAIRE DE LA MORT DE VALIERS DE L'ISLE ADAM.** Bibliothèque historique de la Ville de Paris, hôtel de Lamignon - 24, rue Pavée (42-74-44-44). T.J. et dim. et jours fériés de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Du 28 décembre au 3 février 1990.

**LE CONJURER, LE POÈME DE L'ANGELO DROTT.** Fondation Le Corbusier, 8, rue du Docteur-Blanche (42-89-41-53). T.J. et sam., dim. de 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h. Jusqu'au 28 février 1990.

**CELSUS ET A L'AFFICHE.** Cent ans de personnalités célèbres dans la publicité. Bibliothèque Forney, hôtel de Serres, 1, rue du Figulier (42-78-14-50). T.J. et dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 mars 1990.

**DOULEURS DE MINES.** 300 dessins de presse et d'humour. Espace AGF Richelieu, 87, rue de Richelieu (42-44-18-43). T.J. et sam., dim. de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 5 février 1990.

**JEAN DUBUFFET, SOUVENIRS DU SAHARA (1947 - 1949).** Fondation Jean Dubuffet, 137, rue de Sèvres (47-34-12-63). T.J. et sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 12 janvier 1990.

**EGYPTE - EGYPT.** Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et lun. de 10 h à 22 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 30 mars 1990.

**HORST.** L'œil algérien. Foco Forum des Halles, niveau - 3, porte Lescot (40-26-27-45). T.J. et dim. de 10 h à 19 h 30, lun. de 13 h à 19 h 30. Jusqu'au 27 janvier 1990.

**SCHWAB HUTTER.** On aller ? Centre culturel suisse, 32-38, rue des France-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 janvier 1990.

**JEAN MONSIEUR.** Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrière - 4 à 6, grande galerie (40-26-87-12). T.J. et lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 18 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 21 janvier 1990.

**JOHN FRANKLIN KOENIG.** Paris Art Center, 36, rue Falguère (42-22-39-47). T.J. et dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 3 février 1990.

**OSWALD INTEREST.** Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.J. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 7 avril 1990.

**LA TAPIS : PRÉSENT DE L'ORIENT A L'OCCIDENT.** Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et lun. de 10 h à 18 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février 1990.

**LES TROIS COULEURS D'OCCIDENT.** Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-40-16-25). T.J. et dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 janvier 1990.

GALERIES

**ARMAN.** Shooting colors. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-aux-Liens (45-04-34-40). Jusqu'au 30 décembre.

**JEAN-MICHEL BASQUIAT.** Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Honoré (47-42-85-88). Jusqu'au 31 décembre.

**CLAUDE BELLEGARDE.** Galerie Jousse-Seguin, 32-34, rue de Cherson (47-00-32-35). Jusqu'au 13 janvier 1990. / Galerie Bernard Duvignat, 78, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-50). Jusqu'au 26 janvier 1990.

**LEONARD BERLIN.** Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand (45-48-84-28). Jusqu'au 20 janvier 1990.

**JOSEPH BEUYS.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 24 janvier 1990.

**RÉMI BLANCHARD.** Galerie Krief, 50, rue Mazarine (45-29-32-37). Jusqu'au 30 décembre.

**BONJOUR MONSIEUR VINCENT.** Hommage à Vincent Van Gogh. Galerie l'Œil-de-bœuf, 58, rue Quincampoix (42-78-38-68). Jusqu'au 26 janvier 1990.

**VICTOR BUREAU.** Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-65). Jusqu'au 17 février 1990.

**MANUEL CAMARGO.** Galerie Pradelle-Vallée, 10, rue Saint-Gabriel (43-38-52-60). Jusqu'au 20 janvier 1990.

**TONI CATANY.** Galerie Agathe Gallard, 3, rue du Port-Louis-Philippe (42-78-38-24). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**LEO COPERS.** Galerie Icy Brachot, 35, rue Guénégaud (43-54-22-40). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**OLIVIER DÉBRI.** Gravures. Galerie la Fenestronne, 11, rue de la Fenestronne (42-38-42-85). Jusqu'au 9 janvier 1990. / Galerie Daniel Temple, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 30 décembre.

**DES COULEURS ET DES MOTS.** Galerie Lucette Herzog, passage Molène - 157, rue Saint-Martin (48-87-39-94). Jusqu'au 10 février 1990.

**LES DESTINS DE LEONARD ANDREYEV.** Contrôle de la photographie, cour du Bel-Air, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-44-11-38). Entrée : 10 F. Jusqu'au 14 janvier 1990.

**YVES DOARÉ.** Galerie Michèle Broutin, 31, rue des Berges (45-77-93-78). Jusqu'au 20 janvier 1990.

**BARBARA ESSI, FARIBA HAJAMADI, AXEL HUTTE, GORDON MATTA-CLARK, THOMAS RUFF.** Galerie Lesage-Masch, 42, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**WALKER EVANS.** Foco Montparnasse, 158, rue de Rennes (45-44-39-72). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**JÉRÔME FOUCHARD.** Galerie Claude Papière, 59, rue de Turenne (40-28-80-50). Jusqu'au 27 janvier 1990.

**LUCIO FONTANA.** Galerie Karan Grévy, 5, rue Debellef (42-77-19-37). Jusqu'au 6 février 1990.

**OLIVIER GAGNIÈRE, KESCHI TAHARA.** Galerie Adrien Masch, 42, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**GEMMIGNANI.** Galerie Ariel, 140, bd Hausmann (45-62-13-09). Jusqu'au 19 janvier 1990.

**ALEXANDRE GHEBMAN.** Galerie de Paris, 6, rue du Port-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 6 janvier 1990.

**GILLET.** Galerie Ariel, 21, rue Guénégaud (42-64-87-01). Jusqu'au 14 janvier 1990.

**BOUDJA.** Galerie Claude Bernard, 7-8, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**JEF GRAVIS, PATRICK CHAUVÉAU.** Galerie Enval, 16, rue de Seine (43-54-73-48). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**CRISTINA KOLESIAS.** Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-80-81). Jusqu'au 10 janvier 1990.

**POUSTÉGUY.** Galerie D.-M. Sarver, 99, rue Quincampoix (48-04-50-51). Jusqu'au 30 décembre.

**MARCEL JEAN.** Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-25-84-20). Jusqu'au 30 décembre.

**YOURI JELTOV.** Galerie Denise Roué, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 27 janvier 1990.

**MICHAEL JOHNSON, JOHN WOLSELEY, BERNHARD SACHS.** Galerie Baudouin Labon, 34, rue des Archives (42-72-08-10). Jusqu'au 13 janvier 1990.

**MÉRIS JOLIVET.** Galerie Jacqueline Feltman Bastille, 8, rue Popincourt (47-00-87-71). Jusqu'au 10 janvier 1990.

PAUL KLEE Dessins de 1913 à 1938

Galerie Glenna Sietu, 29, rue de l'Université (42-22-41-63). Jusqu'au 31 décembre.

WILLIAM KLEIN. Close up

Galerie Zabricki, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 4 janvier 1990.

MAURICE LEMAITRE. Galerie de Paris

6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 7 janvier 1990.

SOL LEWITT. Galerie Gilbert Brownstone et Cie

9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 3 janvier 1990.

ALFRED MANESSIER. Galerie de France

60-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 6 janvier 1990.

FRANÇOIS MECHAM. Paysages de l'improbable

Galerie Michèle Chometa, 24, rue Beaubourg (42-78-05-82). Jusqu'au 6 janvier 1990.

CHUCK NANNY. Galerie Sylvane Lorenz

13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 11 janvier 1990.

NAUM GABO. Galerie de France

52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 6 janvier 1990.

LES OBJETS-PLUS. Pierre Restany

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 30 décembre.

ED PASCHKE. Galerie Darthea Spreyer

6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 10 février 1990.

PATCHWORK. ELIZABETH GAROUSTE, MATTIA BONETTI

Galerie Via, 1, rue Sainte-Opportune (42-33-14-33). Jusqu'au 6 janvier 1990.

PENITRES ESPAGNOLS. Gallery Urban

22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 31 janvier 1990.

PHOTOS ? Galerie Alain Oudin

13, av. du Président-Wilson (47-23-38-55). Jusqu'au 17 février 1990.

JEAN-LUC POIVRET. Galerie Apollinaire

19, rue Guénégaud (46-33-03-02). Jusqu'au 10 janvier 1990.

POLKE. Galerie Crouzet-Robelin

40, rue Quincampoix (42-77-38-07). Jusqu'au 30 décembre.

LARRY POONS. Galerie Montaigne

38, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 30 janvier 1990.

KEN PRICE. Galerie Georges Lavrov

42, rue Beaubourg (42-72-83-65). Jusqu'au 13 janvier 1990.

PROSCENIUM. VINGT ANS. Galerie Proscenium

35, rue de Seine (43-54-82-01). Jusqu'au 3 février 1990.

HENRI PROSI. Galerie Convergence

39, rue des Archives (42-67-47-45). Jusqu'au 13 janvier 1990.

PANCHO QUILCE. Galerie du Dragon

18, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

RIVAROBEN. Galerie Albert Loh

12, rue des Beaux-Arts (46-33-08-87). Jusqu'au 6 janvier 1990.

LES TABLEAUX RÉCENTS DE BROTO

Galerie Adrien Masch, 46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 13 janvier 1990.

KEICHI TAHARA. Galerie Aino Vi

40, rue Bonaparte (43-26-08-88). Jusqu'au 6 janvier 1990.

TRAIT D'HUMOUR SUR TOILES DE MATTEIS

Galerie Daniel Delamare, 38, avenue Montaigne (42-89-14-18). Jusqu'au 15 janvier 1990.

TROIS MATRES ESPAGNOLS DU XIXE SIECLE

Pablo Picasso, Jean Mirra, Américi Toples. Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 21 janvier 1990.

JAMES TURRELL. Galerie Froment et Putzman

3, rue Charlot (42-78-03-50). Jusqu'au 13 janvier 1990.

AGATHE VAITO. Galerie Institut d'art

37, rue Verneuil (46-51-88-20). Jusqu'au 7 février 1990.

JAN VOSS. Galerie Lejong

13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 13 janvier 1990.

WILLIAM WEGMAN. Galerie Durand-Dessert

3, rue des Haudriettes (42-77-83-60). Jusqu'au 6 janvier 1990.

ART MAKONDE. TRADITION ET MODERNITÉ

Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (43-43-14-54). T.J. et mar. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 8 janvier 1990.

CENT TRÉSORS DE LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Bibliothèque Nationale, 55, rue de Richelieu (47-03-81-28). T.J. de 12 h à 18 h. Visites guidées le dimanche 7 janvier à 15 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 10 janvier 1990.

CLAUDE MONET, AUGUSTE RODIN. CENTENAIRE DE L'EXPOSITION DE 1889

Musée Rodin, hôtel Baron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et lun. de 10 h à 20 h. Fermé le 1 janvier. Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 janvier 1990.

LE CRAYON OUI PAULE. Picasso poète

Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F (entrée du musée). Jusqu'au 29 janvier 1990.

HONORÉ DAUMIER. Musée Marmottan

2, rue Louis-Bouly (42-24-07-02). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

ZAMINE. L'architecte et le forgeron

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 janvier 1990.

WILLIAM HENRY FOX TALBOT. RÉTROSPECTIVE

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-55). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 10 février 1990.

GOUTEZ ET COMPAREZ. La publication

de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-55). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 10 février 1990.

JE SUIS LE CAHIER : LES CARNETS DE PICASSO

Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

FRANÇOIS KOLLAR. RÉTROSPECTIVE

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-55). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 11 février 1990.

GILBERT KRILL. Souvenirs intimes

photos et archives de Picasso, Fautou, la bohème. Histoire de Montmartre, musée de la rue de Valenciennes, 107, rue de Valenciennes (48-08-78-92). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 mars 1990.

LEGO MARINE. Musée de la Marine

palais du Châtelet, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 février 1990.

MAGNUM. Centre national de la photographie

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-38-55). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 12 février 1990.

MARIANNE SABINE ET LES AUTRES

Musée de la Poste, 34, bd de Valenciennes (43-15-30). T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 janvier 1990.

MOONGLIARI. Musée de Montmartre

12, rue Corcor (48-06-91-11). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 janvier 1990.

MÉTAL, HOMMES ET DIEUX. Jardin des Plantes

galerie de minéralogie, 38, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (43-56-54-26). T.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam., dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 janvier 1990.

MINISKY. Les arts de la traversée

Musée de la Seine, 12, rue Surcouf (45-66-50-17). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 17 février 1990.











## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Baisse du dollar, hausse du mark et de la Bourse de Francfort

## La RFA attire les investisseurs étrangers

L'accélération de la baisse du dollar à l'approche de la fin de l'année déprime le marché des produits financiers dans le monde entier. Jeudi 28 décembre, le cours de la devise américaine était retombé à 1,68 DM et 5,74 F, au profit du mark, coté à Paris 3,4185 F non loin de son cours-plafond de 3,43 F au sein du système monétaire européen.

Cette remontée du mark inquiète les milieux financiers français qui redoutent, pour le début de l'année prochaine, un nouveau relèvement du taux directeur de la Banque de France, porté de 9,50 % à 10 % au début de la semaine dernière. A Paris, le loyer de l'argent au jour le jour est passé au-dessus de 11 %, à l'occasion tout d'un resserrement des liquidités dans la dernière semaine de l'année.

Alors, ce n'est pas mieux. La Banque nationale de Belgique vient de porter à 10,25 % son taux directeur pour les billets de trésorerie à trois mois, afin de défendre la parité du franc belge vis-à-vis du deutsche mark, que renforcent les transferts de capitaux vers l'Allemagne. La Banque centrale des Pays-Bas a, de même, porté son taux directeur de 8,10 % à 8,30 %, imitée par la Banque d'Italie qui a fait passer son taux de pénalité hors du Trésor de 13,65 % à 13,80 %. Aux États-Unis même, malgré le ralentissement de l'expansion et le relatif assouplissement de la politique de la Réserve fédérale, les taux à court terme ont été augmentés de 0,25 point, passant de 9 % à 9,25 %, toujours en raison de l'approche de la fin de l'année. Surtout, les rendements des

emprunts d'Etat, bon baromètre de la tendance, sont remontés de 7,87 % à 8 % sur l'échéance de trente ans : la hausse des prix de certaines matières premières, provoquée par une vague de froid qui gèle les prix du pétrole et a gelé les plantations d'orangers en Floride, fait craindre une reprise de l'inflation.

De plus, l'annonce d'une augmentation de 0,4 % de l'indice des prix de détail en Allemagne pour le mois de décembre, donné à titre provisoire pour l'instant (avant une révision de la grille des produits composant cet indice) a fait monter à 8,50 % le taux de l'argent au jour le jour en RFA et à près de 7,30 % le rendement des emprunts d'Etat à dix ans, qui avait pourtant fléchi ces derniers jours.

Toutes ces nouvelles ont complètement déprimé le MATIF à Paris, où les opérateurs, devenus tout à fait pessimistes, ont fait tomber à 103,80 le cours de l'échéance mars. Sur le marché secondaire, le rendement des emprunts d'Etat à dix ans est passé de 9,13 %, la semaine dernière, à 9,32 %, ce qui traduit la crainte d'une hausse des taux l'an prochain.

Le plus curieux, dans cette affaire, est que les marchés boursiers, habituellement déprimés par l'augmentation des taux d'intérêt, se montrent bien disposés. A Francfort, les cours des valeurs mobilières allemandes ont bondi de 4,4 % mercredi, sur un flot d'ordres d'achats passés par des investisseurs nationaux et internationaux, qui parlent sur l'effet expansionniste de l'ouverture des frontières avec l'Est.

FRANÇOIS RENARD

## La vague de froid qui frappe les États-Unis fait monter les prix

Une masse d'air froid venant du pôle Nord a fait baisser la température au-dessous de 20 degrés dans plusieurs régions des États-Unis. Le gel n'aurait causé de sérieux dégâts aux cultures en Floride, au Texas et dans l'Oklahoma. Ailleurs la couche de neige a protégé les cultures, notamment celles de blé.

WASHINGTON  
correspondance

« N'apportez pas de vin, mais une bouteille d'eau », ont dit les maîtres de maison de Houston (Texas) à leurs invités du réveillon de Noël. Le dîner s'est bien passé mais, aujourd'hui encore, la vaisselle n'a pu être lavée.

Le froid intense qui frappe une grande partie des États-Unis a fortement réduit les approvisionnements en eau. Sous l'effet du gel, les conduites ont éclaté, obligeant les habitants à recueillir goutte à goutte le mince filet d'eau coulant encore des robinets. Impossible bien sûr de prendre une douche. Pour se laver, il faut utiliser les rares bouteilles d'eau minérale qui restent encore dans les supermarchés. Pis encore, les chasses d'eau ne fonctionnent pas. Il faut aller chercher dans les piscines voisines chauffées les précieux liquides transportés par paquets.

L'esprit d'entreprise est de rigueur. Des hôtels ayant leurs propres ressources en eau offrent pour 25 dollars une chambre, mais pour une durée limitée, juste le temps de se laver. Les clubs de santé sont envahis par ceux qui attendent patiemment de prendre une douche.

selon les indications du département américain de l'agriculture.

Il n'empêche que la hausse des cours du pétrole, des fruits et légumes, a fait réapparaitre les craintes d'une accélération de l'inflation, craintes qui se sont immédiatement répercutées sur le marché obligataire, particulièrement sensible aux évolutions de prix.

Les effets économiques de la vague de froid sont graves. Les autorités de Floride prévoient que de 20 % à 30 % de la cueillette d'agrumes, représentant 3,5 milliards de dollars (environ 20 milliards de francs), seront perdus. La récolte de légumes - 200 millions de dollars - sera probablement anéantie. Au Texas, les autorités prévoient que les effets du gel seront plus dévastateurs qu'en 1983. Ils pensent que les dommages causés aux agrumes, aux légumes et aux pépinières atteindront 500 millions de dollars, ce qui risque d'entraîner le licenciement de quelque 20 000 à 25 000 ouvriers agricoles travaillant dans la région.

HENRI PIERRE

Triste sept morts au Mexique. Plus de trente-sept personnes ont trouvé la mort cette semaine en raison d'une vague de froid qui s'est abattue sur le centre et le nord du Mexique, a-t-on appris mercredi 27 décembre de source officielle à Mexico. Les unités de secours ont été mises en état d'alerte maximale par le gouvernement pour porter assistance aux sinistrés dans cette région où le froid, qui a atteint moins 20 degrés centigrades dans quatre provinces du Nord, frontalières des États-Unis, a également entraîné d'importantes pertes de bétail et la destruction de cultures.

Bien entendu les prix de détail ont augmenté, mais leur hausse sera peut-être limitée par les importations d'agrumes du Brésil. A condition que les producteurs brésiliens n'augmentent pas trop leurs prix. En attendant, les producteurs de Floride et du Texas se dépêchent de sauver le maximum de fruits destinés à la production du jus d'orange. La pire est que le retour à un temps plus clément accélérerait la détérioration des fruits déjà endommagés par le froid.

Les prix du pétrole, notamment celui du fuel en augmentation de

## Les excédents japonais se sont nettement réduits

La balance commerciale du Japon a été excédentaire de 7,8 milliards de dollars en septembre 1989 (1), les exportations ayant atteint 23,6 milliards de dollars et les importations 15,8 milliards. Par rapport au mois précédent, les ventes à l'étranger progressent de 10,5 % tandis que les achats reculent de 4,2 %.

Mais sur un an, c'est-à-dire par comparaison avec septembre 1988, les exportations augmentent de 4,1 % et les importations de 13,5 %. Ainsi, sur l'ensemble des neuf premiers mois, l'excédent commercial japonais est moins important qu'il ne l'avait été sur la même période de 1988 : 60,8 milliards de dollars contre 67 milliards de dollars. Sur l'ensemble de 1989, le Japon pourrait voir son surplus commercial revenir à moins de 85 milliards de dollars, après 95 milliards de dollars en 1988, réduction réclamée depuis des années par les pays occidentaux qui voient dans les excédents nippons l'une des causes des

déséquilibres monétaires et de l'instabilité des changes.

La fonte des excédents extérieurs japonais est encore plus nette au niveau de la balance des paiements courants.

Sur les onze premiers mois de l'année, la balance des paiements courants est excédentaire de 52,8 milliards de dollars contre 70,3 milliards de dollars pendant la période correspondante de 1988. Le surplus devrait être inférieur à 60 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année, alors qu'il avait atteint 79,6 milliards de dollars en 1988. De ce point de vue, le Japon a apparemment accompli plus d'efforts que la RFA, qui continue d'accumuler des excédents extérieurs croissants. En fait la balance des « services » est très déficitaire au Japon du fait du tourisme, des transports, des redevances pour brevets.

Il reste à savoir quel effet va produire la hausse des taux d'intérêt

au Japon, qui devrait faire remonter le yen et alléger le coût des importations. Reste aussi à savoir si la RFA, qui connaît un véritable « boom » - y compris pour la première fois depuis longtemps de la consommation des particuliers - ne va pas, en achetant davantage, voir à son tour ses gigantesques excédents extérieurs (un peu plus de 60 milliards de dollars cette année, soit l'équivalent de plus de 350 milliards de francs) se stabiliser. L'excédent des paiements courants de la RFA a fortement augmenté ces dernières années, passant de 48,5 milliards de dollars en 1988 à 60,9 milliards de dollars en 1989 selon les prévisions faites par l'OCDE, qui table sur + 70,8 milliards de dollars en 1990 et 75,7 milliards en 1991.

A. V.

(1) Chiffres en données brutes, sur la base FMI, données balance des paiements.

## AGRICULTURE

Les syndicats protestent contre la faiblesse des prêts bonifiés pour 1990

Le gouvernement a fixé à 14,3 milliards de francs le total des enveloppes de prêts bonifiés pour l'agriculture en 1990, contre 13,8 milliards en 1989, soit une augmentation de 3,6 %, a annoncé, le mercredi 27 décembre, un communiqué du ministère de l'Agriculture.

Celui-ci reconnaît que le montant de l'enveloppe est loin de la somme (17,7 milliards de francs) qu'il avait demandée au ministre de l'Économie et des Finances.

Le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) a immédiatement dénoncé, dans un communiqué, la décision du gouvernement qui « ne peut être perçue que comme une véritable provocation. Le gouvernement n'a pas tenu compte de la réalité des besoins nouveaux ».

La FNSEA, pour sa part, partage la même déception. « L'attitude du gouvernement est d'autant plus grave que la contribution de l'agriculture aux grands équilibres économiques du pays (apport à la balance commerciale, en 1989, supérieure à 50 milliards de francs) apparaît plus que jamais déterminante ».

## CONJONCTURE

L'enquête de l'INSEE sur les intentions d'achat des ménages

## Les Français restent confiants mais sont préoccupés par l'emploi

Confiance maintenant à un haut niveau quant à l'appréciation de la situation économique générale mais préoccupations un peu plus fortes qu'il y a quelques mois concernant l'évolution des prix et de l'emploi. Tel est, pour l'essentiel, le résultat de l'enquête effectuée par l'INSEE en octobre et novembre auprès de 6 780 ménages, enquête effectuée plusieurs fois par an en France et dans les différents pays de la CEE.

Dans l'ensemble, les ménages restent optimistes quant à leur niveau de vie, même si l'impression est celle d'une certaine stabilisation au cours des mois écoulés. Pour ce qui est de l'avenir, la proportion des Français prévoyant une amélioration reste stable (11 %) depuis le printemps 1988.

C'est au chapitre emploi et chômage que les jugements portés sont moins bien orientés qu'il y a six mois. L'enquête d'octobre marque un arrêt du mouvement de confiance grandissante enregistrée depuis la fin 1987. Près de 45 % des ménages redoutent maintenant une aggravation du chômage, contre 39 % il y a six mois.

L'accélération de la hausse des prix cette année (énergie et alimentation) a été vivement ressentie. Du coup, les Français sont beaucoup moins nombreux à envisager un ralentissement de l'inflation : 30 % contre 46 % en janvier 1988. Mais - fait notable - un peu plus de la moitié des ménages

croient que le rythme de hausse va se stabiliser.

Les jugements portés par les Français sur leur situation financière passée - ou plutôt sur l'évolution de cette situation - sont optimistes, prolongeant une tendance amorcée dès 1986-1987. Seuls les salariés sont moins optimistes. Quant à l'avenir, seuls 10 % des ménages interrogés craignent une dégradation de leur situation financière. Conséquence logique : un nombre grandissant de Français (39 %) estiment pouvoir mettre de l'argent de côté. Les intentions d'achat restent fortes, notamment celles qui concernent l'automobile, en progression de 6,1 % par rapport à la fin 1988.

Chômage : les Français sont moins pessimistes. Selon une enquête réalisée par le CREDOC, et dont les premiers résultats ont été rendus publics le mercredi 27 décembre, les Français sont moins pessimistes que par le passé sur l'évolution du chômage. 61 % des 2 000 personnes interrogées pensent que la situation va encore s'aggraver contre 68 % en 1987 et 73 % en 1986. L'inquiétude est ainsi revenue à son niveau le plus faible depuis 1981. Les Français sont un peu plus optimistes pour leur conditions de vie puisqu'ils sont 35 % à croire que celles-ci s'amélioreront dans les cinq années à venir, contre 27 % en 1987.

## REPÈRES

TRAFFIC AÉRIEN MONDIAL  
Progression de 6 %

Le trafic régulier total (passagers et fret) des compagnies aériennes a progressé au niveau mondial de 6 % cette année par rapport à 1988, d'après les estimations préliminaires de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) rendues publiques mercredi 27 décembre à Montréal.

Les compagnies aériennes des cent soixante-deux États membres de l'OACI ont réalisé cette année un trafic total d'environ 225 milliards de tonnes-kilomètre sur l'ensemble de leurs services réguliers, internationaux ou intérieurs. Elles ont transporté 1 116 millions de passagers, soit 3 % de plus qu'en 1988, et le coefficient d'occupation des sièges a augmenté d'un point pour atteindre 68 % cette année.

En ce qui concerne le fret aérien, le trafic de 1989 est estimé à 58 milliards de tonnes-kilomètre, en hausse de 8 % par rapport à l'année dernière. Le trafic postal a augmenté de 3 %.

## BUDGET

## Le déficit ouest-allemand est très inférieur aux prévisions

Le déficit budgétaire de la RFA aura été cette année, avec 17 milliards de deutschemarks, soit l'équivalent de 58 milliards de francs, très inférieur aux prévisions faites lors de la présentation du projet de budget (27,8 milliards de deutschemarks, soit environ 95 milliards de francs). Il retrouve son plus bas niveau depuis quinze ans. Les rentrées fiscales ont été fortes (+ 9 % au cours des neuf premiers mois par rapport à la même période de 1988) tandis que les dépenses publiques ne progressaient que de 3,8 %.

L'abondance des rentrées fiscales s'explique par la conjoncture mais aussi par les hausses d'impôts sur la consommation (tabac, essence notamment) entrées en vigueur en janvier 1989. En 1990, en revanche, les rentrées fiscales seront amoindries d'environ 10,5 milliards de deutschemarks par la troisième étape de la réforme fiscale allemande.

## PRIX

## Hausse de 0,4 % en RFA en décembre

Les prix de détail en RFA ont augmenté de 0,4 % en décembre par rapport à novembre selon les chiffres provisoires publiés mercredi 27 décembre par l'Office fédéral des statistiques. Sur un an (décembre 1989 comparé à décembre 1988), la hausse est de 3,1 %, après 2,9 % en novembre et 3,3 % en octobre.

Cette estimation est effectuée sur l'ancienne base 100 en 1980. Le chiffre définitif sera probablement un peu différent du provisoire, notamment parce qu'il sera calculé sur la nouvelle base 100 en 1985.

Conjoncture : la baisse du coût du crédit aux États-Unis stimule les ventes de logements. Les ventes de maisons individuelles déjà construites ont progressé de 3,2 % en novembre, atteignant leur plus haut niveau de l'année, selon l'Association nationale des agents immobiliers. Cette relance des transactions est attribuée à la diminution des taux d'intérêt sur les prêts immobiliers, revenus à 9,69 % en moyenne, contre 10,10 % en septembre et 11,20 % en mai dernier.

Pétrole : Total fore au Vietnam. La société pétrolière française Total doit commencer dans les prochains jours un forage d'exploration dans le golfe du Tonkin au nord du Vietnam, a annoncé le 27 décembre à Hanoi le PDG de la société, M. François-Xavier Ortoli. « Si le forage, qui doit durer soixante-dix jours, s'avère positif, un deuxième suivra et sans doute le troisième en 1990 », a précisé M. Ortoli à la fin d'une visite de cinq jours au Vietnam. « Rien de certain ne peut être encore dit, mais nous sommes optimistes », a ajouté M. Ortoli qui a précisé que les recherches sismiques préalables avaient porté sur 6 000 km<sup>2</sup>. (AFP.)

PRÉFECTURE DES YVELINES PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
sur le projet de déviation de la RN 12  
HOUDAN-BAZAINVILLE

Par arrêté interpréfectoral du 20 décembre 1989, il a été prescrit conjointement l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de déviation de la RN 12, sur les communes de GAMBAILS, BAZAINVILLE, MAULETTE, HOUDAN, GROSROUVRE, MILLEMONT, LA QUEUE-LES-YVELINES, dans le département des Yvelines, et GOUSSAINVILLE, dans le département d'Eure-et-Loir, et l'enquête publique sur la mise en compatibilité des POS des communes de GAMBAILS, BAZAINVILLE et GOUSSAINVILLE.

Cette enquête se déroulera pendant 33 jours, du 15 janvier 1990 au 16 février 1990.

Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance des dossiers soumis à enquête :

- à la Préfecture des Yvelines (siège de la commission d'enquête) du lundi au vendredi : de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h ;
- à la mairie de GAMBAILS les lundi, mardi, mercredi : de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h ; le jeudi : de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 16 h ; le samedi : de 9 h à 12 h ;
- à la mairie de BAZAINVILLE les mardi, mercredi, jeudi : de 10 h à 12 h ; le vendredi : de 17 h 30 à 19 h ; le samedi : de 9 h à 12 h ;
- à la mairie de MAULETTE les mardi et vendredi : de 13 h 30 à 17 h ; le mercredi : de 9 h à 12 h ; le samedi : de 9 h à 11 h ;
- à la mairie de HOUDAN du lundi au jeudi : de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ; le vendredi : de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 19 h ; le samedi : de 9 h à 12 h ;
- à la mairie de GOUSSAINVILLE les lundi et jeudi : de 9 h à 11 h 30 et de 14 h 15 à 16 h ; les mardi et mercredi : de 9 h à 11 h 30 et de 17 h à 19 h 30,

et consigner sur place, sur les registres ouverts à cet effet, ses observations éventuelles quant à l'utilité publique du projet ou sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols.

Le public pourra en outre adresser ses observations par écrit à :

- M. le Président de la commission d'enquête, Préfecture des Yvelines, siège de l'enquête, bureau de l'Urbanisme, avenue de l'Europe, 78000 VERSAILLES.
- Sont nommés membres de la commission d'enquête :
- Membres titulaires : - M. René BOURNAY, ancien député régional de l'environnement ; - M. Pierre CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT ; - M. Henri PY, ingénieur divisionnaire des TPE ;
- Membres suppléants : - M. Pierre FOURNIE, ingénieur principal honoraire de la SNCF ; - M. André HAMON, secrétaire général honoraire de mairie.

M. BOURNAY est président de la commission d'enquête.

Aux fins de recueillir ses déclarations éventuelles, le public sera reçu, ainsi qu'il est dit ci-après, par un des membres de la commission d'enquête.

- à la mairie de GOUSSAINVILLE, lundi 5 février 1990, de 14 h 30 à 16 h ;
- à la mairie de HOUDAN, lundi 15 janvier 1990, de 10 h à 12 h ; samedi 10 février 1990, de 10 h à 12 h ; vendredi 16 février 1990, de 14 h 30 à 18 h ;
- à la mairie de MAULETTE, mardi 30 janvier 1990, de 14 h 30 à 17 h ;
- à la mairie de BAZAINVILLE, mardi 16 janvier 1990, de 10 h à 12 h ; mardi 6 février 1990, de 10 h à 12 h ;
- à la mairie de GAMBAILS, lundi 29 janvier 1990, de 10 h à 12 h.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des préfectures et sous-préfectures intéressées ainsi que dans chacune des communes concernées par le projet pour être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête.



INDUSTRIE

# Les bénéfices du désarmement

Suite de la première page

Aux États-Unis, M. Richard Cheney, secrétaire d'État, a annoncé qu'il allait proposer une coupe sur les cinq ans à venir en raison de la « diminution de la menace des pays du pacte de Varsovie » et, d'autre part, du déficit budgétaire de son pays (le Monde du 22 novembre). Il a avancé le chiffre de 180 milliards de dollars d'économies entre 1992 et 1994. Prolongeant les courbes, cela signifie, hors inflation, un gain par rapport à la tendance actuelle de 20 % à la fin de la prochaine décennie. La réduction pourrait atteindre 50 % en l'an 2000, selon plu-

sieurs experts américains, notamment M. William Kaufmann, qui s'exprime dans un rapport du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

L'avantage le plus direct sera de limiter le trop célèbre déficit budgétaire des États-Unis quasi incompressible avec 150 milliards de dollars par an. Il pourrait même être annulé en 1998 avec les seules économies proposées par M. Cheney, d'après les calculs de l'organisme américain DRI cités par l'hebdomadaire Business Week (1).

Autrement dit, juste renvoi de balle, M. Gorbatchev va aider

M. Bush à résoudre le véritable casse-tête budgétaire que lui a laissé son prédécesseur, M. Reagan. Le puissant complexe militaro-industriel américain ne manquera sans doute pas d'arguments à lui opposer, mais on voit mal comment le président américain pourra se priver de coupes dans les programmes du Pentagone.

Les effets positifs se feront sentir d'abord sur le coût de l'argent — le taux d'intérêt des fonds fédéraux redescendrait à 5,5 % d'après DRI — sur la construction immobilière, sur la consommation des ménages et sur les investissements. Si toutes les industries civiles devaient en tirer bénéfice, il n'en sera pas de même bien sûr pour les entreprises vivant des commandes militaires. Ce secteur, déjà en restructuration du fait des scandales aux États-Unis et surtout de l'élévation des frais de recherche des armes électroniques nouvelles, devrait voir sa mutation s'accélérer très vivement. En France, les commandes militaires passées par l'étranger sont déjà tombées de 37,5 milliards de francs en 1988 à environ 20 milliards en 1989, le plus faible niveau depuis dix ans.

Un nouveau marché, celui du contrôle du désarmement, s'ouvre (grâce aux satellites, notamment), mais les entreprises de munitions, d'artillerie, de chars ou d'avions vont souffrir. Pour la France, troisième vendeur d'armes du monde, le désarmement mettra à mal l'un de ses rares secteurs industriels forts.

## Retour au civil

Le bilan restera pourtant largement positif. Simplement avec les propositions Cheney, le PNB américain gagnerait une croissance supérieure d'un demi-point selon DRI. Mais encore faudrait-il prendre en compte les effets cumulés de réductions militaires mondiales. Ce qui est sûr, c'est que, le déficit américain comblé, l'une des principales causes des déséquilibres monétaires de la planète disparaîtrait.

A plus longue échéance, les effets d'un retour au civil sont plus complexes. On tombe dans le débat lancé ces dernières années autour de l'impact économique des dépenses militaires, qui serait devenu négatif. L'exemple du Japon a, en effet, convaincu nombre d'économistes, notamment américains, que les innovations sont plus désormais de source civile que militaire. L'Amérique, et partant l'Occident, souffrirait comme l'URSS, toutes proportions gardées, d'un Pentagone pesant sur le budget, mais aussi sur l'inflation et sur la productivité globale. C'est ce qui expliquerait en partie que, malgré le retour de la croissance mondiale et des investissements à la fin des années 80, les gains de productivité des économies restent inférieurs de moitié à ce qu'ils étaient dans les années 50 et 60. La crise aurait marqué une sorte d'épuisement socio-technique du capitalisme occidental, provoqué en particulier par un excès de dépenses improductives comme les armes.

## Regain de productivité

Vaste et difficile débat. En tout cas, si la thèse est juste, ce fut l'erreur de M. Reagan que d'avoir alourdi encore le fardeau jusqu'en 1985, aboutissant à cette sorte de chef-d'œuvre d'un modèle dépassé : la *Strategic Defense Initiative*, la « guerre des étoiles », avec ses énormes contrats pour des armes destinées à détruire les missiles soviétiques en vol. Cette course a peut-être forcé l'URSS à suivre, selon les partisans de l'ancien président américain. Elle aurait accéléré l'épuisement soviétique. Les discussions à ce sujet ne sont pas closes. Mais d'un point de vue économique et technique, ce fut un échec flagrant. Les crédits ont d'ailleurs été depuis régulièrement revus à la baisse.

Le désarmement — encore faudrait-il ici sans doute distinguer entre le désarmement conventionnel et le désarmement nucléaire — apporterait alors, selon ces économistes, un regain global de productivité. Surtout, ajoutent-ils, si une partie des éco-

nomies étaient consacrées au secteur civil laissé en déshérence, à commencer par les écoles et les infrastructures de transport, routes et aéroports. En France, le problème se pose exactement dans les mêmes termes. M. Rocard ne cesse de se plaindre de la faiblesse des moyens budgétaires, qui se traduit par une « paupérisation » de l'État et par un manque de moyens pour payer les professeurs, autrement utiles à la bonne marche du pays.

Un franc d'économie sur les armes pourrait soit autoriser une hausse d'impôt, soit permettre d'investir dans une meilleure infrastructure de la société civile, soit encore les deux. Les ingénieurs et scientifiques qui manquent à l'industrie pourraient chercher à surmonter l'épuisement technique dont on a parlé. En tout cas, la productivité globale du pays serait améliorée. Encore une fois, la thèse est discutée mais, en termes simples, elle revient à dire que moins de canons, c'est plus de beurre.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) « The Peace Economy », Business Week, 11 décembre 1989.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### GENERALE SUCRIERE SOL SAINT LOUIS

#### NOUVELLE PROGRESSION DES RESULTATS

Poursuite des gains de productivité  
Une excellente campagne sucrière 1988  
Des cours mondiaux du sucre favorables

#### EXERCICE 1988/89 CHIFFRES SIGNIFICATIFS

	1988/89	1987/88
Chiffre d'affaires consolidé (MF)	5 505	5 256
Résultat net courant consolidé (MF)	291	200
Résultat net courant/chiffre d'affaires	5,3%	3,8%
Marge brute d'autofinancement (MF)	392	333
Contribution de Générale Sucrière au résultat net courant du groupe Saint Louis (part du groupe) (MF)	288	168

Les comptes au 30 septembre 1989 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 21 décembre 1989

GRUPEL  
SAINT LOUIS

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

AU MOULIN VERT 34 bis, rue des Plantes, 14 <sup>e</sup>	45-39-31-31 T.J.	Dans un cadre champêtre, venez déguster fœte gras de canard, saumon mariné, poisson du jour ou viande, desserts. Menu 155 VSC. Salon 40 personnes.
YUGARAJ 14, rue Dauphine (6 <sup>e</sup> )	43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gaul-Millau.)
LE GERS TOQUE NOIRE 73, av. Niel (17 <sup>e</sup> )	42-27-77-33 Fax 48-67-99-87	Le spécialiste des produits du Gers à vendre en cœudeux d'entreprise. Fœte gras, confits, Vins, Champagnes, alcools. Commandes par téléphone, lettre ou Fax. Ouvert les 24 et 31/12.

### Le Monde

#### CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Développer, conseiller, gérer

### CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES HF

Toulouse

Avec 70 consultants pour 4.500 missions, le Groupe EGOR se place au premier rang des Cabinets Conseil en recherche et sélection de cadres. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de Toulouse (10 collaborateurs) un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle (PME, PMI, entreprises régionales...). Il mènera à terme les missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils en ressources humaines.

30 ans et plus, diplômé de l'enseignement supérieur, son expérience professionnelle, acquise en entreprise ou dans la prestation de services, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de connaître le tissu industriel. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des facteurs importants qui seront intégrés, à terme, dans la rémunération annuelle, extrêmement attractive. La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence M 20/EMPI/4 à :

EGOR MIDI PYRENEES  
Le Sully - 1, place Occident  
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

## Les prix des médicaments vont baisser de 3,2 % le 1<sup>er</sup> janvier 1990

Le taux de TVA applicable aux médicaments remboursables par la Sécurité sociale sera abaissé de 5,5 % à 2,1 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1990. Inscrite dans la loi de finances 1990, cette réduction de la TVA entraînera une baisse du prix public des produits pharmaceutiques remboursables de 3,2 %.

Dans un communiqué, le ministre des finances précise que « les nouveaux prix sont déjà portés sur les boîtes de médicaments au moyen d'un double étiquetage », de façon à faciliter l'application immédiate de cette mesure. La charge supportée par les assurés sera ainsi allégée. Mais cette baisse de la TVA permettra aussi à la Sécurité sociale d'économiser, selon les calculs faits par la com-

mission des comptes de l'organisme, 1,6 milliard de francs en année pleine.

Cette baisse de TVA, qui ne s'applique pas aux médicaments non remboursables, toujours taxés à 5,5 %, ne résout pas le problème de l'insuffisance des prix facturés par les fabricants français de médicaments, qui, selon eux, interdit de mener une politique de recherche, devenue trop coûteuse. Les médicaments français, rappelés-les, sont parmi les moins chers du monde. Pour pallier cet inconvénient financier, on parle toujours d'un allongement de la durée des brevets.

A. D.

### Une série de mesures en faveur des pompistes

## La réorientation des aides devrait permettre le maintien des points de vente de carburants

M. François Douhin, ministre du commerce et de l'artisanat, a annoncé jeudi 28 décembre une série de mesures en faveur des détaillants de carburants. La justification de ces mesures réside dans l'évolution du nombre de points de vente, passé de 36 000 en 1984 à 29 000 en 1989. Il s'agit essentiellement de réorienter les aides dispensées par le Fonds d'aménagement du réseau des détaillants en carburants, créé en juin 1984.

L'aide aux détaillants âgés de moins de cinquante ans pour faciliter leur réinsertion professionnelle tout comme l'aide au départ des plus de cinquante ans, pourront atteindre 120 000 F, et ce sans être obligatoirement assorties de la fermeture du point de vente, grâce à

des dérogations « exceptionnelles ».

L'aide à la modernisation et à la diversification (automatisation des ateliers, création de centres de contrôle et de diagnostic...) passe de 100 000 F à 200 000 F. Pour maintenir une desserte convenable (65 % des communes n'ont pas de point de vente), certaines pompes non rentables seront maintenues en activité (avec l'accord des collectivités locales et des professionnels) dans des zones où la desserte en carburants ne serait plus assurée autrement. En 1989 déjà, le ministère a apporté son aide à une localité pour y permettre l'installation de pompes automatiques fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, parce que le point de distribution le plus proche est distant de 20 kilomètres.

### capitaux propositions commerciales

Groupement suisse d'entreprises cherchant à développer la vente de son produit de premier ordre, du secteur vêtements, une organisation de vente ayant sa propre structure et son propre personnel de vente.

Nous offrons :  
- un produit expérimenté avec succès,  
- un système de commissionnement à tout niveau,  
- règlement de la commission en francs suisses,  
- assistance publicitaire et expérience de la maison-mère en Suisse.

Les intéressés sont priés de contacter notre directeur régional : Michel-Jean Anthon Case postale 95 1213 Chaux-de-Fonds

Tel : (054) 227 951 154 ou (054) 433 152 31

### L'AGENDA

#### Bijoux

#### BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable des bijoux, c'est celui qui se porte. Les bijoux brillants sont les bijoux de la mode. Ils sont les bijoux de la réussite. Ils sont les bijoux de la confiance. Ils sont les bijoux de la beauté. Ils sont les bijoux de la vie.

#### PERRON OPIRE

Angle bis des Indes A. Chaussée d'Artois Achat et vente de bijoux et d'objets. Autre magasin, 30, rue de la République, 93000 St-Denis.

#### BIJOUX ANCIENS

ACHAT OR ACTUELLEMENT 20 % de réduction. 10, rue d'Artois, 75004 Paris. 43-64-00-83

### Le Monde

#### L'IMMOBILIER

#### appartements achats

Rach. 2 à 4 p. PARIS prêt. 2 p. 9, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

#### JACQUETTE COMPTANT

2 PCE ou 3 PCE PARIS, RIVE DROITE J. BAYLAC 42-71-12-00. h. bureau.

#### terrains

Vend TERRAIN CONSTRUCTIBLE 1, 2 parcelles. Surface 4 067 m<sup>2</sup>, 4 km Lorient. Prix. 100, 100, 100. Tél. : 99-09-02-01. EXCEPTIONNELLE

#### bureaux

#### Locations

#### VOTRE SIÈGE SOCIAL

#### DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés et tous services 43-55-17-50.

#### GRUPE ASPAC

1<sup>er</sup> RÉSEAU NATIONAL DE CENTRES D'AFFAIRES Propose bureaux et salons de réunion équipés des dernières technologies : tél., fax, télécopie, TTY, SÉRIES SOCIALES, ROULETTE 48-20-22-25

VINCENNES 60-17-15-18

ROUEN 35-71-30-30

PARIS 9<sup>e</sup> 15-43-02-00-00

+ DE 20 CENTRES EN FRANCE

Infos Minut : 38 16 ASPAC



Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en de matinée par une grande bande de la place.



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 27 DECEMBRE

RÈGLEMENT MENSUEL																									Réglement mensuel																								
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS																			
Competition	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Competition	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -																				
3770	C.N.P. 3% +	3800	3820	3800		716	St. Louis (C) +	710	706	708	- 0.28	3850	Lazard et	3730	3730	3730		585	Savoyard	585	586	586	+ 0.17	2640	Deutsche Bank	2643	2725	2628	+ 7.7																				
1058	R.N.P. T.P.	1200	1208	1208	+ 0.67	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	1410	Deutsche Bank	1413	1438	1430	+ 1.82																				
1210	C.N.P. 3% +	1200	1208	1208	- 0.06	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
1058	C.N.P. 3% +	1200	1208	1208	- 0.19	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	1410	Deutsche Bank	1413	1438	1430	+ 1.82																				
1206	Rennet T.P.	1840	1845	1825	- 0.82	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
2050	Rennet-Ped. T.P.	2051	2050	2050		716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
1206	Rennet-Ped. T.P.	2051	2050	2050		716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
1250	Thomson T.P.	1204	1204	1204		716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+ 0.54																				
800	Accor	976	977	980	+ 0.33	716	C.R.E. et	1198	1181	1170	- 2.34	1060	Lazard (D) +	1945	1947	1949		1070	Savoyard	1117	1191	1191	+ 0.50	728	Deutsche Bank	728	732	732	+																				

**Comptant** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS		Emission		Rachet		VALEURS		Emission		Rachet	
	Prise incl.		net		net		Prise incl.		net		net
A.A.A.	1164 58	1136 19	France-Indes S&W	119 45	118 54	Patrimoine R&ale	178 88	175 37			
A.C.T.	220 12	233 79	France-Indes	432 25	416 05	Pavovar	705 81	686 22			
Action France	807 76	855 79	France-Océaniques	480 45	456 89	Planis Placements	259 87	258 08			
Action Industrielle	983 08		France	515 48	505 49	Planis Investiss.	771 46	758 48			
Adiff	107 65	107 65	France-Fin	128 47	128 47	Planis R&S	725 55	725 55			
A.S.F. Assurances	1242 75	1212 44	France-H&M	1345 34	1330 16	Planis R&S	724 65	722 85			
A.S.F. 5000	721 60	703 80	France-Associations	28 88	28 88	Planisnet J.	5771 82	5760 30			
A.S.F. 100	1078 26	1067 88	France-Export	30 22	29 22	Placement France	3387 98	3387 25			
A.S.F. R&C	127 47	124 56	Franchipi	33 95	33 95	Plénitude	117 88	114 44			
A.S.F. Internatls	445 69	435 01	Franchitort	1137 34	1137 34	Pran Gestion	5225 48	5225 48			
A.S.F. Invest	135 27	131 97	Franchitort	227 12	232 02	Pratimob Océaniques	193 04	193 04			
A.S.F. O.M.S.	1128 47	1130 07	Franchitort	587 75	583 56	Pratimob R&S	114 47	111 41			
A.S.F. 1000	1163 81	1163 81	Franchitort	33 26	33 26	Pratimob R&S	126 45	126 45			
Agfina	725 77	725 77	Franchitort	400 70	406 71	Pratimob R&S	134 62	133 59			
Albi	208 30	200 77	Franchitort	573 76	552 28	Pratimob R&S	183 37	182 33			
AL.T.O.	179 18	172 70	Franchitort	10873 64	10712 35	Revue Transatlantique	5311 82	5295 33			
Amalgam Gas	6229 02	6202 35	Franchitort	111 79	112 73	Revue Transatlantique	1145 50	1129 57			
Asphédis	667 72	648 27	Franchitort	587 89	580 82	Seiteland Bi-électrique	358 48	352 15			
Asphédis Court Terme	5725 18	5713 74	Franchitort	183 93	189 93	Seiteland Bi-électrique	284 92	272			
Asphédis 100	1160 50	1162 50	Franchitort	1287 27	1230 35	Seiteland Bi-électrique	245 96	242			
Asphédis 1000	1160 50	1162 50	Franchitort	1028 28	1028 28	Seiteland Bi-électrique	624 34	624 34			
Asphédis 1000	1511 71	1487 68	Franchitort	11955 10	11495 28	Seiteland P.A.E.	593 93	534 25			
Asphédis 1000	1457 10	1470 94	Franchitort	535 45	563 45	Seiteland R&S	1204 37	1198 38			
Asphédis 1000	1871 45	1540 63	Franchitort	201 16	195 97	Seiteland R&S	533 55	513 03			
Asphédis 1000	124 05	119	Franchitort	241 20	238 13	Seiteland R&S	831 39	763 69			
Asphédis 1000	122 03	126 04	Franchitort	233 14	222 47	Seiteland R&S	142 88	141 27			
Asphédis 1000	108 88	102 03	Franchitort	283 79	280 57	Seiteland R&S	1222 19	1227 19			
Asphédis 1000	130 18	131 97	Franchitort	235 25	281 16	Seiteland R&S	142 88	141 27			
Asphédis 1000	113 28	117 08	Franchitort	278 56	278 56	Seiteland R&S	142 88	141 27			
Asphédis 1000	1044 47	1029 03	Franchitort	278 56	281 16	S.E.L. et al.	728 18	740 95			
Asphédis 1000	1855 24	1855 24	Franchitort	454 34	437 74	Seiteland R&S	482 37	441 27			
Asphédis 1000	36 28	34 72	Franchitort	138 57	133 14	Seiteland R&S	714 34	656 22			
Asphédis 1000			Franchitort	192 05	183 35	Seiteland R&S	481 96	480 96			
Asphédis 1000	1059 09	1040 48	Franchitort	265 41	277 48	Seiteland R&S	215 14	213 01			
Asphédis 1000	5615 27	5655 88	Franchitort	554 55	547 01	Seiteland R&S	480 93	480 93			
Asphédis 1000	113 28	117 08	Franchitort	10167 14	10127 11	S.E.L.	428 30	428 30			
Asphédis 1000	434 55	417 94	Franchitort	16438 12	16278 02	Sogeparc	334 44	322 35			
Asphédis 1000	554 33	538 18	Franchitort	11657 80	11657 80	Sogeparc	1152 71	1100 44			
Asphédis 1000	1041 81	1021 38	Franchitort	23659 01	23659 01	Sogeparc	1484 78	1380 17			
Asphédis 1000	1173 82	1134 93	Franchitort	2183 19	2111 80	Social Investment	584 16	567 87			
Asphédis 1000	914 56	875 03	Franchitort	7193 75	7141 77	Social Investment	574 14	573 79			
Asphédis 1000	111 61	104 25	Franchitort	594 88	588 12	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	143 26	143 26	Franchitort	765 47	765 47	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	1182 18	1133 18	Franchitort	204 48	195 11	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	2071 86	2051 35	Franchitort	451 05	450 55	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	421 93	409 64	Franchitort	5810 57	5810 57	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	53320 08	53320 08	Franchitort	53806 11	53806 11	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	31408 02	31408 02	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	2902 22	1982 60	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	28434 94	28434 94	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	2730 20	263 77	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	2867 90	2867 90	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	4371 83	4387 05	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	25448 48	25410 36	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	8436 88	8551 37	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	9134 13	544 13	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	1858 26	1858 26	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	102 32	97 87	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			
Asphédis 1000	915 74	599 28	Franchitort	58517 28	58517 28	Social Investment	1188 28	1132 86			

### Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	prix.	27/12	Achat	vente
Etats-Unis (1 \$)	5 819	6 750	6 580	8 100
ECU	6 919	6 855	.....	.....
Allemagne (100 DM)	341 740	347 900	331	361 500
Autriche (100 S)	16 270	16 254	16 700	312
France (100 F)	300 000	302 710	293	310
Deutsche (100 M)	87 850	87 960	85	82
Norvège (100 Nkr)	88 500	87 960	85 600	92 800
Chèque (Suisse) (1 £)	3 460	3 490	3 100	3 500
Grèce (100 drachmes)	6 686	4 366	4 200	4 400
Italie (1 000 lire)	4 284	4 366	4 360	4 850
Suède (100 Krona)	376 100	377 160	365	389
Suisse (100 francs)	55 870	52 580	50 500	57 000
Autriche (100 sch)	48 580	48 580	5 060	50 100
Espagne (100 pes.)	5 311	5 275	5 060	5 200
Portugal (100 esc.)	3 884	3 884	3 680	4 220
Canada (100 can.)	6 010	4 980	4 820	5 250
Japon (100 yens)	4 080	4 076	3 940	4 160

Marché libre de l'or	
Or 999,9	1 234,56
Or 999,5	1 234,56
Or 999,0	1 234,56
Or 998,5	1 234,56
Or 998,0	1 234,56
Or 997,5	1 234,56
Or 997,0	1 234,56
Or 996,5	1 234,56
Or 996,0	1 234,56
Or 995,5	1 234,56
Or 995,0	1 234,56
Or 994,5	1 234,56
Or 994,0	1 234,56
Or 993,5	1 234,56
Or 993,0	1 234,56
Or 992,5	1 234,56
Or 992,0	1 234,56
Or 991,5	1 234,56
Or 991,0	1 234,56
Or 990,5	1 234,56
Or 990,0	1 234,56
Or 989,5	1 234,56
Or 989,0	1 234,56
Or 988,5	1 234,56
Or 988,0	1 234,56
Or 987,5	1 234,56
Or 987,0	1 234,56
Or 986,5	1 234,56
Or 986,0	1 234,56
Or 985,5	1 234,56
Or 985,0	1 234,56
Or 984,5	1 234,56
Or 984,0	1 234,56
Or 983,5	1 234,56
Or 983,0	1 234,56
Or 982,5	1 234,56
Or 982,0	1 234,56
Or 981,5	1 234,56
Or 981,0	1 234,56
Or 980,5	1 234,56
Or 980,0	1 234,56
Or 979,5	1 234,56
Or 979,0	1 234,56
Or 978,5	1 234,56
Or 978,0	1 234,56
Or 977,5	1 234,56
Or 977,0	1 234,56
Or 976,5	1 234,56
Or 976,0	1 234,56
Or 975,5	1 234,56
Or 975,0	1 234,56
Or 974,5	1 234,56
Or 974,0	1 234,56
Or 973,5	1 234,56
Or 973,0	1 234,56
Or 972,5	1 234,56
Or 972,0	1 234,56
Or 971,5	1 234,56
Or 971,0	1 234,56
Or 970,5	1 234,56
Or 970,0	1 234,56
Or 969,5	1 234,56
Or 969,0	1 234,56
Or 968,5	1 234,56
Or 968,0	1 234,56
Or 967,5	1 234,56
Or 967,0	1 234,56
Or 966,5	1 234,56
Or 966,0	1 234,56
Or 965,5	1 234,56
Or 965,0	1 234,56
Or 964,5	1 234,56
Or 964,0	1 234,56
Or 963,5	1 234,56
Or 963,0	1 234,56
Or 962,5	1 234,56
Or 962,0	1 234,56
Or 961,5	1 234,56
Or 961,0	1 234,56
Or 960,5	1 234,56
Or 960,0	1 234,56
Or 959,5	1 234,56
Or 959,0	1 234,56
Or 958,5	1 234,56
Or 958,0	1 234,56
Or 957,5	1 234,56
Or 957,0	1 234,56
Or 956,5	1 234,56
Or 956,0	1 234,56
Or 955,5	1 234,56
Or 955,0	1 234,56
Or 954,5	1 234,56
Or 954,0	1 234,56
Or 953,5	1 234,56
Or 953,0	1 234,56
Or 952,5	1 234,56
Or 952,0	1 234,56
Or 951,5	1 234,56
Or 951,0	1 234,56
Or 950,5	1 234,56
Or 950,0	1 234,56
Or 949,5	1 234,56
Or 949,0	1 234,56
Or 948,5	1 234,56
Or 948,0	1 234,56
Or 947,5	1 234,56
Or 947,0	1 234,56
Or 946,5	1 234,56
Or 946,0	1 234,56
Or 945,5	1 234,56
Or 945,0	1 234,56
Or 944,5	1 234,56
Or 944,0	1 234,56
Or 943,5	1 234,56
Or 943,0	1 234,56
Or 942,5	1 234,56
Or 942,0	1 234,56
Or 941,5	1 234,56
Or 941,0	1 234,56
Or 940,	

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 23/12
Or fin (balon au barreau) .....	77760	78400
Or fin (ingots) .....	78000	78450
Pièces françaises (20 fr) .....	423	443
Pièces françaises (10 fr) .....	398	.....
Pièces suisses (20 fr) .....	503	496
Pièces suisses (10 fr) .....	447	440
Souverains .....	573	598
Pièces de 20 dollars .....	2800	2740
Pièces de 10 dollars .....	1385	1480
Pièces de 5 dollars .....	900	900
Pièces de 100 pesos .....	2805	2850
Pièces de 100 escudos .....	456	452
Or Londres .....	.....	.....
Or Zurich .....	.....	.....
Or Hongkong .....	.....	.....
Argent Londres .....	.....	.....

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330



En rétablissant leurs relations diplomatiques

## L'Égypte et la Syrie effacent douze ans de conflit

LE CAIRE

de notre correspondant

L'Égypte et la Syrie ont rétabli, mercredi 27 décembre, leurs relations diplomatiques, mettant ainsi un terme à douze années de rupture, consécutive au voyage du président Sadate à Jérusalem. Dans un communiqué publié simultanément au Caire et à Damas, les deux pays ont annoncé que la décision avait été prise « à la lumière des relations historiques étroites entre les peuples des deux États » et en vue « de faire face aux défis auxquels se trouve confrontée la nation arabe ». Le texte ajoute que les deux pays sont « conscients des répercussions des événements internationaux sur le monde arabe et de la nécessité de réaliser une entente arabe globale ».

Le communiqué a été publié après une visite de quelques heures du premier ministre égyptien,

M. Ataf Sedki, à Damas, où il a rencontré le président Assad et son homologue syrien, M. Mahmoud El Zohdi. Ce dernier a annoncé dans une conférence de presse qu'il avait examiné avec M. Sedki la création de comités communs pour superviser la complémentarité entre les deux pays dans différents domaines, notamment économique. Le chef du gouvernement égyptien a annoncé qu'un sommet réunirait les présidents Assad et Mubarak dans les premiers jours de janvier. Il n'a toutefois pas donné de précisions sur le lieu de la réunion. Le Caire et Damas souhaitent chacun que la rencontre ait lieu chez lui, les présidents Assad et Mubarak pourraient recourir à la formule déjà utilisée entre le raïs et le colonel Kadhafi : un sommet en deux temps, au Caire et à Damas.

Si le rétablissement des relations était prévisible, la rapidité avec

laquelle il a été réalisé a surpris. Il a, en effet, fallu moins d'un mois pour régler tous les détails. Cela a commencé par la visite au Caire du ministre syrien de l'Intérieur, début décembre, dans le cadre d'une conférence ministérielle arabe. Dix jours après, le Caire et Damas décidaient de rétablir leurs relations. Le 17 décembre, le ministre d'État égyptien pour l'information se rendait à Damas. Le 23, le niveau des émissions montait avec la brève visite du vice-président syrien, M. Adel Halim Khaddam, au Caire, pour enfin finir avec le voyage à Damas du chef du cabinet égyptien.

## Des motivations

politiques et économiques

Pour la Syrie, le plus urgent était de sortir de son isolement politique dans le monde arabe depuis la normalisation des relations entre l'Égypte et la Libye (dernier pays arabe à ne pas avoir formellement renoué avec le Caire) et, surtout, depuis la création du Conseil de coopération arabe (CCA), comprenant la Jordanie, le Yémen, l'Égypte et surtout l'Irak, l'ennemi de toujours. Un ennemi qui, depuis la fin de sa guerre avec l'Iran, a les mains libres pour régler ses comptes avec Damas, qui avait soutenu Téhéran durant la guerre du Golfe. Cela s'est d'ailleurs traduit par l'absence de l'Irak au sommet arabe de Bagdad, où le général Michel Aoun, de Damas, qui a le Golan à récupérer, ne veut pas se retrouver

en dehors du processus de paix au Proche-Orient à un moment où une nouvelle étape pourrait être amorcée avec l'Égypte comme représentant de la partie arabe.

Le Caire avait, de son côté, besoin d'avoir Damas derrière lui — même si les Syriens sont loin de s'être alignés sur les positions égyptiennes — avant la réunion à Washington, en janvier, de son ministre des affaires étrangères avec ses homologues israélien et américain pour tenter d'amorcer un dialogue entre l'État hébreu et les Palestiniens.

La seconde raison de la hâte de l'Égypte à rétablir ses relations avec la Syrie est d'ordre économique. Le Caire, qui n'est toujours pas parvenu à un accord avec le FMI pour le rééchelonnement d'une partie de son énorme dette extérieure (50 milliards de dollars), a besoin de souligner son importance sur l'échiquier proche-oriental et arabe. Une importance qu'elle espère traduire par un soutien économique accru de la part des pays arabes du Golfe et au moins maintenant à son niveau actuel de la part des pays occidentaux. Le Caire, qui importe plus de 60 % de ses besoins en nourriture, craint en effet le détournement d'une partie de l'aide qui lui était octroyée vers les pays de l'Est.

Il reste maintenant à l'Égypte à rassurer l'Irak sur ses intentions. D'ailleurs, il n'est pas exclu que le président Mubarak tente une médiation entre les frères ennemis de Damas et de Bagdad.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## Tournée du président chinois Yang Shangkun au Proche-Orient

Pour son premier déplacement à l'étranger depuis l'écrasement du « printemps de Pékin », le président chinois Yang Shangkun s'est rendu au Proche-Orient. Il a séjourné en Égypte du 18 au 23 décembre, avant de gagner les Émirats arabes unis, puis Koweït et le sultanat d'Oman, où il est arrivé mardi 26 décembre.

A la suite des entretiens qu'il a eus dans ces quatre pays, tant le président Yang que les dirigeants arabes ont célébré le renforcement des relations bilatérales qui doit résulter de cette tournée. L'agence égyptienne Mena a rapporté pour sa part mercredi que le président Yang avait indiqué que la Chine continuerait à livrer des missiles à moyenne portée à l'Arabie saoudite en vertu du contrat signé entre les deux pays. — (AFP, UPI)

Israël confirme l'achat de pétrole iranien. — Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, a confirmé, mardi 26 décembre, l'achat par Israël de pétrole iranien, dont la nouvelle avait été récemment donnée par la chaîne américaine NBC (*le Monde* du 20 décembre). « J'ai été informé de ce sujet », a notamment déclaré M. Arens. L'Iran avait, par sa part, démenti ces informations, les qualifiant de « sans fondement ». — (AFP, Reuters)

LIBAN : poursuite des combats entre chiites malgré un cessez-le-feu. — Les combats se sont poursuivis, mercredi 27 décembre, dans le sud du Liban entre les milices chiites Amal (pro-syriennes) et le Hezbollah (pro-iranienne), en dépit de l'annonce d'un cessez-le-feu négocié par l'Iran.

Les combats qui opposent Amal au Hezbollah depuis samedi dans le massif de l'Iklim-az-Toufah, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Saida, ont fait quarante-sept tués et cent quatre-vingt-sept blessés.

Les relations entre le PCF et Nicolae Ceausescu

M. Georges Marchais :

« Je ne me souviens plus exactement... »

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a déclaré mercredi 27 décembre sur RTL à propos de ses relations avec Nicolae Ceausescu : « Je ne me souviens plus exactement si je l'ai rencontré trois ou quatre fois. Ce dont je me souviens bien, c'est la dernière fois, en 1984, et comme c'est arrivé avec de nombreux partis à l'occasion de rencontres officielles entre secrétaires généraux, j'en ai pris un certain nombre de jours de repos, mais je ne suis jamais retourné en Roumanie depuis 1984. » « Je n'ai jamais eu de relations particulièrement bonnes avec le Parti communiste roumain », a ajouté M. Marchais, contrairement aux dirigeants politiques appartenant à toutes les formations politiques françaises, qui, elles, en leur temps, ont glorifié Ceausescu lorsqu'il manifestait son opposition, notamment aux autres pays socialistes. « S'agissant de la présence d'un membre du PCF au dernier congrès du Parti communiste roumain, M. Marchais a indiqué que « cent dix-huit partis communistes, socialistes, sociaux-démocrates et autres y participaient également ; nous représentons y est allé pour exprimer clairement et nettement notre condamnation de l'absence de vie démocratique en Roumanie ».

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, interrogé au journal de 13 heures sur Antenne 2, a estimé que les « reconstituteurs » du PCF ne représentent qu'eux-mêmes : « Ils ont la liberté de parler mais ils n'ont pas la majorité, il faut qu'ils soient démocrates. » « Dans cet esprit, le parti n'a aucune raison d'abandon-

ner le centralisme démocratique, qui permet la discussion la plus libre et ensuite la décision prise à la majorité », a ajouté M. Lajoinie. « Si on veut remplacer ces principes, on ne peut le remplacer que par l'organisation de courants qui se font la guerre comme dans un parti voisin, d'après d'hui avec des dévies qui se combattent comme en temps de guerre civile. » « Nous, nous ne sommes pas d'accord, nous sommes un parti qui veut agir pour changer et nous avons besoin d'un parti démocratique et efficace », a-t-il conclu.

AFGHANISTAN : le dixième anniversaire de l'intervention soviétique

Pluies de roquettes sur Kaboul

Kaboul. — Les moudjahidines ont tiré au moins cinquante-deux roquettes sur Kaboul, mercredi 27 décembre, le jour du dixième anniversaire de l'intervention militaire soviétique en Afghanistan, tuant des dizaines de personnes et endommageant des bâtiments militaires, des ministères et des maisons, a-t-on annoncé de sources officielles dans la capitale afghane. Un porte-parole gouvernemental a déclaré que « la ville entière a été touchée », précisant que « la plupart des roquettes ont été concentrées sur les zones de l'aéroport, de l'hôtel Intercontinental et de banlieues fortement peuplées ».

L'attaque a commencé vers 8 heures, heure locale (3 h 30 GMT), et s'est intensifiée progressivement. Dans la soirée, les tirs de roquettes contre la capitale continuaient, a ajouté ce porte-parole. Il s'agit d'une des attaques des plus meurtrières lancées cette année contre Kaboul. La veille, les moudjahidines avaient également tiré des roquettes contre Kaboul, faisant huit morts et au moins douze blessés, selon une source officielle. — (AFP)

CORÉE DU SUD : relations diplomatiques avec la Yougoslavie. — La Corée du Sud et la Yougoslavie ont établi des relations diplomatiques au niveau des ambassades, a annoncé, jeudi 28 décembre, le ministre sud-coréen des affaires étrangères. — (AFP)

BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 décembre

Reprise

Amorcée la veille au fin de séance, le mouvement de reprise se poursuit et s'amplifie jeudi matin sur Vienne. Vers 11 heures, l'indice CAC 40 enregistre une avance de 0,68 % après avoir ouvert en hausse de 0,23 %.

Progrès de Bellon, Selo, Esso, VIC, Via Banque, Avions Dassault, Mérielux, Facom.

Recul de BIP, SAT, Lebon, CCMC, SFIM.

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le froid et les effractions, ISO-FRANCO-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Ouvre gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) — M<sup>o</sup> Gare du Nord. Tél. 48-97-18-18.

(Publicité)

Rumeur

Duriez confirme : « nous formons »

Le bruit courait dans Paris depuis plusieurs semaines : pouvait-on acheter un PC d'AMSTRAD en, pour le même prix, obtenir en plus une journée de formation gratuite ? Aujourd'hui la folle rumeur est confirmée. Quand d'autres pourraient se contenter de vendre du matériel sans même le débiter, DURIEZ offre, en plus, le sérieux de son conseil, la qualité de sa formation et la fiabilité de son service après-vente. Dans les milieux autorisés, on se demande qui osera démentir l'information. EN BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE, DURIEZ, C'EST L'EVIDENCE

3, RUE LA BOÉTIE (8<sup>e</sup>)  
TEL. : 47.42.91.49  
112, BD St-GERMAIN (6<sup>e</sup>)  
TEL. : 46.33.28.43  
132, BD St-GERMAIN (6<sup>e</sup>)  
TEL. : 43.29.05.60

Catalogue gratuit sur place ou par poste contre 3 timbres à 2,20 F. M24

TAPIS PERSANS

FAITS MAIN points noués soldés à

ABADAN 307 x 202 31.000 F = 15.500 F  
KERNAN 261 x 151 29.000 F = 14.500 F  
HAMEDAN 175 x 107 5.000 F = 2.500 F  
SENKER 160 x 145 11.000 F = 5.500 F

ISPAHAN laine et soie  
158 x 107 31.000 F = 21.700 F

50% et à 30%

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>)

## Réactions positives en Israël

La reprise des relations entre Le Caire et Damas a suscité des premiers commentaires plutôt positifs en Israël. On y voit un geste qui vient confirmer la complète réintégration de l'Égypte dans un monde arabe qui l'avait boycottée pour cause de traité de paix avec Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

M. Avi Pazner, porte-parole du premier ministre Itzhak Shamir, a évoqué le « retour de l'Égypte dans le monde arabe après des années d'ostracisme ». « Nous espérons que cette évolution conduira le monde arabe à réaliser que la paix est possible et souhaitable avec Israël », a ajouté M. Pazner. Certains responsables ont été plus loin et ont estimé que la reprise des relations égypto-syriennes marquait la victoire de la ligne diplomatique choisie par l'Égypte et une reconnaissance de facto des accords de Camp David par la Syrie, le plus radical des pays arabes et le plus implacable des ennemis d'Israël.

Le rapprochement syro-égyptien a fait l'objet d'un débat en cabinet restreint dans la matinée du mercredi 27 décembre. A en croire le

premier ministre Itzhak Shamir, ce n'est pas l'Égypte qui était en position de « demandeur » mais bien la Syrie. Le président Hafez el Assad a dû tirer les leçons d'un isolement diplomatique croissant entraîné par ses choix durant la guerre entre l'Irak et l'Iran, par son hostilité à l'OLP de Yasser Arafat et par un certain relâchement dans ses relations avec l'URSS. Pour autant, tous les experts israéliens, officiels et autres, affirment que l'effort militaire de la Syrie ne s'est nullement ralenti ces derniers mois et qu'il est plus que jamais orienté contre l'État hébreu.

ALAIN FRACHON

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

Débats

Europe : « Une conversion morale », par Jean-Marie Domenach ; « La vieille maison », par Robert Verdier.

France : « Un imprévu maurassien », par Didier Motchane. .... 2

La révolution en Roumanie ..... 3 à 6

Le Panama après l'intervention américaine ..... 8

Démilitariser l'administration est l'une des priorités du nouveau gouvernement ..... 8

Le Japon et le dilemme de la puissance ..... 9 à 13

Le PCF et la Roumanie ..... 14

Un entretien avec M. Félix Danette : les « reconstituteurs » communistes demandent la convocation d'un congrès extraordinaire du PCF ..... 14

Cinéma : tourner en Ethiopie ..... 17

En dépit des difficultés politiques et économiques, un film vient d'être tourné en Ethiopie : *Farandol* (l'Étranger). Une histoire d'aujourd'hui et le fantôme de Rimbaud ..... 17

## Dépenses des ménages

Les Français sont préoccupés par l'évolution des prix et de l'emploi. 22

## Prêts bonifiés

Les agriculteurs mécontents de l'enveloppe prévue pour 1990. 22

## Vague de froid aux États-Unis

Un risque accru d'inflation. .... 22

## SECTION B

## LIVRES ♦ IDÉES

L'« Indien » du Saint-Laurent

Rencontre avec Robert Lalonde, écrivain québécois, fils d'une province paysanne et catholique, mais aussi héritier des Amérindiens. .... 27

L'ogre Aveline

A quatre-vingt-huit ans, Claude Aveline a été de tous les festins d'écriture : suite policière, somme romanesque, pastiches, aphorismes... Voici *Moi* par un autre, chronique de son enfance et de son adolescence. .... 30

## Services

Abonnements ..... 14  
Annonces classées ..... 23  
Bulletin d'enseignement ..... 20  
Cartes ..... 20  
Expositions ..... 19  
Loto, Loterie ..... 21  
Marchés financiers ..... 24-25  
Météorologie ..... 20  
Mots croisés ..... 21  
Radio-télévision ..... 21

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 décembre 1989 a été tiré à 557 646 exemplaires.

## CE MOIS-CI DANS

## SCIENCE &amp; AVENIR

## LE BIG BANG EN DIRECT

• Aux confins de l'univers, les quasars

• Le film des premiers instants

• La naissance des étoiles

au même sommaire

## ETHNOLOGIE :

LES DERNIERS CHASSEURS D'AMMASALIK

## INFORMATIQUE :

LES NOUVEAUX DÉFIS DES SUPER-ORDINATEURS

## ÉNERGIE :

LE PÉTROLE DES GRANDES PROFONDEURS



# LIVRES • IDEES

## L'« Indien » du Saint-Laurent

Robert Lalonde, qui publie son cinquième roman, le *Diable en personne*, est le fils du Québec paysan des colons catholiques, mais aussi l'héritier des premiers Amérindiens.

LES livres d'école de Robert Lalonde faisaient sourire les Indiens Mohawks de la réserve d'Oka, au Québec. « Que peut-on apprendre dans un livre ? », demandaient-ils. Si tu veux savoir ce qu'est un arbre, laisse les mots tranquilles et pars dans la forêt. Observe les bourgeons, respire l'odeur de la sève et creuse autour des racines. Là, tu sauras. » Et l'enfant blanc d'Oka abandonnait ses livres d'école et les « maisons sans amour » de son « clan », au village, pour courir les montagnes en compagnie de ceux qui sa famille appelait « les Sauvages ». A l'époque, Robert Lalonde aurait volontiers sacrifié tous les livres de la bibliothèque de son séminaire pour le seul sifflement des vents dans les pins d'Oka. Les livres étaient prison, les livres étaient cimetière, les livres étaient cauchemar. « Apparaissent les livres, tant de livres, beaucoup trop de livres pour mes yeux, pour ma tête, pour ma soif », écrit-il dans le *Dernier Été des Indiens* en évoquant son départ vers le séminaire, et ils me forcent à les ouvrir ces livres, mais je ne comprends pas les phrases doubles, triples, les significations multiples, et je n'ai pas le temps de me reposer entre les blancs, ces silences impossibles entre les mots noirs. L'écriture, pensait-il alors, appartenait à ces Blancs qui semblaient « gérés de vivre ». Surnois, menteurs et aveugles. Il avait juré de ne jamais leur ressembler.

« Je n'étais chez moi nulle part »

Aujourd'hui, Robert Lalonde consacre, pourtant, sa vie à ces mots qui lui donnaient autrefois le tournis. L'enfant qui se méfiait tant des livres est devenu écrivain. « Encore un de mes maudits paradoxes, commente-t-il simplement. J'ai vite appris que le monde était fait de choses irrécupérables. J'en ai souvent souffert, mais j'ai fini par l'admettre. » Robert Lalonde a découvert les tensions des frontières lors de son enfance à Oka, au bord du Saint-Laurent. Une maison à mi-chemin entre le village et la réserve. Des journées partagées entre les messes de l'église et les forêts de pins du territoire concédé aux Mohawks. Blanc chez les Indiens. Indien chez les Blancs. Robert Lalonde a vite renoncé à être compris. « Ma famille ne supportait pas que je disparaisse chez les Sauvages de la réserve et les Indiens acceptaient mal mon éducation blanche et mon esprit moralisé, explique-t-il. Je n'étais chez moi nulle part. » Aujourd'hui encore, lorsqu'il retourne chez les Mohawks d'Oka, il lui faut plusieurs jours pour qu'il redevienne enfin « l'Indien qu'il était parfois ». Les Mohawks l'emmènent à la pêche, écoutent distraitement ses discours, et attendent patiemment que l'écrivain, enfin, se taise. Qu'il rede-



vienn « lui-même », disent-ils. Robert Lalonde retourne alors à la ville, au théâtre et au brouhaha des trottoirs avec des absences d'étranger. « Je ne dis plus rien. »

Ces déchirements ont longtemps été un souci. Aujourd'hui, Robert Lalonde en a fait l'une des sources de son écriture. « La dualité est en fait une richesse, explique-t-il, mais il m'a fallu du temps pour le comprendre. Lorsque j'étais jeune, je ne voyais qu'une chose : je

déplaisais à tout le monde. Petit à petit, j'ai compris que cette dualité faisait partie de ma personnalité, et qu'il fallait l'accepter au lieu de la combattre. Je sais aujourd'hui qu'elle est difficile à vivre, mais féconde pour l'écriture. » Ses livres parlent de ce « mille part » où il s'est parfois senti isolé. On y lit les mots d'un Blanc dans un récit d'Indien. Le regard attentif d'un frère qui se refuse à juger. En bon Mohawk qu'il n'est pas, Robert Lalonde regarde vivre ses personnages sans jamais chercher à les com-

prendre à tout prix. Il déteste « déchiffrer » les sentiments. « Les Indiens m'ont appris à laisser les autres vivre en paix, explique-t-il. Je ne cherche pas à fouiller le passé de mes personnages ni à donner les clés de leurs comportements. Ils sont là, et je les regarde. C'est tout. »

Que sait-on, au fond, du *Diable en personne*, ce mépris venu de nulle part qui fuit dans les montagnes le jour de l'enterrement de sa femme ? Rien, ou bien peu de choses. Quelques traces dans la mémoire de ceux qu'il a croisés, une vague fascination dans les yeux de ceux qui l'ont connu. Les passés restent souvent enfouis. Les mots se dérobent lorsqu'il faut « expliquer ». « Mes livres sont des dévoilements, des révélations qui ont lieu petit à petit, explique Lalonde. Il faut que le lecteur consente à ne pas « connaître » les personnages. » Comme Marie-Angèle, la femme du vagabond silencieux du *Diable en personne*, la seule, au village, qui n'ait jamais voulu « savoir ». Le passé de son mari lui importe peu. Elle vit en paix.

Le plaisir et la lumière

Réfugié dans une ancienne ferme proche de Sainte-Cécile-de-Milton, dans les cantons de l'Est, Robert Lalonde se dit aujourd'hui « gentleman-farmer, écrivain et père de famille ». Il y a encore quelques mois, il aurait ajouté « comédien, metteur en scène et professeur d'art dramatique », mais il a renoncé à la scène au printemps dernier. Robert Lalonde était devenu l'un des « grands » du théâtre québécois, mais le Conseil des arts du Canada lui a offert une bourse d'un an qui lui permet désormais de se consacrer uniquement à l'écriture. « Ces dernières années, je me dispersais en faisant mille choses différentes, note-t-il. Mais je ne supportais plus cette vie compartimentée. J'ai eu envie de faire quelque chose de sérieux en y consacrant plus de temps. » Robert Lalonde a choisi l'écriture. Une discipline librement consentie au nom, dit-il, de « la lumière qui surgit parfois des débris ». Au nom, aussi, du plaisir. Lorsque Florent, « l'ange » adolescent de la ferme des Bazinet, écrit les premiers mots d'un texte de rêve qui poursuivra le mépris du *Diable en personne* jusqu'à sa fin, il s'arrête brusquement, pris d'une « joie fulgurante ». « Je saurais des choses sans savoir que je les sais ? se demande-t-il. Etre poète, ce serait ça ? Parler ou écrire comme une source coule ? Et alors, les mots qu'on a entendus ou lus sont tout à coup les nôtres et puis on découvre, bouleversé, que le monde peut, un instant, nous appartenir ? »

Anne Chemin

Lire la suite page 28

### ROMAN

#### Femmes entre elles

Romancière québécoise, Marie-Claire Blais — Prix Médicis 1965 — est malheureusement boudée par les lecteurs français.

Elle a pourtant inventé un style romanesque pour parler avec compassion de tous les déshérités. René de Ceccaty défend sa dernière œuvre, *L'Ange de la solitude*. Page 28

### PORTRAIT

#### L'ogre Aveline

A quatre-vingt-huit ans, Claude Aveline, anarchiste modeste, publie une chronique de son enfance et de son adolescence. Aphorismes, suite policière, somme romanesque, pastiches il a été de tous les festins. Et ce n'est pas fini ! « Les ogres vieux, dit-il, ne deviennent pas végétariens... » Page 30

### BIOGRAPHIE

#### Dash l'introuvable



Une enquête minutieuse de Diane Johnson ne lève pas tous les mystères qui entourent la vie et l'œuvre de Dashiell Hammett, l'ancien détective devenu le père du roman noir américain. Page 34

## Ambition et défaite d'Ezra Pound

Un recueil de textes où l'on retrouve tout ce qui a aimé l'esprit du poète : les religions, la musique, Confucius ou Sophocle...

JE RASSEMBLE LES MEMBRES D'OSIRIS d'Ezra Pound. Traduit de l'anglais par Jean-Paul Auxéméry, Claude Minière et Margaret Tunstall, introduction de Jean-Michel Rabaté, textes de Massimo Bacigalupo et Joel-Peter Shapiro, Trigram, 375 p., 150 F.

Un des cas les plus pathétiques de l'histoire des lettres, pourtant abondante en énigmes et en destins malheureux, est sans nul doute celui d'Ezra Pound. Il rêvait de guérir le monde, de sauver l'humanité — « qu'il est une, composée d'une même boue et d'un même éther », — d'être lui-même tout pour tous et de léguer aux générations futures le poème qui, selon l'expression de Kipling, fût « le conte de la tribu », univer-

sellement compréhensible par son intime et absolue cohérence. Au lieu de quoi, son « grand œuvre », au sens alchimique du terme, les *Cantos*, reste, comme les *Soledades* de Gongora ou le *Finnegans Wake* de Joyce, une stèle solitaire plus apte à éveiller la discussion esthétique qu'à retenir le lecteur, leur avant hermétisme continuant à déconcerter celui-ci, et à mettre du pain sur la planche de l'extériorité, en dépit de la musique incomparable de certains vers. Sans compter, comme observe Joel-Peter Shapiro, qu'il faut aller « au-delà de l'illogisme répugnant des idées ». Pound le fasciste, l'antisémite se prenant jusqu'au bout au sérieux, contrairement à Céline qui, malgré l'horreur qu'inspirent ses pamphlets, convenait quand même : « Je ne suis pas un écrivain à idées, je suis un homme à style ».

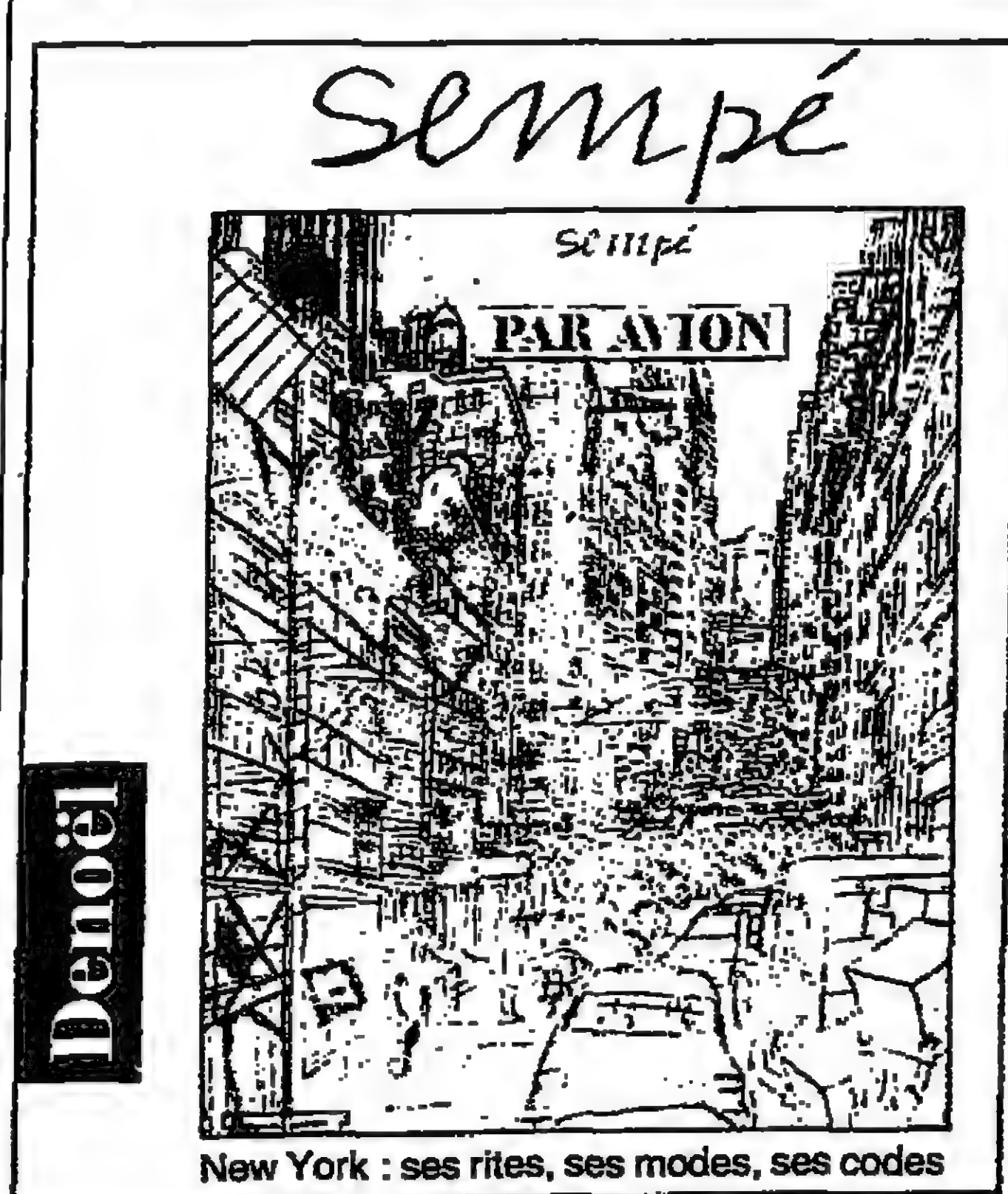
Fils unique d'une puritaine de la Nouvelle-Angleterre et d'un quaker de Pennsylvanie, Pound est né dans l'Idaho en 1895. Ironie du sort : le futur poète dont le dessin politique se réduirait à la condamnation des juifs, chargés, dans son délire, de représenter le mal — l'argent, la banque, le prêt à intérêt, — s'est trouvé doté d'un prénom biblique et d'un patronyme désignant une monnaie. Enfant encore, Pound effectue avec les siens deux voyages en Europe, et c'est la rencontre précoce d'un homme avec son destin. Plus tard, il découvre les poètes de Provence, et une sorte d'illumination s'ensuit qui ne s'affaiblira jamais. William Carlos Williams, qui connaît Pound adolescent et demeure son ami jusqu'à la fin, nous apprend, dans son *Autobiographie* (1), que vers quinze, seize ans, Ezra écrivait un sonnet par

jour, et qu'il brûlait les trois cent soixante-cinq à la fin de l'année. Et aussi qu'il n'avait pas réussi à apprendre le piano, mais qu'il jouait tous les compositeurs, bien que de façon proprement inaudible : « Exemple de la confiance immédiate qu'il avait en lui-même », commente Williams en ajoutant que le sens du rythme de son ami était cependant extraordinaire, et que son intérêt pour la musique viendrait de là, pour la bonne raison qu'il était incapable de distinguer une note d'une autre.

En effet, Pound croyait en un rythme absolu correspondant exactement à la nuance de l'émotion à exprimer, et cela dans tous les arts.

Hector Bianciotti

Lire la suite page 34



New York : ses rites, ses modes, ses codes

PIS PERSANS  
MAIN  
30  
SON DE L'IRAN



## Noël Devaulx, le trouble-fête

CAPRICIEUSE DIANE  
de Noël Devaulx,  
Gallimard, 150 p., 89 F.

Dans le tintamarre et les « relents sauvages » de la fête foraine, le narrateur s'interroge : « Ici, quand je pose cette question si naturelle : est-ce la Saint-Jean ? la Saint-Georges ? le carnaval ? une kermesse ?... Commémorons-t-on la capture de la Tarasque ? la mort de la garçonne ? Célébrons-t-on l'anniversaire du régime ? Les noces d'or du président ? Les gens deviennent muets, je suis le trouble-fête. »

Parallèlement à ce promeneur insistant dont les questions saugrenues font naître le malaise, Noël Devaulx est une sorte de « trouble-fête » qui garde une place singulière dans la littérature de son époque. Auteur discret, il reste assez méconnu, malgré les prix qui l'ont récompensé, notamment le Grand Prix de la Société des gens de lettres, qu'il vient d'obtenir. Cette demi-obscure s'explique peut-être par sa fidélité aux textes courts, qui, trop souvent, sont accueillies avec quelque réticence. Et puis, son domaine est plus ou moins celui du fantastique, que Marcel Schneider définit comme le « passage clandestin de la littérature ».

Plus proche de Noddy et de Villiers de l'Isle-Adam que de ses contemporains, Noël Devaulx reste, même parmi les conteurs fantastiques, assez incassable. Jean Paulhan parlait ainsi de son premier recueil, *L'Auberge Perilieuse* (1) : « Si je me trompe, c'est tantôt de la mort et de la folie, c'est tantôt de la morale sans Dieu qu'il s'agit dans l'Auberge : ce sont là des thèmes métaphysiques ou poétiques, plutôt que romanesques. »

## Un effroi inexplicable

Il y a, dans les quinze recueils publiés depuis 1945, par Noël Devaulx, une étonnante unité de ton. Ces contes déroutants nous entraînent, souvent à la suite d'un visiteur insolite, dans des territoires incertains, aux frontières de la veille et du songe. On retrouve dans *Capricieuse Diane*, son dernier recueil, le goût de Noël Devaulx pour des lieux étrangement déserts, propices aux fantasmagories : des maisons à l'abandon, une station thermale démodée.

Même si certains contes font appel au surnaturel, d'autres, tel le *Supper chimérique*, se présentent comme des « dérivés

oniriques », mêlant le burlesque à l'inquiétant. Quelques-uns s'attachent plus subtilement à la hantise d'un artiste, comme dans la *Folie* où le peintre croit voir, vivants, improbables, des personnages surgir de l'esquisse qu'il a tracée.

Le conte, généralement, reste en suspens, s'achevant sur un sentiment d'effroi inexplicable, parfois sur une sorte de soupçon mystique, comme dans les quatre *Rencontres* où la voix, le regard d'un inconnu sont chargés d'une résonance secrète. Quelques poèmes sont là, selon l'auteur, pour ménager entre des textes plus longs une reprise du souffle. Certains contes enfin, presque affranchis du souci de la narration, sont des sortes de poèmes en prose où Noël Devaulx acclime à son monde fantastique et nocturne les livres d'une comptine italienne ou les « animaux du songe » vus par le sculpteur Alexeïeff dans les *Tableaux d'une exposition*.

M. P.

(1) En dehors d'*Avec vue sur la zone*, qui a paru, chez José Corti, tous les recueils de Noël Devaulx ont été publiés par Gallimard. Mais seul *L'Auberge Perilieuse* est actuellement accessible dans une collection de poche, « L'Imaginaire ».

## De Varsovie à Auschwitz

Seuls les artistes garderont la mémoire d'une époque maudite

RUE DU ROI-DORÉ  
de Michèle Kahn,  
Ramsay, 182 p., 90 F

Le cancheur est fini, ils ont sauvé leur peau. Avec son frère jumeau et un capitaine de l'armée polonaise, Stan Maryn gagne la France et la liberté. Juifs polonais, ils ont échappé de justesse au convoi pour Buchenwald. A Paris, le capitaine polonais, qui l'ignorait jusque-là, découvre leur origine et les insulte ignominieusement : « Vous n'êtes que de sales youpins fielleux, les déchets de la Terre, tout juste capables de cracher des mensonges. Hitler avait raison de vouloir vous exterminer, c'est la seule chose qu'il ait faite de bien. »

Quelques mois après la polémique sur le carnage d'Auschwitz, cette réplique du second roman de Michèle Kahn, *Rue du Roi-Doré*, fait froid dans le dos. Elle en dit long sur les compli-

Michel Braudeau reprendra son feuilleton dans le Monde des livres daté du 5 janvier.

cités « naturelles » dont a pu bénéficier le régime nazi et aide à comprendre cette réflexion de Stan Maryn : « Je ne supportais plus d'entendre parler polonais. Ma langue maternelle me donnait des frissons répulsifs. »

Arrêté en 1940, le jour de ses vingt ans, Stan Maryn va vivre quatre ans d'errance et d'horreur, d'usines en camps de travail, du ghetto de Varsovie à Auschwitz. Animé d'une incroyable volonté de survie qu'il puise au plus profond de son dégoût et de sa haine (« Je me vengerai en survivant »), il comprend vite que la moindre faiblesse conduirait au camp d'extermination. Il faut rester utile aux Allemands : se laisser humilier, travailler et se taire devant l'innommable. Quarante ans après, il ne veut plus se taire mais raconter « l'inconcevable, l'imaginable, l'insensé ».

L'homme qui témoigne dans le roman existe réellement. Michèle Kahn s'est contentée d'être le « porte-parole d'un homme qui souhaite rester anonyme tout en livrant son témoi-

gnage ». La romancière se fait humble devant son personnage, elle accomplit modestement et sereinement un devoir : « Il viendra un temps où l'entière mémoire de cette époque maudite reposera entre les mains d'écrivains, de peintres, de cinéastes, de musiciens. A chacun de trouver sa forme, l'essentiel étant de résister aux forces de l'oubli. »

Alain Salles

## L'« Indien » du Saint-Laurent

Suite de la page 27

Au début de son exil, Robert Lalonde avoue s'être senti vaguement perdu. La peur du « grand vide de l'immobilité », dit-il. Mais les mois ont passé et il s'est fait à sa solitude d'écrivain. « On ne s'arrête pas du jour au lendemain », explique-t-il. Il faut du temps pour que tout se dépose,

mais, peu à peu, les choses essentielles remontent. Il m'a fallu tout arrêter pour savoir que ce qui comptait vraiment, c'était le théâtre et l'écriture. Installé dans sa ferme en compagnie de sa femme et de sa fille, Robert Lalonde écrit tous les jours sur un grand cahier avant de passer au manuscrit si le texte

« décolle ». « Parfois, je sens que cela ne vaut rien, mais, si je m'arrête, je perds le goût de reprendre », explique-t-il. Je réajuste, et j'ai enfin le sentiment d'avoir trouvé le fil qui s'imposait. Ce qui ne m'empêche pas de douter à chaque paragraphe. » Robert Lalonde écrit sans jamais suivre de plan. Il l'a fait une fois, et le livre n'a pas abouti. « Il s'agissait du récit d'une équipée au Mexique, raconte-t-il. Mon travail était documenté, j'avais soigneusement construit mon texte avant de l'écrire, et du coup, je n'ai jamais pu en venir à bout. » De ce livre, il reste pourtant un chapitre, un seul. Retrouvaille, il a donné naissance au quatrième roman de Robert Lalonde, *Le Fou du père*. Écrit, lui, au gré des humeurs de l'écrivain.

Au printemps prochain, Robert Lalonde, qui travaille depuis dix-huit mois sur son prochain roman, l'histoire de quatre orphelins à la recherche de leur identité, reviendra à la ville et à ce théâtre dont il a tant de mal à se passer. Mais il a encore quelques mois de solitude devant lui. Quelques mois d'hiver qu'il envisage avec sérénité. Il reviendra à la scène, il le sait. Et il continuera à écrire, il le sait aussi. « Je ne peux pas m'en passer », dit-il. Lorsque je n'écris pas, ma capacité d'attention au monde n'est pas la même. »

Anne Chemin

— Actes Sud vient de publier le *Vieux Chagrin*, de Jacques Poulin. Ce roman d'un autre Québécois se passe également sur les rives du Saint-Laurent (158 p., 89 F.). Signalons également le livre de François Hébert sur Montréal, dans la collection « Des villes » (Champ Vallon, 104 p., 78 F.).

René de Ceccatty

## Femmes entre elles

Marie-Claire Blais parle avec compassion d'un monde féminin « hors normes »

L'ANGE DE LA SOLITUDE  
de Marie-Claire Blais  
Belfond, 135 p., 79 F.

Curieuse situation éditoriale que celle de Marie-Claire Blais. Cette romancière québécoise, couronnée en 1965 par le prix Médicis pour *Une saison dans la vie d'Emmanuel* (Grasset) (heureuse époque où certains prix savaient révéler les véritables talents et où le fait d'en recevoir un ne jetait pas aussitôt la suspicion sur le lauréat), a été boudée par les lecteurs français. Ses livres ont continué leur chemin au Canada et n'ont été diffusés que parcimonieusement en France, repris capricieusement par Gallimard, puis abandonnés.

Son chef-d'œuvre, *Les Nuits de l'underground* (Stanké), n'a intéressé aucun éditeur français, sans doute plus par ignorance et négligence que par attitude systématique de refus. On finira bien cependant par se rendre compte que Marie-Claire Blais a inventé un style romanesque. Ses sujets, certes, la romancière ne les varie guère : elle décrit l'univers des déshérités. Ce n'est pas une mince matière : on peut y consacrer une œuvre entière sans être accusé de se répéter. Les déshérités, ce sont aussi bien les petits paysans d'une extrême pauvreté, que les drogués, les enfants des villes, les artistes ratés, les adolescents expédiés dans un monde dont ils ne possèdent pas les clés, ni les rêves. C'est un regard politique que l'auteur pose sur l'anarchie institutionnalisée du monde, mais aussi chargé d'une douceur compatissante.

Marie-Claire Blais parle également des femmes, de l'amour qu'elles se portent. Et ce nouveau roman, *L'ange de la solitude*, s'il doit son titre à une phrase de *Quarante de Brest*, est plutôt un hommage à Radcliffe Hall et à son *Puits de solitude* qu'à Jean Genet.

Les femmes de ce roman sont réunies et dispersées, sur une île au large de la Floride. Si c'est Key-West, décor privilégié de l'Américaine Alison Lurie, on est loin de la fantaisie sarcastique de l'auteur des *Liaisons étrangères*.



Marie-Claire Blais : l'univers des déshérités.

Le décor et l'activité des personnages ont beau être les mêmes (peintres, actrices, universitaires et romancières qui s'observent, se jalourent et tentent en vain de se comprendre), le ton est radicalement opposé. C'est par son ton que depuis trente ans déjà Marie-Claire Blais affirme sa singularité. Elle cherche, en effet, à faire entendre une voix qui n'est ni intérieure ni extérieure, ni objective ni subjective, comme si l'écrivain avait la charge de déterminer une parole à mi-chemin entre la description impersonnelle, « valable pour tous », et l'analyse strictement monologique « de soi à soi ». Il en résulte un flux de mots, une circulation des points de vue qui entraîne le lecteur dans l'intimité d'une pensée, dans le plaisir

purement esthétique d'une langue sensuelle sans jamais perdre pied, la réalité sociale, le monde menaçant n'étant jamais délivrés non plus de leur force destructrice. A ce flux, Marie-Claire Blais a parfois, du reste, donné une forme antédiluvienne, certains de ses livres étant faits de très longues phrases, sinon même d'une seule.

## Une chanteuse rock et une théologienne

C'est ici Johnnie que la romancière prend pour porte-parole. Comme la plupart des autres personnages féminins du roman, la protagoniste porte un nom d'homme. Ce n'est ni par provocation, ni pour brouiller les pistes, mais plutôt pour installer le lecteur d'emblée et avec naturel dans un monde qui tente d'instaurer ses propres lois contre celles de « votre société », comme dirait Genet. Johnnie est une intellectuelle, romancière et essayiste, qui peine sur un livre consacré à Radcliffe Hall. Son amie Gérard (curieusement cette masculinisation des noms ne produit pas l'effet comique recherché par les travestis dans l'autre sens : d'ailleurs, n'y a-t-il pas longtemps que la Divine de *Noir-Dame-des-Flurs* a cessé de faire sourire ?) est en train de l'abandonner pour une plus fidèle amie, la mort.

Le roman décrit ce lent déclin, accompagné d'autres blessures, d'autres signes d'un monde qui se désagrége. Johnnie voit autour d'elle les femmes sombrer dans une solitude que la solidarité de l'amitié ne parvient pas à combler. Doudouline, chanteuse rock, sa mère, Sophie, actrice à succès, Polydor, théologienne subversive, l'Abeille, peintre désespéré, la jeune Johnnie qui préférera la vie rangée de femme mariée et Marianne qui organise à Jérusalem une exposition internationale, trahissent Johnnie sentimentale et politique.

Les femmes de Marie-Claire Blais sont lucides, mais paraissent dépourvues de la force qui leur permettrait de changer le monde, de « réformer l'ordre social ». Elles ne sont pas flouées, mais au moment où elles seraient prêtes à tout faire sauter, elles sont saisies d'un soudain accablement et renouveau, comme dans cette très belle scène symbolique où Johnnie contemple un fastueux paquebot qui « tangue sur l'eau verte peu de temps avant de couper les vagues vers le large » et au pied duquel des drogués vagabondent : un tout jeune pêcheur de thon interrompt l'équipage, comme aspirant à une impossible complicité des démons.

Didier Decoin  
Marie-Hélène Abou

Avec des artistes de tous les temps, l'histoire toujours nouvelle de l'Enfant le plus célèbre.

L'ENFANT DE NAZARETH

97 illustrations couleurs, 160 pages, 280 F.

nouvelle cité, paris



## Père et fille

Odile Barski évoque tous ces malentendus qui tissent la trame des jours, et cette tendresse quand même...

**LE MAÎTRE ENCHANTEUR**  
d'Odile Barski  
Laffont, 229 p., 85 F.

Un roman, c'est une histoire imaginaire. En principe. En pratique, c'est un récit où l'auteur ne se sent lié par aucune objectivité, c'est un espace de liberté. 13-édans, qu'est-ce qu'il bricole, l'auteur ? Avec quels ingrédients ?

Tout cela pour dire que le livre d'Odile Barski pourrait raconter une histoire vécue... Mais j'enfoncerai une porte ouverte. Vous connaissez des histoires, vous, qui ne pourraient pas avoir été vécues ? L'histoire de "Barbe-Blonde", par exemple ?

Et celle de Blanche Neige et de ses petits nains gaillards ? Et celle du Petit Poucet, dont le père était chômeur en fin de droits ? Quoi de plus vraisemblable ?

Les fées ? Si vous voulez savoir, j'en ai rencontré quelques-unes dans ma courte existence. Alors, un maître enchanteur...

Celui d'Odile Barski est un juif polonais qui arrive là, à Paris, avec sa petite famille, et qui devient plus tard chercheur au CNRS.

Mais l'histoire que raconte le livre n'est pas celle d'un juif polonais qui devient chercheur au CNRS. C'est une histoire vue de l'extérieur, ça.

L'histoire d'Odile Barski est vue entièrement de l'intérieur. Une bréchocroque, en somme. L'histoire d'un homme jour après jour, soir après soir, dans son petit train-train quotidien.

L'histoire d'un homme qui a une fille et une femme dans un deux-pièces-cuisine, qui travaille avec des souris et des singes, qui oublie dans le métro une serviette de cuir neuve bourrée de photographies irremplaçables, un homme aussi qui aime bien le derrière des dames, j'ai cru comprendre, quand il en vaut la peine, évidemment, le derrière.

Mettez-vous à sa place, à l'homme... Et puis, l'homme, il va être malade, et il va mourir. Quand vous êtes malade, savez-vous, on vous met à l'hôpital. C'est le

fermer sa guenille, comme disait je ne sais plus quel ministre mondain l'autre jour.

Le « malade » à Odile Barski va finir par mourir. Comme tout le monde. Mais nous l'avons tel-

les gaffes, les faux pas, les petites erreurs, les froissements... Ils sont aux premières loges, les enfants, pour essayer les contretypes, les crises de nerfs, les tartes... C'est pas toujours



Odile Barski : un ton de confiance

début d'une grande aventure, vous pouvez m'en croire.

Odile Barski raconte celle de son « héros ». Intéressant. Le voilà sur la pente savonneuse. Un « malade » n'est plus autre chose qu'un « malade ». Quoi qu'il ait pu être antérieurement, il n'est plus qu'un sujet de travail pour des professionnels un peu blasés, fort compétents, sans doute, mais tenus par le rendement, l'efficacité, la rentabilité du système.

L'intérêt bien compris du malade est de poser sa chique et d'écraser... Je ne dis pas de faire le mort, non, ce serait prématuré. Ça viendra bien assez vite. Ecraser, simplement. Pas jouer au plus fin, au plus fort. Se laisser faire, soigner, manipuler. Et

lement fréquenté, au cours de ces deux cent trente pages, que ça nous fait tout de même un petit quelque chose. Un petit pincement...

### S'aimer pour se supporter

Le narrateur... La narratrice pour mieux dire, c'est la fille de l'homme. On ne s'étonnera pas qu'elle l'entoure d'une grande tendresse sourcilieuse. Qu'elle orne son image d'une flopée de souvenirs d'enfance, de tous ces malentendus qui tissent la trame des jours quand on vit ensemble, qu'on se prend par la main, qu'on dépend l'un de l'autre et qu'il vaut mieux s'aimer un brin pour tâcher de se supporter un peu, jour après jour, excuser, oublier

facile, de contenter tout le monde. Et son père...

Il reste de ce type de cohabitation une grande chaleur, et c'est sans doute cette chaleur-là qui fait le prix du roman, puisque c'est un roman, d'Odile Barski. Un ton de confiance, une anxiété, une passion, une discrétion aussi.

Quoi qu'on en pense, quelle que soit la dose d'indifférence égoïste dont chacun d'entre nous est affligé, il serait difficile, je crois, de ne pas se laisser gagner par la chaleur de ce livre. Un livre qui dit les choses comme elles sont. Un livre chaud, oui ! Un roman qui n'a pas l'air d'un roman, pour tout dire, si vous voulez savoir.

Alphonse Boudard

## Croisades féminines

**LES PÉRÉGRINES**  
de Jeanne Bourin  
Edition François Bourin,  
446 p., 119 F.

Il fallait y penser : à quoi s'occupaient les femmes des croisades pendant la longue marche vers Jérusalem ? Toujours médiévale et féministe, Jeanne Bourin a encore trouvé le moyen de saisir l'histoire par le petit bout de la lorgnette, celui des destinées apparemment marginales, qui suffiraient pourtant à nous faire sentir la tonalité des mœurs et à nous faire embrasser la totalité d'une époque. Après avoir traversé, entre autres, la vie des femmes d'orfèvres du treizième siècle dans la *Chambre des dames*, celle d'Agnès Sorel, maîtresse royale officielle, dans le *Dame de Beauté* ou celle d'une amoureuse héroïque dans *Très Sage Héloïse*, l'auteur des *Pérégrines* ne quitte pas son Moyen Âge et ses faces inexplorées.

Régine Pernoud, le maître à penser déclaré de Jeanne Bourin, avait déjà ouvert la voie : ce que l'on appelle par commodité le « Moyen Âge » n'était pas, comme on l'a cru longtemps, ce nage infirme de barbarie et d'obscurantisme. La femme notamment n'y avait pas la portion congrue, et les *Pérégrines* sont là pour conforter cette idée.

Le chemin tumultueux de Chartres à Jérusalem, qui fut celui de la première croisade, Jeanne Bourin le retrace sous les yeux des trois filles d'un

percheminier chartrain. Renvolement du pont de vue, qui veut ainsi apporter un piment particulier, autant aux combats sanglants qui se livrent en cours de route qu'à la découverte des paysages et des civilisations traversées, et surtout, à Constantinople, à l'intimité fragile des chrétiens d'Orient et d'Occident.

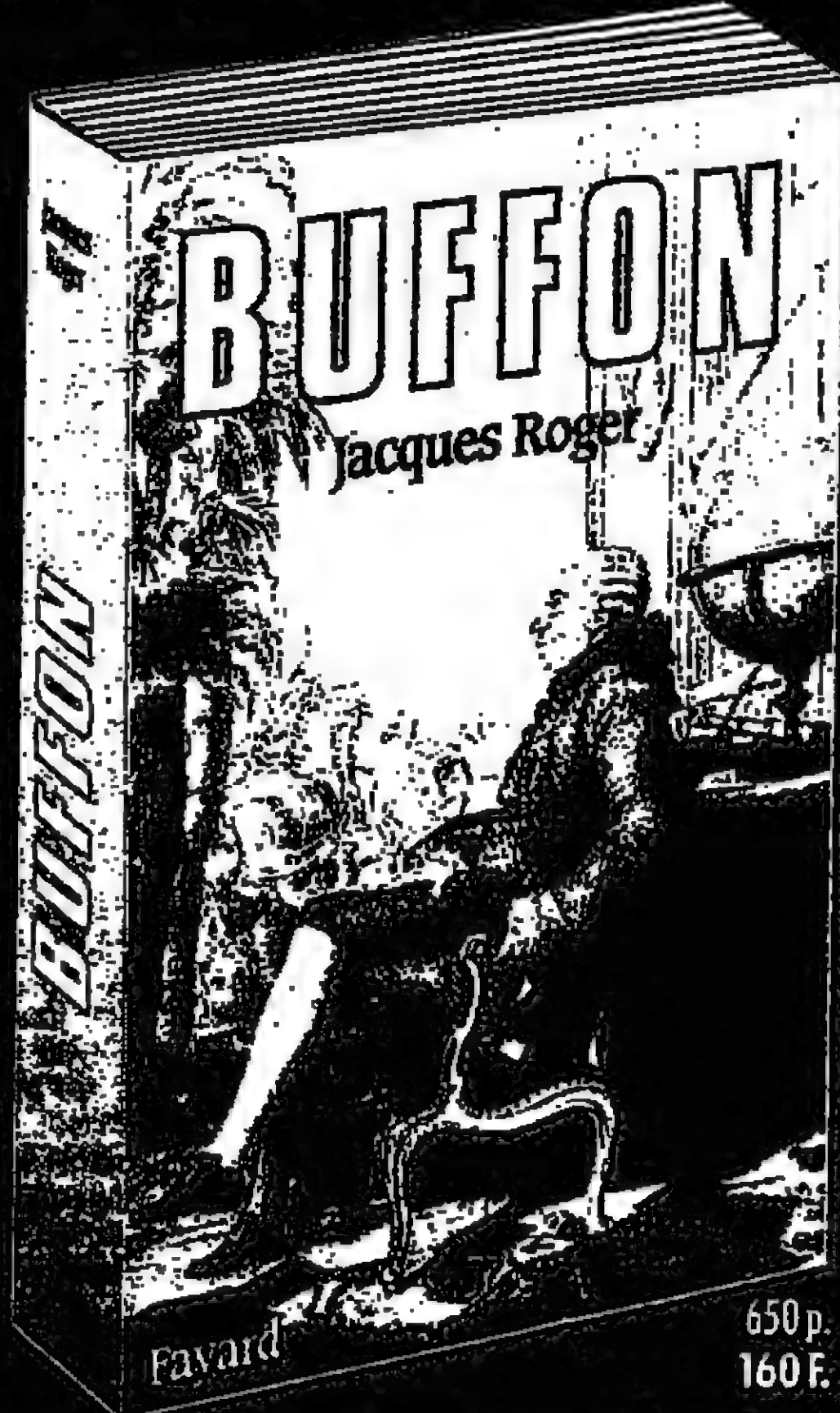
### Soutenues par une foi infatigable

Les pèlerins épuisés, affamés, livrés aux lurs entre les seigneurs francs, doivent beaucoup de leur persévérance, de leur confiance en Dieu et en leur mission, à ces femmes, sortes d'éminences grises soutenues par une foi infatigable, qui pensent les plaies, lisent la Bible et assurent la chaîne de fidélité de couvent en couvent, de Chartres à Jérusalem.

Nées de l'union de Margarete Mitchell et de Régine Pernoud, les *Pérégrines* n'ont tout à fait hérité ni de la saveur romanesque de l'une, ni de l'intelligence historique de l'autre. Il est vrai pourtant que le roman donne de quoi satisfaire presque tous les goûts : des héros, des décors et des mots arrachés au pittoresque médiéval, la fièvre des batailles et des passions amoureuses et un tourisme de circonstance à travers Constantinople, Nicée, Antioche et Tripoli, jusqu'à Jérusalem, l'horizon espéré.

M. Van Renterghem

## Un philosophe au Jardin du Roi



Il a posé les grandes questions auxquelles les sciences naturelles essaient de répondre depuis deux siècles. Le naturaliste Finlandais Nils Nordenskiöld écrivait de Buffon en 1928 : « Dans le domaine purement théorique, il fut le plus grand biologiste du XVIII<sup>e</sup> siècle, celui qui posséda la plus grande richesse d'idées, qui fut le plus utile aux âges suivants, celui qui exerça une influence qui s'étendit loin dans l'avenir. » Jugement cité, avec une complète approbation, par un des plus grands naturalistes vivants, Ernst Mayr, en 1982. Compte tenu de la place qu'occupe le XVIII<sup>e</sup> siècle dans l'histoire naturelle, cela revient à dire que Buffon fut le naturaliste le plus important entre Aristote et Darwin.

l'Histoire  
chez  
**FAYARD**

Les deux premiers livres d'un nouvel éditeur

### Les chemins du dépaysement

Philippe Olivier franchit le pas. Conseiller auprès d'André Blandin, ce jeune homme épris de textes littéraires a décidé de créer sa propre maison d'édition. Pour découvrir, évidemment, de nouveaux auteurs français dans le domaine de la fiction. Ses premiers pas sont prometteurs.

**MOBILE (ALABAMA)**  
de Robert Gordienne.  
Ed. Philippe Olivier,  
160 p., 89 F.

Les lecteurs sensibles à la nostalgie douce ne devraient pas se priver d'ouvrir le livre de Robert Gordienne. *Mobile* est le roman du retour aux paysages de l'enfance, un album de photos où pourraient tout aussi bien figurer les reproductions des œuvres de Hopper.

*Mobile*, avec son « quelque chose de délaissé » du Sud, ses routes interminables, chargées de boue et balayées par les vents, est traversé en permanence par le rumeur d'un blues. Le narrateur se penche sur l'enfant des années 50 tour à tour maussade et solitaire ou fasciné par les légendes des héros de l'Ouest que *Mam* lui raconte inlassablement. Rassemblant les bagarres et les mille anecdotes de l'école et du voisinage ; une vieille boutique où tous les gosses guettent la parution de leur illustré hebdomadaire ; les promenades dominicales au long du fleuve, où l'on rêve aux temps révolus des trois-mâts.

Et les mauvais soirs on retrouve les ombres réconfortantes des aînés du grand Sud, Faulkner, Carson McCullers, Eudora Welty... Ceux qui, finalement, ont un peu participé à

la reconstitution de ce « bagage d'émotions tranquilles et de rêveries instantanées ».

Valérie Cadet

**LE CABALAIRE**  
de François-René Dallie.  
Ed. Philippe Olivier,  
270 p., 105 F.

C'est à un voyage où alternent le Je et le Tu que nous sommes conviés. Un voyage au cours duquel, passant du narrateur à la femme, Perle, nous découvrons « le gars aux clochetons moghols de Kusle-Lumpur » et les paysages où erra le grand Meaulnes ; un voyage où, « le caduc d'un récit », le cabalaire, qui se prête à dix anagrammes, est le point à atteindre, parce que de là on peut partir vers un Orient inexprimé.

Ce roman est celui de la recherche, des retrouvailles et des croisements de destins désireux d'un là-bas – mais le déplacement n'emprunte pas forcément la route ; « la transhumance a lieu parfois dans le silence et l'immobilité du corps ». Moins hermétique qu'il ne semble, d'une écriture soignée de simplicité, ce récit ne laisse pas d'être (sans jeu de mots) déconcertant. Il est vrai qu'il faut avancer à l'aveuglette sur ces routes réelles et symboliques avant que l'auteur donne sa lumière, mais les tâtonnements du marcheur (on peut dire du lecteur) sont récompensés par l'élégance d'un style qui ne court pas les rues.

Pierre-Robert Leclercq

## La fuite de Savinien

Un conte de Serge Dieudonné à la manière du dix-huitième siècle

**LE BAL DES GIGANTS**  
de Serge Dieudonné.  
Ludd (4 bis, rue de Palestine,  
75019 Paris).  
Dist. Distique, 110 p., 80 F.

Savinien, le narrateur de *Le bal des gigants*, se sent à l'étroit dans une famille qui compte un général et un archevêque. Ce jeune homme triste, déjà affligé d'une bosse et d'une tignasse hirsute, redoute de surprendre à l'improviste sur son visage le « ris tarte » de l'écclésiastique ou l'« émoi bovin » du militaire. Savinien prendra donc la fuite et partira à la recherche de Maxence, le seul ami qu'il se prête.



Le troisième roman (1) de Serge Dieudonné ressemble à un pastiche réussi d'un conte philosophique du dix-huitième siècle. L'auteur use, et abuse parfois, d'une écriture si élégante qu'on pourrait la croire sophistiquée. Néanmoins, on se laisse prendre par l'ambiance de ce bal masqué durant lequel toutes les impostures sont permises.

Savinien parcourt les ruelles d'une ville tout entière livrée au travestissement. Il en devient en quelque sorte le Monsieur Loyal et nous présente tous les êtres qui, à un moment ou un autre, meublent sa solitude : Lilli, une naine tenancière d'une taverne où se réfugient les essouffés de la cité ; l'Hermaphrodite, comédien dont la vie est devenue un texte impossible à dire ; et tous les autres qui ignorent qu'ils sont, peu ou prou, des infirmes.

Plus Savinien avance à la découverte de lui-même, plus il se fait le complice – l'amant de cœur – de ceux que naguère il dédaignait. Il n'en demeure pas moins lucide et sa lucidité l'empêche de se laisser griser par les propos des uns ou des autres.

Au terme de son voyage initiatique, Savinien aura acquis assez de consoling pour envisager de poursuivre une existence qu'il sait désormais vouée à l'errance. Quant à Maxence, nous ne saurons jamais qui il était, et Serge Dieudonné ne nous entretient pas du mystère de cet homme. Mais après tout, comme il l'écrit si joliment : « Même dans les cimetières (...), la mort ne se peut séparer du sourire de la vie ».

Pierre Drachine

(1) *Le Lézard*, éd. du Seuil ; *Dien-Garou*, Christian Bourgois.



## Rencontre avec Jude Stéfán

Un moraliste acerbe et fou de littérature

A LA VIEILLE PARQUE de Jude Stéfán. Gallimard, 104 p., 100 F.

A la Vieille Parque : c'est à cette étrange enseigne que, dans son dernier recueil, Jude Stéfán a logé la poésie. Ce titre aux résonances multiples est d'abord une évidente allusion à la Vieille Parque de Valéry, que Stéfán admire d'ailleurs plus comme « déniaiseur » et maître de lucidité que comme poète. Entre ces deux jalons, 1917 et 1989, il y a peut-être, dit-il, une sorte de discours de longévité de la poésie comme activité désuète.

Comme les poètes de la Renaissance, Stéfán se réfère souvent à l'Antiquité grecque et latine. La dernière partie du recueil s'intitule *Stygienne*, d'après le fleuve des Enfers. La première est dédiée à « Atropos, la dernière Parque, celle qui coupe le fil. C'est par euphémisme qu'on l'appellait la Parque, celle qui épargne. Il ne faut pas la braver, mais l'amadouer, pour qu'elle ne mette pas fin à l'activité poétique ». Les trois Parques ou Moires sont aussi les « trois sœurs bien-aimées / chekhevniennes séfániennes filles de la nuit », figures insistantes dans la mythologie personnelle de Stéfán.

### Villon le plus grand

D'autres sections du recueil rendent « dix hommages » à divers écrivains, Virgile, Dante, Eugène de Guérin. « Elle est méconnue », dit Jude Stéfán de cette dernière. Son journal est extraordinaire. Son langage aussi à Louise Labé, qu'il admire particulièrement et dont tout le recueil *Alme Diane* propose une « répétition ou sens klerkegardien du terme ». Quant aux *Odes à Pascale*, inspirées par les tableaux et dessins érotiques du peintre, elles portent également l'empreinte de Villon, que Stéfán considère comme le plus grand poète français. Et ces « poèmes très noirs » brûlent la vie en « d'ultimes débauches ».

On retrouve en effet dans *La Vieille Parque* les thèmes obsédants de l'œuvre de Jude Stéfán. Malgré la différence d'écriture — ses nouvelles (1) sont aussi classiques que son œuvre poétique (2) est obscurément flamboyante — il est ici et là question de chair et de mort, avec une appétit qui rappelle celle des peintres expressionnistes allemands. « J'ai beaucoup regardé les tableaux de Miro et de Matisse, et dans le grotesque, ceux d'Otto Dix et de Georg Grosz. Je me sens proche d'eux par l'outrance, la violence des dénégations, la force des couleurs, la déraison aussi ».

Il est aussi très proche des poètes baroques de la fin du seizième siècle pour sa façon d'avancer masqué, de composer des anamorphoses funèbres et de théâtraliser sa hantise de la mort. Le poète « à la fois voyant et à la fois mort » n'est autre que le narrateur d'une nouvelle, *Un enterrement à Orchemps*, qui assiste de son cercueil à son propre enterrement. Stéfán est baroque aussi dans sa manière poétique, qui comporte « des exagérations, des accumulations, des décentrement, des gauchissements ».

Des tableaux des premiers recueils comme *Cyprien* ou *Idylls* suivi de *Cippes*, marqués même dans leur syntaxe par l'influence des éloges latins,

jusqu'aux disjonctions et aux ellipses des derniers recueils, il y a une constante recherche de musicalité, grâce aux mots, souvent rares mais moins précieux que précis, grâce au rythme, fondé sur « l'hendécasyllabe qui permet plus de nonchalance, plus de déséquilibre. La poésie, ajoute-t-il, cela doit se moduler grâce à tout le système des sons que le poète maîtrise autant inconsciemment que techniquement. Il doit y avoir un phrasé musical, comme dans les vers de Racine ».

Le plus beau de ses recueils, *Suites slaves*, dont le titre indique cette intention musicale, est celui qui donne le plus de place à ce que Stéfán appelle son « *mentir vrai* » : un monde reconstruit à partir de souvenirs mi-fictifs mi-réels, transposés dans un contexte slave. Avant l'exil, de Trieste à Barfleur, il y a l'« arrivée-pays », l'ancienne province de Carrière. « *Faute d'écrire un roman qui se serait passé là, que j'aurais intitulé Des adolescents, j'ai éparpillé dans mes livres cet univers imaginaire* ». Ainsi par le retour de quelques allusions, de quelques noms (l'oncle Piotr, miss Hardwick, Magda...), Stéfán parvient à cette paradoxale et singulière réussite : donner à sa poésie une dimension romanesque.

« Les trois sœurs sont complètement imaginaires, moi malheureusement j'étais fils unique. Quant au grand-père Steffenovich dont j'ai fait un voltairien qui m'avait beaucoup marqué, il est mi-vrai mi-faux : mon grand-père maternel était un personnage désagréable, alcoolique, dont ma grand-mère a été débarrassée assez rapidement par un coup de pied de cheval. Il est vrai aussi que j'ai eu une enfance heureuse dans une maison calme, musicale. C'est après l'adolescence que je suis tombé dans la solitude, dans une détresse dont j'ai essayé de sortir en écrivant ».

### « Gnostique, comme Cloran »

Accusé parfois de nihilisme, Stéfán préfère se dire « gnostique, un peu comme Cloran ». Il réserve sa sollicitude aux fleurs et aux animaux, notamment le chien, auquel il donne un statut de figure poétique. « Les chiens, c'est bien connu, sont les animaux favoris de certains poètes, disons esthètes, Gaudier, Mallarmé, Baudelaire. Mais les chiens, qu'on rencontre souvent dans les livres de Dickens ou de Kafka, passent pour trop prosaïques. J'en ai eu près de moi dès l'enfance : un chien de berger, des loulous de Poméranie, et Kétou, un chien de traîneau carapateur. J'aime leur liberté d'allure, leur façon de vivre leurs quinze ans en dehors de toute métaphysique ».

Stéfán, moraliste acerbe et fou de littérature, termine *La Vieille Parque* par un envoi : un long poème « dédié à tous les poètes dans leur effort et leur générosité, pour leur dire, dit-il, tous ceux qui m'ont permis d'écrire ce livre », une litanie où se succèdent, sans être nommés et néanmoins reconnaissables, « tous ceux qui m'ont marqué dès l'adolescence, Michaux, Cavafy, Pessoa, Gottfried Benn pour son expérience de la mort, en tant que médecin major, Trakl dont je suis moins proche par l'écriture que par l'inspiration, parce qu'il était face à l'horreur de la guerre, face à l'horreur de l'existence ».

Monique Petitillon

(1) *La Crevasse*, *Vie de mon frère* (tous deux chez Gallimard), *Les Accidents* (Ryhan-J), *Les États du corps* (Champ Vallon).

(2) *Cyprien*, *Idylls*, *Idylls* (suivi de *Cippes*), *Aux chiens du soir*, *Laurel* — prix Max-Jacob 1985 — (tous chez Gallimard), *Suites slaves* (Ryhan-J), *Alme Diane* (Le temps qu'il fait).

Autres ouvrages de Jude Stéfán : *Lettres romanesques*, *Journal* (tous publiés par Le temps qu'il fait), *Dialogue avec la sœur*, *Dialogue des figures* (publiés par Champ Vallon).

## « Les ogres vieux ne deviennent pas végétariens »

A quatre-vingt-huit ans, Claude Aveline l'enchanteur publie ses souvenirs d'anarchiste modeste

MOI PAR UN AUTRE Chronique d'une enfance et d'une adolescence dans les vingt premières années de ce siècle de Claude Aveline. Avec la participation de Nicole Toussaint du West, Bordas-Lambda Barre, 351 p., 120 F.

La sagesse est un cercueil de verre. On y expose l'écritain qui a cessé de déranger. Dans l'esprit de tous, la sagesse se confond avec une forme de gâtisme civilisé. Claude Aveline a trop aimé la jeunesse, l'amour, le plaisir, et leur cortège de troubles et de chagrins pour se laisser enfermer dans un cercueil de verre. A quatre-vingt-huit ans, il se dit lucide, provocateur, attentif au moindre souffle de vie : il ne se passe pas un jour sans que cet « *écritain généraliste* », comme il se désigne, prenne le poids de l'existence. Il appartient à l'époque des *esperçulats*, ces hommes qui gardent les yeux bien ouverts et qu'on ne trompe pas facilement.

Claude Aveline est d'ailleurs bien trop modeste pour se croire sage. A la question : quel est votre rêve de bonheur ? Il répond : « *Etre riche, illustre, adulé et modeste avec cela* ». Ce devoir de modestie, Claude Aveline l'a appris chez Anatole France, rencontré en 1919, et dont il n'a cessé de fréquenter l'œuvre : « *La simplicité absolue, confie volontiers Aveline à propos de France, m'a été donnée par la suite* ». Comme Anatole France, il croit qu'envers ses semblables il fait preuve d'un « *acceptisme charitable* » et d'un humanisme sans illusion.

C'est sans illusion qu'Aveline fut révolutionnaire. « On est révolté comme on met une cravate d'une certaine couleur », c'est sans illusion qu'il adhéra au communisme (le « printemps de Prague » lui inspira un dessin, le *Panorama de la liberté*, et, en 1969, il lança, avec Gabriel Marcel, un manifeste en faveur de Solzhenitsyne). Mais quand, en 1940, il s'était engagé dans la Résistance, cela avait été par fidélité à sa devise : « *Ne pas céder* ».

Cette modestie majestueuse (« *Je suis, dit-il, un humble qui s'en fout, quand je ne suis pas un important susceptible* ») donne à Aveline une allure de



Claude Aveline, un écrivain professionnel.

moraliste : c'est un maître de cérémonie qui se garde bien de jamais se prendre au sérieux. Après avoir été, à vingt ans, le plus jeune éditeur du monde, Aveline tient le rôle du plus vieux écrivain de France avec beaucoup de désinvolture et de goguenardise, se défendant toujours de draper sa silhouette voltairienne dans la dignité et l'ennui.

### Enfant prodige

Il vit retiré une partie de l'année à l'île-aux-Moines (« *où les moines n'ont jamais mis les pieds* »). Mais il n'y a rien chez lui de l'ermite taciturne ruminant sa rancune. Sa force, avoue-t-il, lui vient d'avoir compris que personne n'est obligé de l'aimer. Il confie aussi que le privilège de l'âge est de pouvoir faire à une jeune beauté des compliments extrêmes sans être soupçonné d'arrière-pensée, et qu'il lui plaît d'embrasser les jeunes filles aux joues lisses : « *Les ogres vieux, dit-il, ne deviennent pas végétariens* ».

Claude Aveline est indéfiniment un ogre, mais un ogre qui vous oblige à partager ses festins spirituels, tout ce qu'il découvre de nouveau, d'excitant ou, sim-

plement, de curieux. Cet enfant prodige du siècle même son lecteur par le bout du nez et le conduit là où commence l'aventure : il peut s'agir d'une somme romanesque qui prend pour décor un sanatorium suisse, la *Vie de Philippe Denis* (1) ; d'une suite policière, la *Double Mort de Frédéric Belot* (2) ; de contes fantastiques, *C'est vrai, mais il ne faut pas le croire* (3) ; de récits de voyages, *Promenade égyptienne* (4) ; de pastiches, *Les Réflexions de monsieur FAT* (5) ; et de quelques aphorismes, *Avec toi-même* (6).

Aveline ne s'est pas réclamé de Thomas Mann, bien qu'on ait considéré la *Vie de Philippe Denis* comme une *Montagne magique* à la française. Quand parut la *Double Mort de Frédéric Belot*, Narcejac le remercia d'avoir « *donné au roman policier des lettres de noblesse* », Aveline se contenta de répondre qu'il n'y a pas de mauvais genre littéraire, mais seulement de mauvais écrivains.

Cette même modestie l'a longtemps empêché de publier ses souvenirs. Dans *Moi par un autre*, il se livre à une chronique de l'enfance et de l'adolescence, mais sous la forme de confidences faites à une amie. Dans ce dialogue avec Nicole Toussaint du West, il se penche sur

cet autre qui est le colocataire de son moi depuis près de neuf décennies : « *Et si les autres, c'étaient les Autres-en-nous, soit chacune de nos figurations innombrables, soit dans leur totalité par rapport à celui du présent ? Et cela grouille, écouffe, bat, se tortue, se hait, sans jamais parvenir à se supprimer, à se faire disparaître* ».

### L'ombre du père

Une ombre plane sur ces confidences, celle du père, Georges Avsine (le vrai nom de Claude Aveline est Eugène Avsine), juif russe émigré à Paris, devenu d'abord gargariste, puis industriel fortuné. Le souvenir des opérettes, des chansons de rues, de la découverte du jazz (Aveline édita le premier livre français sur le jazz), se mêle au récit des assauts que donna Jacques Maritain pour convertir la famille d'Aveline et de l'échec du plus zélé des convertisseurs devant la résistance du père, dont la principale religion était la libre-pensée.

Aveline applique à la lettre les leçons paternelles. On ne le remercia pourtant jamais assez d'avoir débotté à une seule recommandation de ce père, qui parlait peu, écrivait rarement, et qui concluait ainsi les lettres envoyées à son fils : « *Il faut convenir que 99 centimes des paroles que prononcent les humains, et autant des mots qu'ils écrivent, pourraient sans grand inconvénient rester indits* ». Mais gageons que Georges Avsine ne garde pas rancune à son fils : Claude Aveline eût suivi le précepte paternel si le vingtième siècle avait perdu l'un de ses derniers dilettantes professionnels et l'un de ses plus grands enchanteurs.

Roland Jaccard

- (1) Del Duca, 1962.
- (2) Dans *Suite policière*, Marcure de France, 1987.
- (3) Rédité, accompagné de *Pour l'amour de la nuit*, sous le titre *Histoires nocturnes et fantastiques*, Illustrations de Van Nussimberg, Poésie de Jean Leconte, Imprimerie nationale, coll. La Salamandre, 466 pages, 240 F.
- (4) Rédité par Renaudot et Cie.
- (5) Marcure de France.
- (6) Hartmann, 1947.

### STAGES D'ÉDITION

— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.

— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.

Recevez et inscriptions : S.I.P.E.L. 8, pl. du Palais-Bourbon, 75007. Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

## Une « étrangère » au village

LE SERVAN d'Annie Murat. Stock, 286 p., 98 F.

Annie Murat vit avec son mari au fin fond d'une vallée perdue des Cévennes, dans une vieille ferme entourée de cent ruches et d'un fouillis d'arbres et de rochers. On y accède par un sentier bordé de carcasses de vieilles voitures et l'intérieur de la maison, où sièges arrière et sièges avant font office de canapés, est aussi simple et sauvage que le paysage alentours.

Sur sa table de forme, Annie Murat a écrit son premier roman, *Le Servan*. Bien sûr, on y rencontre des vaches, une moto-faucheuse récalcitrante, deux chats inégalement importants, des montagnards assez solopards, mais dire qu'il s'agit d'un roman paysan ou régionaliste, ou écologiste, serait totalement réducteur. Son livre est une sorte d'étranger au féminin.

L'héroïne n'a pas de nom. Pourquoi en aurait-elle un ? Née en Bretagne, elle est « l'étrangère », et cela suffit à la définir dans ce petit village de Savoie où tout ce qui vient d'ailleurs est suspect. Suspecta, ou plutôt suspectée, elle l'est dès le début du livre, puisqu'on la

soupçonne d'avoir tué son mari, Julien, trouvé mort dans son lit. La haine et la persécution s'installent autour d'elle, mais peu lui importe : il y a longtemps que la jeune femme, avec ses yeux clairs « *qui font froid dans le dos* », n'est plus qu'une morte-vivante.

### De gel et de feu

Tout a commencé à se dégrader à cause du chat d'une vieille voisine. Un chat qu'on tue et qu'on mange en civet, gaisement. Mais qu'est-ce qu'une vieille ? Et qu'est-ce qu'un chat ? Et puis il y a eu l'Espagnol, que Julien, juré dans un procès, a laissé condamner à la plus lourde peine, malgré sa relative innocence. Mais un étranger est-il jamais innocent ?

Pau à peu, c'est Julien qui devient « l'étranger » aux yeux de sa femme, qui ne veut plus de lui la nuit et s'enferme dans la distance et le silence. L'intensité de son non-amour est telle que — le village a peut-être raison — c'est à cause d'elle qu'il meurt.

Les montagnards ne la laisseront en paix que le jour où ils croient enfin tenir le coupable : le Servan. Cet être mystérieux

— qui attire la foudre sur les troupeaux, fait pourrir les pommes de terre avant la récolte et provoque les avalanches — rôde dans le village, qui accueille sa présence avec soulagement : ce « *hors* » paysan, cet esprit étrange ne leur est-il pas plus familier que l'esprit de « l'étrangère » ? C'est donc le Servan qui a tué Julien. Mais la jeune femme ne profitera pas de cette réhabilitation : elle est entrée dans un cycle infernal et va connaître un sort digne de la sorcière qu'on l'a soupçonnée d'être. Personnage de gel et de feu, elle péra dans les flammes et la neige...

Annie Murat, elle aussi, a été l'étrangère en Savoie, où sa mère, italienne, tenait un bar ouvert aux touristes seulement. Si elle se sent étrangère dans les Cévennes ? Elle éprouvait cela quand, en 1968, elle et son mari sont arrivés de Savoie. Moins maintenant qu'ils vivent comme des paysans là-bas, avec leurs vaches, leurs chevaux et leurs ruches. Souhaitons-leur un long hiver (Jean Murat écrit aussi), pour que les pages s'entassent sur la table, pendant que dehors tombe la neige sur la rouille des voitures-sculptures.

Jacqueline Demoreux

100.000 LIVRES EN STOCK

5 CATALOGUES PAR AN

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE

9 RUE DE LA POMPE 75016 PARIS



**François Guéry défend le monde moderne  
contre Heidegger et les autres « penseurs de la technique »**

Dans la *Société industrielle* et ses ennemis, François Guéry n'y va pas par quatre chemins, et l'on ne dira plus, après la lecture de son livre, que Heidegger n'est mis en cause que par des ragots. Car en affrontant directement la thèse la plus forte du plus grand des penseurs allemands contemporains, François Guéry a saisi le taureau par les cornes et combattu le Minotaure.

Heidegger a opposé la poésie à l'industrie, l'art à la technique, le désenchantement de l'artisan à la façon du manufacturier. Il a fait de l'usine une maladie de l'esprit, et il a accusé la technique d'avoir manipulé les temps de concentration. Il a parlé sur le terrain de l'ontologie une incrimination épave dans les nombreux voyages en Industrie accomplis par ses efforts personnels et ceux de ses penseurs. La force de François Guéry est de ne pas contourner le témoignage de Georges Duhamel, de Claude Lévi-Strauss et de Jacques Ellul,

La force de François Guéry est encore de prendre appui sur le témoignage de Marx, incontestable criti-

C'est ici que Gröer retourne Heidegger comme un gant en changeant sa définition de la nature, en déplaçant les questions, en revenant à Husserl, le maître trahi. Il est vain de chercher, comme un enfant qui ne veut pas grandir ou un orgueilleux qui ne veut pas se dédire, la pastorale du pays perdu. Car l'esprit n'est pas une substance en soi distincte du corps, mais le milieu à partir duquel se construit, dans la nature et en la transformant, la société humaine.

Fulgurant, ondoyant, rempli d'images et d'astuce, éloigné de toute logique mécanique, le livre de François Guéry est aussi la preuve par l'art que la société industrielle a des amis.

de l'artifice comme celle d'une « seconde genèse » provoque par la création exubérante de l'intelligence humaine. C'est la grande Patricia Highsmith qui a montré combien la pulsion meurtrière que déchaîne la vulgarité correspond à une relation désaxée et snob aux objets de prestige. C'est le très sophistiqué Gombrowicz qui a décrit comment l'objet manufacturé blesse à mort l'ego aristocra-

que de la société industrielle, pour proposer à son tour une réponse complexe, nuancée, subtile. Dans l'analyse du fétichisme de la marchandise, Marx a montré que l'industrie est double. D'un côté elle est *privation* de la puissance subjective du produit, mais de l'autre elle est *dotation* de la puissance collective et objectivation de l'esprit puisque l'âme de l'industrie est dans la machine. S'il n'y a rien de vivant dans les grands automatiques qui substituent leurs artifices à la nature,

## *Le regard lucide de Jean Chesneaux sur l'étrange époque que nous vivons*

Prolongeant sa réflexion d'il y a six ans (1), Jean Chesneaux invite le lecteur à visiter à travers la planète des « lieux de modernité » à partir desquels il nous propose des analyses aiguës sur l'étrange et dangereuse époque que nous vivons. Elle illustre peut-être moins les fantasmes d'Huxley ou d'Orwell que certaines préfigurations de Swift.

Lors de son troisième voyage, Gulliver visite l'île volante de Laputa. Ses habitants sont tellement obsédés de formalisme géométrique que pour louer la beauté d'une femme, ils la décrivent à l'aide de cercles, de parallélogrammes et d'ellipses, Les régents de Laputa confondent la science du gouvernement et la science des nombres. Ils sont si convaincus que les hommes ont qu'un grain de céréale ne se divise plus de plus de degrés qu'un petit, de même on peut régenter et administrer toute la Terre sans avoir besoin de plus de qualités que pour manœuvrer et faire tourner une boule ».

C'est bien la logique du « technocosme » qui est le nôtre et de l'économie mondiale, poursuit Chesneau. Et de le démontrer, de le déplorer, de chercher les moyens d'en sortir dans un livre brillant et solide, gorgé de culture.

Hongkong est l'enseigne de son premier chapitre, « lien de

modernité», où l'on perçoit une autre relation à l'espace et au temps, caractéristique du système rigide qui nous commande, où nous sommes esclaves de l'immédiat, où l'espace se distend alors que le temps se contracte. Voici d'autres « lieux » : le stade géant de San Siro à Milan, où le sport est mondialisé et permet d'unir dans les mêmes rêves d'errance et de simulacres, dans le même culte du végétarisme, « les tribus dispersées de la modernité-monde » (deux milliards de téléspectateurs ont suivi les Jeux olympiques de Séoul en 1988 !).

La « planète câblée » se résume aussi dans les grandes Bourses du monde, dont le réseau est tout le contraire d'un ordre économique, où l'on perçoit peut-être mieux qu'ailleurs combien l'économie s'est « déancrée » (K. Polanyi), des réalités sociales, culturelles, politiques qui sont le fondement même de la condition humaine.

« La globalisation économique semble jouer à la fois contre le globe et contre les intérêts locaux des groupes humains particuliers. »

Beanbourg est le lieu où la culture s'identifie de façon presque obsessionnelle avec les fonctions de circulation et de communication, l'être humain s'arrachant de plus en plus à son sol (la « *dé-solation* » d'Hannah Arendt), à ses ancrages, à son espace d'identité. « *La culture se dissout dans les circuits et les flux par lesquels se propage sa propre image.* »

**Cap Canaveral, Kourou, Bé-**  
knour, « *sas par lesquels le*  
*champ de l'activité humaine a*  
*soudain sauté de deux à trois*  
*dimensions* », autres « *lieux de*  
*modernité* », symboles des tech-  
niques de pointe et de la puis-  
sance de l'informatique ; Berlay-  
mont, le complexe vitro-bétonné  
de Bruxelles où siègent les ser-  
vices de la CEE, type de ces  
places où s'érige la société politi-  
que. Une autre fois, le tissage non  
conflictuel des ensembles  
humains.

**Autre « lieu »**, la forêt amazo-  
nienne est le symbole de la  
vieillesse, de la sagesse, de la  
sérénité, de l'écologie, de  
la tierce-monde, la ville, sont  
devenus des points de désarroi.  
Et l'être humain lui-même,  
tendu, vivant dans les brouil-  
lards, cherchant à fuir.

Bien sûr, on a déjà souvent vu cela quelque part sous d'autres formes. Le mérite de Jean Chesneaux est de ne pas tourner le dos à ce monde-là puisque c'est le nôtre, mais de le considérer comme un moment historique singulier, donc avec un certain détachement. James Callaghan s'est placé un système global qui est bien autre chose qu'une « troisième révolution industrielle ». Or les innovations techniques ne peuvent agir parce que la société les a appelées, parce qu'il existait une demande sociale « en outils de possession; en instruments de gestion complexe, en appareil-

lage de contrôle social polyvalent », etc. C'est donc une autre logique qu'il nous faut.

La « sagesse » dont nous entretenent nous autre *in fine*, à travers les résumés et les conclusions de discussions, doit être médiatisée par les acteurs du système actuel plus encore que par des responsables, qui répondent à la pression du groupe. Grapplisons quelques suggestions : relativiser le présent et le discours sur la technique (en regardant des effets sur l'aval, en renouant avec des procédés moins sophistiqués, en prenant au sérieux le butoir de l'éthique) ; réduire les prétentions de l'économie à gouverner le monde ; encourager les résistances collectives qui ont un avenir (associations de consommateurs, de défense de la nature, etc.) ; les représentants de la « société civile internationale » comme les ONG (organisations non gouvernementales) ; remettre en cause la situation privilégiée de l'Occident, car si le modèle est reproductible, il n'est pas généralisable ; retrouver un Occident qui se réaffirme comme réalité locale au lieu de prétendre incarner l'avenir entier de l'humanité ».

Comment réveiller les esprits ? Une chance : les jeunes sont très sensibles aux images des désastres de la modernité.

**P. D.**

(1) *De la modernité*, François Maspéro, 1983.

En privilégiant les sens et leur Intelligence, c'est-à-dire leur exigence, Jean-Pierre Coffe fait aussi œuvre d'historien. Qu'il s'agisse du café, du cigare, du miel ou de la calvitie, il nous rappelle l'origine des choses. Le texte qu'il consacre au cigare est exemplaire : il en retrace l'histoire de 1492 à nos jours et balaie au passage quelques fausses bonnes idées sur la manière de le fumer. On lit souvent en le lisant. Son texte sur le parfum

est drôle. Qui n'a pas eu un jour la nausée en entrant dans une salle d'attente, dans un aéroport ou dans un grand magasin ? Tous les parfums mêlés rivalisent d'agressivité, jusqu'à dégager une odeur suffocante.

On apprend des choses très utiles : le café paraît être la blue mountain de la Jamaïque ; le saumon sauvage a une queue en forme de « M » construite de deux triangles ; celui d'élevage a une queue en triangle isocèle ; la France importe des champignons, les groilles viennent du Maroc ; les « pomprins » (ou « pomps ») ne servent à rien ; la France ne consomme par personne 18 kilos de sushis (J.-P. Coffe, pas un gramme, moi non plus) ; en infusion, la queue de cerise est un excellent diurétique ; enfin, savez-vous pourquoi on ne nourrit pas les poules avec du jambon ? « parce qu'il se transformerait en viande de contrabande », constate la majorité de ce qu'on fait avec leur chair », répond J.-P. Coffe.

A la base du « bon » et du « vrai vivre », il y a le besoin de savoir : le consommateur a le droit de savoir ce qu'il mange et de déjouer les détournements et parfois les « magouilles » que les industriels font subir aux aliments pour un maximum de rentabilité. Ces deux ouvrages, indispensables, sont une façon d'exigence.

**T.B.J.**

## Michel Polanyi rejoint la grande leçon de Montesquieu

**LA LOGIQUE  
DE LA LIBERTÉ**  
*de Michel Polanyi.*  
*Préface de Michel Nemo.*  
**PUF, 254 p., 140 F.**

Micjel Polanyi est moins connu que son frère Karl, spécialiste d'anthropologie économique et auteur de la *Grande Transformation* (1). Il a pourtant laissé des livres de science sociale qui comptent, après avoir été professeur de chimie à l'université de Manchester. Son livre la *Logique de la liberté*, qui date de 1951, vient d'être traduit en français. Il contient beaucoup d'études écrites juste après la deuxième guerre mondiale et, à l'instar de la *Grande Transformation*, déroulent aujourd'hui son grand vent d'Est, on ne manquera pas de penser que l'homme avait du flair.

De formation scientifique, Michel Polanyi ouvre son livre sur une réflexion épistémologique avec ce thème provocant : « La science repose sur des croyances ». La liberté du chercheur, la responsabilité de l'enseignement dans une hypothèse de travail, « dans le droit de poursuivre l'exploitation de ses convictions et de maintenir sous leur conduite les valeurs de la communauté scientifique ». Cette attitude est d'autant plus précieuse qu'il ne reste plus d'idées nouvelles à découvrir, car « à aucun doute n'est possible. Etre libre, c'est se donner ses propres contraintes, ne pas exiger de l'Etat qu'il permette à l'individu d'agir selon ses propres intérêts, mais obtenir qu'on lui laisse faire ce qu'il a vocation de faire. On ne retrouve la haute conception de la liberté, la haute conception de la liberté : le droit de faire ce que l'on doit faire ».

Le plaidoyer de Polanyi sur l'autonomie de la science est convaincant, mais serait-il aussi affirmatif aujourd'hui sur la séparation entre la recherche pure et ses applications ? Ne voit-on pas dans certains domaines des phénomènes de rétroaction tels que des technologies de pointe peuvent aboutir à l'acquisition de la connaissance par elle-même ? Néanmoins, il est tout à fait vrai que personne ne peut dire au moment d'une

découverte quels seront ses futurs développements pratiques et que vouloir « encadrer » la science de telle sorte qu'elle ne puisse travailler qu'au bien-être de l'humanité est la meilleure façon de l'assécher. Le rôle des pouvoirs publics n'est pas de planifier la recherche mais seulement de créer des conditions favorables à son développement.

« L'ordre spontané »

Elargissement son propos, Michel Polanyi souligne : « l'incohérence d'un libéralisme fondé sur le doute philosophique ». Sans l'appui des forces morales et l'autodévoûment. De même, sur le terrain économique, la liberté, indispensable levier de l'efficacité et du profit, ne peut s'épanouir sans risque que si les tâches sociales sont accomplies. Notre auteur oppose ce qu'il appelle « l'ordre spontané » — qui rejoint la « main invisible » d'Adam Smith — à l'ordre délibéré, centralisé et il ne privilégie le premier que s'il peut se couler dans des institutions juridiques fondées sur les règles fondamentales du droit civil. Il faudrait même aller au-delà et « l'on peut aller jusqu'à l'intérieur des institutions d'une étroite fourchette, de faire varier simultanément les buts économiques et les institutions nécessaires pour leur poursuite ».

Aucun dogmatisme, on le voit, chez notre auteur, qui ne cherche qu'à forger « une bonne société respectant la vérité et la justice ». On reste tout de même sur sa faim quant à la manière de la réaliser. Pourquoi les riches profitent-ils plus que les pauvres de la création des richesses permises par le libéralisme ? Sans doute l'accumulation — Marx l'avait bien analysé — est-elle l'indispensable force motrice de l'économie. Mais quand le système libéral devient une machine à fabriquer des exclus comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui, où est sa victoire ?

## Pierre Dronia

(1) Gallimard, 1983. (Traduction française de son livre écrit en 1944.)







# La raison et le sacré

Manuel de Diéguez dénonce les vieux démons de l'Occident.

**LE COMBAT DE LA RAISON**  
de Manuel de Diéguez.  
Albin Michel, 288 p., 140 F.

Manuel de Diéguez reste un cas déconcertant dans le panorama culturel français. Il a publié ses deux premiers livres — un essai sur le nihilisme et un autre sur l'avenir de l'Europe — en 1948. Il nous donne aujourd'hui le dix-neuvième, intitulé : *Le Combat de la raison*. Au long de ces quarante années, il n'a cessé de réfléchir en philosophie sur la dérive de l'Occident, sur notre goût pour les idées et pour les mythes, pour les fantasmes et pour les vieux démons qui nous empêchent d'affronter la réalité. Mais sa qualité majeure, la lucidité, ne lui a pas fait que des amis. Elle l'a même privé de la reconnaissance à laquelle, dans n'importe quel autre pays, un écrivain de cette envergure aurait eu droit.

La France est une terre ingrate pour les intellectuels qui font passer le souci de penser



Manuel de Diéguez : penser librement.

librement avant celui d'appartenir à une cotterie. L'Université n'a pas réclamé Manuel de Diéguez ; aucun éditeur n'a su le conserver, et les médias ne l'ont guère encensé — bien que la *Caverne* (1) ait été, dans son genre, un livre aussi important

que les *Mots et les Choses*. Qu'importe ! Inlassablement le philosophe continue d'avancer, jetant dans chacun de ses livres une lumière nouvelle sur ce qu'il nomme l'« inconscient » de la raison occidentale. Ce sont aujourd'hui les racines du sacré

qu'il explore, les liens qui permettent aux religions de continuer à tenir, au sein du vingt et unième siècle, la même place dans nos sociétés qu'au Moyen Âge.

Voici un livre qui traite de deux sujets brûlants : obscurantisme et fanatisme. Et dont la thèse est aussi forte que simple : l'essence ultime du théologique est d'ordre politique. Mais cette explication n'est pas une invitation à se résigner. Bien au contraire, ce n'est qu'en acceptant courageusement d'en revenir au point de vue athée que la raison peut à la fois comprendre ce qu'a pu être, jadis, la fonction civilisatrice des grandes religions et se déprendre, aujourd'hui, de la fascination qu'elles exercent non seulement sur leurs adeptes mais sur la société entière.

## Une rupture du consensus

Car même la République laïque — et signalons que ce livre fut rédigé avant l'été — semble désormais sur le point d'accepter n'importe quelle expression du sentiment religieux comme une marque légitime d'identité culturelle. La démocratie est devenue ecclésiastique, et la célébration du Bicentenaire elle-même a parfois pris des allures de grande messe. C'est ce consensus que de Diéguez vient rompre. « *Soutenir que les religions ne sont que des exorcismes et qu'il faut respecter les fantasmes qui garantissent la paix publique* — écrit-il, — c'est fonder la civilisation sur le cynisme politique. » Un cynisme dont les victimes seront toujours les mêmes : les pauvres, éternels laissés-pour-compte du progrès, dont le sort a cessé d'intéresser notre société en proie à la double folie de l'or et du surmatériel.

Car, contrairement à ce qu'on avait cru après 1968, la religion peut faire très bon ménage avec le matérialisme, le dollar avec la superstition. Ce n'est donc pas du côté du sacré que viendra le salut mais, plus que jamais, de celui de la raison — d'une raison démythifiée et par là même capable de s'ouvrir enfin au seul mystère qui en vaille la peine, celui du cerveau humain. Une raison à laquelle — hormis Manuel de Diéguez — bien peu, aujourd'hui, osent encore se référer.

Ch. D.

(1) Gallimard, 1974.

# Le cerveau du mathématicien

**MATÈRE À PENSÉE**  
de Jean-Pierre Changeux  
et Alain Connes.  
Ed. Odile Jacob,  
272 p., 120 F.

Jean-Pierre Changeux est biologiste, Alain Connes mathématicien. Le premier est l'auteur d'un travail — *l'Homme neuronal* (1) — qui fut un best-seller ; le second est l'un des rares Français à avoir obtenu la médaille Fields, équivalent du prix Nobel dans sa spécialité. Tous deux sont professeurs au Collège de France et membres de l'Académie des sciences. C'est dire qu'un dialogue scientifique et philosophique entre deux personnalités de cette envergure ne saurait voler bas !

Issu de la retranscription d'entretiens à bâtons rompus, *Matère à pensée* nous aide à pénétrer dans les questions les plus vivantes que se posent les chercheurs d'aujourd'hui. Au cœur du débat, la relation entre mathématiques et neurobiologie. La première est un savoir purement théorique, qui ne doit apparemment rien à l'expérience ; l'algèbre et la géométrie ne sont-elles pas des constructions mentales forgées par le cerveau du mathématicien ? La neurobiologie est au contraire

une science expérimentale, dont l'objet d'étude est autre — justement — que le cerveau humain, avec ses cent milliards de neurones et un nombre encore plus élevé de synapses. D'où la question posée par Changeux : l'analyse des théories mathématiques existantes et, plus encore, celle de la façon dont procède le mathématicien dans son travail ne pourraient-elles nous éclairer sur la manière dont le cerveau fonctionne ? Bref, les mathématiques ne sont-elles pas, au moins en partie, un reflet de la structure cérébrale ?

## Sélection naturelle

Alain Connes manifeste d'abord sa résistance à cette idée. Il faut dire que pour lui, comme pour la tradition des mathématiciens « réalistes » ou platoniciens à laquelle il se rattache, les signes qu'il manipule à longueur de journée ne sauraient être liés à une réalité contingente — notre encéphale — puisqu'ils expriment les rapports nécessaires unissant entre eux des êtres intelligibles qui, à leur manière, existent et continueraient d'exister même si les

hommes n'étaient plus là pour les déchiffrer.

Puis, au fur et à mesure que le dialogue progresse, Alain Connes est amené à nuancer sa position initiale. Les arguments avancés par Jean-Pierre Changeux pour expliquer comment les concepts mathématiques actuels sont le produit d'un long travail et d'une sorte de sélection naturelle des idées tendent en effet à consolider l'hypothèse selon laquelle les mathématiques seraient à la fois un produit du cerveau et l'une des meilleures voies d'accès à la compréhension de son fonctionnement.

Le lecteur, quant à lui, se gardera de juger : il est déjà trop heureux que de grands scientifiques prennent la peine de lui faire partager leurs doutes et leurs questions. Quelques esprits chegrins ne manqueraient pas de reprocher à ce livre d'en rester à un niveau trop général, mais c'est tant mieux pour les autres. Voilà en tout cas un ouvrage qui prouve que l'on peut, sans jargonner, aborder des problèmes importants.

Ch. D.

(1) Fayard, 1983.

# François Laruelle sous pavillon inconnu

L'aventure d'une pensée étrangère à la foi philosophique

**PHILOSOPHIE ET NON-PHILOSOPHIE**  
de François Laruelle.  
Ed. Pierre Mardaga,  
Liège-Bruxelles, 255 p., 240 F.

Si vous voulez faire périr une idée nouvelle, disait Léon Chestov, faites tout ce que vous pouvez pour lui donner la plus grande diffusion possible. Cette sombre prophétie ne guette pas encore l'œuvre de François Laruelle, qui pourtant, comme toutes les œuvres originales, est en train de former sa propre audience et son public. L'éditeur Pierre Mardaga, de Bruxelles, publie le neuvième livre de ce travailleur de l'ombre, qui incarne à lui seul un vaste programme de pensée neuve. On en juge par l'ampleur de ses travaux, ses nombreuses activités de conférencier au Collège international de philosophie, la revue qu'il dirige chez Osiris, la *Décision philosophique*, ses publications dans diverses directions ou champs de recherche (science, technologie, philosophie, éthique, esthétique, etc.) et par la tranquillité de ses audaces.

François Laruelle navigue sous un pavillon inconnu, et le titre de son dernier livre, *Philosophie et non-philosophie*, suscite l'interrogation. On lui connaît beaucoup d'admiration, mais aucun maître, et l'étiquette d'épistémologue ne lui convient

drat pas plus que celle, trop simple pour lui maintenant, de philosophe. D'autant que son œuvre, autrefois homogène, est, depuis quelques années, coupée en deux, et que deux lignes inconciliables s'en dégagent.

A ses débuts, en effet, François Laruelle fut un philosophe méritant, un bricoleur inventif, qui sut mener un juste combat en compagnie des maîtres-penseurs du soupçon et de la déconstruction. Ses premiers ouvrages, regroupés maintenant sous le titre générique de *Philosophie I*, ont essentiellement recours à Nietzsche et à sa méthode d'interprétation. Mais il apporte au passage une contribution presque excessive à la philosophie contemporaine et débordée déjà les thèmes dominants de l'époque.

En 1981, commence une nouvelle période, décisive : *Philosophie II*. Laruelle écarte dans les retraits de la philosophie et pas seulement du post-modernisme. Une *biographie de l'homme ordinaire* (1) est plus qu'une pause, c'est un livre qui inaugure un nouvel espace de pensée, au-delà des bornes fixées par les Grecs et par la tradition juive. C'est une découverte : celle de l'« Être » et un adieu : adieu à l'« Être » et à l'« Autre » à l'unité-totalité et à l'« altérité » qui la déconstruirait.

Laruelle met à jour une pensée de l'homme comme individu

radical et commence à parler de l'« Un » comme d'une expérience non philosophique. Drôle d'étoile que cet Un, qui semble ressortir à une vieille tradition, et qui, pourtant, n'appartient plus ici à Plotin et à la philosophie. Dans son dernier livre, l'auteur en parle comme d'« une étreinte éternelle et sans passé ni avenir, sans origine ni destination », comme d'une expérience donnée avant toute décision philosophique, comme d'un vécu irréfutable et qui n'est autre que le réel au sens rigoureux, l'homme en son essence.

## La fin des idoles

Décrire cette nouvelle pensée de l'« Un » serait trop long, mais notons simplement combien son assise est étrangère à la foi philosophique. Car bien loin de se référer au Monde ou à l'« Être », il est « l'élément absolument suffisant de la pensée ». C'est lui qui assure à l'homme la prééminence d'un ordre autonome au regard du Monde, que l'on rencontre à titre d'occasion seulement. Autant dire que c'est le réel de l'homme qui est premier et que l'« Un », au contraire de l'« Être » qui mélange l'« Un » et le divers, est une formidable protection contre toutes les formes de transcendance ou d'altérité, finalement d'autorité.

Les analyses de Laruelle respectent donc scrupuleusement ce qui se confond en fait, selon lui, avec la posture ou la pensée de la science. De quel réel en revanche parle la philosophie ? Quel est son terrain ? A ces questions, l'auteur répond en proposant un nouveau traitement du récit philosophique, qui, sans piétiner sa nature, suspend sa prétention à légiférer sur le réel. Telle est la gloire de l'« Un » et son ouverture, qui déjouent les « aventures programmées » de la philosophie.

Contre toutes les guerres de position, contre toutes les décisions philosophiques qui s'évaluent maintenant au regard de l'« Un », Laruelle estime nécessaire de surseoir à l'autorité des philosophes, de leur faire admettre qu'ils ont toujours dénié le réel au nom de l'« Être » ou de l'« Autre », qu'ils se sont trop fondés sur la perception et le Monde, bref qu'ils ont construit des idoles au nom de la philosophie ! Celle-ci ne suffit plus pour résoudre les problèmes et même pour les identifier, voilà la bombe à retardement que Laruelle a placée dans les fondations.

Philippe Petit

(1) Aubier-Montaigne, 1985, Paris.

## AU FIL DES LECTURES

par Christian Delcampagne

# Popper et la science

**KARL POPPER ET LA SCIENCE D'AUJOURD'HUI**  
Volume collectif  
sous la direction  
de Renée Bouveresse.  
Aubier-Montaigne, 494 p., 182 F.

Du 1<sup>er</sup> au 11 juillet 1981 se tint à Carisyl-la-Salle le premier colloque international consacré, en France, à l'examen de la pensée de Karl Popper. Organisé par Renée Bouveresse, professeur à l'université de Strasbourg, il réunit non seulement des spécialistes de

Popper, mais aussi des philosophes et des savants venus des horizons les plus divers, avec le souci de faire le point sur ce que les travaux du maître viennois avaient réellement apporté à l'épistémologie contemporaine. Ce sont les actes de ce colloque que publient aujourd'hui les éditions Aubier. Introduits par un article de Popper datant de 1972 (« Le mythe du cadre de référence »), ils concernent aussi bien l'histoire, la linguistique et la psychologie que la physique et la biologie.

# Wittgenstein et la philosophie

**LIRE WITTGENSTEIN**  
de Daniel Nicolet.  
Aubier-Montaigne, 234 p., 100 F.

Les bons livres sur Wittgenstein sont encore si peu nombreux en France que celui-ci mérite absolument d'être signalé. Son auteur, Daniel Nicolet, professeur à l'université de Lausanne, est de ceux qui estiment — à juste titre — que l'auteur du *Tractatus logico-philosophicus* est trop important pour être abandonné à la philosophie analytique de tradition anglosaxonne, qui ne semble

pouvoir se réclamer de lui qu'à la faveur d'un vaste malentendu. Le problème, on le sait, vient de ce qu'il est particulièrement difficile de reconstituer la pensée de Wittgenstein. Celui-ci, de son vivant, peu publié ; et la plupart de ses écrits posthumes prennent la forme morcelée du fragment, de l'aphorisme ou du puzzle, quand il ne s'agit pas de simples ébauches reflétant un travail inachevé. Daniel Nicolet a cependant le courage de reconstituer, à partir de ces morceaux dispersés, les principales idées de celui qui pensait qu'« il n'y a pas de théorie possible en philosophie ».

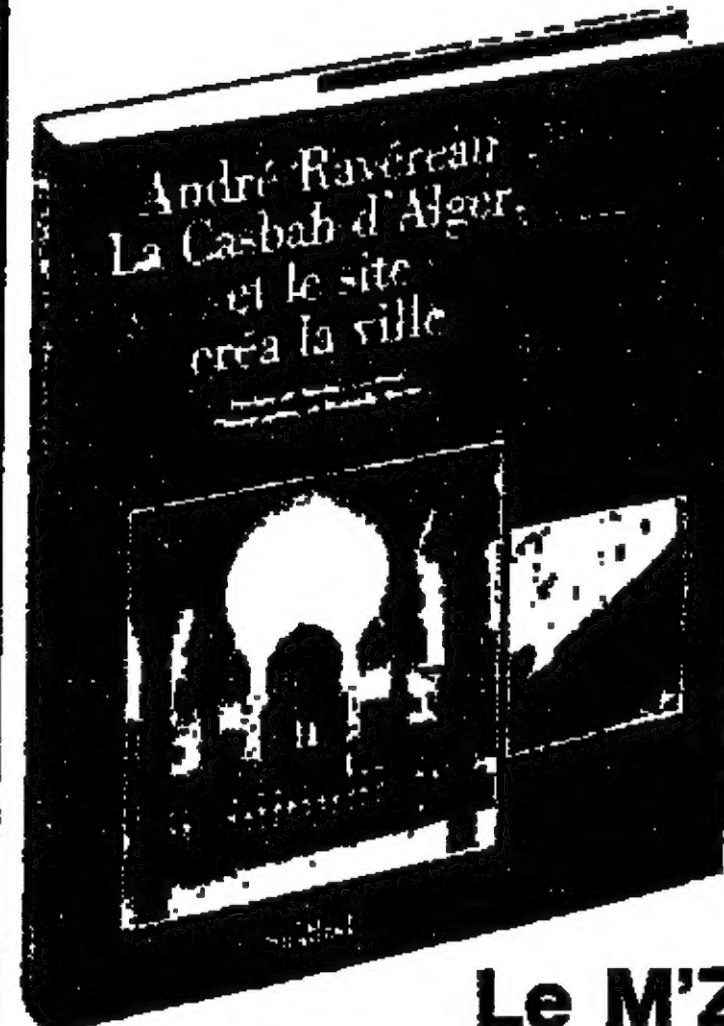
# La « sémantique formelle »

**RECHERCHES SUR LA PHILOSOPHIE ET LE LANGAGE**  
N° 10 des Cahiers  
du groupe de recherches  
sur la philosophie  
et le langage  
de l'université de Grenoble,  
diffusion Éditions Vrin,  
336 p., 92 F.

Voici l'une des revues universitaires les plus fécondes en France dans le domaine de la philosophie. Son dernier numéro reprend les actes d'un colloque international qui eut lieu à Grenoble en septembre 1987 intitulé « Sémantique formelle et philosophie du lan-

gage ». Le lecteur — à condition d'être déjà quelque peu familiarisé avec les recherches contemporaines en matière linguistique — y apprendra également tout ce qu'il faut savoir sur la « sémantique formelle », cette branche de la logique fondée par A. Tarski et consacrée à l'interprétation des langages artificiels construits par les logiciens, mais aussi — depuis les travaux de Donald Davidson et de Michael Dummett — à celle des langues naturelles. En deux mots, le dernier état des idées sur ce que signifie la « signification » en général.

# La Casbah d'Alger, et le site créa la ville



par André Ravéreau  
préface de  
Mostefa Lacherat,  
photographies  
de Manuelle Roche.  
Voici enfin un livre  
d'architecture sur  
ce lieu inouï suspendu  
entre ciel et mer.  
Relié toile sous  
jaquette. 33 dessins  
et 155 photographies  
noir et couleurs.  
240 pages. 340 F.

# Le M'Zab, une leçon d'architecture

par André Ravéreau, préface de Hassan Fathy,  
photographies de Manuelle Roche.  
Au Sahara, mille ans d'une architecture exemplaire.  
128 illustrations noir et couleurs. Broché, 288 pages. 298 F.

# L'art de l'Islam

Langage et signification. Par Titus Burckhardt.  
Une synthèse magistrale et une initiation.  
100 photographies en couleur de Roland Michaud.  
Broché, 312 pages. 298 F.

# Sindbad

En librairie, dans les grands magasins, chez l'Éditeur  
1 et 3, rue Feutrier, 75018 Paris. Tél. (1) 42.55.35.23



